

Université de Montréal

Herméneutique du discours savant de la guerre

par

Miloud Chennoufi

Département de science politique

Faculté des art et sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures

en vue de l'obtention du grade de Docteur

en Science Politique

Octobre, 2007

© Miloud Chennoufi, 2007

Université de Montréal



JA

39

U54

2008

v. 003

Direction des bibliothèques

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Faculté des études supérieures

Cette thèse intitulée :

Herméneutique du discours savant de la guerre

présentée par :

Miloud Chennoufi

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Dr. Laurence McFalls

président-rapporteur

Dr. Charles Blattberg

directeur de recherche

Dr. Daniel Weinstock

membre du jury

Dr. Francis Dupuis-Déry

examineur externe

Dr. Marie-Andrée Bertrand

représentante du doyen de la FES

À ma mère.
إكرامًا لوجه والنتي

Remerciements

Le propos n'est en rien forcé : une thèse de doctorat se confond avec l'expérience de la solitude. Je demeure cependant convaincu qu'elle est surtout une œuvre collective. D'autres personnes que l'auteur, d'autres personnes avant l'auteur, en assurent les conditions premières de possibilité. Faire œuvre de reconnaissance – on le comprendra – en exprimera au mieux les prolégomènes.

Un visage, en premier, loin devant tous les autres, occupe mon esprit dès que je lui enjoins de se plier au devoir de reconnaissance : le visage de ma mère. Privée d'instruction par les aléas de la vie, elle a consenti maints sacrifices, s'est imposée moult privations pour que ses enfants s'instruisent. Tel est le seul sentier d'émancipation qu'elle a chéri dans la mystique de sa sagesse et de sa piété. Qu'elle trouve ici l'expression de ma plus tendre affection.

Mes sœurs et mon frère, confiants à mon égard jusqu'à la démesure, m'ont soutenu et encouragé tout au long du périple qui m'a mené ces quatre dernières années dans les méandres d'un travail éprouvant. Je ne saurai jamais trouver les mots pour leur exprimer ma profonde gratitude.

Sans le soutien de mon oncle Lakhdar, je ne serais certainement pas parvenu à m'extraire du contexte tragique dans lequel le destin a voulu que je naisse, ni à étudier sous un ciel plus clément. Enfant, j'étais fasciné par sa bibliothèque. Lorsque le désir de lecture s'est révélé à moi et est devenu vital, c'est vers cette bibliothèque dont il a fait généreusement don à mes sœurs, mon frère et moi que je me suis dirigé. J'y ai puisé des livres d'une extraordinaire variété, écrits en trois langues. C'est la principale source de mon penchant pour la multidisciplinarité, le multilinguisme et le multiculturalisme.

Céline, ma compagne pour la vie, a vu naître le projet de cette thèse dans les circonstances dramatiques d'une guerre injuste et barbare menée au nom de la civilisation. Plus que toute autre personne, elle sait à quel point se mêlent dans mes sentiments la volonté de crier contre la meute des va-t-en-guerre et des cannibales friands de chair à canon, et – ceci explique cela – le besoin thérapeutique d'autopréservation. Elle fut le témoin privilégié des joies, des peines, des moments exaltants et des instants de doute, des épisodes d'énergie débordante et d'épuisement qui ont jalonné mon parcours. Elle fut, pour mon plus grand plaisir, la première à lire cette thèse achevée. Soucieuse de la clarté de mon propos, elle m'a prodigué de précieux conseils. Je suis redevable à son amour et au bonheur avec lesquels elle m'entoure.

Que celui qui m'a appris à déchiffrer une lettre de l'alphabet soit assuré de ma sollicitude ma vie durant. Voilà l'adage par lequel j'entends évoquer le professeur Charles Blattberg, mon directeur de recherche. J'ai eu le privilège, rare semble-t-il, d'une relation que rien, absolument rien, n'a entaché pendant quatre ans. En homme vivant harmonieusement avec la morale dialogique qu'il enseigne par ailleurs avec passion, jamais l'empathie n'a fait défaut aux commentaires qu'il m'adressait ; pas même à l'occasion des innombrables errements dans lesquels il m'est arrivé de

m'égarer. Je suis pris de tremblements dès que me revient la vérité lancinante que voici : sans ma rencontre avec le professeur Blattberg, j'aurais fort probablement abandonné l'idée même de faire une thèse, un rêve qui me poursuit pourtant depuis l'aube de mon adolescence. Car au-delà de ses compétences académiques et pédagogiques, il est philosophe au sens plein du terme : un sage, ami de la sagesse. Il fut une source d'inspiration. Ma thèse lui doit autrement plus que ne laisse entendre les rares fois où je l'ai cité. Mais plus que tout, le professeur Blattberg fut le directeur *improbable* d'un doctorant tout aussi *improbable*, tellement un certain dogme, hélas particulièrement prégnant chez les esprits bien pensants, voudrait que ses origines et les miennes fassent de nous des ennemis irréductibles. Ce dogme est fallacieux ; en atteste la matérialité de cette thèse. À lui va toute la révérence de ma reconnaissance.

Mes remerciements seraient incomplets si j'omettais les enseignant(e)s et professeur(e)s qui m'ont pris par la main depuis mon enfance. Me viennent à l'esprit le tendre souvenir de M. Maâza, Mme Benhassine, Melle Khellal, Mme Belkadi dans les écoles d'Alger et celui du professeur Benhassine à l'Université d'Alger. Plus près de moi, les professeurs exceptionnels que j'ai connus à HEC-Montréal. À commencer par le professeur Alain Chanlat dont le profond humanisme m'avait tôt fait me sentir chez moi au Québec. Le professeur Omar Aktouf dont l'intégrité de l'engagement fut pour moi le repère salutaire d'une heureuse éthique du minoritaire qui ne courbe pas l'échine devant les affolements hystériques des pouvoirs établis. Le professeur Richard Déry occupe une place particulière dans ma mémoire d'étudiant. Jouissant de connaissances encyclopédiques, il fait cependant preuve d'une incroyable humilité. Je n'ai jamais cessé – et continuerai – de m'inspirer de sa pédagogie dans mon propre exercice du métier d'enseignant.

Je ne manquerai pas de remercier infiniment le département de science politique de l'Université de Montréal pour le soutien financier qu'il m'a apporté. Je suis également reconnaissant aux organismes qui m'ont permis d'accomplir ma thèse loin du besoin et de la précarité : le Fonds Québécois de la Recherche sur la Nature et les Technologies, le Conseil Canadien de Droit International, le Centre de Recherche en Éthique de l'Université de Montréal et l'Atelier de Théorie Politique de Montréal.

Il va sans dire que je demeure le seul et unique responsable des faiblesses et limites du présent travail.

Résumé

La présente thèse est une herméneutique du discours savant de la guerre accomplie à travers une réflexion de philosophie politique. Elle entend montrer que dans les travaux appartenant à la théorie des relations internationales, le discours savant de la guerre repose sur l'idée selon laquelle la guerre représente l'horizon ultime des relations internationales. Pour consolider cette idée, le discours savant de la guerre procède par une démarche qui se caractérise par un ensemble de traits. Le premier objectif de cette thèse est de les mettre en évidence. Ces traits sont : le théoricisme, la négation de la pratique, la légitimation par la référence aux classiques, l'usage sélectif de l'histoire, la réflexion sur la base de cas extrêmes et la tendance à la pensée démissionnante. L'autre objectif de la thèse est de montrer que le discours savant de la guerre n'est pas uniquement un discours sur la guerre ; il fait lui-même partie de la pratique qui, dans le champ politique, tient pour acquis que la guerre représente l'horizon ultime des relations internationales. Afin de réaliser ces deux objectifs, un cadre de réflexion herméneutique a été articulé. Les notions de domaine d'intelligibilité, d'horizon de compréhension et de préjugés herméneutiques ont été forgées. L'exercice a porté sur cinq auteurs fondamentaux en théorie des relations internationales : Hans Morgenthau, Kenneth Waltz, Robert Gilpin, John Mearsheimer et Samuel Huntington. Des auteurs classiques ont été également étudiés. Il s'agit de Thucydide, Thomas Hobbes, l'Abbé de Saint-Pierre et Jean-Jacques Rousseau.

Mots-clés : Herméneutique, interprétation, relations internationales, guerre, philosophie politique.

Abstract

This thesis is a hermeneutical interpretation of the academic discourse of war accomplished through a political philosophy perspective. It intends to demonstrate that in the works belonging to international relations theory, the academic discourse of war rests on the idea that war is the ultimate horizon of international relations. To consolidate this idea, the academic discourse of war proceed through a process that is characterized by a set of traits. The first objective of this thesis is to highlight those traits : theoreticism, denial of the practice, the legitimization by the reference to the classics, the selective use of history, reflection based on extreme cases and resigning thinking. A further aim of the thesis is to show that the academic discourse of war is not only a discourse on war, it is itself part of the practice which assumes, in the political field, that war represents the ultimate horizon of international relations. To achieve these two objectives, a framework for hermeneutical thinking has been articulated. The concepts of realm of intelligibility, understanding horizon and hermeneutical prejudices were forged. The exercise focused on five fundamental authors in international relations theory : Hans Morgenthau, Kenneth Waltz, Robert Gilpin, John Mearsheimer and Samuel Huntington. Some classical writers were also studied : Thucydides, Thomas Hobbes, the Abbot of Saint-Pierre and Jean-Jacques Rousseau.

Key-Words : Hermeneutics, Interpretation, International Relations, War, Political Philosophy.

Table des matières

Introduction générale	1
PREMIÈRE PARTIE :	8
Portée de la thèse et considérations méthodologiques	8
Chapitre 1.....	10
Portée de la thèse.....	10
1. Problématique.....	10
2. Portée et objectifs de la thèse.....	13
3. Limite du domaine d'intelligibilité en théorie des relations internationales... 18	
3.1 L'histoire de la théorie des relations internationales selon l'épistémologie paradigmatique.....	19
3.2 Retour sur l'épistémologie de Kuhn.....	22
3.3 L'inadéquation de l'épistémologie paradigmatique aux relations internationales.....	26
Chapitre 2.....	32
Considérations méthodologiques.....	32
1. Domaine herméneutique d'intelligibilité et cadre opératoire de la thèse..... 32	
1.1 Herméneutique et préjugés.....	32
1.1.1. <i>Les préjugés de précipitation</i>	37
1.1.2 <i>Les préjugés d'autorité et de reconnaissance</i>	37
1.1.3 <i>Les préjugés idéologiques</i>	40
1.2 Sources des préjugés et expérience de la pensée.....	42
2. Cadre opératoire.....	45
3. Choix des textes et démarche globale.....	50
DEUXIÈME PARTIE	53
Un classique en avant-propos	53
Chapitre 3.....	55
Analogie hobbesienne et origine de la guerre comme horizon ultime des relations internationales.....	55
1. De l'usage d'un cas extrême fictif.....	58
1.1 Les deux phrases à l'origine de l'analogie hobbesienne.....	59
1.2 Contexte d'énonciation des deux phrases : la cinquième section du chapitre XIII.....	62
1.3 Contexte d'énonciation des deux phrases : le chapitre XIII.....	63
1.4 Le <i>Dialogue</i> et le <i>Citoyen</i>	66
2. La pratique voilée.....	69
3. Horizon des relations internationales et mutation de la pratique politique dans la modernité.....	82
3.1. Transformation de la pratique politique domestique.....	83
3.2. Une pratique politique internationale inédite.....	86

TROISIÈME PARTIE	93
Guerre et humanité	93
Chapitre 4	95
De l'ontologie comme fondement de la guerre	95
1. Retour sur le domaine d'intelligibilité en théorie des relations internationales	96
2. Le choc du questionnement et l'irruption de l'irrationalité	100
3. De l'ontologie humaine à la critique du rationalisme	108
3.1 La première ontologie de Morgenthau	108
3.2 La critique du rationalisme	111
4. Essence du politique	116
5. À propos du chapitre 1 de <i>Politics Among Nations</i>	120
Chapitre 5	133
De l'État mondial et de la paix	133
1. De l'État mondial	133
2. L'occasion manquée : autour de l'Abbé de Saint-Pierre	140
2.1 La critique de Morgenthau à l'Abbé de Saint-Pierre	141
2.2 La critique de Rousseau à l'Abbé de Saint-Pierre	147
QUATRIÈME PARTIE :	156
Faire dire la guerre à la science	156
Chapitre 6	159
La science des relations internationales	159
1. La science par la théorie plutôt que par les lois	160
1.1 Des théories et des lois	160
1.2 Synonymie implicite de « théorie » et « paradigme »	164
1.3 Structuralisme et systémique	166
2. Dépasser le réalisme ou le réhabiliter ?	167
2.1 Les emprunts de Waltz au réalisme	168
2.2 Les critiques adressées par Waltz au réalisme	171
3. Éclectisme et construction théorique	174
3.1 Le principe d'ordonnement	176
3.2 La différenciation fonctionnelle des parties	181
3.3 La distribution des capacités	185
4. De la guerre théorique	186
Chapitre 7	197
La guerre hégémonique dans un monde conservatoire et répétitif	197
1. Qu'est-ce que la théorie de la guerre hégémonique ?	199
2. Deux choix dans la lecture de Thucydide	200
3. Thucydide, est-il réaliste ?	202
4. Théoricisme et Scientisme	205
5. Systématisation : analogie et éclectisme	208
6. La plus grande de toutes les guerres	218
7. Théoricisme et causalité universelle	222

CINQUIÈME PARTIE	230
De l'ennemi éternel	230
Chapitre 9	232
Radicalisation du discours savant de la guerre	232
9.1. Théoricisme et certitude de l'inimitié	235
9.2. Hypothèses et monde hypothétique	239
9.3. Trois tendances comportementales	246
9.4. Instrumentalité des institutions internationales	256
9.5. Usage de l'histoire, construction de l'ennemi et idéalisation de soi	260
Chapitre 10	268
La thèse forcée du choc des civilisations	268
10.1. Inimitié, atavismes culturels et théoricisme	272
10.2. Mécanisme de l'inimitié, civilisations et guerre culturelle interne	279
10.3. Rupture, continuité et effet de la pratique	294
10.4. Première source : Extrapolation à partir de l'orientalisme	299
Conclusion	319
Bibliographie	327

Introduction générale

La guerre vient d'éclater en Afghanistan et les esprits sont encore étourdis par les attentats du 11 septembre 2001 quand l'un des auteurs les plus connus en théorie des relations internationales, Barry Buzan, publie un article intitulé « Who May We Bomb?¹ » Le sujet de cet article porte spécifiquement sur la définition de l'ennemi. Est-ce que la qualité d'ennemi doit être circonscrite aux États et aux gouvernements ou doit-elle s'étendre aux peuples ? Buzan estime que cette question mérite d'être posée parce que « l'idée selon laquelle les peuples et les gouvernements doivent être traités différemment est devenue récemment un symbole fétiche occidental, une façon pour l'Occident de se convaincre d'être civilisé². » Mais ceci pose problème dans la mesure où un tel *symbole fétiche* laisse supposer que « les peuples ne méritent pas d'avoir les gouvernements qu'ils ont³. » C'est de cela que Buzan veut traiter en s'adressant à « ceux qui croient que la guerre a encore un rôle à jouer dans un monde complexe, interdépendant et conflictuel⁴. »

Buzan nous apprend que c'est un problème nouveau car à la question de savoir s'il fallait cibler les peuples durant la seconde guerre mondiale, « la réponse occidentale a consisté en un *oui* massif⁵. » C'est ainsi que « les incinérations nucléaires de Hiroshima et Nagasaki » et les bombardements de Dresde se justifiaient⁶. Mieux encore, « la cuisante défaite des États et des peuples en Allemagne et au Japon dans la seconde guerre mondiale a joué un rôle dans la conversion de ces pays à la démocratie libérale pour qu'ils correspondent parfaitement à la communauté internationale occidentale⁷. » Cela est censé montrer pourquoi « la guerre vise à changer la mentalité des gens en ce qui a trait à la nature du gouvernement qu'ils veulent⁸. »

¹ « Who May We Bomb ? », *Prospect*, Décembre, 2001, pp. 38-41. Texte repris dans un livre collectif (Buzan, 2001). Buzan est connu dans la discipline pour son travail sur la sécurité, à travers lequel il a différencié les catégories de sécurité, humaine, économique, politique, etc. Voir Buzan (1991).

² Buzan (2001, p. 85)

³ Buzan (2001, p. 87)

⁴ Buzan (2001, p. 92)

⁵ Buzan (2001, p. 87)

⁶ Buzan (2001, p. 87)

⁷ Buzan (2001, p. 91)

⁸ Buzan (2001, pp. 90-91)

Suit dans l'article une théorie sur les degrés d'attachement des peuples aux gouvernements, présentés selon un continuum¹. À l'une des extrémités du continuum se situent les démocraties dans lesquelles les peuples méritent leurs gouvernements. À l'autre extrémité, se trouvent les gouvernements imposés par des puissances étrangères et dans un tel cas, les peuples (Tibétains, Kurdes, Kashmiri, etc.) ne méritent pas leurs gouvernements. Entre les deux extrêmes sont classés les gouvernements autoritaires qui se répartissent en trois catégories selon l'attitude des masses à l'égard du gouvernement. Lorsque les régimes ont été portés au pouvoir par des révolutions populaires et lorsqu'il s'agit de régimes nationalistes (Chine, Vietnam, Cuba, Iran, etc.), les peuples méritent leurs gouvernements. En revanche, dans le cas des tyrannies (Birmanie, Irak, Syrie, etc.) et lorsque les régimes profitent de la résignation des citoyens plutôt que d'un soutien populaire (Pakistan, Nigéria, etc.), les peuples ne méritent pas leurs gouvernements. Cependant, selon Buzan, il existe des nuances et il est parfois difficile de trancher. D'une part, lorsque le gouvernement est soutenu par une partie de la population mais contesté par une autre (Israël, Soudan, Sri Lanka, etc.). D'autre part lorsque le chaos représente la seule alternative à la dictature (Irak, Afghanistan, Arabie Saoudite, etc.)².

La conclusion théorique de Buzan est, quant à elle, sans nuance :

« En somme, on peut répondre à la question de savoir si les peuples ont les gouvernements qu'ils méritent à travers des observations de la relation quotidienne entre le *demos* et le gouvernement. Ce type d'observations ne donne pas toujours des réponses concluantes ; il est cependant plus utile que les généralisations fondées (...) sur de simples suppositions que tous les civils sont innocents³. »

Buzan aborde ensuite le cas spécifique de l'Afghanistan, un des cas difficiles à trancher. Il explique que durant les dernières décennies, il y a eu différentes ingérences étrangères dans ce pays et précise même que sans le Pakistan, les Talibans ne seraient jamais parvenus au pouvoir⁴. Cela classe l'Afghanistan dans la catégorie

¹ Buzan (2001, pp. 88-89)

² Buzan (2001, p. 89)

³ Buzan (2001, p. 90)

⁴ Buzan (2001, p. 91)

des pays dont le gouvernement a été imposé de l'extérieur, donc des pays où selon la logique de Buzan, le peuple ne doit pas être ciblé par des attaques car il ne mérite pas le gouvernement qu'il a. Mais il ajoute que parmi les Afghans, certains ont combattu les Talibans, tandis que d'autres ont acquiescé par peur de la répression et que d'autres encore les ont soutenus, ces derniers devenant des cibles de leur propre gré. Buzan conclut à ce propos que « l'Occident a vu juste en ce qui concerne l'Afghanistan. Les éléments qui, dans ce pays, étaient les ennemis de l'Occident ont reçu le choc de la guerre. Ceux qui n'étaient pas des ennemis ont été épargnés autant que ce fut possible eu égard aux limites de la technologie et aux incertitudes quant à savoir qui est qui¹. »

Que doit-on conclure de ce qui précède ? À s'en tenir aux strictes considérations théoriques de Buzan (avant les nuances), la première conclusion est que lorsqu'on fait la guerre aux démocraties, aux régimes autoritaires nationalistes et aux régimes autoritaires parvenus au pouvoir à la faveur d'une révolution populaire, aucune distinction ne doit être faite entre le gouvernement et le peuple. Cibler les civils dans ces cas est légitime. Par conséquent et en toute logique, les attentats du 11 septembre sont absolument légitimes et la guerre en Afghanistan absolument illégitime. Mais concernant l'Afghanistan, nous avons vu que Buzan contourne le problème en nuancant son propos. Quant aux démocraties, la nuance intervient en filigrane de la dernière phrase de l'article : « ... si le peuple mérite le gouvernement qu'il a et si ce gouvernement répond peu convenablement aux standards de la civilisation, alors, de la même manière que durant la seconde guerre mondiale, la guerre devrait être menée à la fois contre le gouvernement et contre le peuple². » La démocratie étant associée à la civilisation, les peuples des régimes démocratiques ne doivent pas être ciblés.

Deux questions s'imposent. Puisque la théorie que Buzan construit ne lui permet pas de soutenir son propre point de vue sur l'Afghanistan et sur les démocraties, à quoi peut-elle bien servir ? Le propos sur les démocraties et sur l'Afghanistan, ne correspond-t-il pas exactement à un propos de politicien pouvant être tenu sans s'appuyer sur la théorie ? Mais parce que Buzan est universitaire, son discours devait

¹ Buzan (2001, p. 92)

² Buzan (2000, p. 93)

avoir les allures du discours savant orienté vers le savoir, de discours en quête d'une vérité sur la guerre qui doit nécessairement s'exprimer à travers des généralités. La contingence et le contexte particulier du 11 septembre et de la guerre en Afghanistan qui ont pourtant motivé l'article sont relégués à l'arrière plan pour mettre en valeur la facture savante de la théorie. L'idée est de montrer que le propos sur le 11 septembre et sur l'Afghanistan n'exprime pas une position politique précise, participant à une pratique politique précise, sur des événements politiques précis, mais qu'il renvoie plutôt à une vérité générale que dégage le travail académique. Voilà pourquoi la théorie est nécessaire. Elle permet de voiler une volonté politique par une volonté de savoir. C'est une manière, autrement dit, de favoriser une pratique politique s'appuyant sur une compréhension spécifique du 11 septembre (la barbarie contre la civilisation) et consistant à bombarder l'Afghanistan, quitte à faire un nombre considérable de victimes civiles, le tout étant formulé non pas dans le langage de la politique, mais dans celui du savoir. De ce fait, nous estimons qu'il ne s'agit pas d'un discours sur la guerre, mais d'un discours qui fait lui-même partie de la pratique de la guerre.

Le procédé revient à utiliser l'apparat du vrai anhistorique pour draper une contingence politique. C'est en ce sens que le renversement d'un régime en ciblant éventuellement des civils n'est pas l'objectif propre à la campagne afghane ; c'est l'objectif de toute guerre et il suffit de citer quelques exemples historiques choisis de façon sélective pour attester qu'il s'agit d'une vérité générale. Ainsi, cibler les civils allemands et japonais était nécessaire pour les convertir à la démocratie libérale. Il est donc possible de revisiter toute l'histoire des expéditions menées au nom de la civilisation et de les déclarer légitimes, pour la simple et bonne raison qu'on a besoin de légitimer aujourd'hui une autre expédition lancée au nom de la civilisation. L'histoire ne vaut pas pour elle-même mais doit répondre à une logique que lui imposent les besoins de la construction théorique.

Cette vérité générale que le discours académique est censé dévoiler cible spécifiquement la fausse croyance en l'innocence des civils, un symbole fétiche. Non pas parce que la guerre en Afghanistan fera des victimes civiles et qu'il faudra le justifier, mais parce que s'élever contre le massacre de civils contredit une vérité qui

transcende le cas afghan et qui, en vertu de son caractère savant, correspond à la lucidité du savoir et s'oppose à la fantaisie du fétichisme. Ainsi, la véritable audience à laquelle s'adresse Buzan dans son article sont ceux qui ne croient pas que la guerre a nécessairement un rôle à jouer dans le règlement des conflits internationaux. Ce sont ceux-là mêmes qui, bien qu'horifiés par le 11 septembre, risquent de s'élever contre une action militaire qu'ils percevront comme un châtimeur collectif. Ce sont ceux-là en somme qui ne sont pas sensibles à cette vérité académique exprimée à travers une théorie disant que s'attaquer aux civils sur le sol américain est injuste alors la perte de civils en Afghanistan se justifie pleinement. Et l'effet de théorie ou l'efficacité sociale de la théorie n'a pas pour objectif de faire triompher la vérité mais de favoriser une orientation politique qui, comme toute orientation politique, peut être contestée.

L'expression même *symbole fétiche*, par la légèreté qu'elle véhicule, vise à minimiser la gravité de la question épineuse de la responsabilité politique. La théorie permet de la liquider en la réduisant à l'interrogation de savoir dans quelle mesure les peuples méritent leurs gouvernements ; une interrogation qui n'est pas évidente en soi, car que peut bien signifier cette phrase qui dit qu'un peuple mérite ou ne mérite pas son gouvernement ? En quoi cela doit-il justifier le fait de transférer au peuple la responsabilité politique du gouvernement ? Sa valeur ne se trouve pas dans la profondeur de la compréhension qu'elle rend possible, mais dans sa capacité à orienter la compréhension vers une signification de la guerre déterminée d'avance. Sa valeur est essentiellement simplificatrice de sorte que l'interprétation qu'elle rend possible conduira inéluctablement à une compréhension réduite qui correspond parfaitement à ce dont l'action politique du moment a effectivement besoin. Et ce dont l'action politique du moment a besoin, c'est précisément qu'elle ne soit pas contestée au nom de l'opposition au châtimeur collectif. L'argument qui aide à contrer la contestation de l'action a toutes les chances de devenir partie prenante de cette même action. Et dans le cas qui nous intéresse ici, l'argument fondé sur la construction d'un ennemi sur mesure est indissociable de l'action dirigée contre cet ennemi.

Par *discours savant de la guerre* nous désignerons dans la présente thèse les textes à travers lesquels s'exprime ce type d'argument, un discours autorisé, jouissant d'un pouvoir symbolique que lui confère le statut social de la sphère (académique) où il est produit et qui sera tenu, dans le champ politique, pour un discours sobre et solennel motivé par la seule quête de la vérité, loin des calculs politiques du moment. Ceci alors qu'en l'examinant d'un peu plus près, on se rend compte qu'il répond aux impératifs politiques d'efficacité de l'action, ce qui dément son objectif affiché qui est celui de la vérité.

Cette vérité est compromise dans la mesure même où elle est construite selon une logique qui n'est pas la sienne mais celle du politique. Elle est compromise, autrement dit, dès que l'équilibre entre la sphère du savoir et la sphère politique est rompu au profit de la seconde. Cet équilibre doit être maintenu car comme le note Umberto Eco dans un texte consacré à la guerre, « si le temps de l'action exige que l'on écarte nuances et ambiguïtés (telle est la fonction irremplaçable du *decision maker* dans toute institution), la fonction intellectuelle consiste, elle, à creuser les ambiguïtés et à les mettre au jour¹. » Autrement dit, en effaçant la frontière entre les deux sphères, académique et politique, le discours de la guerre écarte les ambiguïtés de la même manière que le politique les effacerait, mais cette fois-ci au nom de la vérité et non au nom de l'efficacité. Ainsi, l'occultation des ambiguïtés n'est plus le fait du politique – sur lequel le politique doit être contesté – mais le fait du savoir qui, en tant qu'activité autonome, est censé justement rendre compte de ces ambiguïtés. Dans les termes de notre thèse, les ambiguïtés que le discours savant de la guerre occulte renvoient aux spécificités qui caractérisent la pratique et empêchent de procéder par généralités théoriquement construites. Et la première pratique que le discours savant de la guerre occulte est celle-là même à laquelle il participe. C'est pourquoi nous parlons d'un discours savant DE la guerre et non d'un discours savant SUR la guerre.

L'article de Buzan est symptomatique de tout un pan de la réflexion en théorie des relations internationales. La raison d'être de la présente thèse est de le mettre en

¹ Eco (2000, p. 16). L'expression « decision maker » est en anglais dans le texte.

évidence. Nous avons choisi de le faire à travers l'interprétation d'un certain nombre de textes qui ont, tout au long de la seconde moitié du XX^e siècle, participé énergiquement à la structuration des relations internationales en tant que discipline académique autonome. Nous tenterons de dégager de ces textes les procédés par lesquels se construit le discours savant de la guerre.

Nous avons réparti notre travail en cinq parties et une conclusion. La première partie est composée de deux chapitres. Dans le chapitre 1, nous avons articulé la problématique du discours savant de la guerre telle que nous en traiterons dans les parties subséquentes. Nous avons également montré pourquoi le cadre général de la réflexion en théorie des relations internationales est excessivement restrictif compte tenu de notre problématique. Dans le chapitre 2, nous proposons un cadre herméneutique de réflexion comme alternative. Nous abordons dans cette perspective les considérations méthodologiques et opératoires de notre thèse, avant de nous atteler à une discussion sur les textes que nous avons étudiés et à un exposé de la démarche globale de la thèse. Dans les deux chapitres (3 et 4) de la seconde partie, nous traitons d'un élément particulier du discours savant de la guerre, à savoir l'usage des classiques¹. Nous retrouverons cet élément dans notre interprétation des auteurs en relations internationales au fil de la thèse. Les autres éléments distinctifs de la construction du discours savant de la guerre apparaîtront dans les trois dernières parties. Il sera ainsi question du théoricisme, de la négation de la pratique, de la réflexion sur la base de cas extrêmes, de l'usage sélectif de l'histoire et de la pensée démissionnante². Nous montrerons au fur et à mesure comment l'agencement de ces éléments dans la construction théorique est en lui-même porteur de la possibilité de servir de faire-valoir savant et de discours de légitimation de la guerre dans le champ politique. Nous terminerons par une conclusion dans laquelle nous ferons le point sur le travail que nous avons accompli et sur ses limites. Nous tenterons également de dégager des pistes de réflexion qui évitent les écueils que nous aurons identifiés dans notre interprétation du discours savant de la guerre.

¹ Afin d'éviter les répétitions, nous nous contenterons dans cette introduction d'un exposé très sommaire du contenu de la thèse. Nous y reviendrons en détail à la fin de la première partie.

² On trouvera une définition de chaque élément dans le prochain chapitre.

PREMIÈRE PARTIE :
Portée de la thèse et considérations méthodologiques

La première partie de notre thèse comporte deux chapitres. Dans le premier chapitre, nous commencerons par articuler la problématique autour de ce qu'on nous appelons le discours savant de la guerre. Nous enchaînerons avec les objectifs de notre thèse qui correspondent aux deux tâches que nous nous sommes proposés d'accomplir : dégager les traits distinctifs du discours savant de la guerre à travers l'interprétation d'un ensemble de textes portant les relations entre États et identifier les liens possibles avec la pratique politique. Nous terminerons le chapitre par un retour critique sur le domaine d'intelligibilité de la théorie des relations internationales, ce qui nous conduira à l'objet du chapitre suivant consacré aux considérations méthodologiques de notre thèse.

Ainsi, nous entamerons le second chapitre par l'exposé du domaine d'intelligibilité alternatif que nous avons adopté. Nous montrerons en quoi il est proprement herméneutique. Nous poursuivrons par l'identification des concepts opératoires que nous avons construits et dont nous nous servons tout au long de la thèse. La dernière partie du chapitre sera réservée à l'argumentaire à travers lequel nous entendons justifier les textes que nous avons choisi d'étudier. Nous exposerons, ce faisant, la démarche globale de la thèse.

Chapitre 1

Portée de la thèse

1. Problématique

Dans quelle mesure le savoir académique ayant pour objet les relations entre États peut-il renforcer, dans la pratique, des choix politiques fondés sur la centralité de la guerre ? Quels sont les traits distinctifs de ce savoir ? Telles sont les deux interrogations auxquelles nous tenterons de répondre dans la présente thèse.

Pour ce faire, nous nous sommes consacrés à l'herméneutique de cinq œuvres majeures produites en théorie des relations internationales. Il s'agit, en ordre alphabétique, des œuvres de Robert Gilpin, Samuel Huntington, John Mearsheimer, Hans Morgenthau et Kenneth Waltz. Nous expliquerons plus bas les raisons de ce choix.

Tel que le montrera cette thèse, notre interprétation permet de comprendre que le principal dénominateur commun de ces œuvres est qu'elles reposent sur l'idée selon laquelle la guerre représente l'horizon ultime des relations entre États. Cette idée est censée traduire une évidence empirique : entre les États, il n'existe nulle souveraineté légitime, semblable à la souveraineté nationale, dotée d'un pouvoir coercitif à même de garantir ordre et sécurité. De ce point de vue, là où la souveraineté est à l'œuvre, la politique ne peut trouver de prolongement dans la guerre ; elle est la seule à permettre de surmonter la guerre primitive et originelle, la guerre de tous contre tous. À l'inverse, lorsque la souveraineté fait défaut, la guerre désormais libre de toute contrainte, devient nécessairement l'ultime horizon des rapports entre acteurs politiques.

La spécificité de la souveraineté nationale tient à son caractère exclusif ; elle n'admet aucune souveraineté supérieure. Elle se définit donc par son indépendance à l'égard d'autres souverainetés nationales. De ce fait, elle implique nécessairement la

polyarchie des souverainetés, donc des États. Une polyarchie telle que l'entend Charles Blattberg, c'est-à-dire une pluralité admise et préférée pour elle-même¹. Elle implique aussi de savoir quelle forme prendront les rapports entre États, quelle dynamique sera celle de cette polyarchie. C'est ce problème qui donne son identité aux relations internationales en tant que discipline académique autonome. Une réponse récurrente à cette question domine une partie des travaux de la discipline : c'est l'idée selon laquelle la guerre représente l'ultime horizon des relations entre États. Cette réponse renvoie à une conception de la polyarchie sous le seul angle de la *realpolitik*. Ce sont ces travaux que nous désignons par l'expression *discours savant de la guerre*. Le discours savant de la guerre définit par ailleurs par sa négation de l'autre forme de polyarchie possible, la polyarchie pluraliste qui situe non pas la guerre mais le compromis à l'horizon des rapports politique².

Le discours savant de la guerre a donc pour point de départ deux éléments puisés dans la réalité pratique : la souveraineté et la pluralité des États qu'elle implique. Le propre du discours savant de la guerre est de déduire de cette réalité pratique une construction théorique sur laquelle devra porter la réflexion. Ainsi, le discours savant de la guerre peut prétendre porter en son sein une vérité désincarnée sur la réalité pratique, alors qu'il ne porte en fait que sur la construction théorique qu'il s'est donné à lui-même. On peut résumer sommairement le raisonnement qui permet ce passage de la réalité pratique à une construction comme suit. Une souveraineté au-dessus des États étant invraisemblable, chaque État a le devoir de protéger ses citoyens contre les agressions des autres États. Pour y parvenir, il n'a d'autre choix que celui d'accumuler autant de puissance que possible. Cependant, n'ayant pas à craindre la coercition d'un ordre politique supérieur, mais seulement les éventuelles agressions des États plus puissants, tout État peut nourrir des ambitions expansionnistes et/ou hégémoniques à l'égard des États moins puissants. De ce point de vue, la paix est réduite à une situation d'accalmie contingente. Elle ne peut correspondre qu'à un état des rapports de force temporaire et précaire, ce qui revient à dire que la guerre est l'ultime horizon des relations internationales. C'est sur la base de cette construction

¹ Blattberg (2003, p. 27)

² Sur la distinction entre les deux formes de polyarchie, voir Blattberg (2003, pp. 27-30)

théorique que le discours savant de la guerre prétend offrir la vérité dernière sur la guerre.

D'un point de vue herméneutique, notre objectif n'est pas de dire si le discours savant de la guerre est vrai ou faux. L'objectif est d'interpréter les œuvres que nous associons à ce discours afin de saisir le domaine d'intelligibilité de ce discours et de le lier à l'horizon de compréhension de la guerre qu'il rend possible¹. Le premier *domaine d'intelligibilité* d'une pensée se définit par ce que cette pensée dit sur elle-même et sur la façon dont elle doit être comprise et validée. Par exemple, en schématisant quelque peu, on pourrait dire que le domaine d'intelligibilité des relations internationales dans la pensée de Hans Morgenthau est composé de ce qu'il appelle « les principes du réalisme » dont celui d'une nature humaine ontologiquement déterminée par la volonté de puissance². L'*horizon de compréhension* est la frontière au-delà de laquelle un discours devient muet sur son propre objet ; c'est la surface de l'objet qu'une pensée donnée affirme éclairer et prétend parfois qu'il est impossible ou sans intérêt de vouloir la dépasser. Pour continuer avec l'exemple de Morgenthau, toute compréhension des affaires politiques qui ne présuppose pas la nature ontologiquement mauvaise de l'être humain est un leurre. Ainsi, l'expression « mouvement de libération » devient, dans cet horizon de compréhension, une aberration ; un tel mouvement doit, en ce sens, être considéré comme animé par un calcul d'intérêt visant à accroître la puissance, conquérir et dominer.

L'herméneute, lorsqu'il s'intéresse à un discours tel le discours savant de la guerre, c'est-à-dire un discours constitué sur lequel reposent des couches de commentaires sédimentées, cherche à en étendre le domaine d'intelligibilité pour élargir l'horizon de compréhension de son objet. Cet exercice est toujours possible et un surcroît de sens reste toujours à dégager. En effet, le domaine d'intelligibilité le plus étendu ne peut se constituer sans exclure certains éléments qui, une fois pris en compte, élargiront la compréhension et étendront la portée de la vérité. Nous expliquerons

¹ Le *domaine d'intelligibilité* et l'*horizon de compréhension* sont deux notions de première importance en herméneutique. Nous verrons dans le chapitre 2 comment elles s'intègrent à l'exercice herméneutique.

² La pensée de Morgenthau fait l'objet d'une interprétation détaillée dans les chapitres 5 et 6.

plus bas les raisons de ce choix. Interpréter le discours de la guerre revient donc, en premier lieu, à saisir le domaine d'intelligibilité de la théorie des relations internationales qui lui sert de cadre d'énonciation à la fois dans ses dits et ses non-dits, dans ce qu'elle inclut et dans ce qu'elle exclut ; c'est le propre du discours de la guerre, comme de tout discours, de dire et d'exclure de la diction. Il s'agit, en second lieu, d'identifier les possibilités d'extension de ce domaine d'intelligibilité, avec pour objectif une compréhension plus large et une vérité plus ample du discours de la guerre et de son objet, la guerre.

2. Portée et objectifs de la thèse

La première des deux tâches que nous nous sommes assignées et que nous mènerons simultanément, consiste à comprendre les procédés de théorisation qui permettent de produire un discours de vérité sur la guerre reposant sur l'idée centrale selon laquelle la guerre est l'horizon ultime des relations entre États. Au fil de l'interprétation des œuvres que nous avons choisi d'étudier, apparaîtront six traits auxquels le discours savant de la guerre est reconnaissable. Il sied d'insister sur le fait que ce ne sont pas des hypothèses que nous avons cherché à confirmer dans les œuvres interprétées. Ils ont émergé au fur et à mesure que nous avançons dans notre travail d'interprétation.

1) *Le théoricisme.* Le discours savant de la guerre est paradoxalement théorique. D'une part, il se réclame de la réalité telle quelle et assimile toute normativité orientée vers une réalité meilleure à une utopie. Mais, d'autre part, il ne parvient pas à se dissocier de l'interface théorique à travers laquelle il envisage la réalité. Plus il se décline et plus son interface théorique se substitue à la réalité et détermine ses conclusions.

2) *La négation de la pratique.* Le discours savant de la guerre occulte la pratique. Les éléments de l'interface entre le discours et le réel sont sélectivement puisés à même le réel et agencés en un nombre limité de vérités propositionnelles simples, si bien que l'activité de l'esprit engagé dans le discours de la guerre ne coïncide presque jamais avec l'étude de la pratique.

Elle consiste, soit en une sophistication méthodologique, soit en une déduction mécanique, à partir de la théorie, des explications de tout évènement pratique.

3) *La légitimation par les classiques.* L'interface théorique du discours de la guerre renvoie souvent à des classiques de la philosophie politique. En termes herméneutiques, l'usage fait des classiques intervient comme préjugés d'autorité. Mais pour les besoins d'un tel usage, les classiques ne sont pas compris selon le sens le plus ample qui se dégage de leurs œuvres. Ils le sont plutôt selon un sens conforme aux exigences du discours savant de la guerre. Le recours à des préjugés de précipitation et à des préjugés idéologiques dans l'interprétation et l'usage des classiques est ici inévitable¹.

4) *La réflexion sur la base de cas extrêmes.* La principale caractéristique des éléments pratiques servant à la construction de l'interface théorique du discours de la guerre, est qu'ils correspondent souvent à des cas extrêmes. De ce fait, les conclusions normatives prendront systématiquement la forme de l'immodération.

5) *L'usage sélectif de l'histoire.* Le discours savant de la guerre fait un usage particulier des exemples historiques. Le recours à l'histoire ne vise pas à contextualiser les guerres ou les comprendre en fonction du contexte. L'histoire est une base de données dans laquelle sont puisés les exemples qui consolident l'interface théorique.

6) *La pensée démissionnante.* La déduction des explications à partir des vérités propositionnelles réduit le discours savant de la guerre à une pensée démissionnante. Le savoir est acquis d'avance et, dans cet exercice déductif, le réel et la pratique ne peuvent que le confirmer.

¹ Dans la section du présent chapitre réservée à l'herméneutique, nous qualifierons de stériles les préjugés idéologiques et de précipitation - et dans une moindre mesure les préjugés d'autorité - car ils réduisent le domaine d'intelligibilité de façon à réduire l'horizon de compréhension.

Notre seconde tâche est de montrer que le discours savant de la guerre n'est pas uniquement un discours de vérité désincarnée sur la guerre, c'est-à-dire qu'il n'appartient pas uniquement au champ académique. Il contient en lui-même les éléments susceptibles de devenir des instruments aux mains des acteurs qui, dans le champ politique, sont favorables à la centralité de la guerre dans la pratique des relations internationales. Cette tâche n'a de valeur que dans la mesure où ce savoir académique contient effectivement en propre une caractéristique qui le fera résonner dans le champ politique. Cette caractéristique est celle de la réflexivité, qui distingue le savoir en sciences sociales du savoir en sciences de la nature. Un savoir est réflexif dans la mesure où il traite d'une réalité pratique en projetant dessus des notions empruntées à des acteurs de cette même réalité pratique. Le choix de ces notions étant sélectif, il est arrêté sur la base de préférences quant au devenir de la pratique sur laquelle il prétend fournir une vérité désincarnée.

Parce qu'il est un savoir de sciences sociales, le discours savant de la guerre est nécessairement réflexif. Il est donc étroitement lié à la pratique politique dans laquelle il puise les notions qu'il transforme en savoir savant. Ce même savoir peut ensuite être réinjecté dans cette même pratique politique et servir de caution savante à une politique avec laquelle il converge de fait. Puisque qu'il est fondé sur l'idée que la guerre représente l'ultime horizon des relations internationales, les orientations politiques que renforce le discours savant de la guerre tendent à privilégier, parmi toutes les approches de la sécurité, celle qui sera la plus centrée sur la guerre. Dans cet ordre d'idées, nous tenterons de comprendre en quoi le discours savant de la guerre représente une condition de possibilité de la guerre.

Notre propos n'est pas de dire que sans ce discours, la guerre ne pourrait avoir lieu. Tout au plus serons nous en mesure de prétendre qu'il en est une condition nécessaire mais non suffisante. D'ailleurs, si nous avons situé historiquement ce discours dans la modernité, c'est justement parce que jamais auparavant un tel discours n'aurait été possible et que c'est dans la modernité qu'il peut remplir le rôle de condition de possibilité de la guerre. C'est en effet dans la modernité que la pratique politique s'est associée au savoir académique autonome et spécialisé. La raison de cette association est à chercher non pas dans le discours académique, mais dans la pratique qui lui

correspond. S'agissant du discours savant de la guerre, nous montrerons qu'il est nécessaire d'interroger la pratique politique spécifique issue de la transformation de la souveraineté à l'aube de la modernité.

C'est en effet de cette souveraineté que s'autorise le discours savant de la guerre pour identifier la guerre à l'horizon ultime des relations entre États. Nous aurons à montrer que les premières manifestations de cette souveraineté se trouvent dans la pratique politique et non pas dans quelque savoir, et qu'elle n'est pas une souveraineté anhistorique. Elle est en effet propre à la modernité sur un point précis qui est l'acceptation de la pluralité dans la politique domestique. Cette acceptation est porteuse d'une contrainte que les acteurs du champ politique ne peuvent ignorer, à savoir qu'une politique donnée ne peut plus être « naturellement » imposée par le détenteur de la souveraineté, comme cela était l'usage dans la prémodernité. Désormais, toute politique a besoin d'être soutenue par une grande partie des sujets. C'est précisément dans l'objectif d'obtenir ce soutien que le discours savant de la guerre peut jouer un rôle.

L'efficacité du discours savant de la guerre dans ce processus repose sur l'ampleur de « l'effet de théorie » qu'il peut avoir dans le champ politique. Par « effet de théorie », nous entendons la capacité d'un discours théorique, peu importe sa validité du point de vue strictement académique, de s'insérer dans la *doxa* sociale et devenir partie intégrante du sens commun. Les théories sont, en effet, autant de programmes interprétatifs susceptibles d'influencer l'orientation de l'action, dans la mesure où l'action politique repose sur une interprétation de la situation dans laquelle elle doit intervenir. Notre thèse ne porte pas sur l'actualisation effective de cet effet de théorie. Elle vise plutôt à comprendre comment certaines œuvres académiques, de par leur contenu et leur articulation, renferment en elles-mêmes le potentiel d'une telle actualisation.

Ainsi, dans l'interprétation des œuvres que nous avons choisi d'étudier, nous tenterons de montrer que le discours de la guerre puise dans la pratique politique des éléments tels que la souveraineté, la pluralité et les conflits potentiels qui en découlent, pour les intégrer à un discours savant dans lequel ils apparaissent sous

forme de savoir désincarné et de vérité désintéressée. Nous verrons dans quelle mesure ces textes convergent dans la même direction que les pratiques politiques favorables à la guerre. C'est précisément par cette convergence que le discours savant de la guerre peut se révéler d'un apport considérable dans le champ politique. Cet apport est en fait d'autant plus considérable qu'il peut se prêter à une instrumentalisation en vue de surmonter les contraintes posées par la pluralité – l'une de ces principales contraintes étant que la guerre n'est pas une option de politique étrangère systématiquement acceptée, surtout lorsqu'elle est déclenchée pour d'autres raisons que celle de repousser une menace directe. L'argument scientifique figure en effet parmi les seuls arguments à pouvoir imposer une certaine autorité à la pluralité dans le champ politique moderne, eu égard au prestige dont jouit la science. Le discours savant de la guerre figure donc parmi les voies offertes aux acteurs politiques favorables à la centralité de la guerre en politique étrangère pour échapper à l'effet contraignant de la pluralité.

En termes herméneutiques, les interrogations qui sous-tendent la présente thèse peuvent maintenant être reformulées de la façon suivante : comment le domaine d'intelligibilité du discours savant de la guerre est-il construit ? Quelles frontières de l'horizon de compréhension des relations entre États ce domaine d'intelligibilité fixe-t-il ? Dans le champ politique, dans quelle mesure cet horizon de compréhension favorise-t-il la centralité de la guerre dans la conception de la sécurité ? Quelles sont les limites du domaine d'intelligibilité et de l'horizon de compréhension qu'une herméneutique du discours savant de la guerre permet de mettre en évidence ? Comment, à partir de cette herméneutique, étendre le domaine d'intelligibilité des relations entre États et élargir l'horizon de compréhension de la sécurité ?

Il sied de souligner que la démarche herméneutique que nous avons adoptée est elle aussi réflexive. En effet, notre point de départ n'est pas un ensemble de considérations théoriques, mais plutôt un corpus tangible de textes académiques inscrits dans une double pratique académique et politique. Cela signifie que le domaine d'intelligibilité dont nous nous sommes dotés est inspiré de la démarche interprétative de l'herméneutique. Ce choix s'explique par le fait que le domaine d'intelligibilité qui s'offrait initialement à nous était celui de la discipline des

relations internationales; or, ce dernier ne permet pas de mettre en évidence la dimension pratique du discours savant de la guerre. L'herméneutique est en ce sens un élargissement de ce domaine d'intelligibilité et nous permet de dépasser l'horizon de compréhension du discours savant de la guerre.

Outre les éclairages nouveaux que nous apporterons sur chacune des œuvres que nous aurons à interpréter (i.e. l'élargissement de l'horizon de compréhension), le principal apport de notre thèse consiste à élargir le domaine d'intelligibilité de la discipline des relations internationales par une consolidation de la place de l'herméneutique dans la discipline.

3. Limite du domaine d'intelligibilité en théorie des relations internationales

En théorie des relations internationales de façon générale, et plus spécifiquement lorsqu'il s'agit de parler de la guerre, l'usage est de circonscrire la discussion à l'identification et à la description des ancrages méthodologiques et épistémologiques des différentes théories ou encore, quoi que moins souvent, à la vérification empirique. La théorie des relations internationales balise ainsi le domaine d'intelligibilité de la guerre et en fixe par conséquent l'horizon de compréhension. La valeur heuristique et didactique de cet usage provient de sa fécondité en typologies classificatoires et tableaux synoptiques d'une discipline éclatée en différentes théories, parfois diamétralement opposées. Ce procédé permet de situer les différents discours de la guerre et d'en saisir la portée et les limites selon des critères méthodologiques et épistémologiques. Toutefois, les typologies ne permettent pas de comprendre les raisons pour lesquelles les lacunes épistémologiques et méthodologiques du discours de la guerre n'ont pas réussi à le disqualifier. Notre tâche est de montrer qu'il en est ainsi parce qu'un surcroît de sens étranger à la méthodologie et à l'épistémologie échappe aux typologies. On le comprendra mieux à travers l'exemple succinct d'une typologie présentée ci-dessous. L'objectif de cet exemple n'est pas de discuter d'un cas précis de typologie, mais, tout d'abord, de saisir les limites du procédé dans la compréhension du discours de la guerre. C'est

aussi l'occasion de mettre en évidence un procédé courant en théorie des relations internationales qui consiste à importer des concepts développés dans d'autres disciplines (ici, la philosophie des sciences), sans toujours en mesurer les implications. La présente thèse est aussi une alternative herméneutique à ces limites.

Cet exemple est celui de la typologie paradigmatique qui a eu récemment un large écho dans la discipline¹. Pour rendre compte de cette typologie, nous nous appuyerons principalement sur une étude, celle de Brian Schmidt². Schmidt n'utilise pas le terme « typologie » car son objectif est d'interroger la pertinence du recours à une philosophie des sciences comme celle de Kuhn pour rendre compte de l'histoire des relations internationales en tant que discipline académique. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous l'avons choisi comme principale référence. L'autre raison est qu'on ne trouvera ni avant ni après l'étude de Schmidt d'argumentation établissant le bien-fondé du recours à l'épistémologie de Kuhn dans la discipline. Précisons cependant que nous renvoyons à Schmidt uniquement en ce qui concerne l'exposé des paradigmes. La discussion qui suivra sur Kuhn et sur l'usage qui en est fait en relations internationales est dans une large mesure propre à notre thèse.

3.1 L'histoire de la théorie des relations internationales selon l'épistémologie paradigmatique

Inspirée donc de l'épistémologie de Thomas Kuhn³, cette typologie trace une trajectoire historique des théories des relations internationales, ponctuée d'un certain nombre de débats paradigmatiques opposant un paradigme dominant à un nouveau paradigme. L'opposition conduit à un changement paradigmatique en vertu d'une révolution scientifique. Lorsque le nouveau paradigme devient dominant, de nouvelles connaissances irréductibles aux connaissances antérieures sont produites. Ainsi, du plus ancien au plus récent, quatre paradigmes composent la discipline des

¹ Même si la démarche paradigmatique n'est pas explicitement utilisée dans l'ensemble des manuels et synthèses des théories des relations internationales, c'est bien son esprit qui domine largement. Voir Battistella (2003, pp. 81-82) ; David (2000, pp. 35-52) ; Éthier (2004, pp. 21-75)

² Schmidt (2002). Eu égard au nombre très élevé de références à donner pour chaque paradigme, nous préférons n'en donner aucune et renvoyer plutôt à la même source, soit Schmidt, 2002 (pp. 17-22).

³ Voir Kuhn (1962)

relations internationales avec, à chaque fois, un discours spécifique sur la guerre : l'idéalisme, le réalisme, le behaviouralisme (positivisme) et le post-positivisme.

Selon Schmidt, le paradigme idéaliste a dominé l'entre-deux guerres. Dirigée contre les prémisses du discours de la guerre, son axiomatique reposait principalement sur le constat d'une interdépendance de fait dans les affaires internationales, qui ouvrait donc la voie à un système international orienté vers la coopération. La pensée devait par conséquent se déplacer de l'équilibre des puissances, avatar de la philosophie politique moderne¹, vers des thématiques comme l'institutionnalisation de la coopération internationale (à travers la Société des Nations) et l'intensification des échanges, notamment les échanges entre acteurs non-étatiques. Ceci devait remettre en cause le stato-centrisme du réalisme.

Cependant, les tensions des années 1930, qui ont culminé avec le déclenchement de la seconde guerre mondiale et ses conséquences, auraient réfuté l'optimisme idéaliste et auraient été utilisées par les partisans d'un nouveau paradigme, dit réaliste, pour mettre à bas le paradigme idéaliste et asseoir la domination du paradigme réaliste de la fin de la seconde guerre mondiale aux années 1960, à la faveur d'une révolution scientifique. Ainsi s'achevait le premier débat qualifié de « théorique », avec, comme conséquence principale, la réhabilitation de la guerre comme horizon de la scène internationale, donc comme axiomatique de la réflexion sur les relations internationales. Était également réhabilitée l'idée selon laquelle la sécurité dépend de la puissance et de la puissance seule, idée caractéristique du discours de la guerre.

Cependant, l'évolution des sciences sociales n'allait pas tarder à provoquer un nouveau débat. Par ambition de scientificité, un intérêt croissant commençait à être porté aux façons de faire propres aux sciences de la nature et aux façons de les adapter aux sciences sociales, le tout dans une démarche globale inspirée du positivisme logique. Apparaissait ainsi un nouveau paradigme, dit néoréaliste, qui, en inscrivant la discipline dans le behaviouralisme, visait à parvenir à la scientificité qui faisait défaut au réalisme. Le débat entre les deux paradigmes est qualifié par Schmidt

¹ Les relations internationales ne s'étant pas encore constituées en discipline académique autonome à l'époque.

de « méthodologique » dans la mesure où les néoréalistes, tout en partageant l'axiomatique réaliste sur la nature de la scène internationale et la centralité de l'État¹, reprochaient aux réalistes de trop s'appuyer sur l'induction à partir d'exemples historiques. Pour palier à ce qu'ils assimilaient à un manque de rigueur, les néoréalistes préconisaient de s'en tenir au modèle hypothético-déductif et/ou aux méthodes quantitatives. La construction théorique devait s'inspirer de disciplines comme la cybernétique, la théorie des jeux, la théorie de la décision, etc. Le débat méthodologique se serait soldé par un changement paradigmatique faisant du néoréalisme le paradigme dominant et imposant ainsi l'idée selon laquelle la guerre et la paix reposent sur la nature de la structure internationale, certaines configurations de l'équilibre des puissances étant plus stables que d'autres.

Durant les années 1980, le stato-centrisme du néoréalisme (hérité du réalisme) qui limitait la qualité d'acteur de la scène internationale aux seuls États fut remis en cause par les néolibéraux (behaviouralistes de seconde génération). La diversité des acteurs internationaux était donc de nouveau à l'ordre du jour, sur la base de nouveaux constats empiriques : les activités planétaires des firmes multinationales, l'influence de l'opinion publique sur les décisions de politique extérieure prises par les États, l'action transfrontalière des guérillas, etc.

Dans le même ordre d'idée, les néolibéraux reprenaient la vieille idée de l'interdépendance et de la coopération à travers les organisations internationales. Le stato-centrisme néoréaliste consistait à dire que les organisations internationales n'avaient pas leur place dans l'axiomatique de la réflexion sur les relations internationales car elles ne représentaient qu'un outil entre les mains des États hégémoniques. Les néolibéraux, quant à eux, croyaient au déclin de l'hégémonie des États. Ce déclin ne s'étant pas accompagné d'un affaiblissement comparable des organisations internationales, ils concluaient à l'indépendance de ces organisations face aux États hégémoniques qui les avaient pourtant créées. La guerre ne saurait donc être tenue pour l'horizon indépassable des relations internationales.

¹ C'est pourquoi les behaviouralistes de première génération sont qualifiés de néoréalistes.

Durant les années 1990 et 2000, la discipline des relations internationales fut traversée par un mouvement qui avait frappé les sciences sociales une décennie auparavant. Des approches radicales inspirées du constructivisme, de la théorie critique et du postmodernisme remettaient en cause la quasi-totalité des écrits antérieurs, notamment et surtout leur prétention positiviste à la scientificité. Des thématiques plus ou moins marginalisées auparavant furent réhabilitées : le lien entre la volonté hégémonique de l'État dans les affaires extérieures et son hégémonie effective dans les affaires domestiques, la justification de la souveraineté nationale par la menace de l'anarchie internationale, le rôle des États se disant menacés par l'anarchie dans la nature que va prendre cette même anarchie, etc. Le point commun de toutes ces approches consistait en un rejet catégorique de l'idée selon laquelle le positivisme peut garantir l'accès à quelque vérité scientifique dans l'étude des relations internationales. C'est la raison pour laquelle le débat opposant les post-positivistes de différents horizons à des positivistes béhavioralistes (néoréalistes et néolibéraux) a été qualifié « d'épistémologique » par Schmidt. Il aurait abouti à la crise du paradigme néoréaliste. C'est précisément à ce stade que nous sommes censés nous trouver aujourd'hui.

3.2 Retour sur l'épistémologie de Kuhn

D'un point de vue didactique, la typologie que nous venons d'exposer n'est pas sans intérêt. Elle permet une première initiation aux théories à travers leur classement, à travers le constat de la récurrence des faits empiriques dans les axiomatiques et à travers l'emprunt systématique de notions produites dans d'autres disciplines. Elle permet également de comprendre que le passage d'une théorie des relations internationales à une autre peut s'accompagner d'un changement axiomatique, épistémologique ou méthodologique susceptible d'expliquer en partie les différences de contenu. Mais au-delà du point de vue didactique, il apparaît que le sens que le classement typologique permet de dégager est insuffisant car c'est la typologie elle-même qui empêche l'accès au surcroît de sens des théories qu'elle contient.

Comme toute typologie, la typologie paradigmatique a été remise en cause. On lui a principalement reproché sa non-conformité à l'épistémologie de Kuhn¹. Dans son modèle de l'évolution de la science, Kuhn est catégorique : deux paradigmes ne peuvent exister simultanément, ce qui renvoie à l'idée de l'incommensurabilité des paradigmes². Lorsque survient une crise du paradigme le plus ancien, due à son incapacité de résoudre un certain nombre de nouveaux problèmes scientifiques, un autre paradigme qui permet de les résoudre émerge. La révolution scientifique impose la substitution du nouveau paradigme à l'ancien. Suivra une période de science normale déterminée par le nouveau paradigme et fondamentalement différente de la précédente.

Il en est autrement dans l'histoire de la discipline des relations internationales où il est possible d'identifier à toutes les époques couvertes par la typologie la coexistence de deux paradigmes ou plus. C'est par ailleurs un fait qu'à l'heure actuelle l'ensemble des paradigmes énumérés sont à l'œuvre dans l'enseignement et la recherche en relations internationales. Un autre problème doit être relevé : l'incommensurabilité des paradigmes est indispensable à l'épistémologie paradigmatique, alors que la commensurabilité entre des paradigmes de la typologie de Schmidt est plutôt évidente, entre le réalisme et le néoréalisme mais aussi entre l'idéalisme et le néolibéralisme. Dans ce cas, soit l'épistémologie kuhnienne ne saurait s'appliquer ailleurs que dans les sciences naturelles, soit ceux qui l'ont appliquée se sont mépris sur le sens de la notion. Pour pouvoir en juger, un retour sur la notion de paradigme est nécessaire.

Il est difficile de dire en quoi consiste exactement un paradigme en se basant uniquement sur la typologie paradigmatique des relations internationales. On pourrait croire en effet qu'un paradigme se définit essentiellement par une axiomatique ou des hypothèses sur l'objet ainsi que par des règles (méthodologiques et épistémologiques). Mais si tel est le cas, la notion de paradigme ne serait pas particulièrement originale. Or, Kuhn affirme sans équivoque qu'un paradigme ne doit en aucun cas être confondu avec des règles ou une façon de construire l'objet de

¹ Schmidt (2002, pp. 12-16)

² Kuhn (1962, p. 102)

recherche¹. Les règles sont déterminées par le paradigme dominant, parfois à l'insu du chercheur, mais elles ne définissent aucunement le paradigme². Kuhn écrit : « Ce qui leur est commun [aux recherches d'une tradition de science normale correspondant à un paradigme dominant], ce n'est pas le fait de répondre à un ensemble de règles et d'hypothèses explicites ou même susceptibles d'être entièrement formulées, ensemble qui donnerait à cette tradition son caractère et son emprise sur l'esprit des scientifiques³. » Mais alors qu'est-ce qu'un paradigme selon Kuhn ? Il n'est jamais facile de répondre à cette question et il ne faut pas compter sur l'aide de Kuhn pour trouver une définition aussi claire qu'on pourrait le souhaiter⁴.

Cela étant, l'ambiguïté qui entoure la définition de la notion de paradigme ne justifie pas de s'interdire de s'en inspirer en théorie des relations internationales ou dans quelque autre science sociale. Il faut commencer par lever l'ambiguïté. Il n'existe nul autre moyen que de lire Kuhn attentivement pour constater en premier lieu que ce n'est pas l'histoire, thème du chapitre introductif de son livre⁵, mais la dynamique sociale du champ scientifique qui permet de cerner la notion de paradigme. L'histoire sert à Kuhn pour comprendre le développement de la science comme succession de paradigmes incommensurables, donc comme succession de révolutions scientifiques et de sciences normales. Les paradigmes servent à comprendre l'histoire de la science mais l'histoire n'explique pas, en tout pas à elle seule, la notion de paradigme. En second lieu, il est nécessaire de comprendre pourquoi un paradigme n'est pas pensé, établi et proposé en tant que tel par un savant ou un autre. Un paradigme ne se trouve jamais au cœur d'un objet de recherche ; on ne le cherche pas et on ne peut prétendre en avoir découvert un⁶.

¹ «... déterminer des paradigmes communs n'équivaut pas à déterminer des règles communes. » (Kuhn 1962, p. 71)

² C'est le thème du chapitre IV de son livre clairement intitulé « Priorité des paradigmes. » Kuhn (1962, pp. 71-81)

³ Kuhn (1962, p. 74)

⁴ Kuhn lui-même reconnaît ne pas l'avoir défini convenablement : « Parmi les difficultés majeures de mon texte original, plusieurs ont leur origine dans le concept de *paradigme*. » (Kuhn 1962, p. 238) ; « C'est là le point le plus obscur et le plus important de mon texte original. » (Kuhn 1962, p. 247)

⁵ Intitulé « Un rôle pour l'histoire. » (Kuhn 1962, pp. 17-27)

⁶ Contrairement à ce qu'on a pu constater quelques fois en relations internationales et ailleurs en sciences sociales, il n'est pas possible à un chercheur d'affirmer dans la présentation de sa recherche qu'il a cherché à proposer un nouveau paradigme. Pourtant parmi les auteurs que nous allons étudier, deux d'entre eux, Kenneth Waltz et Samuel Huntington, l'affirment explicitement.

Un paradigme apparaît à un moment où on ne l'attend pas. C'est ce que l'ouvrage de Kuhn dans son ensemble cherche à démontrer¹. Selon quel mécanisme ? L'apparition de nouveaux paradigmes étant rare, la recherche scientifique se déroule le plus souvent dans le climat plutôt serein d'une science normale. Des générations de scientifiques sont formées par l'acquisition de connaissances déjà établies dans un domaine donné avec un mode particulier d'argumentation et d'explication². La formation oriente l'apprenant vers le traitement de certains problèmes sans en interroger la légitimité ; il a une idée de ce qu'on ne sait pas encore dans son domaine et c'est ce qu'il va chercher à découvrir. Une science normale, celle qui domine entre deux paradigmes, a non seulement déjà permis de découvrir des choses mais elle désigne en plus ce qui reste à découvrir. Une science normale est à son apogée lorsqu'elle sert de matière principale dans les manuels d'enseignement. Il se trouve cependant des moments où les recherches aboutissent à des résultats totalement étrangers à ce qui pouvait être escompté et, mieux encore, elles imposent de nouvelles orientations. Dans de pareilles circonstances, tout ce qui était tenu pour acquis par la communauté des scientifiques, donc tout ce qui n'était ni discuté ni pensé, est ébranlé. S'ensuit un débat qui témoigne de la crise du paradigme jusque-là dominant. La crise met en évidence le fait que la normalité de la science reposait sur une habitude produite et reproduite par un cycle de formation de chercheurs et de travaux menés par eux. À la place de Kuhn, un sociologue comme Pierre Bourdieu parlerait d'*habitus*³. Le débat se poursuit jusqu'à ce qu'un nouveau paradigme impose une nouvelle science normale qui, à terme, peut connaître le même sort que la science qu'elle vient de surclasser.

Il est à noter que le débat paradigmatique n'est pas uniquement de nature scientifique. Il est aussi une lutte de position et de pouvoir car tous les scientifiques ne se rallieront pas au nouveau paradigme dès qu'ils ont connaissance des résultats d'une recherche qui échappent au domaine délimité par la science normale. Mais ne sommes-nous pas

¹ Et tout particulièrement au chapitre V intitulé « Anomalie et apparition des découvertes scientifiques. » (Kuhn 1962, pp. 82-99)

² C'est pourquoi un chimiste verra une molécule dans un atome d'hélium, pas un physicien. La raison tient au fait que chacun parle à partir d'un paradigme différent. Dans les termes de Kuhn : « On peut supposer que les deux hommes parlaient bien de la même molécule, mais ils la considéraient à travers leur formation personnelle et leurs habitudes de travail. » (1962, p. 81) La différence à l'œuvre ici et qui participe à la compréhension de la notion de paradigme, c'est la socialisation des scientifiques.

³ Cf. *infra* partie sur l'herméneutique.

ici face à une forme de conflit de valeurs ? Bien que Kuhn ne l'ait pas dit dans la première version de son livre, il l'a finalement admis dans la seconde édition, suite aux ambiguïtés relevées par ses adversaires sur la définition de la notion de paradigme¹.

La dynamique sociale est donc à l'œuvre, d'une part, dans la formation des chercheurs, et d'autre part, dans les débats paradigmatiques. Dans les sciences de la nature², eu égard à leur statut privilégié dans la modernité et surtout au fait qu'elles se prêtent d'emblée à une nette distinction entre le sujet et l'objet de la connaissance, la victoire des débats paradigmatiques revient au paradigme correspondant à la nouvelle science. On peut ainsi comprendre pourquoi il est difficile, voire impossible, de trouver dans l'histoire des sciences de la nature la coexistence (pas même strictement conflictuelle) de deux paradigmes autrement que durant ces rares moments de révolution scientifique. On peut dire qu'il est indispensable de faire référence à la dynamique sociopolitique des communautés scientifiques ainsi qu'aux valeurs des membres de ces communautés pour comprendre la notion de paradigme telle que l'entendait Kuhn. Or, c'est précisément ce qui est occulté dans la typologie paradigmatique des relations internationales. Kuhn est inévitablement dénaturé lorsqu'il est utilisé en sciences sociales. La dénaturation de la pensée dans son appropriation n'est pas un problème nouveau³. Nous aurons souvent l'occasion de relever ce problème dans notre interprétation de certaines théories des relations internationales.

3.3 L'inadéquation de l'épistémologie paradigmatique aux relations internationales

Posons nous pour le moment la question de savoir pourquoi l'usage de l'épistémologie paradigmatique en relations internationales ne va pas de soi et

¹ Voir la postface à la seconde édition de son livre qui correspond à la version française que nous utilisons ici. Kuhn (1962, pp. 237-284) ; il est question de «valeurs» pp. 251-252.

² Kuhn s'intéresse uniquement à ces sciences-là.

³ Voir à ce propos les études de Saïd (1982) et Saïd (2000) qui portent spécifiquement sur cette question.

pourquoi cet usage peut même s'avérer un obstacle à la compréhension de cela même qu'il est censé aider à comprendre.

Nous avons déjà vu que la notion de paradigme n'est pas utilisée en relations internationales selon ce que suggère la lecture attentive de Kuhn. Nous pouvons ajouter qu'à la différence de l'étudiant en science de la nature, donc à la différence de l'enseignement de Kuhn, l'étudiant en relations internationales est confronté dès le début dans ses manuels à une constante et indépassable variété de « paradigmes » pas toujours incommensurables, qui font l'objet non pas de débats ponctuels, comme le veut l'épistémologie de Kuhn, mais de débats continus, tantôt animés, tantôt latents. Si bien que l'étudiant ou le chercheur qui veut rester fidèle au trait caractéristique de sa discipline doit reconnaître que, sur le phénomène de la guerre par exemple, il y a autant de vérités que de « paradigmes ». Ceci implique donc que tout travail académique sur la guerre consistera à traiter d'une problématique selon chaque « paradigme ». Or, souvent, les auteurs inscrivent implicitement ou explicitement leurs travaux dans la tradition relevant d'un « paradigme » sans jamais arriver à discréditer les travaux de leurs adversaires procédant d'un autre « paradigme », ce qui rend inapproprié l'usage même de la notion de paradigme. Nous parlerons donc d'« approches » ou d'« écoles ».

Lorsqu'une discipline est tiraillée entre plusieurs écoles, Kuhn la qualifie de préparadigmatique. Concernant la discipline des relations internationales, nous ne souscrivons pas à ce point de vue cependant car cela reviendrait à affirmer qu'il ne reste plus qu'à attendre qu'une « réussite scientifique notoire » vienne réduire « considérablement » le nombre des écoles et instaurer « un mode de travail scientifique plus efficace » qui sera réalisé par des chercheurs considérant « comme certaines les bases de leurs connaissances scientifiques »¹. On peut raisonnablement croire qu'un tel scénario est inenvisageable en théorie des relations internationales ou dans n'importe quelle autre science sociale. Par conséquent, accepter l'alternative de Kuhn reviendrait à condamner les sciences sociales à une éternelle infériorité par rapport aux sciences de la nature. Pourtant, il suffit juste d'admettre que les deux

¹ Kuhn (1962, p. 243)

types de science sont différents pour éviter cette impasse. Il faut donc comprendre la pluralité des approches en relations internationales et la comprendre pour elle-même.

À ce stade, la question doit donc porter sur la raison qui pousse tel ou tel chercheur vers telle ou telle approche. Pour y répondre, il faut rappeler une différence fondamentale entre les sciences sociales et les sciences de la nature : le détachement absolu du sujet connaissant par rapport à l'objet d'étude est hors de portée dans les premières, tandis que, dans les secondes, ce détachement est vraisemblable et permet de trancher les débats paradigmatiques. Voilà pourquoi le chercheur en science de la nature peut espérer *savoir* pour *expliquer* un phénomène naturel qui lui est extérieur (au sens littéral du terme), alors qu'en sciences sociales, le chercheur produira une compréhension sur un objet dont il fait lui-même fatalement partie.

Par ailleurs, si le savoir en sciences de la nature peut servir à intervenir dans le fonctionnement du phénomène étudié ou à l'altérer, il ne fera cependant jamais partie du fonctionnement de ce phénomène parce que l'abîme entre sujet et objet est infranchissable. En revanche, comme le souligne Anthony Giddens, la spécificité du savoir en sciences sociales est qu'il « se développe en parasitant les concepts des agents profanes ; d'autre part, les notions forgées dans les métalangages des sciences sociales sont systématiquement réinjectées dans l'univers des phénomènes qu'ils étaient initialement chargés de décrire ou d'expliquer.¹ » Autrement dit, le savoir en sciences sociales est structuré par (de même qu'il structure) le domaine de la pratique sur lequel il porte ; il est foncièrement de nature réflexive.

Pour Giddens, cette dynamique bidirectionnelle savoir / pratique nécessite une double herméneutique². On mesure d'autant mieux l'importance de ce point de vue que, paradoxalement, si presque toutes les approches en relations internationales prétendent fonder leurs axiomatiques respectives sur des constats empiriques, elles ignorent le rapport qui les lie au champ de la pratique. De fait, elles limitent leur propre domaine d'intelligibilité. Ainsi, la question des motifs qui amènent un

¹ Giddens (1990, p. 24)

² Giddens (1990, p. 24), cf. Giddens (1974). Nous reviendrons plus loin avec le détail nécessaire sur la démarche herméneutique.

chercheur à favoriser une approche plutôt qu'une autre ne peut poser, ni celle de savoir comment une approche, une école de pensée ou une théorie parvient à se maintenir malgré les incohérences identifiées par ses adversaires au sein même de la discipline.

La pertinence de ces questions est établie par la nature réflexive des théories en relations internationales ; l'intégration de la pratique au domaine d'intelligibilité devient par conséquent inévitable. D'autres facteurs de pertinence sont identifiables. En effet, faire abstraction de la pratique conduit à l'une des deux impasses suivantes : soit admettre l'incohérence fondamentale de la discipline des relations internationales, soit faire comme si l'approche, l'école ou la théorie choisie par un chercheur n'est absolument pas remise en cause. Il est cependant possible d'y échapper en montrant que les incohérences méthodologiques et épistémologiques sont compensées par la résonance des théories dans la pratique. La cohérence des théories des relations internationales est à chercher dans leur réflexivité, c'est-à-dire dans leur effet de théorie, en ce qu'elles servent de programme interprétatif par les acteurs du champ politique, ce qui, en retour, leur permet de se maintenir dans le champ académique. Notre travail est de comprendre le discours de la guerre de façon à faire apparaître sa dimension de condition de possibilité de la guerre dans la modernité.

Récapitulons avant d'avancer dans l'articulation de notre problématique. Que signifie le discours savant de la guerre dans le monde contemporain ? Notre point de départ est de tenter une réponse à partir de la théorie des relations internationales, support et cadre d'énonciation du discours savant de la guerre comportant son propre domaine d'intelligibilité. La compréhension ainsi obtenue est que le discours de la guerre se décline différemment selon la théorie qui l'exprime ou le critique. L'opposition porte sur les axiomatiques et les ancrages méthodologiques et épistémologiques. L'irréductibilité de la pluralité théorique apparaît aussitôt comme trait caractéristique et paradoxal de la discipline des relations internationales – paradoxal parce que l'orientation théorique dans la pensée repose sur l'espoir d'un savoir unifié et universel. Or, l'histoire de la discipline des relations internationales n'est pas celle d'un cheminement vers un tel savoir mais bien celle de la multiplication des théories et de l'éparpillement du savoir, chaque théorie mettant en évidence les insuffisances

des autres pour promouvoir son propre savoir. Les insuffisances axiomatiques sont relevées au nom d'autres axiomatiques supposées plus pertinentes ; les insuffisances méthodologiques et épistémologiques au nom d'autres ancrages méthodologiques et épistémologiques supposés plus efficaces. Le domaine d'intelligibilité demeure cependant invariablement balisé et délimite l'horizon de compréhension de la guerre à un débat théorique permanent. Puisque ne subsiste aucun espoir qu'émerge un jour un savoir théorique unifié sur la guerre, deux voies sont possibles.

La première correspond à une attitude orthodoxe, caractéristique de la discipline des relations internationales, qui consiste à choisir une théorie et ignorer les autres. Ce choix revient à trancher la question de l'axiomatique à adopter et se justifier ensuite par la référence à des critères méthodologiques et épistémologiques comme la parcimonie, la fécondité, la réfutabilité, etc. Le problème est que les partisans de chaque axiomatique ont recours à cette option, si bien que le seul terrain de discussion qui reste est celui des tests empiriques. Cependant, la réfutation empirique ne conduit pas nécessairement à l'abandon d'une théorie des relations internationales. De ce fait, le problème de l'infinie multiplication des théories reste entier.

La seconde voie, celle que nous comptons emprunter, consiste d'abord à relever que les théories en question ne sont pas autoréflexives ; autrement dit, elles ne comportent pas en elles-mêmes la problématisation de leur propre réflexivité qui, de fait, se trouve niée. Il en est de même y compris lorsque les auteurs recommandent que leurs théories soient soumises à des tests empiriques. D'une part, parce que les tests empiriques ne permettent pas de mettre un terme au conflit entre théories opposées; d'autre part, parce que les tests empiriques supposent que la réalité est donnée et que la théorie cherche à la décrire ou à l'expliquer mais jamais à la construire. La négation de sa propre réflexivité est, pour ainsi dire, la condition de possibilité de l'orientation théorique de la pensée. C'est pourquoi notre voie est de nature herméneutique. Tout en étant elle-même autoréflexive, l'herméneutique est également attentive à la réflexivité des textes qu'elle cherche à interpréter. L'interprétation des théories internationales selon les exigences de l'herméneutique est contextualisée. Les théories sont comprises en premier lieu dans le champ académique dans lequel elles ont été produites. L'objectif est de comprendre la

logique de la construction théorique à l'œuvre et de constater l'ampleur des emprunts faits aux sciences de la nature, aux autres sciences sociales et à la philosophie politique.

À notre connaissance, une telle tâche n'a jamais été entreprise auparavant, du moins pas à partir d'une perspective herméneutique. Elle nous semble de première importance dans la mesure où elle permet de comprendre que, si les insuffisances théoriques n'ont pas conduit à l'abandon des théories qui en souffrent, c'est notamment parce que la discipline des relations internationales, en ce qu'elle sert de support et de cadre d'énonciation au discours de la guerre, joue dans le champ académique le rôle de gardien de certaines conceptions profondément ancrées dans la tradition de la philosophie politique moderne. D'où l'inévitable élargissement du domaine d'intelligibilité, par un retour sur la dynamique d'interaction entre philosophie politique et pratique politique dans l'avènement et le développement ultérieur de la modernité. C'est pourquoi nous avons fait le choix de consacrer un chapitre spécifique à un penseur comme Hobbes en plus des cinq auteurs en relations internationales que nous avons retenus pour les besoins de la présente thèse.

En second lieu, parce que les théories sont autant de programmes interprétatifs de la réalité, il est important de les comprendre en fonction des actions menées selon les interprétations que déterminent les théories. Il s'agit en fait d'un second élargissement du domaine d'intelligibilité des *théories* des relations internationales afin d'y inclure la *pratique* des relations internationales, tout particulièrement en ce qui concerne le phénomène de la guerre. Cela revient à comprendre le discours de la guerre à travers sa résonance dans le champ de la pratique politique. Chemin faisant, apparaît un lien particulier, souvent occulté, entre champ académique et champ politique médié par le discours de la guerre. Le discours savant de la guerre est produit dans le champ académique mais il s'autorise aussi du besoin de renforcement du pouvoir symbolique dans le champ politique. C'est en cela que consiste l'amorce de la principale contribution de notre thèse. Le discours de la guerre ne sert pas à saisir la vérité de la guerre ; il figure parmi les éléments qui constituent les conditions de possibilité de la guerre.

Chapitre 2

Considérations méthodologiques

Les limites du domaine d'intelligibilité de la théorie des relations internationales que nous avons identifiées dans la dernière section du chapitre précédent exigent que nous proposons une alternative. La première section du présent chapitre est consacrée à cette alternative qui s'inscrit dans la démarche herméneutique d'interprétation. Le domaine d'intelligibilité que nous proposons figure parmi les apports de notre thèse dans la mesure où l'herméneutique est demeurée jusqu'ici marginale en théorie des relations internationales. Une fois les termes de notre domaine d'intelligibilité connus, nous détaillerons le cadre opératoire de notre thèse et terminerons par un retour sur les textes que nous cherchons à interpréter.

1. Domaine herméneutique d'intelligibilité et cadre opératoire de la thèse

Notre domaine d'intelligibilité s'inspire principalement de l'herméneutique de Hans Georg Gadamer, mais aussi de deux autres penseurs, Paul Ricœur et Pierre Bourdieu, pour raffiner certains éléments nécessaires à notre démarche. Une fois que nous aurons exposé le domaine d'intelligibilité que nous avons ainsi construit, nous exposerons le cadre opératoire à travers lequel nous avons accompli la présente thèse.

1.1 Herméneutique et préjugés

Étant une démarche interprétative très ancienne, l'herméneutique a évolué à travers les âges. Avant de prendre la forme qu'elle a connue au XX^e siècle, elle a notamment connu deux versions que nous exposerons rapidement, soit la forme exégétique et la forme romantique. La raison tient au fait que son évolution ne s'est pas accomplie par des ruptures radicales, mais par un élargissement continu. Le trait distinctif de l'herméneutique est d'être une quête de la signification du texte interprété. L'objectif n'est pas d'atteindre une vérité similaire à celle recherchée en sciences de la nature. La pluralité des vérités en sciences sociales, à l'instar de ce que nous avons vu à

propos de la théorie des relations internationales, est à ce point prégnante que l'espoir est très mince de la voir disparaître un jour. De ce fait, la spécificité de la pratique des chercheurs en sciences sociales est qu'ils doivent inscrire leur pratique dans la pluralité des vérités et des domaines (ex : social, politique, économique, etc.), domaines qui ne peuvent être étudiés de l'extérieur puisque les chercheurs qui les étudient en font partie. Seule la signification qui se dégage de ces domaines est à leur portée. L'herméneutique représente justement le cadre à travers lequel on peut accéder à la signification.

Dans sa forme exégétique associée historiquement à l'antiquité et au Moyen-Âge, l'herméneutique cherche à « faire dire au document ce que le document veut dire¹ ». Le sens ne se trouve pas dans l'interprétation et ne doit pas varier selon les préférences de l'interprète. L'herméneutique, dès son origine, est par ailleurs un exercice illimité. Il demeurera toujours possible de dégager un surcroît de signification. La compréhension est illimitée parce qu'« il naît sans cesse de nouvelles sources de compréhension qui révèlent des rapports de sens insoupçonnés² ». Ceci est valable y compris pour des œuvres sur lesquelles on risque de croire à tort que tout a déjà été dit, telles, par exemple, les œuvres de classiques comme Thucydide, Hobbes et l'Abbé de Saint-Pierre que nous aborderons dans cette thèse.

Ainsi, en guise de première approximation, l'herméneutique est un procédé illimité ayant pour objectif de dégager la signification d'un texte dont la compréhension ne se donne que si la lecture est attentive et fidèle. Ainsi est formulée la première exigence de l'herméneutique, la plus élémentaire, qui demeure valable même lorsque le lecteur n'est pas herméneute : comprendre l'auteur tel qu'il se comprenait lui-même. Nous verrons plus loin comment le discours savant de la guerre, dans la façon dont il s'approprie certains classiques, ne parvient pas à remplir cette exigence. Le cas de Hobbes en est une parfaite illustration, comme nous le montrerons dans le chapitre qui lui est consacré.

¹ Gusdorf (1988, p. 20)

² Gadamer (1960, p. 320)

La forme romantique de l'herméneutique se caractérise quant à elle par l'ajout du contexte historique de production du texte comme voie d'accès à la signification. En seconde approximation, l'herméneutique est donc un procédé illimité ayant pour objectif de dégager la signification d'un texte en prenant en compte le contexte historique dans lequel le document à interpréter fut produit. Chaque époque étant unique, on ne peut comprendre les textes qui nous ont été légués que si l'interprétation est contextualisée, ce qui étend notre horizon de compréhension. Ainsi, l'herméneute sera mieux en mesure de comprendre un texte que l'auteur même de ce texte. Comme nous l'avons souligné plus haut, l'un des traits caractéristiques du discours savant de la guerre est de saisir les œuvres (celles des classiques notamment) et les faits empiriques hors contexte.

Bien que les romantiques aient permis d'élargir l'exercice herméneutique aux textes profanes, leur démarche présente une lacune, qui est celle de son historicisme. Plus exactement, l'herméneute romantique se croyait fondé d'historiciser tous les textes qu'il interprétait, tout en refusant que l'historicisme soit appliqué à sa propre interprétation. Il prétendait ainsi pouvoir se soustraire à ses propres exigences « en renonçant à faire valoir dans la théorie herméneutique le concret de la conscience historique¹ ». Son argument était que la conscience historique ne pouvait s'appliquer à l'herméneutique romantique dans la mesure où ce sont précisément l'herméneutique romantique et la pensée de son époque qui avaient découvert la conscience historique. Cela permettait à l'herméneutique romantique « d'objectiviser » toutes les époques sauf la sienne. En cela, elle partageait un dénominateur commun de premier ordre avec les sciences sociales objectivistes, dont elle cherchait paradoxalement à dépasser l'objectivisme. C'est en cela que consiste l'aporie que Gadamer a voulu surmonter.

Le problème herméneutique chez Gadamer se présente comme suit : « ... comment, une fois délivrée des entraves ontologiques du concept d'objectivité propre à la science, l'herméneutique pourrait[-elle] rendre justice à l'historicité de la compréhension² » ? Deux éléments centraux de l'herméneutique romantique sont conservés par Gadamer : le refus de l'objectivisme et la quête d'une compréhension

¹ Gadamer (1960, p. 314)

² Gadamer (1960, p. 286)

contextualisée. Le point de départ de Gadamer se trouve dans la définition à caractère ontologique que Martin Heidegger a donné au cercle herméneutique :

« Le cercle porte en lui une possibilité du connaître le plus original ; on ne la met correctement à profit que si l'interprétation a su se donner pour tâche première, permanente et dernière de ne pas se laisser imposer ses acquis, de même que ses anticipations de vue et de saisie, par des intuitions et notions populaires, mais d'assurer le thème scientifique en portant celles-là au terme de leur élaboration à partir des "choses elles-mêmes"¹ »

Le cercle herméneutique et la compréhension circulaire qui lui est inhérente consistent à saisir les parties à partir du tout et vice-versa. Tel que problématisé par Heidegger, le cercle porte en lui-même la question de savoir si l'anticipation de la complétude du tout ne risque pas de perturber la compréhension des parties ?² C'est sans doute cette notion d'anticipation qui représente la plus importante nouveauté par rapport aux romantiques. Désormais, la compréhension n'exige plus de l'interprète qu'il s'identifie à l'auteur ou son environnement intellectuel; elle « reste déterminée en permanence par le mouvement d'anticipation de la pré-compréhension. Le cercle du tout et de la partie ne s'annule pas dans la perfection du comprendre, il y trouve au contraire sa réalisation plénière³ ». La finitude de la compréhension procède de la permanence du cercle herméneutique auquel aucun caractère formel n'est accordé ; ce n'est pas un cercle méthodique : « il représente au contraire un élément structurel ontologique de la compréhension⁴ ». C'est précisément ce que Gadamer approfondira le plus en inscrivant le préjugé au cœur de son herméneutique.

L'interprète ne peut aller vers un texte l'esprit vide de toute attente, de toute anticipation ou de tout préjugé. Il n'y va pas sans l'ébauche d'un sens qu'il croit devoir trouver. Au fil de la lecture, un premier sens émerge, qui donnera lieu à une pré-esquisse du sens global, puis une esquisse qui se raffine au fur et à mesure que l'interprétation informe la compréhension. Le renouvellement incessant de ce processus qui commence avec le préjugé représente, selon Gadamer, le sens de la

¹ Cité par Gadamer (1960, p. 287)

² Grondin (1993, pp. 140-141)

³ Gadamer (1960, p. 315)

⁴ Gadamer (1960, p. 315)

définition du cercle herméneutique par Heidegger. Comme le note Jean Grondin, nous avons là un cercle à caractère universel car la compréhension est ontologiquement raccordée aux préjugés : « Le cercle bénéficie d'un statut universel parce que toute compréhension s'effectue sous la coupe d'une motivation, de préconception, en un mot, sous une visée préalable de sens¹ ». La dimension ontologique de la compréhension se comprend chez Gadamer par le fait que la compréhension de soi par la réflexion n'est pas première. Car l'individu ne se donne pas à lui-même ses tout premiers préjugés ; il les reçoit de son milieu. L'individu vient à un monde qui lui préexiste et c'est précisément cette antériorité du monde qui fait que la première compréhension de soi de l'individu est de nature pré-reflexive et dépend des préjugés qui lui ont été transmis. Il ne les considérera comme tels qu'à partir du moment où ils se feront connaître dans la réflexion.

À vrai dire, même la réflexion ne garantit pas *a priori* que l'individu prenne conscience de tous les préjugés qui influencent ses interprétations : « C'est pourquoi les préjugés de l'individu, bien plus que ses jugements, constituent la réalité historique de son être² ». D'un point de vue herméneutique, le préjugé n'a pas nécessairement une connotation péjorative. Il peut avoir différents contenus et c'est sur le contenu du préjugé que la discussion doit porter, afin de déterminer s'il permet une compréhension plus ample ou bien constitue un frein à la compréhension. Par ailleurs, même si le préjugé est toujours présent, il n'est pas exclu que l'individu nie son poids sur les jugements qu'il porte ; c'est même l'attitude la plus répandue en sciences sociales. La prétention de pouvoir étouffer les préjugés est elle-même fondée sur un préjugé, car l'interprétation de toute œuvre relevant des sciences sociales permettra de mettre en évidence ses préjugés.

La reconnaissance du rôle que le préjugé joue dans la compréhension est une condition *sine qua non* pour apprécier le problème herméneutique à sa juste valeur. Il en découle que la première réalisation de l'herméneutique qui tient à l'historicité de la compréhension tout en s'opposant à l'objectivisme, s'énonce comme suit : « Sur quoi doit se fonder la légitimité des préjugés ? Qu'est-ce qui distingue les préjugés

¹ Grondin (1993, p. 166)

² Gadamer (1960, p. 298)

légitimes de tous ceux, innombrables, qu'il appartient incontestablement à la raison critique de surmonter ?¹ »

Comme on va le voir, Gadamer distingue les préjugés de précipitation des préjugés d'autorité. En raison du débat suscité par la notion de préjugés d'autorité, nous avons choisi de la nuancer en dérivant de l'œuvre de Gadamer ce que nous appelons « les préjugés de reconnaissance ». Par ailleurs, au fil de notre interprétation du discours savant de la guerre, nous avons compris qu'il était opportun d'ajouter une autre catégorie, à savoir celle des « préjugés idéologiques » et les « préjugés expérientiels ».

1.1.1. Les préjugés de précipitation

Les préjugés de précipitation, tels les préjugés métaphysiques, sont ceux que, selon Gadamer, le doute cartésien a voulu neutraliser et que la conscience critique doit démasquer car ils ont toutes les chances de mener à l'erreur. Il nous semble que le potentiel critique de l'herméneutique que ce point implique n'a pas toujours été bien mesuré. Il est vrai que Gadamer lui-même ne s'y est pas attardé longtemps, préférant concentrer l'essentiel de son attention sur les implications pour l'herméneutique de l'autre catégorie de préjugés. Nous pouvons dire, malgré tout, que ce point lève le soupçon de relativisme qui pèse sur l'herméneutique. Toutes les interprétations ne se valent pas. Certaines sont fausses et leur erreur provient des préjugés de précipitation. Il apparaîtra en effet que, dans le discours de la guerre, les préjugés de précipitation sont à l'origine de mauvaises interprétations des classiques. En effet, tel que nous le montrerons dans les chapitres consacrés à des auteurs classiques, la signification qui leur est accordée ne résiste pas à un retour aux œuvres classiques elles-mêmes.

1.1.2 Les préjugés d'autorité et de reconnaissance

¹ Gadamer (1960, p. 298)

Les préjugés d'autorité ont polarisé l'attention de Gadamer et le poids considérable qu'il leur a accordé dans son herméneutique se trouve au centre de la critique la plus virulente dont celle-ci a fait l'objet sous la plume de Jürgen Habermas. L'autorité ayant une connotation profondément péjorative dans la pensée associée à la modernité, certains auteurs ont vu dans l'herméneutique de Gadamer, qui en fait un usage intensif, un appel à la réhabilitation d'un domaine pré-moderne très conservateur. Le soupçon s'est aiguisé d'autant plus que Gadamer établit un lien entre autorité et tradition ; et à la tradition, il rattache – de façon contestable – la validité du savoir herméneutique¹.

Une lecture conservatrice, voire traditionaliste, de Gadamer est tout à fait possible. Il serait cependant injuste de considérer que c'est la seule lecture possible ou même la plus pertinente. À travers les catégories de préjugés que nous avons ajoutées, nous montrerons qu'il est tout à fait possible d'élargir le domaine d'intelligibilité construit à partir de l'herméneutique de Gadamer sans concéder systématiquement à la tradition le statut exclusif de critère de validation. Car nous croyons que l'herméneutique ne renvoie pas la validité du sens uniquement à la tradition, mais aussi à l'expérience de l'herméneute, c'est-à-dire à la part du comprendre qui ne provient pas de la tradition.

En outre, les préjugés d'autorité de Gadamer ne sont pas à rejeter totalement. Il est possible de partir de ce que Gadamer en dit, pour en dériver un sens qui demeure indispensable à l'exercice herméneutique. Dans la citation qui suit, nous pouvons constater que Gadamer lui-même refuse d'assimiler les préjugés d'autorité à une simple référence non-critique à la tradition :

« L'autorité des personnes n'a pas son fondement ultime dans un acte de soumission et d'abdication de la raison, mais dans un acte de reconnaissance et de connaissance : connaissance que l'autre est supérieur en jugement et en perspicacité, qu'ainsi son jugement

¹ Ce débat a eu lieu essentiellement durant les années 1960 et ses deux textes principaux sont Habermas (1970) et Gadamer (1967). On en trouvera une synthèse dans Ingram (1982), Ricœur (1986), Grondin (1993) et Foster (1991). Ce débat a encore cours aujourd'hui et le soupçon de conservatisme qui pèse toujours sur Gadamer s'exprime de façon très virulente. On lira à ce titre dans *BookForum*, été 2003, l'article de Richard Wolin « Socratic Apology. A Wonderful, Horrible Life of Hans-Georg Gadamer ».

l'emporte, qu'il a prééminence sur le nôtre. Ce qui est lié au fait qu'en vérité l'autorité ne se reçoit pas, mais s'acquiert et doit nécessairement être acquise par quiconque y prétend. Elle repose sur la reconnaissance, par conséquent sur un acte de la raison même qui, consciente de ses limites, accorde à d'autres une plus grande perspicacité.¹ »

Il est rare en effet qu'un auteur, dans quelque domaine que ce soit, ne se revendique pas d'une manière ou d'une autre d'une autorité intellectuelle qui a au moins participé à sa formation. Ici, l'autorité trouve son fondement dans la connaissance et la reconnaissance : connaissance et reconnaissance de Platon à Socrate, de Farabi à Platon, de Foucault à Hypolyte et de Gadamer à Heidegger. Mais ce n'est que l'une des déclinaisons de l'autorité. Les autorités établies n'ont pas toujours fait suite à une connaissance\ reconnaissance dans le domaine intellectuel comme dans les autres domaines. Contrairement à ce que semble croire Gadamer, donner des ordres et exiger de se faire obéir ne sont pas exclusivement des conséquences d'une situation d'autorité établie ; cette autorité peut très bien sourdre, et elle sourd souvent, de la volonté de pouvoir et de domination. Mais il est vrai que le problème du pouvoir et de la domination ne sont pas le souci de Gadamer.

En somme, nous croyons que sa pensée n'aurait pas souffert du tout, si la question de l'autorité avait été limitée au cadre intellectuel en contexte de liberté ; nous voulons dire que la pensée de Gadamer n'avait absolument pas besoin d'un concept de l'autorité et se serait fort bien accommodée de celui de la reconnaissance. Quitte ensuite à traiter de l'effet de l'histoire sur la reconnaissance, pour éviter d'en donner un concept substantialiste, ce qui demeure en parfait accord avec l'esprit herméneutique. Nous précisons donc que, dans notre thèse, la seconde catégorie de préjugés de Gadamer comprend les pré-conceptions que l'interprète actionne consciemment ou inconsciemment dans l'exercice herméneutique après les avoir acquises par connaissance et reconnaissance d'autres auteurs. Mais nous refusons de croire en la fécondité systématique des préjugés d'autorité sous prétexte qu'ils relèvent de la tradition et que tout ce que la tradition conserve doit devenir un critère de jugement. C'est pourquoi nous avons choisi d'utiliser l'expression « préjugé de reconnaissance » lorsque le préjugé d'autorité s'avère fécond en signification.

¹ Gadamer (1960, pp. 300-301)

1.1.3 Les préjugés idéologiques

À l'instar des préjugés de précipitation, les préjugés idéologiques présentent le risque que l'interprétation soit faussée. Ce risque découle de la fonction de dissimulation que peut recéler l'idéologie. Pour définir l'idéologie, Paul Ricœur part de la dimension symbolique de toute organisation sociale. La réalité sociale se décline depuis toujours selon sa constitution symbolique qui permet une représentation du lien social. Lorsque, dans le tissu des liens sociaux, intervient l'action sociale au sens webérien, c'est-à-dire lorsque l'action est dotée de signification par les acteurs sociaux tout en étant dirigée d'un acteur vers un autre, une place est inéluctablement accordée au phénomène idéologique.

Le phénomène idéologique ne se limite pas à sa fonction de dissimulation visant la consolidation de la « pensée démissionnante ». Il remplit également une fonction d'intégration sociale et c'est en cela que le phénomène idéologique se confond dans sa fonctionnalité avec les mythes fondateurs ou le mythe des origines à l'œuvre dans toute société :

« L'idéologie est fonction de la distance qui sépare la mémoire sociale d'un avènement qu'il s'agit (...) de répéter ; son rôle n'est pas seulement de diffuser la conviction au-delà du cercle des pères fondateurs (...) ; il est aussi d'en perpétuer l'énergie initiale au-delà de la période d'effervescence (...) Peut-être n'y a-t-il pas de groupe social sans ce rapport indirect à son propre avènement¹. »

La fonction d'intégration cède le pas à la fonction de dissimulation lorsque l'idéologie se transforme en préjugé puis en opinion. Cette transformation s'opère rapidement car la simplification et la schématisation discursives qui la rendent possible sont inhérentes au phénomène idéologique. Ricœur en conclut, à juste titre nous semble-t-il, que presque tout peut devenir idéologie, l'ethnie, la religion, les mythes, la philosophie, la science, le progrès, etc. La posture épistémologique de l'idéologie, poursuit-il, se trouve justement dans sa transformation en préjugés, en

¹ Ricœur (1986, pp. 339-340)

opinions et finalement en *doxa*, d'où le risque toujours présent du glissement de l'idéologie vers le dogmatisme¹. Surtout que ce glissement peut se apparaître à certains acteurs comme « le prix à payer pour l'efficacité sociale des idées.² »

Les préjugés idéologiques que nous identifierons dans le discours savant de la guerre seront notre voie d'accès à la compréhension de la participation de ce discours à la pratique politique, notamment lorsque sa prétention à la validité académique est instrumentalisée dans le champ politique et son contenu intégré à la *doxa* selon laquelle la guerre représente l'ultime horizon des relations entre États. C'est donc lorsque le discours de la guerre sert la fonction idéologique de dissimulation, lorsque son effet de vérité est instrumentalisé dans le fonctionnement du champ politique, qu'il devient *doxa*, c'est-à-dire un sens commun imposé, qui va dissimuler certaines facettes de la réalité pratique.

Tout cela est possible parce que, comme le note Ricœur, l'« idéologie est opératoire et non thématique.³ » Autrement dit, parce qu'elle est aussi un code interprétatif, elle offre aux individus un point d'ancrage qui leur préexiste et non un objet d'interrogation. Cette qualité de l'idéologie est renforcée par la rationalité limitée de l'être humain : « ... il est peut-être impossible, à un individu et plus encore à un groupe, de tout formuler, de tout poser en objet de pensée.⁴ » Et c'est dans l'ordre logique de cette impossibilité que «... l'idéologie est par nature une instance non critique.⁵ »

L'effet de théorie peut ainsi prendre la forme d'une efficacité sociale des idées dans la mesure même où les idées non critiques fondées sur les préjugés idéologiques entretiennent l'*illusio* dans le champ politique. L'*illusio* reflète un état de fait lorsque la part inconnue d'une thématique donnée, un conflit territorial par exemple, ne conduit pas à remettre à cause l'évidence doxique des actions à entreprendre. Car c'est le propre de l'*illusio* de ne pas se révéler aux acteurs dont elle détermine en

¹ Ricœur (1986, pp. 340-341)

² Ricœur (1986, p. 341)

³ Ricœur (1986, p. 342)

⁴ Ricœur (1986, p. 342)

⁵ Ricœur (1986, p. 342)

partie la compréhension et le jugement porté sur telle ou telle action. L'instance critique de l'herméneutique se comprend aussi par le fait que l'interprétation herméneutique permet de révéler la part de *l'illusio* dans le succès de certaines théories¹.

1.2 Sources des préjugés et expérience de la pensée

Shématiquement, les préjugés dont s'imprègne un individu proviennent de deux sources : le travail de l'histoire et l'habitus. L'individu peut cependant faire un retour critique sur ses préjugés grâce à l'autoréflexivité.

Le travail de l'histoire

L'individu naît dans un flot de l'histoire dont l'amorce lui préexiste. La fatalité de s'y intégrer implique l'intériorisation de certains préjugés, ce qui explique pourquoi le jugement d'un même individu qui aurait intégré le flot de l'histoire à deux moments différents ne saurait être le même. Comme la plupart des préjugés, ceux qui proviennent du travail de l'histoire ne se révèlent pas d'eux-mêmes. Ils ont besoin d'être révélés, soit par un travail autoréflexif conscient de l'individu, soit par l'interprétation herméneutique lorsqu'il s'agit de les révéler dans l'œuvre d'un autre. Par exemple, la croyance en un savoir en sciences sociales similaire au savoir en sciences de la nature est en soi le fait d'un travail de l'histoire moderne.

L'herméneute sera en mesure de contrôler, sans toutefois y parvenir totalement, ce qui, dans le travail de l'histoire, influence ses propres préjugés. Parce que le processus ne peut aller à son terme, l'interprète ne réussira jamais à se défaire totalement d'une certaine détermination historique. C'est pourquoi Gadamer estime que le travail de l'histoire est plus « être » que conscience². L'« être » dont il est question est l'être-effectué, la part de la conscience déterminée par l'histoire ; cela renvoie à la finitude des êtres humains.

¹ Voir Bourdieu (1997, p. 147)

² Grondin (1993, p. 173)

L'habitus

Toute discipline académique fonctionne comme un champ de la pratique caractérisé par un *habitus*. *L'habitus* se révèle dans le maintien et la reproduction des contours plus ou moins stables d'un domaine d'intelligibilité.

« [P]roduit de l'histoire, l'habitus produit des pratiques, individuelles et collectives, donc de l'histoire, conformément aux schèmes engendrés par l'histoire ; il assure la présence active des expériences passées qui, déposées en chaque organisme sous la forme de schèmes de perception, de pensée et d'action, tendent, plus sûrement que toutes les règles formelles et toutes les normes explicites, à garantir la conformité des pratiques et leur constance à travers le temps. » (Bourdieu, 1980, p. 91)

L'habitus est paradoxal dans la mesure où il contraint en même temps qu'il habilite. Son ultime aboutissement n'est donc pas toujours et uniquement sa propre reproduction. L'habilitation dont il est porteur permet d'échapper à son déterminisme. C'est précisément dans cette marge que le travail critique peut s'inscrire.

« Parce que l'*habitus* est une capacité infinie d'engendrer en toute liberté (contrôlée) des produits – pensées, perceptions, expressions, actions, - qui ont toujours pour limites les conditions historiquement et socialement situées de sa production, la liberté conditionnée et conditionnelle qu'il assure est aussi éloignée d'une création d'imprévisible nouveauté que d'une simple reproduction mécanique des conditionnements initiaux¹. »

Autrement dit, tout en limitant le champ de l'action, l'*habitus* habilite le sujet pour agir, reproduire et influencer ses dispositions. La détermination n'est pas unidirectionnelle ; sans l'action des sujets, les disciplines ne peuvent ni se reproduire ni évoluer. Elles se reproduisent et évoluent dans la mesure où les sujets agissent en renforçant les déterminismes de l'*habitus* ou parviennent à modifier une part de l'*habitus*.

Sur la base de ce qui précède, nous croyons fondé d'affirmer que, parmi toutes les pratiques qu'un *habitus* rend possibles, certaines peuvent relever d'abord et avant tout

¹ Bourdieu (1980, p. 91)

du dialogue visant l'intercompréhension. Comme nous l'avons souligné à propos de la théorie des relations internationales, on ne peut nier qu'il y ait des interprétations différentes, divergentes et parfois diamétralement opposées. On ne peut cependant pas dire que cela se traduira inéluctablement par une mésentente en tout point. Certes, il arrive souvent que l'*illusio* interdise à certains partisans d'une interprétation particulière de comprendre qu'en fait de savoir qu'ils croient acquérir et développer, c'est de *doxa* qu'il s'agit. Certains cependant en prendront la pleine mesure dans le cadre d'un dialogue dans lequel ils parviendront à comprendre que les valeurs mêmes qui les animent contredisent la réalité de leur production intellectuelle. Voilà pourquoi nous croyons à la possibilité d'étendre le domaine d'intelligibilité d'une discipline fortement déterminée par un *habitus*, une *illusio* et une *doxa*. Notre thèse s'inscrit dans cette perspective.

L'autoréflexivité

Le champ académique fonctionne aujourd'hui d'une manière telle qu'il est impossible pour un herméneute d'échapper à une socialisation spécifique qui l'amènera à intérioriser un *habitus* et éventuellement une *doxa*. Si échapper à l'*habitus* est impossible dans l'absolu et puisque l'*habitus* laisse une marge de manœuvre à l'individu, c'est dans cette marge de manœuvre qu'il peut objectiver la *doxa* et s'y soustraire. Ce qui permet à l'individu de déjouer en partie l'effet des déterminations dont il fait l'objet, c'est sa capacité d'utiliser le niveau de conscience le plus élevé de l'être humain : comprendre sa propre manière de comprendre. C'est ce que nous entendons par autoréflexivité.

Une pensée prend la pleine mesure de sa réflexivité lorsqu'elle fait un retour réflexif sur sa propre réflexivité. Pour y parvenir, l'interrogation qu'une pensée pose sur un objet d'étude doit s'étendre aux effets que les procédés utilisés ont sur la connaissance. Prendre conscience des effets de l'expérience personnelle du chercheur sur le déroulement et les résultats de ses recherches ne signifie pas qu'il doive nécessairement les considérer comme des impuretés, ni que ces impuretés doivent être éliminées par une quelconque technique méthodologique. Le cas échéant, un semblant d'objectivité serait éventuellement atteint, mais le problème aura été

déplacé plutôt que réglé. Nous aurons l'occasion de montrer plus loin que les œuvres qui se revendiquent de la scientificité des sciences de la nature ne parviennent pas à échapper à la détermination expérientielle de leurs auteurs. C'est par ailleurs la raison qui nous amènera à affirmer au moment opportun que l'un des problèmes majeurs du discours savant de la guerre consiste précisément en son manque d'autoréflexivité.

L'herméneutique figure parmi les procédés qui répondent à l'exigence d'autoréflexivité. C'est pour cette raison que ce que l'on obtient de l'exercice herméneutique n'est pas une vérité désincarnée, motivée par la seule curiosité scientifique et produite par l'effort scientifique de déchiffrer le livre codé du réel par la rigueur d'une démarche ayant fait ses preuves dans les sciences de la nature. La vérité que recherche l'herméneute est une vérité entendue comme signification de ce qu'un interprète a compris après un travail d'interprétation entrepris dans un contexte particulier.

Le souci de l'autoréflexivité exige que l'herméneute reconnaisse que même l'herméneutique la plus poussée ne parviendra pas à épuiser le sens recherché. Le passage à un cadre autoréflexif en partant d'un cadre qui se refuse à l'autoréflexivité constitue toujours une extension remarquable du domaine d'intelligibilité de celui-ci. Et c'est plus généralement par l'extension du domaine d'intelligibilité et l'élargissement de l'horizon de compréhension que se mesure l'avancement de la connaissance d'un point de vue herméneutique, et non pas par l'accumulation de lois universelles et immuables, comme on peut s'y attendre dans les recherches dominées par les modèles méthodologiques formels.

2. Cadre opératoire

Le cadre opératoire de notre thèse ou l'opérationnalisation de notre domaine d'intelligibilité, repose essentiellement sur la notion herméneutique de l'*application*. L'*application* signifie chez Gadamer que l'exercice herméneutique s'effectue à travers un jeu de questions-réponses entre l'interprète et l'œuvre interprétée. Elle fait par ailleurs apparaître le caractère dialogique de l'herméneutique : « Car la

dialectique question-réponse et de la réponse que nous avons mise en lumière fait apparaître la compréhension comme une relation réciproque telle que celle du dialogue.¹ »

La question opératoire formulée au niveau le plus général s'énoncerait comme suit : quelles sont les conséquences du domaine d'intelligibilité sur la compréhension ? Cela signifie qu'il faut ramener la compréhension au domaine d'intelligibilité qui a permis de la générer. Ce lien n'implique aucunement l'émergence d'une méthode formelle d'interprétation. Il ne s'agit pas de mettre en œuvre une méthode, mais d'éclaircir les conditions de la compréhension, ce que les préjugés peuvent rendre difficile. On retrouve ici le problème que posait Gadamer de savoir comment distinguer les préjugés de précipitation des préjugés féconds.

Puisque, pour lui, les préjugés féconds sont les préjugés d'autorité liée à la tradition, la distinction doit se faire à travers la distance temporelle : « Chacun connaît la singulière impuissance de notre jugement partout où le recul du temps ne nous a pas fourni de critères assurés... Une connaissance objective ne peut être atteinte qu'à partir d'une certaine distance historique.² » La distance historique permet à la fois d'écarter les préjugés susceptibles de conduire à une mécompréhension et de faire ressortir les préjugés porteurs d'une compréhension qu'on peut qualifier de convenable. Cependant, il n'est pas du tout sûr que ce que la compréhension confirmée convenable (ou infirmée) par l'histoire soit vide de toute immanence. Et quand bien même ce problème serait réglé, la difficulté ne disparaîtrait pas pour autant car, comme le note Jean Grondin, « la distance purement temporelle n'est pas d'un grand secours lorsqu'il s'agit de départager des interprétations contemporaines et concurrentes. Ici, seule la distance critique d'une compréhension consciente de ses limites peut être opérante.³ »

C'est précisément pour donner un contenu concret à l'alternative proposée par Grondin que nous avons ajouté les préjugés idéologiques et les préjugés expérientiels

¹ Gadamer (1960, p. 179)

² Gadamer (1960, p. 319)

³ Grondin (1993, p. 171)

à la nomenclature des préjugés. Par ailleurs, la distance critique s'opérationnalise dans notre démarche par la distinction des préjugés stériles et des préjugés féconds. La stérilité d'un préjugé ne doit pas s'entendre au sens littéral du terme. Un préjugé stérile dégagera nécessairement une certaine signification porteuse d'une certaine valeur, du moins aux yeux de celui qui l'exprime. La stérilité renvoie plutôt aux limites de l'horizon de compréhension que certains préjugés imposent. Autrement dit, à la contrainte que représente un préjugé stérile en termes du surcroît de signification qu'il est possible de dégager moyennant d'autres préjugés. Le cas contraire est celui du préjugé fécond. Il se distingue d'une part par l'élargissement de l'horizon de compréhension, et d'autre part par l'amorce d'interprétations à venir. Contrairement à un préjugé stérile, un préjugé fécond ne conduit pas à considérer que la signification pleine et entière a été atteinte ; il est ouvert au surcroît de signification que d'autres interprétations pourraient apporter ultérieurement.

L'exercice herméneutique exige l'usage de préjugés féconds dans la pratique interprétative qui cherche à mettre en évidence les préjugés stériles des textes interprétés. Mais l'herméneute, dans sa pratique, n'a aucun moyen d'être certain de la fécondité de ses préjugés. Car un préjugé n'apparaît en tant que tel que dans la mesure où il est mis en question dans la confrontation herméneutique de l'interprète avec le texte d'un autre. C'est, autrement dit, face à l'altérité que les préjugés s'offrent à l'éclaircissement.

Mais ce qui s'offre à l'éclaircissement ne s'éclaircira pas de lui-même, il a nécessairement besoin d'une action d'éclaircissement qui lui est extérieure. C'est en ce sens que l'herméneutique est critique. C'est à l'interprète que la responsabilité de cette action incombe. Encore faut-il qu'il reconnaisse la légitimité du rapport à l'altérité dans laquelle la condition herméneutique l'installe inévitablement. C'est à ce titre que l'autoréflexivité est indispensable. L'auto-réflexivité passe toujours par la reconnaissance de l'autre et de la nécessité de l'aborder avec l'idée qu'il a peut-être raison et que l'interprète a peut-être tort. C'est le sens de la remise en question du préjugé. Cela ne signifie absolument pas que l'interprète doive systématiquement se défaire de son propre préjugé pour adopter le point de vue de l'autre. Il n'est pas toujours question de comprendre l'autre mieux qu'il ne s'est compris lui-même (ce

qui n'est toutefois pas impossible), pas plus qu'il n'est question d'un auto-effacement de l'interprète.

Ce qui prend forme ici, c'est la nécessité d'esquiver le risque d'objectivation de l'autre. La mise en question a pour fonction l'ouverture sur ce que l'autre veut dire, car « le préjugé personnel n'entre proprement en jeu que lorsqu'il devient lui-même enjeu. Ce n'est qu'en entrant lui-même dans le jeu qu'il peut apprendre la prétention de l'autre à la vérité, et qu'il lui donne la possibilité d'y entrer à son tour.¹ » Reconnaître la légitimité de la prétention de l'autre à la vérité fonde la légitimité de la même prétention chez l'interprète. Voilà pourquoi l'herméneutique est dialogue et surtout pourquoi l'historicité ne se limite pas à ce qui est interprété ; l'historicité concerne l'interprétation, l'interprète et l'interprété.

L'horizon d'un interprète est la perspective dans laquelle il inscrit l'interprétation : « Le concept d'horizon (...) exprime l'ampleur supérieure de vision que doit posséder celui qui comprend.² » Autrement dit, si l'horizon reflète la finitude de la compréhension, il peut néanmoins être plus ou moins large dans le cadre de cette finitude même. L'étendre autant que possible permet d'éviter de surestimer le poids de l'immédiat, donc de le mettre en perspective et de le considérer à sa juste valeur. Cet élément est particulièrement important dans notre thèse car, comme on le verra, une grande partie de la cohérence du discours de la guerre vient de la réduction de l'horizon de compréhension, ce qui confère un poids démesuré à certaines données immédiates censées confirmer des lois anhistoriques de fonctionnement des relations entre États. Reste que la prise en compte par l'interprète de l'horizon propre à sa compréhension ne suffit pas. Il est nécessaire que soit reconnu également l'horizon de ce qui fait l'objet d'une interprétation.

Gadamer insiste sur le fait que cette double reconnaissance des horizons est requise pour éviter d'objectiver les prétentions à la vérité élevées dans le texte à interpréter et que, pour ce faire, il est important d'envisager l'horizon propre du texte-au-texte à interpréter en partant du problème sur lequel portait celui-ci : « ... nous ne

¹ Gadamer (1960, p. 321)

² Gadamer (1960, p. 327)

comprenons quelque chose qu'en comprenant la question à laquelle il répond.¹ » C'est dans cette appropriation par l'interprète de la question posée par l'interprété que se réalise la fusion des horizons : « ... ce que nous comprenons ainsi ne reste pas, dans sa visée de sens, séparé de la nôtre. Au contraire, la reconstitution de la question qui permet de comprendre le sens d'un texte comme réponse passe dans notre propre interrogation.² » Mais il n'y a aucune raison de croire que la fusion des horizons ne commence qu'avec l'appropriation de la question. Rien ne nous empêche de considérer que cette fusion est déjà manifeste dans l'intentionnalité et la volonté de comprendre. Viennent ensuite l'interprétation du texte à comprendre, qui se fait en dégageant la question à laquelle il répond, et la réinterprétation par l'interprète de ses propres préjugés, à la lumière de la confrontation de ces derniers avec ceux de l'interprété.

Pour résumer, nous dirons que l'herméneutique est sensible à l'historicité du comprendre, comme de tout savoir, mais qu'elle ne doit être associée ni à l'historicisme radical, ni au relativisme. L'herméneutique est un procédé illimité, auto-réflexif et contextuel ayant pour objectif de dégager la signification d'un texte. Elle n'a pas la prétention d'aboutir à des vérités dernières, mais à l'extension du domaine d'intelligibilité. Parce qu'elle se refuse à tout objectivisme, l'herméneutique a un caractère dialogique. Le dialogue herméneutique a lieu dans une situation herméneutique où le comprendre s'appréhende à travers les préjugés qui influencent l'interprétation et la compréhension. Pour qu'ils se dévoilent, les préjugés de l'interprète doivent être confrontés aux préjugés de l'interprété à travers l'application, c'est-à-dire à travers le jeu des questions-réponses, par lequel se déploie l'exercice herméneutique. Tout en reconnaissant l'irréductibilité des préjugés et des interprétations, le dialogue herméneutique peut aboutir à un accord qui consiste en une extension du domaine d'intelligibilité et en un élargissement de l'horizon de compréhension.

¹ Gadamer (1960, p. 398)

² Gadamer (1960, p. 398)

3. Choix des textes et démarche globale

Comme nous l'avons déjà souligné, notre travail est de procéder à l'herméneutique du discours savant de la guerre à travers cinq œuvres majeures produites en théorie des relations internationales. Rappelons qu'il s'agit de Hans Morgenthau, Kenneth Waltz, Robert Gilpin, John Mearsheimer et Samuel Huntington. Nous avons également expliqué que nous porterons notre attention sur certains auteurs classiques, notamment Hobbes et Thucydide, et de façon indirecte Rousseau et l'abbé de Saint-Pierre. Nous allons maintenant justifier ce choix.

Les cinq œuvres produites en théorie des relations internationales que nous avons choisies couvrent la seconde moitié du XX^e siècle, c'est-à-dire la période durant laquelle les relations internationales se sont constituées en discipline académique autonome.

Plusieurs autres œuvres, bien qu'elles aient retenu l'attention dans la discipline, n'ont pas été sélectionnées. La nature de l'interprétation herméneutique, parce qu'elle exige une étude approfondie et détaillée des œuvres, nous a empêché de considérer un plus grand nombre de textes. Nous croyons cependant que les textes que nous avons choisis sont convenablement représentatifs de ce que nous cherchons à comprendre. D'autant plus qu'ils représentent l'essentiel du matériel pédagogique utilisé dans les universités pour l'enseignement des relations internationales. Dans une récente étude, Susan Peterson et ses collaborateurs ont interrogé 713 professeurs de relations internationales sur les auteurs qui ont eu l'impact le plus profond sur leurs recherches et sur leur façon de concevoir les relations internationales. Les professeurs ont été interrogés également sur les auteurs qui, selon eux, ont eu la plus grande influence sur la discipline des relations internationales. Dans les réponses à l'une et à l'autre de ces questions, le poids cumulé de l'impact des cinq auteurs que nous avons choisis est, de loin, le plus important¹.

Morgenthau est aujourd'hui considéré comme l'un des fondateurs de la discipline et son œuvre comme un classique incontournable. Nous en traiterons dans les deux

¹ Peterson *et al.* (2005, p. 19, 21)

chapitres qui forment la troisième partie de la thèse. Le premier est spécifiquement consacré à Morgenthau (chapitre 5). Le second est un retour sur un classique, l'Abbé de Saint-Pierre, qui nous amènera à examiner la lecture que Morgenthau en fait ; ce faisant, nous serons en mesure de dégager un surcroît de compréhension de l'œuvre de Morgenthau qu'on n'aurait pu dégager autrement. C'est aussi à cette occasion que nous traiterons de Rousseau (chapitre 6).

Dans la quatrième partie, un chapitre est consacré à Kenneth Waltz (chapitre 6), les deux autres à Robert Gilpin (chapitres 8 et 9). Selon le domaine d'intelligibilité de la théorie des relations internationales, ils sont les auteurs de la conception scientifique des relations internationales. Nous les aborderons l'un après l'autre car, comme nous le verrons, la théorie de la guerre hégémonique de Gilpin est tenue pour le complément indispensable de la théorie structuraliste des relations internationales de Waltz. Comme Gilpin attribue sa théorie à Thucydide, un auteur de l'antiquité grecque, notre propos portera également et longuement sur celui-ci.

Les deux chapitres de la cinquième partie portent respectivement sur John Mearsheimer (chapitre 8) et Samuel Huntington (chapitre 9). Ces deux auteurs se distinguent des précédents par le fait qu'ils ont tracé les deux principales trajectoires du discours savant de la guerre dans l'après-guerre froide. Nous montrerons que, chez l'un et l'autre, le discours savant de la guerre se présente sous les allures les plus explicites.

Quant aux deux classiques sur lesquels nous nous sommes longuement attardés, nous en traiterons dans la seconde partie de la thèse. Il s'agit de Hobbes (chapitre 3) et de Thucydide (chapitre 7) qui demeurent une référence obligée dans le discours savant de la guerre. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de montrer à quel point cette référence est contestable. Nous verrons qu'en effectuant un retour aux œuvres originales de ces deux auteurs, il est impossible de trouver une justification de la façon dont ils sont utilisés récemment dans le discours savant de la guerre.

Une dernière remarque s'impose. D'aucuns pourraient avancer l'argument que nous n'avons choisi que des auteurs dits réalistes, à qui nous avons accolé la qualité

d'auteurs du discours savant de la guerre. Si cela avait été le cas, nous n'aurions rien fait d'autre que de perpétuer une attitude commune en théorie des relations internationales. Cette objection, nous le reconnaissons, n'est pas dépourvue de pertinence. Mais nous souhaiterions souligner rapidement (en attendant de le voir plus clairement au fil de la thèse et tout particulièrement au chapitre 5) que le terme *réalisme* est fortement contestable lorsqu'il s'agit de désigner les œuvres dont nous avons traité. En effet, le théoricisme et la négation de la pratique figurent parmi les traits distinctifs du discours savant de la guerre. Contrairement à l'idée reçue et admise dans le domaine d'intelligibilité de la théorie des relations internationales, le discours savant de la guerre ne traite pas de la réalité telle qu'elle est ; il en traite plutôt à travers une interface théorique dont la construction finit toujours par créer un monde parallèle et simplifié, qui est ensuite discursivement confondu avec la réalité pratique. C'est pourquoi le terme *réalisme* n'est pas le plus approprié pour désigner une telle orientation de la pensée. L'un des apports de notre thèse est justement de montrer qu'il ne s'agit pas d'un discours SUR la guerre (comme le laisserait entendre le terme *réalisme*), mais un discours DE la guerre. Il fait, autrement dit, partie de cela même qu'il est censé expliquer.

En outre, des auteurs comme Thucydide, que nous allons aborder, ou comme Raymond Aron et Pierre Hassner, que nous aurons l'occasion de citer dans la thèse, sont considérés réalistes, alors qu'on peut les associer à ce que nous appelons le discours savant de la guerre. Nous verrons, concernant Thucydide, que sa pensée est en fait une prévention contre le discours savant de la guerre.

DEUXIÈME PARTIE
Un classique en avant-propos

Cette partie, composée d'un seul chapitre, est spécifiquement consacrée à Thomas Hobbes. La raison tient au fait que Hobbes sert de principal préjugé d'autorité dans la justification de fait du domaine d'intelligibilité du discours savant de la guerre. Nous tenterons de mettre en évidence l'analogie hobbesienne sur laquelle s'appuie le discours savant de la guerre pour tenir pour acquise l'idée selon laquelle la guerre représente l'horizon ultime des relations internationales. Nous verrons pourquoi l'œuvre de Hobbes ne le confirme pas. En revanche, de la lecture de cette même œuvre se dégagent l'essentiel des traits que nous associons au discours savant de la guerre et qui sont : le théoricisme, la négation de la pratique, la réflexion sur la base de cas extrêmes, la pensée démissionnante. Hobbes a la particularité d'être un penseur clé de la modernité naissante. Il est l'auteur d'une philosophie politique qui a dû faire face au phénomène proprement moderne de la pluralité politique. Cette pluralité, comme nous l'avons vu dans la partie précédente, est à l'œuvre tant dans la politique domestique que dans les affaires internationales. Hobbes a proposé une réponse à la question de la pluralité domestique. Il est cependant resté muet sur la pluralité internationale. L'analogie hobbesienne qui constitue le fondement du discours savant de la guerre, consiste à extrapoler la pensée de Hobbes du domestique à l'international.

Chapitre 3

Analogie hobbesienne et origine de la guerre comme horizon ultime des relations internationales

Comme le note Michael Williams : « Le nom de Thomas Hobbes et le concept d'anarchie semblent souvent synonymes dans les discussions en relations internationales¹. » « L'anarchie » en est le terme consacré. Il désigne l'absence de souveraineté supranationale². « L'anarchie renvoie (...) à l'absence de quelque autorité au-dessus des États. Les États sont souverains. Ils revendiquent le droit d'être indépendant ou autonome les uns par rapport aux autres, et ils revendiquent le droit d'exercer une autorité complète sur leurs territoires³. » Le concept d'anarchie attribué à Hobbes structure la pensée de sorte à faire apparaître la guerre comme l'horizon ultime des relations internationales :

« L'épithète *hobbesienne* est communément utilisée pour désigner la structure des relations internationales où il y a un manque d'autorité et de coopération, où le désordre est la règle et l'ordre l'exception, où les acteurs cherchent toujours à maximiser leurs intérêts aux dépens des autres et où la paix est temporaire et ne peut advenir qu'en présence d'un pouvoir hégémonique commun ou lorsqu'un équilibre des forces est maintenues⁴. »

Le renvoi à Hobbes laisse entendre que c'est lui-même qui a établi l'anarchie internationale comme concept. Eleanor Curran nous apprend que, dans un livre intitulé *The Hobbesian Theory of International Conflict*, Raino Malnes croit avoir trouvé chez Hobbes douze propositions qui peuvent donner lieu à une théorie des conflits internationaux, parmi lesquelles : le système international est une anarchie ; les États cherchent toujours à améliorer leur puissance militaire ; ils le font en dominant ou en neutralisant les autres États ; les relations internationales sont perverties par la guerre⁵. De la même manière, John Vincent affirme qu'il existe une

¹ Williams (1996, p. 213)

² Ce n'est pas un hasard si le premier livre (Dickinson 1916) usant du terme *anarchie* pour désigner des rapports entre États, soit paru en 1916, c'est-à-dire au moment où l'absence d'une souveraineté supranationale s'actualisait en affrontement généralisé.

³ Viotti et Kauppi (1999, p. 68)

⁴ Yurdusev (2006, p. 307)

⁵ Curran (1996, p. 394) Cf. Malnes (1993) On trouvera un procédé similaire dans Lieber (1988)

tradition hobbesienne en théorie des relations internationales qui présente les caractéristiques suivantes : « la politique internationale est une lutte pour le pouvoir ; la guerre est inévitable dans l'anarchie internationale ; personne n'a tort et personne n'a raison ; il y a juste une concurrence au sein d'une pluralité dont chaque composante a raison ; il n'existe pas de société en dehors de l'État ; le droit international est une expression vide de sens¹. »

Ce sont surtout les penseurs dit réalistes qui s'appuient de cette manière sur Hobbes : « Sa notion de l'état international de nature vu comme un état de guerre, est une notion que partage tout personne qui se considère réaliste². » Ainsi, Martin Wight affirme-t-il dans son commentaire approbateur de Hobbes : « L'état de nature = les relations internationales = la guerre de tous contre tous ; de ce fait il ne peut y avoir de société internationale³. » Il arrive cependant que la paternité de la notion d'anarchie internationale soit accordée à Hobbes de façon moins directe. L'anarchie internationale procéderait dans ce cas d'une analogie ou d'une extrapolation de l'état de nature des individus (point de référence de la pensée de Hobbes) à l'état de nature des États⁴. Ainsi peut-on lire dans un manuel : « De la même manière que l'anarchie prévaut dans l'état de nature, l'anarchie est la caractéristique dominante de la politique internationale⁵. » Cette interprétation conduit à voir la guerre comme l'horizon ultime des relations entre États dans la mesure où, comme le note Hannah Arendt, l'« état permanent de guerre potentielle garantit au *commonwealth* une espérance de permanence parce qu'il donne à l'État la possibilité d'accroître son pouvoir aux dépens des autres États⁶. »

Plusieurs auteurs ont critiqué l'analogie hobbesienne. Pour Kim Nossal, « il est totalement inapproprié de présenter Hobbes comme théoricien des relations internationales en citant des bribes du chapitre XIII du *Léviathan*, comme si ces

¹ Vincent (1981, p. 93)

² Smith (1986, p. 13)

³ Wight (1961, p. 145)

⁴ Williams (1996, p. 213) Et comme le relève Kim Nossal (1998, p. 56) « l'usage de l'analogie hobbesienne est particulièrement endémique dans les manuels de théorie des relations internationales. C'est un devoir que la majorité des auteurs semble tenue d'honorer même si la référence à Hobbes est rapide. »

⁵ Viotti et Kauppi (1999, p. 61)

⁶ Arendt (1951, p. 41)

bribes avaient été écrites pour contribuer à théoriser les relations entre États¹. » Nous dirons pour notre part qu'il s'agit là d'une lecture déterminée par un préjugé d'autorité. Donald Hanson partage le même avis :

« ... la lecture de Hobbes en tant que réaliste suprême en théorie politique internationale (du moins) repose sur quelques-unes de ses phrases les plus frappantes, arrachées arbitrairement à un tout interdépendant et soigneusement construit. Bien entendu, son appréciation de la rigueur logique de son propre schème est discutable, mais cela ne justifie pas le manque d'attention accordé à d'autres éléments de son argumentation que les phrases les plus connues du chapitre XIII du *Léviathan*. Il faut cependant admettre qu'en cela Hobbes a une part de responsabilité. Pas seulement du fait qu'il suggère une analogie entre l'état de guerre entre individus et la rivalité interétatique, mais aussi parce que c'est précisément au moment où il décrit l'état de nature comme état de guerre qu'il atteint le niveau le plus élevé de ses capacités considérables d'auteur². »

Hanson soulève en fait trois points. Premièrement, l'usage qui est fait de Hobbes en théorie des relations internationales n'est pas justifié par le contenu de l'œuvre. Deuxièmement, Hobbes a une part de responsabilité dans la récupération dont il fait l'objet. Troisièmement, l'attrait de Hobbes tient à son statut mérité de grand penseur. Nous tenterons d'étayer ces considérations dans la première section du présent chapitre. Pour montrer que l'analogie hobbesienne est au cœur du domaine d'intelligibilité du discours savant de la guerre, nous montrerons aussi que si Hobbes demeure une référence pour le discours savant de la guerre, c'est en tant que préjugé d'autorité. Car si l'attrait de Hobbes s'expliquait uniquement et essentiellement par ce qu'il a effectivement dit sur les relations entre États, d'aucuns seraient tentés de se demander pourquoi le discours savant de la guerre n'a pas été autant attiré par d'autres auteurs qui ont vécu à la même époque que Hobbes, comme Francis Bacon et Alberico Gentili, chez qui il est possible de trouver une pensée sensiblement plus conforme à la leur³.

Dans la seconde section, nous reviendrons sur l'œuvre de Hobbes pour montrer qu'elle est indissociable des luttes politiques propres au contexte dans lequel elle a été produite. La majeure partie des traits du discours savant de la guerre que nous dégagerons dans les prochains chapitres sont apparus à l'origine dans l'œuvre de

¹ Nossal (1998, p. 49). Pour une critique de la notion d'anarchie, voir Milner (1991)

² Hanson (1984, p. 332)

³ Sur Bacon et Gentili, voir Tuck (1999, pp. 31-34, pp. 47-50, pp. 126-127)

Hobbes. Nous comprendrons surtout que ce n'est pas tant la pensée supposée de Hobbes sur les relations internationales que la démarche globale de sa réflexion qui est le dénominateur commun le plus pertinent avec le discours savant de la guerre.

Nous procéderons dans la troisième section à une contextualisation de l'œuvre de Hobbes en l'envisageant dans une transformation spécifique de la pratique. Précisément, la pratique politique domestique et étrangère qui a connu une mutation entre le XV^e et le XVII^e siècles et qui a vu naître la souveraineté moderne et la pluralité que cette souveraineté a provoquée. C'est précisément cette pluralité que l'analogie hobbesienne permet d'assimiler à un état de guerre de tous contre tous à l'échelle internationale. Or, nous constaterons que concomitamment à l'avènement de cette pluralité internationale, apparaissait une pratique politique qui l'inscrivait dans un horizon de paix et non dans un horizon de guerre.

1. De l'usage d'un cas extrême fictif

Dans une récente anthologie consacrée à des extraits de textes classiques et contemporains en relations internationales, les éditeurs ont retenu Hobbes parmi les classiques¹. De toute son œuvre, ils ont choisi le chapitre XIII du *Léviathan*. C'est précisément ce chapitre qui est censé contenir la pensée de Hobbes sur les relations internationales. C'est aussi ce chapitre qui est supposé justifier l'analogie hobbesienne et c'est principalement à lui que font allusion Kim Nossal (explicitement) et Michel Henson (implicitement) que nous citons plus haut. Les éditeurs en ont cependant changé le titre, indiquant « Relations entre souverains » au lieu de « De la condition naturelle des hommes en ce qui concerne leur félicité et leur misère.² » La différence entre les deux est considérable. Au regard du contenu du chapitre, le titre original choisi par Hobbes semble plus adéquat puisque, deux phrases seulement dans tout le chapitre correspondent à première vue au titre des éditeurs.

¹ Williams *et al.* (2006, pp. 49-52)

² Williams *et al.* (2006, pp. 49)

Nous commencerons par examiner ces deux phrases pour elles-mêmes. Nous analyserons ensuite leur contexte d'énonciation dans la section puis dans le chapitre dans lesquels elles apparaissent. L'objectif est de voir dans quelle mesure il est légitime d'affirmer que Hobbes a exprimé une pensée spécifiquement consacrée aux relations internationales et établi la notion d'anarchie internationale sur le plan conceptuel.

1.1 Les deux phrases à l'origine de l'analogie hobbesienne

Les deux phrases du chapitre XIII du *Léviathan* qui servent de référence à l'analogie hobbesienne sont les suivantes :

« S'il y eut jamais d'époque où les individus particuliers se trouvaient les uns les autres en état de guerre, il n'en reste pas moins qu'en tout temps les rois et les personnes détentrices de l'autorité souveraine, en raison de leur indépendance, s'envient en permanence et se mettent dans l'état et l'attitude des gladiateurs, pointant leurs armes l'un vers l'autre et s'épiaient l'un l'autre, avec leurs forteresses, leurs armées, leurs canons massés aux frontières de leurs royaumes. Mais puisque par ces moyens ils protègent les entreprises de leurs sujets, cette situation n'engendre pas la misère qui accompagne la liberté des individus particuliers¹. »

L'analogie transforme les deux phrases comme suit :

- (1) L'anarchie internationale désigne l'état de guerre entre les États ; un état indépassable dans la mesure où au-dessus des États il n'existe aucune souveraineté légitime pour régler les conflits.
- (2) La guerre devient-elle le moyen par excellence d'œuvrer pour l'intérêt national ; l'intérêt national étant l'agrégation des intérêts de tous les individus vivant sous l'autorité d'une souveraineté nationale particulière.

Lorsque Hobbes est réduit à ces deux phrases et que celles-ci servent de substrat à l'édification de toute une pensée et à la construction de plusieurs notions, on tient nécessairement pour acquis que l'œuvre dont elles ont été extraites est consacrée à

¹ Sauf indication contraire, toutes les citations de Hobbes dans cette section sont extraites du chapitre XIII du *Léviathan*. Une version électronique du texte originellement publié en 1651 est disponible à l'adresse suivante : http://classiques.uqac.ca/classiques/hobbes_thomas/leviathan/leviathan.html Nous avons utilisé également la version des éditions Gallimard, Paris, 2000.

démontrer la thèse qu'elles comportent ou, à la limite, que cette œuvre traite de la même thématique dont traite le nouveau discours dans lequel elles sont intégrées.

Il faut d'emblée remarquer que Hobbes ne parle pas d'États, mais de « rois et [de] personnes détentrices de l'autorité souveraine. » L'analogie permet de faire un saut anthropomorphique et substitue les États à ces acteurs humains. Ceci exige une argumentation qui n'est généralement pas fournie. Cette exigence est d'autant plus nécessaire que le paragraphe qui contient les deux phrases ne fait référence aux relations entre rois et personnes détentrices du pouvoir souverain qu'à titre d'illustration, dans une démonstration qui ne porte absolument pas sur les relations entre États, ni même sur les relations entre rois et personnes détentrices du pouvoir souverain.

Le paragraphe contient deux autres exemples. Le premier, que même les partisans les plus acharnés du discours savant de la guerre n'osent pas utiliser - ou l'utilisent à travers un langage de loin moins abrupt - porte sur « les sauvages de nombreux endroits de l'Amérique [parmi lesquels], à l'exception du gouvernement des petites familles dont la concorde dépend de la lubricité naturelle, il n'y a pas de gouvernement du tout, et ils vivent en ce moment même à la manière des animaux. » Le second exemple est destiné à mieux éclairer l'esprit de ceux qui seraient demeurés sceptiques car, de toutes façons, le propos ne sert pas à démontrer la réalité des Amérindiens : « *Quoi qu'il en soit*, on peut se faire une idée de ce qu'est le genre de vie là où n'existe aucune puissance commune à craindre, par le genre de vie dans lequel sombrent, *lors d'une guerre civile*, ceux qui vivaient précédemment sous un gouvernement pacifique¹. »

Mais à quoi servent ces exemples ? Fort paradoxalement, ils servent à illustrer une fiction que construit Hobbes et dont il nie explicitement l'existence réelle. Cette négation intervient à deux reprises. Une première fois au début du paragraphe des exemples : « on peut penser qu'il n'y eut jamais un temps comme celui-ci, non plus qu'un semblable état de guerre. » Une seconde fois juste après l'exemple de la guerre

¹ Les italiques sont de nous.

civile, au début de la première de nos deux phrases sur les rois et les détenteurs du pouvoir souverain : « S'il y eut jamais d'époque où les individus particuliers se trouvaient les uns les autres en état de guerre. »

La fiction, c'est l'état de guerre ou l'état de nature, qui n'a jamais existé mais qui, cependant, est celui des Amérindiens, de la guerre civile et des rois entre eux. Nul ne peut en tenir rigueur à Hobbes outre mesure, car le paragraphe en question commence avec le terme « incidemment » qui en relativise considérablement l'importance. Il est en revanche certain que le projet de Hobbes n'était pas de démontrer la concordance entre d'une part, la vie des Amérindiens et les rapports des rois et, d'autre part, l'état de nature. Pas plus qu'il n'était question pour lui d'établir une telle concordance avec la guerre civile. L'analogie hobbesienne en relations internationales est donc fondée sur l'exagération d'un aspect minime du texte de Hobbes. Comme le note Hanson, « Hobbes (...) n'a pas grand-chose à dire, du moins directement, à propos de la concurrence entre États¹. » C'est pourquoi lorsque John Vincent a voulu traiter de l'influence de Hobbes en théorie des relations internationales, il a choisi de commencer par la phrase symptomatique suivante : « Cet essai ne cherche pas à contribuer à quelque débat sur ce que Hobbes a dit ou voulait dire, ni sur le contexte dans lequel il écrivait². » Cet avertissement n'aurait pas posé problème si l'objet de l'étude s'ensuivant n'exigeait pas justement de comprendre l'œuvre de Hobbes en résonance avec son contexte, avant de pouvoir comprendre comment cette œuvre a servi dans une autre discipline à une autre époque. En fait, l'auteur lui-même, et dès le paragraphe suivant à la même page, écrit en se désavouant de fait : « La première partie [de l'article], malgré l'avertissement ci-haut, rapporte brièvement ce que Hobbes a dit sur les relations internationales³. » Ainsi, il tient pour acquis que Hobbes a effectivement réfléchi spécifiquement sur les relations internationales. D'ailleurs, le premier sous-titre de l'article (toujours à la même page) n'est rien d'autre que *La pensée de Hobbes sur les relations internationales*.

¹ Hanson (1984, p. 331)

² Vincent (1981, p. 91)

³ Vincent (1981, p. 91)

1.2 Contexte d'énonciation des deux phrases : la cinquième section du chapitre XIII

Le titre de la cinquième section du chapitre XIII du Léviathan, qui contient les deux phrases que nous analysons est : « Inconvénients d'une telle guerre. » La guerre en question est celle de l'état de nature, c'est-à-dire de la fiction construite par Hobbes et qui concerne les individus, et non les États. « Dans une telle situation, il n'y a de place pour aucune entreprise parce que le bénéfice est incertain » ; l'épanouissement de l'économie, des arts et des sciences est impossible « et ce qui est pire que tout, il règne une peur permanente, un danger de mort permanente, un danger de mort violente. La vie humaine est solitaire, misérable, dangereuse, animale et brève. » Toujours selon Hobbes, il faudrait omettre de mesurer les choses à leur juste valeur pour s'étonner que la nature ne pacifie pas et qu'elle « dissocie ainsi les humains en les rendant capables de s'attaquer et de s'entretuer les uns les autres. » Les actes de violence ne sont pas répréhensibles naturellement ; ils ne le seront pas tant qu'il n'y aura pas de loi pour les condamner : « Les désirs et les autres passions humaines ne sont pas en eux-mêmes des péchés. Pas plus que ne le sont les actions engendrées par les passions, pour autant qu'il n'y a pas de loi faisant savoir qu'il est interdit de les accomplir. Tant que les lois n'ont pas été promulguées, on ne peut les connaître, et aucune loi ne peut être promulguée tant qu'on ne s'est pas mis d'accord sur la personne qui le fera. »

Nous avons là un premier aperçu de l'objectif que Hobbes cherche à atteindre. Il dépeint un état originel parfaitement détestable, de par l'incertitude et la peur qu'il fait peser sur chaque individu. Il ne le fait cependant que pour montrer qu'il y a une possibilité de le surmonter, un moyen qui n'est pas naturel et qui est le pouvoir que les êtres humains doivent se donner pour vivre en paix. L'horizon de Hobbes n'est pas la guerre, mais la paix ; une paix possible dans le seul et unique cadre de la souveraineté. Et c'est de la souveraineté que dépendra la justice. Comme le juste et l'injuste n'existent pas tant que des lois promulguées par la souveraineté n'existent pas, ce sont les lois qui permettent de trancher entre le juste et l'injuste. Là se situe un aspect indispensable à la compréhension de la pensée de Hobbes telle qu'elle se

déploie et telle qu'elle se construit. Et c'est bien sur la base d'un cas extrême théoriquement construit que cette pensée est basée.

Il est possible, en toute rigueur, d'extrapoler à partir de ces éléments que (1) la souveraineté (au singulier) implique des souverainetés (au pluriel), donc une pluralité, dans laquelle la paix ne peut être atteinte par une souveraineté supérieure et que (2) par conséquent, la guerre représente l'ultime horizon des relations internationales. En revanche, on ne peut attribuer cette extrapolation à Hobbes lui-même. Une part considérable du sens que nous attribuons au présent chapitre de notre thèse est que le recours à cette extrapolation pour circonscrire le domaine d'intelligibilité des relations internationales revient à user de Hobbes comme préjugé d'autorité. Dans ce cas-ci, le préjugé d'autorité n'est pas justifié, dans la mesure où la démonstration de ce qui est affirmé est renvoyé à Hobbes alors qu'elle n'existe pas dans son œuvre.

1.3 Contexte d'énonciation des deux phrases : le chapitre XIII

Hobbes entame le chapitre par une réflexion dont la valeur tient à sa cohérence propositionnelle et logique, sans autre forme de résonance avec les pratiques. Il s'emploie ensuite à en déduire d'autres considérations légitimés par le procédé d'induction. Ainsi se présente le rationalisme de Hobbes, un rationalisme dans et à travers lequel la réflexion est hautement théorique. Si cohérence il y a chez Hobbes, elle est exclusivement d'ordre théorique et rationnelle, ce qui ne signifie absolument pas une validité assurée d'avance.

Du fait de son théoricisme, les exemples concrets que Hobbes cite (notamment ceux que nous mentionnions plus haut) occupent une place mineure qui ne doit en aucun cas être confondue avec quelque démonstration.

Le chapitre XIII ayant pour titre « De la condition naturelle des hommes en ce qui concerne leur félicité et leur misère », rien ne laisse croire qu'il est consacré aux rapports entre États. Selon la réflexion théorique rationnellement et logiquement

cohérente qui sert de point de départ à Hobbes, l'égalité dans l'état de nature, la fiction théorique des origines, est une égalité naturelle absolue entre les êtres humains, qu'il s'agisse de leurs facultés physiques ou de l'esprit ; cette égalité s'applique, par conséquent, à leur capacité de nuisance et à leurs aspirations.

« La Nature a fait les hommes si égaux quant aux facultés du corps et de l'esprit que, bien qu'il soit parfois possible d'en trouver un dont il est manifeste qu'il a plus de force dans le corps ou de rapidité d'esprit qu'un autre, il n'en reste pas moins que, tout bien pesé, la différence entre les deux n'est pas à ce point considérable que l'un d'eux puisse s'en prévaloir et obtenir un profit quelconque pour lui-même auquel l'autre ne pourrait prétendre aussi bien que lui. »

Hobbes insiste sur la spécificité de l'égalité des capacités de l'esprit : « je trouve que parmi les humains, l'égalité est plus grande en ce qui concerne les facultés de l'esprit. » Ce n'est que par vanité que les êtres humains manquent de reconnaître cette égalité : « Car telle est la nature humaine que, quel que soit le nombre de ceux que l'on estime être plus intelligents ou plus éloquents ou plus savants, on aura pourtant du mal à croire qu'il y en a beaucoup de plus sages que soi-même. » Mais la croyance de chacun en sa propre supériorité est un argument supplémentaire en faveur de l'égalité, cette fois-ci l'égalité en matière de vanité. La plus importante conséquence de l'égalité est la défiance qu'elle engendre. L'égalité des aptitudes et l'égalité des aspirations conduisent inéluctablement au conflit dont l'enjeu consiste en la possession des biens rares. La nature humaine est la source d'un risque permanent d'affrontement. De ce fait et « à cause de cette défiance (...) un homme n'a pas d'autres moyens aussi raisonnables que l'anticipation pour se mettre en sécurité (...) se rendre maître, par la force et les ruses de la personne du plus grand nombre possible de gens (...) Il ne s'agit là de rien de plus que ce que sa propre conservation requiert. » Par sécurité, l'être humain anticipe les actions d'autrui, qui seront forcément malintentionnées, et œuvre en conséquence dans le but de dominer le plus d'individus possible. Comme le procédé provient de l'égalité, tout le monde y a recours dans l'état de nature. De ce fait, l'état de nature est un état de guerre permanente.

En effet, lorsque la condition des humains est celle que Hobbes décrit, c'est-à-dire une situation de « respect mêlé d'effroi », « leur condition est ce qu'on appelle la

guerre et celle-ci est telle qu'elle est une guerre de chacun contre chacun. » Hobbes ajoute dès la phrase suivante : « La guerre ne consiste pas seulement dans la bataille ou dans l'acte de combattre, mais dans cette espèce de temps pendant lequel la volonté d'en découdre par un combat est suffisamment connue. » Autrement dit, Hobbes étend le champ couvert par la notion de guerre, de telle sorte à embrasser également toute période durant laquelle règne un climat d'insécurité. La situation est aggravée par ceux qui « prennent plaisir à contempler leur propre puissance à l'œuvre dans les conquêtes » car « ils les poursuivent bien au-delà de ce qui est nécessaire. » Leur attitude provoquera l'anticipation d'une insécurité accrue chez les autres qui, en retour, se verront dans l'obligation d'augmenter leur puissance, ce qu'ils ne pourront faire qu'en s'en prenant à d'autres, et ainsi de suite.

L'asociabilité de l'être humain qui découle de cette ontologie est encore plus radicale chez Hobbes : « les humains n'éprouvent aucun plaisir (mais plutôt un grand déplaisir) à demeurer en présence les uns des autres s'il n'y a pas de puissance capable de les tenir tous en respect. » Chacun veut que les autres lui reconnaissent la même valeur qu'il se reconnaît à lui-même ; il s'offusquera et réagira violemment à la première manifestation de ce qu'il jugera être un manque de respect. De ce qui précède, Hobbes estime qu'il existe trois causes principales du conflit entre êtres humains : la compétition, la défiance et la gloire. Dans la compétition, l'objectif est le profit et la violence pour se rendre maître des autres individus et leurs biens. Dans la défiance, la violence sert à défendre ce qui a été acquis et ainsi assurer la sécurité. Dans la gloire enfin, la violence vise à défendre la réputation.

À la radicalité de l'asociabilité humaine fait contrepoids la possibilité tout à fait rationnelle d'une puissance souveraine d'arbitrage : voilà en quoi consiste l'ultime objectif du projet hobbesien. Hobbes peut ensuite définir la paix négativement : « Tout autre temps est la paix. » Et ce sont les conditions de la paix qu'il va chercher à établir en montrant que la loi en est le seul garant. C'est pourquoi la théorie de la souveraineté chez Hobbes est une théorie juridique. Le chapitre XIII ne vise rien d'autre qu'à participer, selon un certain angle, à l'édification d'une théorie juridique de la souveraineté.

Mais, objectera-t-on, cette théorie ayant pour ultime objectif la paix sous l'autorité d'un État, ne repose-t-elle pas sur une théorie de la guerre ? Si oui, pourquoi cette théorie de la guerre ne devrait-elle pas servir à comprendre les relations internationales ? Ces objections ne sont valables que dans la mesure où l'on accepte de ne pas soulever le problème de l'anthropomorphisme qu'elles impliquent. Il a été en outre démontré qu'au-delà de ce problème, les conditions de l'égalité entre États ne sont pas réunies pour justifier l'extrapolation¹. Enfin, ces objections prennent pour acquise une théorie hobbesienne de la guerre entre les États, en effaçant les différences entre celles-ci et les guerres civiles, ce qui risque fort d'inverser totalement un aspect de première importance dans l'édifice théorique de Hobbes, à savoir la référence spécifique à la guerre civile.

1.4 Le *Dialogue* et le *Citoyen*

La question de la guerre entre les États, et plus généralement la question des relations internationales, est demeurée ouverte dans le *Léviathan*. Qu'en est-il du reste de son œuvre ? Nous évoquerons deux textes, le *Dialogue*² et le *Citoyen*³, avec comme pierre de touche un texte en théorie des relations internationales⁴. Au début du chapitre, nous affirmions avec Donald Hanson que Hobbes a une part de responsabilité dans la récupération ultérieure de son œuvre, sans pour autant que cette récupération soit justifiée.

Afin de justifier l'extrapolation de l'état de nature des individus à l'état de nature des États, Tommy Lott cite les passages suivants du *Dialogue*⁵ :

« *Le philosophe* : quel espoir y aurait-il d'une paix durable dans quelque nation ou entre une nation et une autre ?

¹ Nossal (1998, p. 49)

² Ce texte remonte à 1681 : il est disponible intégralement à l'adresse suivante http://oll.libertyfund.org/files/770/Hobbes_0051.06.pdf Les éditions Vrin (Paris) ont publié une traduction française en 1990.

³ Texte de 1642, intégralement disponible à l'adresse suivante : http://classiques.uqac.ca/classiques/hobbes_thomas/le_citoyen/le_citoyen.pdf Disponible également aux éditions LGF (Paris) 1996.

⁴ Lott (1989)

⁵ Lott (1989, p. 95)

Le juriste : Il n'y a pas à espérer une telle paix entre deux nations car il n'existe aucun pouvoir commun pour punir leurs injustices : la peur mutuelle est susceptible de les tenir tranquilles un certain temps, mais au moindre avantage visible chacun envahira l'autre et le cas échéant l'avantage le plus visible adviendra lorsqu'une nation obéit à son roi et pas l'autre¹. »

Cette réflexion très rapide sur l'impossibilité d'une paix durable entre deux nations ne peut être attribuée à Hobbes que dans la mesure où le juriste du dialogue est Hobbes lui-même. Trois remarques suffiront pour nous convaincre du contraire. Premièrement, le titre en anglais *A Dialogue Between a Philosopher and a Student of the Common Law of England*. Il est fort peu probable que Hobbes se désignât par l'expression *a student of the common law*. Deuxièmement, et plus fondamentalement, le dialogue ne porte absolument pas sur les affaires internationales, mais sur le statut de la loi. En arrière-plan, se trouve la rivalité entre la monarchie et le parlement, c'est-à-dire le point d'achoppement qui était au cœur de la guerre civile anglaise au XVII^e siècle. Schématiquement, le philosophe est partisan de la monarchie et défend la supériorité du souverain, tandis que le juriste, partisan du parlement, défend la supériorité du parlement. Or, c'est un lieu commun que de rappeler que, dans cette lutte, Hobbes avait pris position pour la monarchie². Il ne peut donc pas être le juriste du *Dialogue*. Troisièmement, dans le même ordre d'idée, le dialogue est totalement dominé par une discussion à propos du célèbre juriste du *Common Law* Edward Coke³. Or Hobbes, en partisan de la monarchie contre le parlement, s'opposait à Coke pour cette raison. Par conséquent, celui qui tient les propos sur les affaires internationales dans les passages cités par Lott n'est pas Hobbes mais son interlocuteur.

Lott cite également un autre passage, cette fois-ci extrait de la section 13 du chapitre XIII du *Citoyen*⁴ : « S'il est donc vrai (comme il n'en faut pas douter) que l'état naturel des diverses sociétés civiles entre elles est un état de guerre, les princes qui laissent naître ou croître une faction dans leurs royaumes, font le même que s'ils y recevaient les ennemis. » Ce propos est bien de Hobbes. C'est pour cette raison qu'on peut

¹ Hobbes (1681, p. 5) La page renvoie à l'édition électronique en anglais des œuvres de Hobbes. Voir la bibliographie.

² Nous verrons plus loin à quel point cette position a influencé son œuvre.

³ Hobbes (1618, pp. 4-5, 8, 12, 14-16, 18-21, 23-40, 44-45, 47-48, 51-62, 65)

⁴ Lott (1989, p. 95)

affirmer sa responsabilité dans sa propre récupération ultérieure. Mais, encore une fois, cela ne justifie pas la référence à Hobbes en tant que préjugé d'autorité. Car ce passage est cité hors contexte. Ce contexte n'est absolument pas celui des rapports entre princes ou entre États, mais celui des séditions internes, de la même manière que, dans le chapitre XIII du *Léviathan*, Hobbes utilise la rivalité des princes pour illustrer la seule démonstration qui lui tient à cœur : la primauté de la souveraineté.

Il en est de même du chapitre XIV du *Citoyen* dans lequel Hobbes énumère les différents types de lois selon leur auteur. Là encore, ni la section concernée, ni le chapitre, ni le livre dans son ensemble ne sont spécifiquement consacrés aux relations entre États. Hobbes soutient qu'il existe deux sortes de lois : les lois naturelles, qui sont de nature divine, et les lois positives qui sont d'origine humaine. Hobbes explique aussi qu'il existe deux catégories de lois naturelles, à savoir les lois de nature pour les hommes et les lois de nature pour les États. La seule chose qu'il dit sur ces dernières, c'est de préciser pourquoi on les appelle « droit des gens » ; d'ailleurs, ce n'est pas tant le mot *droit* que le mot *gens* qu'il tente d'expliquer : « ... parce que les républiques étant une fois établies, prennent la forme de personnes particulières, appliqués aux États, aux peuples, et aux nations, reçoit la qualité de droit des gens. » Hobbes, on le voit, en dit trop peu sur les lois de nature pour les États pour qu'on puisse en tirer des conclusions significatives.

Le même thème revient aussi furtivement dans le dernier paragraphe du chapitre XXX du *Léviathan* :

« En ce qui concerne les charges d'un souverain par rapport à un autre, que l'on regroupe sous cette loi qu'on appelle communément *lois des nations*, il n'y a pas lieu d'en dire quoi que ce soit ici parce que loi des nations et loi de nature sont une même chose. Tout souverain a le même pouvoir pour procurer la sécurité à son peuple qu'un individu quelconque peut avoir pour se procurer sa propre sécurité. Et la même loi qui dicte aux humains qui n'ont pas de gouvernement civil ce qu'ils doivent faire, et ce qu'ils doivent éviter de se faire les uns aux autres, dicte la même chose aux États, c'est-à-dire aux consciences des princes souverains et des assemblées souveraines. »

Ainsi, Hobbes ne s'étend pas sur la question, ce qui sous-entend qu'il en a déjà dit suffisamment, bien qu'il soit difficile de savoir à quoi il faisait référence exactement. Certains auteurs en relations internationales ont cru y déceler une opportunité pour se

réclamer de Hobbes et affirmer que sa pensée conduit à concevoir un ordre international fondé sur le droit et/ou sur les organisations internationales¹. Tel n'est pas l'objet de notre chapitre. Nous soulignerons tout de même qu'à l'instar de l'analogie hobbesienne dont nous avons traité, il s'agit d'une extrapolation qui risque de ne pas trouver de confirmation dans l'œuvre².

2. La pratique voilée

Contrairement à ce que pourrait laisser penser l'ordre du raisonnement apparaissant dans le *Léviathan*, Hobbes n'est pas le penseur désintéressé ou le philosophe s'adonnant à la contemplation solitaire qui aboutit à une ontologie humaine, réfléchit ensuite à ce qui convient le mieux au genre humain et se trouve finalement obligé de conclure à la nécessaire souveraineté absolue. Sur ce point, nous nous rangeons du côté de Hannah Arendt qui nous permet de mieux comprendre Hobbes en inversant l'ordre de son raisonnement. C'est parce que Hobbes voulait aboutir à la souveraineté absolue qu'il a conçu l'être humain de l'état de nature et de l'État civique, et non pas le contraire³.

Dans la présente section, nous nous intéresserons à l'implication de Hobbes dans le champ politique de son époque à partir de la distinction qu'il établit entre la souveraineté d'institution, qui fait l'objet du chapitre XVIII du *Léviathan*, et la souveraineté d'acquisition, qu'il examine au chapitre XX. L'intérêt de s'y attarder tient au fait que son propos sur la souveraineté d'acquisition peut à première vue légitimer l'analogie hobbesienne et par-là même, le domaine d'intelligibilité que celle-ci sous-tend.

Selon Hobbes, dans tous les cas de figure, la paix que la souveraineté rend possible est juste et sa remise en cause injuste. La raison tient au fait que « la puissance souveraine fait moins de mal que son absence et, pour la plus grande part, le mal vient de ce qu'on ne s'est pas soumis volontiers à un moindre mal. » Ce moindre mal,

¹ Voir par exemple Claude (1964) et Gauthier (1969).

² Voir Heller (1980), une étude critique consacrée entièrement à cette question.

³ Arendt (1951, p. 41)

une fois son principe admis, ne tolère quelque forme de séparation des pouvoirs que ce soit, car pour Hobbes, la séparation des pouvoirs est synonyme de royaume divisé et « *un royaume divisé en lui-même ne peut subsister.* » Il en découle que la souveraineté est absolue dans la mesure où elle concentre aussi tous les pouvoirs en elle-même: celui de battre monnaie, celui de l'usage de la force, celui de lever des fonds et plus encore celui de « contrôler les doctrines. » Ce que les sujets doivent comprendre est que dire le vrai appartient au souverain ; c'est le seul moyen de prévenir les conflits, puis que les conflits éclatent à cause de la divergence sur la vérité.

En se basant sur ce que nous avons vu jusqu'ici, d'aucuns seraient tentés de croire que Hobbes, en tant que théoricien, est parfaitement cohérent avec lui-même. Il pense l'universel absolu sans égard aux contingences du contexte. Un passage du chapitre XIII, intervenant après le plaidoyer en faveur de la concentration du pouvoir entre les mains du souverain, suggère le contraire cependant :

« Si dans la plus grande partie de l'Angleterre, l'opinion ne s'était pas répandue selon laquelle ces pouvoirs étaient divisés entre le roi, les lords, et la Chambre des Communes, le peuple ne se serait jamais divisé et ne serait jamais tombé dans cette guerre civile, tout d'abord entre ceux qui s'opposaient en politique, et ensuite entre ceux qui s'affrontaient au sujet de la liberté de la religion. Cela a tellement instruit les gens sur cette question des droits de souveraineté qu'ils sont peu aujourd'hui (en Angleterre) à ne pas voir que ces droits sont inséparables, qu'ils seront généralement acceptés comme tels au prochain retour de la paix et qu'ils continueront de l'être jusqu'à ce que les misères soient oubliées, mais pas plus longtemps, sauf si les gens ordinaires sont mieux instruits qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent. »

La guerre civile en Angleterre est un élément contextuel indispensable à la compréhension de Hobbes. La légitimité du pouvoir souverain monarchique, qui ne devait être que l'aboutissement logique d'un raisonnement théorique rationnel, apparaît maintenant comme quelque chose que Hobbes avait à l'esprit au moment où il a engagé sa réflexion. Selon sa logique, la guerre civile devait prendre fin au profit de la souveraineté, non pas parce que la justice, la vérité et le bien étaient de son côté dans ce cas précis, mais plutôt parce qu'elle représente le pouvoir souverain. La

justice, la vérité et le bien sont du côté de la souveraineté dans l'absolu¹. C'est donc dans l'absolu que la monarchie anglaise ne devait pas être remise en cause.

Si nous estimons que la part de contingence est considérable dans l'œuvre de Hobbes, c'est aussi parce notre interprétation de ses idées sur la souveraineté d'acquisition aboutit au même résultat. Ces idées sont exprimées dans le chapitre XX du *Léviathan*. Dans le chapitre XX du *Léviathan*, Hobbes identifie d'emblée l'État d'acquisition à « la puissance souveraine (...) acquise par la force. » ; elle est à l'œuvre : « quand les hommes individuellement ou plusieurs ensemble à la majorité des voix, par peur de la mort ou des fers, autorisent toutes les actions de cet homme ou de cette assemblée, qui a leurs vies et leur liberté en sa puissance. » Hobbes avoue qu'il existe une différence entre la souveraineté d'institution et la souveraineté d'acquisition, à savoir que la souveraineté d'institution repose sur la peur que chacun éprouve à l'égard de tous les autres individus, tandis que la souveraineté d'acquisition repose sur la peur des individus à l'égard de la puissance qui, par le fait de la conquête, est à même de porter atteinte à leur vie. Cependant, cette différence est minime parce que « dans les deux cas, ils le font par peur. » Hobbes s'adresse ensuite à « ceux qui soutiennent que toutes les conventions de cette sorte, en ce qu'elles procèdent de la peur de la mort, ou de la violence, sont nulles. » Il veut réfuter ce point de vue en affirmant que si ces derniers voyaient juste, son raisonnement devrait cesser de valoir non seulement pour la souveraineté d'acquisition, mais aussi pour la souveraineté d'institution : « S'ils [ses adversaires] avaient raison, personne, quel que soit le type d'État, ne pourrait être obligé à l'obéissance. » Puisque Hobbes est convaincu que son raisonnement sur la souveraineté d'institution est irréfutable, il refuse de le détacher de son raisonnement sur la souveraineté d'acquisition ; c'est, pour ainsi dire, l'essentiel de son argumentation. Ainsi, « les droits de souveraineté et leurs effets sont les mêmes dans les deux cas. » Nous croyons, pour notre part, que si sa conception de la souveraineté d'institution devait être jugée limitée, par exemple à cause de son théoricisme, son argumentation sur la souveraineté d'acquisition deviendrait alors autoréférentielle.

¹ Nous l'expliquerons plus en détails dans la prochaine section.

Plus fondamentalement, nous estimons qu'il y a une différence majeure entre les deux types de souveraineté. À l'origine de la souveraineté d'institution, il y a l'état de nature qui est *un état de guerre*. L'état de guerre ne signifie aucunement une guerre effective, avec des affrontements armés et effusions de sang. On peut lire dans le chapitre XIII du *Léviathan* : « la guerre ne consiste pas seulement dans la bataille, ou dans l'acte de se battre, mais dans un espace de temps où la volonté de combattre est suffisamment connue. » Trois éléments de premier ordre dans le discours savant de la guerre puisent leurs racines dans les trois traits de la dynamique de l'état de nature que Michel Foucault a identifiés¹ et que nous pouvons associer à l'analogie hobbesienne. Premièrement, un jeu de représentations calculées où chaque individu se représente la force de l'autre individu et vice versa. Cela correspond au *dilemme de sécurité* dans le discours de la guerre². Deuxièmement, des tactiques d'intimidations entrecroisées dans la mesure où la tranquillité relative de chaque individu dépend de l'angoisse créée chez les autres. C'est la *dissuasion* dans le discours de la guerre³. Troisièmement, des manifestations emphatiques exprimant la détermination de chaque individu à faire la guerre en cas de besoin ; ce qui renvoie à l'allusif de la *parade* militaire dans l'interaction symbolique entre États-nations modernes⁴.

En revanche, à l'origine de la souveraineté d'acquisition, se trouve une guerre réelle, avec de vrais affrontements, du sang versé et un vainqueur qui cherchera à imposer sa loi au vaincu. Paradoxalement, l'analogie hobbesienne ne fait rigoureusement jamais référence à ce type de guerre. Eu égard au statut de Hobbes comme autorité intellectuelle du discours de la guerre, occulter l'une des rares fois où il parle explicitement de la vraie guerre est difficile à admettre. La justification pourrait être que Hobbes n'en parle que pour montrer que la souveraineté qui en découle n'est en rien différente de la souveraineté de l'état de guerre. C'est incontestablement juste mais dans ce cas, on ne peut plus considérer que Hobbes a pensé la guerre : en éliminant la guerre véritable de la réflexion sur le pouvoir politique, il a fait l'exact contraire. Cette réflexion, en fin de compte, doit porter exclusivement sur l'attitude des individus qui, quel que soit le type de souveraineté, seront strictement

¹ Foucault (1997, p. 79)

² Herz (1950) Nous y reviendrons au chapitre 7.

³ Ned-Lebow (1990)

⁴ Voir Alain (1936)

conditionnés à accepter la souveraineté par peur, donc de par leur préférence pour la sécurité.

Mais la différence entre les deux types de souveraineté ne se limite pas à la différence entre le genre de guerre qui se trouve à l'origine de chacune. L'autre différence, dont Hobbes ne traite pas, a trait à la pratique même de la souveraineté. Dans la souveraineté d'institution, la pratique politique repose sur la maxime de faire vivre et laisser mourir, tandis que dans la souveraineté d'acquisition, la pratique politique repose sur la maxime de faire mourir et laisser vivre¹. Cette différence se justifie à partir de sa propre logique, précisément dans le fait que la peur entre individus les pousse à croire que l'obéissance leur permet de vivre, alors que la peur du souverain pousse les individus à associer la mort, et non la vie, à la souveraineté. Dans un cas, le souverain est d'abord et avant tout la puissance qui fait vivre ; dans le second cas, elle est d'abord et avant la puissance qui fait mourir. La domination est inhérente à la seconde ; elle l'est moins dans la première. Car comme le note Michael Walzer, dans la souveraineté d'acquisition « ce qui est en jeu (...) n'est pas seulement la vie des individus, mais aussi la vie en commun qu'ils ont instaurée. ² » C'est précisément cette vie en commun, cette profondeur historique et identitaire, que la souveraineté d'acquisition vient bouleverser violemment.

Or, la domination est impossible à trouver dans la souveraineté telle que la conçoit Hobbes. Donc, tout discours politique est illégitime s'il est fondé sur la dénonciation de la domination et tout aussi illégitime si, de surcroît, il est sous-tendu par l'argument selon lequel la domination d'aujourd'hui est la conséquence d'une conquête passée. À ce propos, si l'histoire ne joue absolument aucun rôle dans la pensée de Hobbes, ce n'est pas uniquement parce que son théoricisme l'empêche de penser le politique en termes de pratique et de tenir compte des éléments contextuels et historiques. L'occultation de l'histoire répond chez Hobbes à un autre souci, directement lié à la réalité de la pratique politique, qui est celui de contrer le discours des antimonarchistes qui, à l'époque, puisaient leur argumentaire dans l'histoire de l'Angleterre.

¹ Nous y reviendrons dans la dernière section du présent chapitre.

² Walzer (1977, p. 100)

Dans le discours antimonarchiste, l'injustice de la domination monarchique du XVII^e siècle s'explique par le fait que la souveraineté présente est le produit d'une conquête remontant à six siècles auparavant, à savoir l'invasion normande de 1066. L'histoire n'est donc pas le champ dans lequel s'affirme une souveraineté incontestée et forcément juste, mais bien le théâtre d'une lutte incessante contre une souveraineté qui, reposant sur une conquête, ne pouvait que s'actualiser en domination et en injustice. Et c'est le rôle que doit jouer l'histoire qui est en jeu ici. Pour les adversaires de la monarchie, donc de Hobbes, l'histoire sert à « montrer que les lois trompent, que les rois se masquent, que le pouvoir fait illusion et que les historiens [de la monarchie] mentent¹. » L'histoire ne se confond plus avec la mémoire univoque coulant de source ; elle se transforme en « histoire du déchiffrement, de la détection du secret, du retournement de la ruse, de la réappropriation d'un savoir détourné ou enfoui. Ce sera le déchiffrement d'une vérité scellée². » Derrière ce discours se profile une revendication de droits qu'on entend justifier par l'histoire, par une contre-histoire, et l'utiliser dans l'affrontement politique en cours.

Les adversaires de Hobbes étaient tous ceux qui tenaient un discours proche d'une manière ou d'une autre de cette contestation nourrie d'histoire³. La réponse de Hobbes est, comme le remarque Michael Hanson, de disqualifier l'histoire de la réflexion politique⁴.

Dans l'ultime chapitre du *Léviathan*, Hobbes aborde de nouveau cette question en affirmant que l'une des principales menaces pesant sur la souveraineté se trouve dans l'imperfection de sa génération « qui consiste dans l'absence d'un pouvoir législatif arbitraire. » C'est aussi l'une des rares fois où Guillaume le Conquérant est évoqué. Alors que, selon Hobbes, la seule légitimité possible est celle du souverain qui s'est déjà emparé du pouvoir, les antimonarchistes ne peuvent avancer leurs revendications qu'en faisant valoir la légitimité d'une guerre passée. Ceci obligera le souverain à

¹ Foucault (1997, p. 63)

² Foucault (1997, p. 63)

³ Foucault (1997, pp. 89-92)

⁴ Hanson (1984, p. 353)

faire de même, en légitimant sa souveraineté par une victoire dans une guerre passée, et c'est précisément dans ce jeu que germe la guerre civile :

« ... chacun veut justifier la guerre par laquelle il a originellement obtenu son pouvoir et (pense-il) son droit, mais non par la possession. Comme si, par exemple, le droit des rois d'Angleterre dépendait de la justesse de la cause de Guillaume le Conquérant et de ce qu'ils descendaient de lui en ligne directe. Par ce moyen, il n'y aurait peut-être aucun lien d'obéissance des sujets à leurs souverains dans le monde d'aujourd'hui. Avec cela, alors qu'ils pensent en vain se justifier eux-mêmes, ils justifient toutes les rebellions réussies que l'ambition à tout moment, par la suite, suscitera contre eux et leur successeurs. Donc je pose comme un des germes les plus certains de la mort d'un État, que les conquérants exigent non seulement, vis-à-vis d'eux-mêmes, la soumission des actions humaines dans l'avenir, mais encore l'approbation de toutes leurs actions passées, alors que dans le monde, les États sont rares, dont les commencements peuvent, en conscience, être justifiés. »

Par conséquent, pour que les souverains ne s'engagent pas dans une justification de leurs actions passées, il est absolument nécessaire que la souveraineté qu'ils détiennent ne soit pas remise en cause. Ainsi, la justification reposera uniquement sur le faire vivre dont elle représente finalement la condition nécessaire et suffisante. Autrement dit, lorsque la contestation est liquidée, les souverains peuvent justifier leur souveraineté dans les termes suggérés par Hobbes. Puisque cela n'est pas possible tant que subsistent les revendications des antimonarchistes, la logique de Hobbes disqualifie ces dernières.

Aux antimonarchistes qui se revendiquaient de l'histoire pour remettre en cause la légitimité de la souveraineté monarchique et montrer que la loi est un instrument de domination des conquis par les conquérants, Hobbes répond en substituant à l'histoire le passé fictif d'un état de nature légitimant la souveraineté (d'institution et d'acquisition) ainsi que les lois promulgués en son nom, en les liant à la nature humaine et à la paix.

Il est permis de croire que Hobbes souhaite finalement que les sujets apprennent de son œuvre qu'ils doivent rester insensibles aux arguments des antimonarchistes. Ils ne doivent pas non plus penser le politique en termes de pratique mais en termes juridiques. Car la pratique, dominée par l'indétermination du sens, les conduira à la guerre civile, alors même que la souveraineté, considérée uniquement et strictement

du point de vue juridique, leur assurera ce qu'ils doivent considérer comme ce qu'il y a de plus cher, à savoir la sécurité physique de chacun. Et c'est exactement ce que le souverain doit savoir, grâce à Hobbes, sur ses sujets.

Pourquoi Hobbes ne pouvait-il pas envisager une autre direction, telle, par exemple celle de la négociation avec les parlementaristes ? Notre interprétation est que la logique implacable de son système ne le lui permettait pas. Dans ce système, le statut de la parole est tel que la négociation est d'avance vouée à l'échec. La négociation est ainsi condamnée à cause de son principal médium qu'est l'usage effectif du langage. Or, face à une même réalité, le langage permet de dire avec autant de pertinence la chose et son contraire. À titre indicatif, au chapitre XLVI du *Léviathan*, Hobbes affirme que la tyrannie n'est qu'un mot par lequel toutes les monarchies de la Grèce antique étaient désignées et que ce mot renvoyait à la condition des détenteurs de la souveraineté de la même manière que le mot liberté désignait le statut des individus sous un régime démocratique : « Les Athéniens appelaient tyrans tous les rois, et l'aristocratie des trente (...), ils les appelaient les trente tyrans. Tout comme ils appelaient liberté la condition du peuple en démocratie. » La tyrannie acquiert un sens péjoratif lorsque les adversaires de la monarchie l'utilisent pour la désigner, notamment après le remplacement des monarchies de la Grèce antique par des démocraties ; c'est ainsi que le terme tyrannie « commença à signifier non seulement ce qu'il signifiait auparavant, mais aussi la haine que les États populaires lui portaient, de même que le nom de roi devint odieux après la déposition des rois à Rome. » Il ajoute un peu plus loin : « Et quand les mêmes seront mécontents de ceux qui possèdent l'administration de leur démocratie, ou de leur aristocratie, ils n'ont pas à chercher des noms déshonorants pour exprimer leur colère, ils appelleront promptement l'une *anarchie*, et l'autre *oligarchie*, ou *tyrannie de la minorité*. »

Finalement, les termes tyrannie, monarchie, liberté, démocratie sont frappés d'indétermination par le fait même de leur usage au gré de l'opinion politique, c'est-à-dire dès qu'ils tombent dans le domaine public ou, sous un angle proprement hobbesien, dès que le souverain ne dispose plus du pouvoir exclusif de fixer le sens. Pourtant, et c'est là le paradoxe de tout relativisme similaire à celui que nous venons de voir, Hobbes, qui n'est pas souverain, sait avec certitude ce qu'il affirme avec

force dans le chapitre conclusif du *Léviathan*, à savoir que « le mot de tyrannie ne signifie pas ni plus ni moins que le mot de souveraineté. » Il sait aussi et avec autant de certitude que ceux qui utilisent le mot tyrannie ne le font que parce qu'ils sont « furieux contre ceux qu'ils appellent tyrans. » Il est enfin tout à fait certain que de ces deux prémisses, il peut tirer deux conclusions extrêmes : d'une part, « tolérer la haine ouverte de la tyrannie, c'est tolérer la haine de l'État en général » et d'autre part, « pour justifier la cause d'un conquérant, il est nécessaire en effet de condamner la cause de celui qui est conquis. » Aucune négociation n'est donc possible.

Ce n'est pas un souverain monarque qui affirme l'impossibilité du dialogue, mais Hobbes. Nous devons donc comprendre que la monarchie en tant que régime politique ne peut finalement fonctionner que dans la seule et nécessaire mesure où elle est doublée d'une monarchie philosophique. À l'absolu de la souveraineté monarchique fait écho l'absolu du raisonnement philosophique monarchique, « un raisonnement droit », comme Hobbes le qualifie au chapitre XLVI, qui « ne produit rien qu'une vérité générale, éternelle et immuable. » Dans l'épître dédicatoire, il affirme : « je défends mes opinions en pensant que tout ce que je dis est la vérité. » Nous empruntons à Charles Blattberg sa conceptualisation du monarchisme philosophique dont les théories sont « présentées comme le fruit des réflexions contemplatives de philosophes complètement désengagés, ce qui en garanti[t], laiss[e]-t-on entendre, l'*objectivité absolue* et leur confèr[e] le statut de vérité irréfutable¹. » En découle la conception proprement monarchiste de la souveraineté où le souverain est censé représenter « une unité indivisible et parfaite qui ne connaît ni contradictions ni conflits intérieurs (...) [T]out ce qui émane de lui est considéré d'emblée comme absolument irrévocable². » Dans un pays que fonde l'entité même du souverain, « ceux qui s'en remettent à lui ne connaissent ni divisions ni fluctuations, mais demeurent unis, stables et inébranlables³. »

C'est parce que la conception de la souveraineté est monarchiste que l'analogie hobbesienne aboutit inévitablement à voir dans la guerre l'horizon ultime des

¹ Blattberg (2003, p. 22)

² Blattberg (2003, p. 20)

³ Blattberg (2003, p. 20)

relations entre états. Car pour qu'il en soit autrement, la seule solution serait que la pluralité soit surmontée de la même manière, c'est-à-dire par une monarchie universelle, une utopie.

Mais alors, si Hobbes a défendu avec autant d'énergie la monarchie absolue en Angleterre alors qu'elle repose sur une conquête, ne devrait-on pas en conclure logiquement que Hobbes était favorable aux conquêtes futures en général ? Le cas échéant, on sera obligé d'admettre aussi qu'au bout du compte, l'extrapolation de la pensée de Hobbes sur la scène internationale telle que l'opère le discours savant de la guerre est pertinente. Nous affirmons qu'il n'en est rien pour trois raisons. C'est à travers ces trois raisons que nous comprendrons aussi ce que Hobbes voulait dire lorsqu'il affirmait que « la même loi qui dicte aux humains qui n'ont pas de gouvernement civil ce qu'ils doivent faire, et ce qu'ils doivent éviter de se faire les uns aux autres, dicte la même chose aux États, c'est-à-dire aux consciences des princes souverains et des assemblées souveraines¹. »

Premièrement, Hobbes parle d'une conquête lointaine, vieille de six siècles, et il ne la justifie pas. Bien au contraire, il veut en éloigner le débat, ce qui ne peut signifier qu'il l'approuvait ou en souhaitait d'autres ; il l'accepte comme la fatalité d'un fait accompli. Comment peut-on vivre dans la paix compte tenu d'une conquête accomplie il y a très longtemps ? Tel semble être le projet de Hobbes en ce qui a trait à la conquête. Du haut de notre XXI^e siècle, nous pouvons lui reprocher l'étroitesse monarchique (au double sens philosophique et politique) de son projet, mais nous ne devons pas en minimiser l'importance et à certains égards la sagesse. Car le problème abordé par Hobbes allait se poser un siècle plus tard en France et être traité d'une manière telle que les conséquences historiques en seraient dramatiques. Hobbes a admirablement évité de saisir l'occasion de la contestation de la monarchie au nom du rejet de l'invasion normande, pour être le premier à poser le problème en termes de races et de postuler que la race des envahisseurs a, par vertu de sa victoire, le droit de dominer la race des vaincus. Hobbes, en même temps qu'il cherche à éviter les débats sur l'histoire, liquide toute possibilité de référence au droit de conquête. Or, ce sont

¹ Cf. citation ci-haut.

justement ce droit de conquête et cette thèse de la domination légitime du vaincu par le vainqueur qui seront défendus en France par les partisans de la noblesse, au moment où cette dernière perdait ses privilèges par l'effet combiné de la révolution française et du développement de l'État bureaucratique moderne¹.

Ce fut, au XVIII^e siècle, le cas du Comte de Boulainvilliers qui estimait que deux peuples différents vivaient en France, à savoir les Francs et les Gaulois, et que les premiers devaient être les seigneurs en vertu de leur invasion victorieuse ; la suprématie des Francs devait procéder de la « nécessité de l'obéissance toujours due au plus fort². » Boulainvilliers estimait aussi que la noblesse devait défendre ce droit et cette légitimité par les armes au besoin. Ses adversaires étaient selon lui le tiers-état, c'est-à-dire le peuple, et tout particulièrement les « gens de lettres et de loi. » Boulainvilliers comprenait qu'un ordre politique juridiquement fondé (à l'instar de celui de Hobbes) comportait le risque de rendre caducs les droits historiques de la conquête : il « préparait son pays à la guerre civile sans savoir ce que cette guerre civile signifiait³. » À l'inverse, Hobbes était conscient de la misère de la guerre civile et comprenait que les querelles issues de l'histoire ne pouvaient que retarder encore le retour à la paix. Cela ne signifie pas que l'alternative de Hobbes n'est pas critiquable, surtout quand on pense à son double monarchisme. Il n'en demeure pas moins que lorsqu'on la compare à celle de Boulainvilliers, elle apparaît sensiblement plus sage et plus favorable à la paix. Le problème que pose Boulainvilliers est d'autant plus épineux que c'est lui qui donna le signal de départ à toute une tradition consistant à penser le politique à partir de la race, même si lui le pensait en termes de peuples⁴.

Comme le notent Nicolas Bancel et ses collaborateurs, au milieu du XIX^e siècle, la notion de race renvoyait aux traits culturels d'un peuple (d'abord et avant tout européen) et c'est sur la base de cette notion qu'émergea en France une école historique qui allait tenter de réécrire l'histoire de l'Europe. Il est symptomatique que Augustin Thierry ait inauguré les travaux de cette école par une étude intitulée *Histoire de la conquête de l'Angleterre*, dans laquelle il rend compte de la

¹ Nous nous appuyons sur Arendt (1951, pp. 74-77) et Foucault (1997, pp. 127-146)

² Cité dans Arendt (1951, p. 75)

³ Arendt (1951, p. 77)

⁴ Arendt (1951, p. 76)

controverse entre Normands et Saxons sous l'angle d'une guerre des races¹ ; c'est cela même que Hobbes voulait éviter. À la même période, la race devenait chez Arthur de Gobineau la clé de l'histoire humaine et l'inégalité des races, la source du déclin des civilisations. Dans son *Essai sur l'inégalité des races*, Gobineau affirme que le contact entre une race supérieure et une race inférieure aboutira à la victoire de la race inférieure ; c'est pourquoi il a prédit la fin prochaine de la civilisation européenne². Cette chute peut éventuellement être évitée par l'émergence d'une nouvelle race supérieure formée de la noblesse européenne³. Ces considérations n'ont pas créé l'impérialisme colonial, ni causé les guerres correspondantes. Elles ont cependant servi à les justifier, en jouant le rôle archétypique du discours savant de la guerre. Comme ces considérations ne figurent nullement au cœur du projet hobbesien, on comprendra pourquoi nous jugeons peu approprié d'établir un rapport de filiation entre le contenu de l'œuvre de Hobbes et l'actuel discours savant de la guerre. Nous nous croyons d'autant plus fondés à ce propos que, dans la version « polyarchique *realpolitik* » du discours savant de la guerre que nous aborderons dans la troisième partie de la présente thèse, ce n'est ni Hobbes, ni quelque autre classique que nous retrouvons, mais bien la guerre des races qui est réaffirmée de façon à peine voilée sous le couvert du choc des civilisations.

La seconde raison pour laquelle nous ne souscrivons pas à l'idée selon laquelle l'extrapolation de la pensée de Hobbes sur la scène internationale opérée par le discours savant de la guerre est pertinente tient au raisonnement suivant. Comme Richard Tuck l'a mis en évidence, un débat sur la conquête du nouveau monde faisait rage, à son époque, en lien avec la rivalité entre l'Angleterre et l'Espagne ; une rivalité que de nombreux acteurs voulait trancher par un surcroît de conquêtes et par une guerre contre l'Espagne, y compris en recourant à des agressions armées dites préventives. Hobbes était socialement, personnellement et à certains égards intellectuellement proche de ces acteurs parmi lesquels figurent Bacon et Gentili que nous évoquions au début du présent chapitre, mais aussi le Comte de Newcastle,

¹ Bancel *et al.* (2003, p. 90)

² Arendt (1951, pp. 89-96)

³ Arendt (1951, p. 94)

cousin du Comte de Devonshire, l'employeur de Hobbes¹. Mais lorsque Tuck a voulu montrer que Hobbes partageait effectivement les points de vue de ces acteurs, il a du avoir recours à une conjecture invérifiable, voire contestable, car il ne trouvait rien pour supporter son propos ni dans l'œuvre, ni dans la biographie de Hobbes. Ainsi, dans le traité intitulé *Considerations Touching a War with Spain*² rédigé durant les années 1620, Tuck écrit qu'« il est difficile de ne pas croire que Hobbes n'a pas écrit la première mouture du traité³ » pour la simple raison que les sentiments qui s'en dégagent recèlent « une ressemblance frappante » avec ce que Hobbes écrira plus tard. Mais en fait de ressemblance, Tuck se limite à citer Bacon dans le texte, et non pas Hobbes :

« Une guerre d'agression a lieu ; l'agresseur fait preuve d'injustice. La poursuite et le cours de la guerre fera en sorte que l'agressé se lance à l'assaut de l'ancien agresseur et envahit le patrimoine qui appartient indubitablement à celui-ci. L'agresseur devient maintenant l'agressé. Devrait-il s'asseoir et ne pas se défendre ? Ou, s'il est dépossédé de ces biens, ne devrait-il pas déclencher une guerre pour les récupérer ? Personne n'est doté d'aussi peu de jugement pour répondre qu'il ne devrait pas⁴. »

Selon Tuck, la dernière phrase est particulièrement hobbesienne⁵. Nous croyons, pour notre part, que cet extrait n'est pas plus caractéristique de Hobbes que de n'importe quel autre auteur qui estime légitime de se défendre. Par ailleurs, si un parallèle devait être fait avec Hobbes, ce n'est pas cette citation qu'il faudrait choisir, car elle ne rend pas convenablement compte de ce que Bacon cherche à établir dans le texte où elle a été puisée. Il aurait été préférable de choisir un autre extrait cité ailleurs dans son livre et qui porte spécifiquement sur le point de vue de Bacon favorable à la guerre préventive⁶. Le problème est qu'on aura beau chercher la moindre trace de la justification de la guerre préventive chez Hobbes, on n'en trouvera aucune.

¹ Tuck (1999, p. 126)

² *Considérations sur une guerre avec l'Espagne*.

³ Tuck (1999, p. 127)

⁴ Citée dans Tuck (1999, p. 127)

⁵ Tuck (1999, p. 127)

⁶ Bacon écrit : « En dépit de certain auteurs, par ailleurs des hommes respectables, mais plus efficaces à manipuler la plume que le glaive, qui considèrent que toute guerre agressive doit être *ultio*, une revanche qui présuppose qu'il y ait eu auparavant un assaut ou des dommages. Ils ne parviennent pas à envisager ce point, dont nous traitons, qui est celui d'une juste peur. Ils ne disposent pas de l'autorité nécessaire pour juger de cette question contre tous les antécédents. Car, sans nul doute, tant que les hommes seront des hommes, les descendants, comme disent les poètes, de Prométhée et non d'Épiméthée, tant que la raison est raison, une juste peur sera un motif juste pour une guerre préventive. » Cité dans Tuck (1999, p. 19)

La troisième raison pour laquelle nous contestons l'extrapolation de la pensée de Hobbes sur la scène internationale opérée par le discours savant de la guerre est la suivante. En partant de Hobbes et en restant fidèle à l'esprit de son projet, on peut envisager des voies qui divergent de celle tracée par le discours savant de la guerre qui – nous pouvons le dire maintenant – dénature le projet hobbesien.

Nous avons vu que l'un des problèmes de la pensée de Hobbes est qu'elle aboutit à l'immodération que reflète le caractère absolu de la souveraineté et de l'obéissance. Il nous semble cependant qu'une compréhension fidèle à l'œuvre de Hobbes doit également saisir la modération qu'elle préconise, non pas comme négation de l'immodération qui s'en dégage par ailleurs mais sous les conditions contextuelles que détermine cette immodération. En effet, quelqu'un qui nierait totalement la modération chez Hobbes serait frappé par la phrase suivante extraite de l'épître dédicatoire du *Léviathan* : « ... sur un chemin occupé par ceux qui combattent d'un côté pour une liberté trop grande, et de l'autre pour trop d'autorité, il est difficile de se glisser entre les deux camps sans prendre des coups. » Hobbes se présente comme un adversaire des options extrêmes, mais comme nous l'avons vu tout au long de ce chapitre, son monarchisme est foncièrement immodéré.

3. Horizon des relations internationales et mutation de la pratique politique dans la modernité

Nous traiterons de la transformation de la pratique politique à l'aube de la modernité pour voir sous quelle forme a émergé la problématique de la pluralité des souverainetés et des conflits dont elle était porteuse. Notre objectif est de montrer que cette problématique ne peut être traitée sous le prisme de la guerre comme horizon ultime des relations internationales que dans la mesure où la pratique est occultée. Car dès son apparition, la pluralité des souverainetés fut accompagnée d'une pratique qui l'inscrivait dans un horizon de paix. Ainsi pourrions-nous affirmer que l'absence de la pratique représente à la fois une condition de validité de l'analogie hobbesienne et l'une des principales limites du domaine d'intelligibilité du discours savant de la

guerre. Nous emprunterons les éléments de compréhension de cette évolution à Michel Foucault qui en a traité en profondeur.

3.1. Transformation de la pratique politique domestique

Schématiquement et tel que la décrit Michel Foucault, cette transformation de la pratique est un passage de la souveraineté entendue comme *faire mourir et laisser vivre* à une souveraineté entendue comme *faire vivre et laisser mourir*¹. Il s'agit d'une mutation lente et profonde qui s'est produite en Europe entre le XV^e et le XVIII^e siècle et qui a altéré le rapport de la pratique politique à la loi, à la violence, au temps et au savoir. Ainsi, la pratique de la souveraineté ne consiste plus à imposer des lois, mais à obtenir des sujets qu'ils adoptent certains comportements, à travers différentes techniques et stratégies, dont la persuasion ; entre les deux déclinaisons de la souveraineté apparaissait la notion de Raison d'État². La souveraineté ne s'exprime plus sous la forme de la violence spectaculaire du châtement³. Cela ne signifie pas que la loi et la violence ne jouent aucun rôle dans la nouvelle pratique politique : les lois sont nécessaires à son fonctionnement et la violence demeure à l'œuvre dans certains cas. La nouveauté est que les lois et la violence ne sont plus décisives dans la définition de la pratique politique. Ceci dans la mesure même où la pluralité est désormais admise dans les affaires politiques domestiques.

Dans le rapport à la vérité, c'est le savoir que le souverain doit posséder qui va changer. Jusqu'au début du XVII^e siècle, le souverain devait savoir comment être sage et prudent. Être sage revient à connaître les lois, naturelles et positives ainsi que les exemples historiques pertinents. Être prudent consiste à savoir à quel moment appliquer les lois avec fermeté et quand faire primer l'équité sur la justice formelle⁴. Dans la Raison d'État, les choses sont différentes, notamment avec l'apparition d'une signification particulière de la raison politique. « La raison, c'est donc un moyen de connaissance, mais c'est également quelque chose qui permet à la volonté de se régler

¹ Foucault (1976, pp. 177-190) et Foucault (2004, pp. 213-218)

² Foucault (2004, p. 102)

³ Foucault (1975, pp. 9-12)

⁴ Foucault (2004, p. 279)

sur ce qu'elle connaît (...) La raison sera donc l'essence des choses, la connaissance de la raison des choses et cette espèce de force qui permet [à la volonté] et jusqu'à un certain point [l']oblige, [de] suivre l'essence même des choses¹. » Autrement dit, la Raison d'État est d'abord un savoir sur le fonctionnement du champ politique dans la pluralité. Elle est en outre une action politique qui instrumentalise des éléments existant dans le champ politique, pour obtenir des sujets une attitude déterminée. Le savoir ne vaut pas pour lui-même, mais pour ce qu'il permet d'accomplir.

Ainsi, par exemple, du problème de la population qui ne se posait pas auparavant : on reconnaît désormais à la population des problèmes spécifiques, isolables notamment dans le domaine de l'économie. Le problème économique n'est désormais plus celui de la richesse du Prince et cette dernière ne représente plus le seul but du pouvoir. Ceci procède d'un changement significatif dans la notion de richesse, à savoir que la richesse de la nation s'est substituée à la richesse du Prince. Comme le note Friedrich Meinecke, c'est là le facteur qui empêchait la Raison d'État de se pratiquer dans sa version pure, c'est-à-dire sans égard aux lois et arbitrairement².

L'objectif du pouvoir est désormais « d'améliorer le sort des populations, d'augmenter leurs richesses, leur durée de vie, leur santé³. » Le gouvernement va agir directement, par des campagnes, ou indirectement, par des techniques, de sorte à obtenir des résultats spécifiques, certains comportements de la population en matière de natalité ou de mobilité géographique, par exemple, parfois à leur insu⁴. Un savoir devait se constituer pour servir cette fin, un savoir spécifique sur les processus impliquant la population⁵. C'est aussi pour cette raison que le savoir dans la modernité peut croiser des impératifs politiques. L'une des portées de notre thèse est justement de voir dans quelle mesure l'interprétation du discours savant de la guerre permet de comprendre le savoir dans ses relations avec la pratique politique.

¹ Foucault (2004, p. 262)

² Meinecke (1924, p. 12)

³ Foucault (2004, p. 108)

⁴ Foucault (2004, pp. 108-109)

⁵ Foucault (2004, p. 109)

La pratique politique moderne porte sur les institutions, les mécanismes, les techniques et le savoir nécessaires à l'intervention sur la population. L'interaction entre l'ensemble de ces éléments forme un dispositif de sécurité qui fonctionne selon un certain nombre de mécanismes de sécurité.

Dans un mécanisme de sécurité, il s'agit de saisir les phénomènes « au niveau de leur réalité effective. Et c'est à partir de cette réalité, en essayant de prendre appui sur elle et de la faire jouer, d'en faire jouer les éléments les uns par rapport aux autres, que le mécanisme de sécurité va [fonctionner]¹. » Dans la pratique d'un mécanisme de sécurité, des éléments de la discipline et de la loi peuvent être utilisés comme outils d'intervention sur la réalité avec comme objectif l'obtention d'un résultat donné : « C'est cette régulation dans l'élément de la réalité qui est (...) fondamentale dans les dispositifs de la sécurité². » Il s'agit donc de laisser faire. Nous sommes par conséquent au cœur de la modernité politique en ce qu'elle repose sur le laisser faire au sens le plus large; d'où la liberté et le libéralisme politique et économique, tels qu'ils vont se développer au XVIII^e siècle. La liberté moderne doit être comprise dans les balises de la pratique du pouvoir politique orientée vers la sécurité et fondée sur le laisser faire. Ce n'est pas une liberté sans contrainte cependant, sa principale contrainte étant justement le fonctionnement du dispositif de sécurité qu'elle rend possible en retour : « Un dispositif de sécurité ne peut bien marcher (...) qu'à la condition, justement, que l'on donne quelque chose qui est la liberté au sens moderne [que ce mot] prend au XVIII^e siècle : non plus les franchises et les privilèges qui sont attachés à une personne, mais la possibilité de mouvement, déplacement, processus de circulation et des gens et des choses³. » Pour peu que ce mouvement se dirige vers la sécurité entendue comme stabilité du pouvoir politique.

Cette liberté est elle-même en action et permet aux mouvements citoyens de revendiquer une plus grande influence sur la direction de la politique gouvernementale. Le champ politique moderne ne se limitant pas à la classe politique ou au cadre strictement gouvernemental, la politique d'un gouvernement a toujours

¹ Foucault (2004, p. 48)

² Foucault (2004, p. 48)

³ Foucault (2004, p. 50)

besoin d'être cautionnée par les citoyens, y compris en ce qui concerne la guerre. Il n'est pas possible d'obtenir cet aval par la loi, ni par des mécanismes disciplinaires. Le consentement à la guerre doit être obtenu dans le champ politique au sens large. Et c'est ici qu'intervient le discours savant de la guerre. Le fait que le discours savant de la guerre émane essentiellement du champ académique n'exclut pas le fait qu'il puisse aussi s'inscrire dans la pratique du pouvoir politique, dans la mesure où il se présente dans le champ politique comme parole autorisée visant à générer la naturalité de la guerre dans les esprits. Il vise autrement dit à inscrire l'idée de guerre comme ultime horizon des rapports entre États au cœur de la *doxa*, c'est-à-dire dans le sens commun à l'œuvre dans le champ politique. De ce fait, on peut comprendre qu'il est vital pour le discours de la guerre, non seulement de laisser dans l'ombre ce qui, dans le réel, le remet en cause (l'Europe d'aujourd'hui par exemple), mais aussi de limiter la conception de l'État au strict cadre d'une souveraineté aux prises avec d'autres souverainetés. C'est précisément ce cadre qui lui permet d'affirmer une nette distinction entre politique interne et politique externe des États. Or, considérant la réalité de la pratique politique dans les États modernes, il est possible d'affirmer que cette distinction est fictive et que le discours savant de la guerre, en vertu de son existence même, est l'un des points de jonction entre les deux niveaux de la politique, interne et externe. Enfin, la souveraineté juridique est indispensable au discours de la guerre dans la mesure où elle lui permet de faire apparaître l'État comme jouant pleinement le rôle que lui assigne la modernité : faire vivre la population en la protégeant contre les menaces, toujours graves et imminentes, qui proviennent de l'extérieur.

3.2. Une pratique politique internationale inédite

C'est à travers le rapport au temps qu'apparaît la nouvelle pratique politique internationale. Il ne s'agit plus d'un temps limité qui doit, comme au Moyen Âge, s'arrêter avec l'avènement de la cité de Dieu ou d'un Empire universel, mais « d'un temps indéfini, du temps d'un gouvernement qui est un gouvernement à la fois perpétuel et conservateur¹. » Au Moyen Âge, l'idée de paix perpétuelle était associée

¹ Foucault (2004, p. 365)

à l'avènement d'un Empire universel sous l'égide d'un empereur ou de l'Église. Un tel empire représentait l'aboutissement des différents gouvernements qui, par le fait même, étaient temporellement limités. Désormais, le temps illimité étant associé aux gouvernements nationaux, la paix perpétuelle se retrouve associée à la pluralité de ces gouvernements, une pluralité illimitée dans le temps ; « C'est-à-dire que la paix universelle ne sera pas la conséquence d'une unification dans un Empire temporel ou spirituel, mais la manière dont différents États (...) pourront coexister les uns avec les autres selon un équilibre qui empêchera justement la domination de l'un sur les autres. La paix universelle, c'est la stabilité acquise dans et par la pluralité, par une pluralité équilibrée¹. » La guerre pouvait auparavant s'expliquer par le refus de la pluralité des souverainetés qui, chacune à leur manière, voulait se transformer en Empire universel. Ce qui advient avec la pluralité, c'est la question de la paix à travers la notion d'équilibre.

Du point de vue conceptuel, la concurrence des États est la conséquence directe et quasi-inévitable des principes théoriques de la Raison d'État. L'État étant toujours sa propre fin, il n'est censé se contraindre d'aucune loi positive, morale ou naturelle². De ce fait, l'État ne peut être pensé que dans la pluralité des États et les rapports entre États sont nécessairement des rapports de concurrence³. Il est important de noter que le type de concurrence qui en découle est tout à fait nouveau. Dans ce qui suit, nous accorderons toute notre attention à ce point car la concurrence des États dans le discours savant de la guerre renvoie à la guerre en tant qu'horizon ultime des relations internationales.

La pluralité des États pose le problème de l'équilibre entre les États selon la difficile équation imposée par la Raison d'État, à savoir que l'équilibre est recherché entre des États qui œuvrent, par ailleurs, à l'accroissement de leur puissance. Mais ce problème ne s'est jamais actualisé en anarchie, comme le voudrait la stricte logique du discours savant de la guerre. La raison en est que, concomitamment, naissait une idée

¹ Foucault (2004, p. 366)

² Foucault (2004, p. 198)

³ Foucault (2004, p. 298)

totallement neuve : l'idée de l'Europe¹. Cette idée se caractérise notamment par une unité n'impliquant aucunement un Empire intégré à vocation universaliste, mais aussi par l'absence de hiérarchie formelle entre États, c'est-à-dire d'une domination reconnue d'un État sur les autres.

Il est important pour nous de comprendre qu'aussitôt la pluralité des États admise en Europe, ces États se sont dotés, par la négociation, d'instruments pour en contrer les effets pervers et préserver la paix. À l'instar de la diplomatie, la guerre est un simple instrument, qui est utilisé uniquement lorsque l'équilibre est brisé. Elle ne représente donc pas l'horizon ultime des rapports entre États. Et pour comprendre ce nouveau statut de la guerre, il est nécessaire de comprendre d'abord la signification qui fut donnée à la balance européenne. La balance de l'Europe signifie, premièrement, une réduction de l'écart entre les États les plus puissants et les États moins puissants dans la mesure où aucun État n'est censé dominer les autres. Deuxièmement, entre les États les plus puissants doit régner une certaine égalité ; advenant que l'un d'eux veuille établir sa domination, les autres s'allieront pour contrer sa tentative. Troisièmement, la balance européenne possède un sens juridique qui, dans le droit des gens, formalise le jeu de l'alliance des États forts contre toute volonté hégémonique d'un État particulier.

L'instrument diplomatique s'est articulé autour des traités de Westphalie. Il consiste à trouver des solutions aux conflits entre États à travers la négociation, toujours dans le souci de préserver l'équilibre². Ces traités ont enclenché une dynamique qui, débutant par l'établissement de négociations continues et l'instauration de systèmes d'information sur la puissance de chaque État, aboutira à la création de représentations diplomatiques permanentes.

Ce dispositif ne traduit pas l'intromission de la guerre dans la paix, mais plutôt celle de la diplomatie dans la politique, ce qui, nous semble-t-il, scelle l'indissociabilité des affaires internes et externes des États. Nous retrouvons ici le sens profond de la

¹ Gross (1948, pp. 24-26) : Foucault (2004, p. 305)

² Voir l'étude de Kenneth Colgrove qui montre toute la complexité des négociations préliminaires ayant précédé le congrès de Westphalie qui fut en soi un congrès de négociation. Colgrove (1919)

pensée de Clausewitz lorsqu'il établit le lien entre la politique et la guerre¹ : « La guerre ce n'est plus une autre face de l'activité des hommes. La guerre, ça va être à un moment donné, la mise en œuvre d'un certain nombre de moyens que la politique a définis et dont le militaire est une des dimensions fondamentales et constitutives. (...) ce complexe politico-militaire sera mis en jeu en permanence et la guerre ne sera que l'une de ses fonctions². » Ainsi la guerre perd en importance en perdant de son autonomie. Nous pouvons même affirmer que l'état de nature international partage avec l'état de nature des individus son caractère fictif, car l'état de nature des États n'a jamais existé au sens strict. Il n'y a donc pas de raison de soutenir que la guerre est l'horizon ultime des relations internationales. Les conséquences sur la pensée sont considérables.

En effet, le domaine d'intelligibilité du discours savant de la guerre est limité parce qu'il ne permet pas d'envisager autre chose que le pire dans les relations entre États, surtout lorsque celles-ci sont précaires. Dans le discours de la guerre, la précarité des relations entre États se situe au fondement des relations internationales dont la guerre serait l'horizon ultime. Concrètement, il y a un siècle, un esprit dominé par un tel domaine d'intelligibilité aurait considéré comme l'utopie la plus fantaisiste l'idée d'une Europe telle que nous la connaissons aujourd'hui. Si les deux guerres mondiales auraient semblé lui donner raison dans un premier temps, il n'en demeure pas moins que l'Union Européenne existe bel et bien et qu'il serait irréaliste d'affirmer aujourd'hui que le continent risque de s'embraser à tout moment. De la même manière, un esprit dominé par le domaine d'intelligibilité du discours savant de la guerre considérerait que l'on ne peut rien espérer du conflit israélo-palestinien et cette conclusion ne procéderait pas forcément d'une prise en compte de la réalité pratique, mais essentiellement du fait que le domaine d'intelligibilité utilisé est trop étroit pour envisager d'autres possibilités que celle de la guerre. De ce fait, élargir le domaine d'intelligibilité des relations internationales revient à s'ouvrir à tous les possibles que l'examen de la pratique permet d'entrevoir, y compris dans les situations qui, à première vue, semblent désespérées.

¹ Cf. *infra*.

² Foucault (2004, p. 313)

C'est dans cette perspective que nous comptons répondre à l'objection qui consiste à dire, en s'appuyant sur les guerres napoléoniennes et la première guerre mondiale, que le dispositif mis en place en Europe à l'aube de la modernité a échoué et que cela confirme l'idée de l'anarchie internationale. Si ce dispositif fut effectivement durement menacé par ces épisodes de guerre, il est important de souligner que l'Europe est orientée vers une paix perpétuelle au sens du maintien *ad vida æternam* de la pluralité des États, quitte à recourir à la guerre. Autrement dit, il n'aurait été justifié de conclure à l'échec de la balance européenne que dans la mesure où le mécanisme qu'elle prévoyait pour faire face à un État aux ambitions hégémoniques n'avait pas fonctionné. Or, pour nous en tenir à l'épisode napoléonien, force est de constater que la France de Napoléon a bel et bien dû céder face au mécanisme de la balance européenne; la pluralité des États a été maintenue et l'Empire dont rêvait Napoléon s'est effondré presque aussitôt qu'apparaissaient ses premiers contours.

Ainsi, les ruptures de la balance européenne durant les guerres ne doivent pas être vues comme l'expression d'une nature immuable des rapports entre États. Sinon, comment comprendre la dynamique de l'Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale ? Aucun continent n'a connu d'épisodes guerriers aussi extrêmes que l'Europe. À s'en tenir à la stricte logique du discours savant de la guerre, l'Europe devrait donc être le dernier continent à connaître une paix qu'on pourrait raisonnablement qualifier de durable et juste. Or, c'est bien d'une telle paix dont les Européens jouissent aujourd'hui.

Le point à relever à ce propos est que si la construction européenne n'obéit pas actuellement à la dynamique héritée de la balance européenne, cela ne signifie pas que cette dynamique n'y ait pas contribué. Notons d'abord la similitude suivante : la balance de l'Europe et la construction européenne sont nées suite à un traumatisme de grande ampleur causé par les deux guerres particulièrement sanglantes qui balisent la modernité, à savoir la guerre de trente ans et la seconde guerre mondiale. Cela signifie, contrairement à l'esprit du discours de la guerre, qu'il est tout à fait possible, pour les nations, les populations et les dirigeants politiques, de comprendre qu'admettre la pluralité ne signifie pas nécessairement vivre dans un état de guerre permanent (au sens de l'analogie hobbesienne), même en l'absence d'une

souveraineté supra-étatique. Notons aussi que, si à ses premiers balbutiements – dans les années 1950 avec le traité de Rome – la construction européenne a pris les allures d'une coopération économique, elle répondait aussi à une volonté de ne pas retomber dans la logique qui a conduit à la seconde guerre mondiale et de consolider le rapprochement des États européens afin de faire face à toute velléité hégémonique du Bloc soviétique. Ainsi, un résidu de la balance de l'Europe a participé au lancement de la construction européenne. Bien entendu, entre la balance européenne et la construction européenne il existe des différences. La balance européenne reposait sur un dispositif de sécurité laissant jouer les intérêts ; de ce jeu devait émerger un équilibre et la guerre figurait parmi les outils destinés à défendre cet équilibre. Le seul type de guerre admis ici est la guerre défensive, par opposition à la guerre d'agression et d'expansion. Avec un demi-siècle de recul, l'on peut dire que la construction européenne va plus loin. La guerre en tant que telle, fut-elle défensive, n'est pas admise entre les pays engagés dans le processus.

Puisque la construction européenne ne procède pas d'une souveraineté transcendant la pluralité des souverainetés, il est légitime de se demander ce qui a pris la place de la souveraineté à l'échelle européenne. Il s'agit en fait de ce qui, au sein de chaque État, avait le potentiel de s'ajouter aux mécanismes juridiques, administratifs et de sécurité propres à la Raison d'État : nous parlons ici d'une dynamique reposant sur un réseau complexe de relations entre les lois, les institutions et les techniques de pouvoir convergeant vers un bien commun qu'est la paix perpétuelle en Europe. La dynamique qui sous-tend la construction européenne ne fonctionne ni par l'application de lois émanant d'une autorité souveraine, ni par la conformité à des injonctions administratives. Elle repose sur un type d'échange qui n'est pas une négociation au sens strict, c'est-à-dire qui n'est pas un marchandage stratégique dans lequel la partie la mieux dotée en ressources stratégiques sera favorisée. Il y a pour ainsi dire plus que de la négociation au fondement de la construction européenne. C'est en ce sens que la construction européenne est réfractaire au domaine d'intelligibilité du discours savant de la guerre : c'est non pas parce qu'elle a réalisé une série d'accomplissements juridiques (la cour européenne de justice), administratifs (la commission européenne), politiques (le parlement européen) ou économiques (la Banque centrale européenne), mais parce qu'elle émane d'un

processus politique orienté vers la paix et sous-tendu par un dialogue se rapprochant de la discussion.



TROISIÈME PARTIE
Guerre et humanité

De tous les auteurs dont nous traiterons dans la présente thèse pour comprendre le discours savant de la guerre, Hans Morgenthau est celui qui a produit l'œuvre la plus volumineuse. Son œuvre fait l'objet d'une quantité considérable d'études en théorie des relations internationales et c'est dire la place de choix qu'il occupe dans la discipline. C'est pour cette raison que nous avons choisi de lui consacrer deux chapitres. Dans le premier, nous tenterons de saisir les limites des interprétations les plus répandues de sa pensée pour orienter notre propre interprétation. Nous dégagerons chemin faisant les principaux traits de son œuvre qui participe au domaine d'intelligibilité du discours savant de la guerre. Nous avons choisi d'en traiter en premier car, comme on le verra dans les parties suivantes, aucun des autres auteurs n'est indifférent à son égard, pas même Kenneth Waltz qui fonde sa théorie systémique des relations internationales sur une critique de son œuvre. Par ailleurs, du fait que Morgenthau figure parmi les fondateurs de la discipline des relations internationales, l'interprétation de son œuvre montre que le discours savant de la guerre n'est pas nouveau dans la discipline. Dans le second chapitre, nous avons choisi d'isoler deux thématiques particulières qui nous permettront d'approfondir notre compréhension de Morgenthau. Ces deux thématiques sont l'État mondial et l'usage des auteurs classiques.

Chapitre 4

De l'ontologie comme fondement de la guerre

Ce quatrième chapitre vise à comprendre en quoi l'œuvre de Hans Morgenthau a pu contribuer au discours savant de la guerre, en quoi elle a nourri, dans le champ politique, la *doxa* de la guerre comme horizon ultime des relations entre États. Il sied cependant de souligner d'emblée que ce n'était pas forcément l'intention de l'auteur ; on pourrait même dire que son intention était l'exact contraire. L'importance de Morgenthau au regard de notre thèse s'explique par la spécificité de son œuvre ; elle permet de comprendre comment une pensée visant d'abord et avant tout à articuler des trajectoires vers une paix mondiale durable, finit par renforcer la dynamique du discours savant de la guerre.

Dans la première section du chapitre, nous montrerons que la vaste littérature consacrée à Morgenthau en théorie des relations internationales ne rend généralement pas justice à sa pensée. Nous reviendrons également sur un certain nombre d'interprétations plus récentes qui ont tenté d'identifier les sources intellectuelles d'inspiration de Morgenthau. Nous verrons que ces lectures sont limitées parce qu'elles supposent une homogénéité qui ne se confirme pas dans l'œuvre. Nous avons consacré la seconde section du chapitre à un épisode biographique de Morgenthau qui montre qu'il en a pris conscience sans pour autant en tirer toutes les conséquences. Cet épisode est par ailleurs digne d'intérêt en ce qu'il permet de saisir concrètement la dynamique qui lie le discours savant de la guerre à la pratique politique. Dans la troisième section, nous aborderons deux éléments fondamentaux de l'œuvre de Morgenthau, sa conception de l'ontologie humaine et sa critique du rationalisme. Nous verrons dans la quatrième section comment ces deux éléments participent de la conception que Morgenthau se fait du politique. La cinquième et dernière section reprendra en détail la partie de son œuvre la plus étudiée en relations internationales, celle qui contient les célèbres principes du réalisme.

1. Retour sur le domaine d'intelligibilité en théorie des relations internationales

Souvent, la pensée de Morgenthau est réduite au résumé du chapitre I de son ouvrage le plus célèbre, *Politics Among Nations*¹ qui contient les six principes du réalisme. Il est sous-entendu que le reste de l'ouvrage comporte la démonstration de ces principes. Ainsi, Morgenthau serait l'auteur de la théorie des relations internationales selon laquelle la politique étrangère d'un État est toujours une politique de puissance déterminée par l'intérêt national et la quête de l'hégémonie qui procèdent d'une ontologie humaine réduite à l'égoïsme et à la volonté de dominer ; la scène internationale est de ce fait amoral, si bien que la normativité des théories – libérales notamment – à contenu moral sont fausses et dangereuses ; seul l'équilibre des puissances peut assurer la paix.

L'ensemble de ces idées existe bel et bien chez Morgenthau. Mais nous estimons que d'une part, cet ensemble est incomplet et parfois même infidèle à l'œuvre, et d'autre part qu'il est présenté selon une cohérence artificielle. Par exemple, dans *Politics Among Nations*, Morgenthau affirme que l'équilibre des puissances hérité du XIX^e siècle européen et le droit international ont permis de limiter les affrontements entre puissances au XIX^e siècle mais – et c'est ce que la théorie des relations internationales a occulté – qu'ils ne sont plus efficaces². Morgenthau, particulièrement normatif en cela, propose comme unique garantie d'une paix durable la création d'un État mondial qui doit être précédé de l'émergence d'une communauté mondiale³. Or, pour que Morgenthau puisse être catégorisé comme réaliste au sens des typologies, il est absolument nécessaire de laisser dans l'ombre les aspects de sa pensée qui correspondent aux écoles que ces mêmes typologies opposent à la sienne. En ce sens, il n'y a rien de plus normal que Morgenthau critique le droit international, mais pas l'équilibre des puissances. Cependant, nous verrons au fil du chapitre que la responsabilité de Morgenthau n'est pas minime dans les lectures réductrices dont sa pensée a fait l'objet.

¹ Morgenthau (1948, pp. 3-16). Cf. Battistella (2003, p. 117) ; Éthier (2004, pp. 29-30) ; Williams *et al.* (2006, p. 57)

² Nous y reviendrons en détail.

³ Les deux derniers chapitres de *Politics Among Nations* sont consacrés à ces thématiques.

Ce que nous voulons souligner pour le moment, c'est la rigidité du domaine d'intelligibilité en théorie des relations internationales, qui continue d'être la grille de lecture et d'enseignement de Morgenthau. Cette rigidité permet de présenter ses idées sous la forme d'une pensée hautement cohérente et, par là même, empêche de prendre la pleine mesure de la tension qui, en réalité, traverse son œuvre de part en part. Ces tensions sont obscurcies par un autre facteur propre aux typologies, à savoir la filiation à des classiques déterminés, eux-mêmes lus et compris selon les besoins des typologies plus qu'en fonction de la spécificité de leurs œuvres¹.

Ainsi, Morgenthau serait l'héritier d'une tradition réaliste qui remonte à Thucydide, Machiavel et Hobbes². Il n'est pas un manuel qui ne souligne pas cette filiation comme on souligne une évidence incontestable³. On trouve ce point de vue chez plusieurs interprètes. Par exemple, Ashley Tellis considère qu'il existe un programme de recherche (au sens d'Imre Lakatos⁴) lancé par Thucydide dans la Grèce antique à travers une réflexion métaphysique. Cette recherche, parce qu'elle ne permettait pas un contrôle direct sur la pratique, a généré le besoin de généralisation ; ce fut l'œuvre de Machiavel. Enfin, l'œuvre de Morgenthau est le parachèvement du programme ; grâce à lui le programme réaliste « prend la forme de la production d'un corpus systématisé d'informations empiriques qui, tout en pouvant aider à prendre de bonnes décisions, est maintenant fondamentalement destiné à créer un savoir objectif comme finalité en soi⁵. »

La filiation que Tellis affirme n'est pas évidente. Par exemple, de toutes les comparaisons qu'elle fait entre Machiavel et Morgenthau, elle ne retient qu'une seule et unique véritable similitude : l'un et l'autre considèrent l'être humain comme

¹ Cf. notre chapitre sur Hobbes dans la partie précédente. Nous le constaterons de nouveau à propos de Thucydide dans notre chapitre sur la théorie de la guerre hégémonique de Robert Gilpin (prochaine partie).

² Il est vrai que Morgenthau se définit lui-même comme réaliste.

³ Battistella (2003, p. 118) ; David (2000, p. 38) ; Nossal (1998, p. 15). En dehors des manuels, voir par exemple Russel (1990) et Doyle (1997).

⁴ Contrairement à Kuhn. Lakatos ne croit pas que la science évolue par ruptures mais par tâtonnement, s'écartant des voies qui auront menées à des impasses et réorientant le même programme de recherche vers d'autres directions plus prometteuses et ainsi de suite. Voir à ce propos Chalmers (1987, pp. 171-177).

⁵ Tellis (2005, p. 614)

ontologiquement mauvais. Notre propos n'est pas de dire qu'il n'existe aucun lien entre Morgenthau et Machiavel. Notre propos est de dire que comprendre l'un à la lumière d'une filiation à l'autre aussi peu argumentée revient à se condamner à une compréhension très étroite et facilement réfutable. Car le même point commun – considérer que l'être humain est mauvais – qui permet d'affirmer la filiation de Morgenthau à Machiavel, permettrait aussi d'établir une filiation de Morgenthau à Kant. Kant avait en effet une conception tout aussi pessimiste de la nature humaine : « le bois dont l'homme est fait est si courbe qu'on ne peut rien y tailler de tout à fait droit¹. » À poursuivre le raisonnement, on pourrait même affirmer que par transitivité, Kant se situe dans la continuité de Machiavel, ce qui serait pour le moins absurde.

Ces dernières années, plusieurs auteurs semblent avoir pris conscience de cette difficulté dans la lecture de Morgenthau et ont donc cherché dans son œuvre des liens avec d'autres classiques, dont certains sont sensiblement moins cités (parfois même jamais) dans les typologies des relations internationales, notamment Saint-Augustin², Aristote et Platon³, Carl Schmitt⁴, Max Weber⁵ et Friedrich Nietzsche⁶. Ces études ont réhabilité la dimension de philosophie politique, négligée auparavant dans les textes qui avaient été consacrés à Morgenthau en théorie des relations internationales. Chacune de ces études a indéniablement apporté un éclairage nouveau sur l'œuvre de Morgenthau. Mais elles ne doivent pas laisser croire que Morgenthau s'est construit un cadre de réflexion par une discussion de l'ensemble de ces penseurs en les faisant converger vers un même point qui serait, ainsi, la clé de compréhension de sa propre pensée. D'ailleurs, on ne trouvera pas une seule étude dans laquelle est établi en un seul mouvement le lien de Morgenthau avec tous ces penseurs à la fois. Et pour cause, Morgenthau lui-même n'a traité d'aucun d'eux en particulier, et encore moins de l'ensemble dans une même réflexion. Comme nous le verrons plus loin, dans l'usage que fait Morgenthau des classiques. Il ne fait pas référence à eux comme préjugé de reconnaissance mais comme préjugé d'autorité.

¹ Kant (1784, p. 39). Il a également écrit : « Quoi qu'il souhaite, en tant que créature raisonnable, une loi qui pose des limites à la liberté de tous, son inclination animale égoïste le conduit cependant à s'en excepter lui-même quand il le peut. » Kant (1784, p. 38)

² Smith (1986, 134-164) ; Murray (1996)

³ Pin-Fat (2005, p. 220)

⁴ Pichler (1998)

⁵ Barkawi (1998)

⁶ Peterson (1999)

Par exemple, Véronique Pin-Fat prend appui sur *Science: Servant or Master?*, le dernier livre de Morgenthau,¹ pour comprendre l'ontologie humaine qu'il a adoptée dès les années 1940. Dans ce livre, Morgenthau conçoit l'être humain sous l'angle existentialiste, voire mystique, du *questionnement* qui lui était étranger auparavant :

« Le questionnement est la condition dans laquelle (...) la raison ne parvient pas à assimiler un fragment de la réalité empirique car son processus logique est incapable de transformer l'expérience sensible en *connaissance systématique*. L'homme veut savoir ce qui peut être su, mais la réalité empirique impose des limites à la compréhension humaine. Il désire savoir plus que ce que son aptitude lui permet de savoir. De ce fait, il fait l'expérience des limites de ses connaissances en même temps que l'expérience des limites de sa puissance. De là découle le choc du questionnement pour franchir l'abîme entre ce qu'il sait et ce qui doit être su, et c'est à ce niveau que se situe la source de son désir de dépasser ces limites². »

Auparavant, Morgenthau concevait l'être humain comme un être égoïste, motivé par ses seuls intérêts définis en termes de puissance, cherchant à dominer autant d'individus que possible et que rien ne peut arrêter si ce n'est une puissance opposée³. Cet être humain n'est pas du tout celui du questionnement, de la soif de savoir et du tragique de ses capacités limitées qui ne lui permettent pas de connaître ce qu'il aimerait connaître. Pin-Fat veut comprendre l'ontologie du jeune Morgenthau à la lumière de l'ontologie du second Morgenthau⁴. Elle ne considère pas le fait qu'une telle lecture risque d'être remise en cause par la prise en compte du contexte dans lequel Morgenthau a produit chacune de ces ontologies. La raison tient au fait que sa lecture est sémiotique et ne tient donc pas compte du contexte.

En effet, la citation ci-haut mérite d'être reliée à la remise en cause dont l'œuvre de Morgenthau, sa quête de la vérité donc, a fait l'objet à la fin des années 60. Ce questionnement a fait suite à la crise qu'il a vécue en lien avec son opposition à la guerre du Vietnam. Ce sera le point de départ de notre interprétation. Nous rappelons que notre objectif est de comprendre le lien entre Morgenthau et le discours savant de la guerre, ainsi que les tensions qui caractérisent son œuvre et ont rendu ce discours possible.

¹ Morgenthau (1972)

² Morgenthau (1972, p. 25) ; Cf. Pin-Fat (2005, p. 220)

³ Cf. *infra*.

⁴ Pin-Fat (2005, p. 220-226)

2. Le choc du questionnement et l'irruption de l'irrationalité

Au milieu des années soixante, Morgenthau est au sommet de sa popularité¹, respecté tant dans le milieu académique que dans les milieux politiques, jusqu'à la Maison Blanche et au Pentagone ; il était tenu pour être celui qui a redonné ses lettres de noblesses au réalisme. À l'époque, il était profondément convaincu que les États sont rationnels et motivés par l'intérêt national entendu au sens de puissance : « L'aspiration à la puissance étant l'élément distinctif de la politique internationale, et de toute politique, la politique internationale est nécessairement une politique de puissance². » Cet élément est central dans sa conception des relations internationales.

Les convictions profondes de Morgenthau s'ébranlent en 1965 lorsque, contre toute attente, il publie dans le *New York Magazine* un article contre la politique américaine au Vietnam³. Il est le premier surpris par la riposte du pouvoir : « La réaction négative de la Maison Blanche à cet article n'a pas tardé. En privé, le président Johnson s'est exprimé en des termes peu flatteurs sur ma position. Je n'étais plus invité à la Maison Blanche. On m'a fait perdre mon poste de consultant au département de la défense. La Maison Blanche a créé un bureau baptisé *projet Morgenthau* dans le but de trouver des choses sur moi⁴. » Après la surprise, viennent la consternation et la désillusion ; il écrit en marge d'un recueil d'essai publié en 1970 :

« Telle qu'exprimée dans certains de ces essais, je trouve ma foi dans le pouvoir de la vérité à motiver l'action des hommes – et surtout les hommes d'État – encore plus curieuse dès lors qu'il y a vingt-cinq ans, dans *Scientific Man vs. Power Politics*, je portais une attaque frontale (...) contre ce genre et d'autres genres d'illusions libérales. Le désaveu de cette foi par l'expérience politique était admis par moi et par d'autres, voire par les masses, parmi mes contemporains non pas comme incident isolé mais comme réfutation définitive de l'une des composantes principales de la philosophie libérale. Nous en sommes arrivés aujourd'hui à réaliser, à travers l'expérience politique, ce que certains d'entre nous ont auparavant conclu grâce à la réflexion philosophique, à savoir que les positions de

¹ Pour les éléments biographiques concernant Morgenthau, nous nous sommes essentiellement appuyés sur Myers (1999) et, dans une moindre mesure, sur Thomson et Myers (1984).

² Morgenthau (1948, p. 13)

³ Morgenthau (1965)

⁴ Cité dans Myers (1999, p. 18) ; Cf. Thomson et Myers (1984, pp. 382-383)

puissance, quand bien même valides rationnellement et moralement, ne conduisent pas à une argumentation mais à plus de puissance. Nous en sommes venus à réaliser également que la distribution de la puissance en Amérique favorise la poursuite de politiques que nous considérons indéfendables sur le plan rationnel comme sur le plan moral¹. »

Ce que dit Morgenthau ici est significatif pour la compréhension de son œuvre. En effet, il a compris très tôt que la prétention à la vérité par le pouvoir, dans la justification de ses actions, n'est généralement rien de plus qu'une manœuvre politicienne. En clair, le mensonge politique est une pratique courante. Et cela, Morgenthau dit l'avoir compris de l'expérience historique. On comprend également dans cette citation que l'ostracisme dont il a fait l'objet après son article sur le Vietnam est venu confirmer son rejet du libéralisme politique qui, par naïveté, croit en la bonté naturelle de l'être humain et qui, par le fait même, ne comprend pas que la prétention du pouvoir politique à la vérité comme motif de l'action est un leurre.

D'un point de vue herméneutique, l'importance de cette citation est également liée au fait qu'elle nous permet de dégager de l'œuvre de Morgenthau un non-dit fondamental, que nous n'aurions pu découvrir autrement : ce que Morgenthau vient de réaliser est qu'il avait tort de croire que tous les courants politiques d'un pays comme les États-Unis pouvaient se soustraire à une pratique politique communément identifiée aux régimes totalitaires. Il a compris qu'il se trompait en croyant qu'un État comme les États-Unis, par la vertu de son opposition au totalitarisme, devait automatiquement avoir la sagesse d'accumuler de la puissance sans que cela ne le conduise à s'engager dans des entreprises moralement condamnables.

Le cas de Morgenthau nous éclaire sur la zone dans laquelle se croisent le discours savant de la guerre et la pratique politique favorable à la guerre. L'œuvre de Morgenthau, pour qui la lit attentivement et comme nous le verrons plus loin, est traversée par un souci moral de premier ordre tout en étant profondément enracinée dans le discours savant de la guerre. Cela ne témoigne pas d'une articulation réussie, mais plutôt de l'existence d'une tension. Ce souci moral ne pouvait échapper aux acteurs du champ politique qui l'ont attiré vers les centres de pouvoir. Mais cette même œuvre contient cependant suffisamment de considérations propres au discours

¹ Morgenthau (1970, p. 5), cité dans Myers (1999, p. 18).

savant de la guerre pour qu'elle soit précieuse dans le champ politique, tant et aussi longtemps que son auteur ne fera pas valoir, dans le champ académique ou pire encore dans le champ médiatico-politique, son autre aspect.

C'est ainsi que Morgenthau, un penseur qui a toujours été classé parmi les conservateurs épris d'ordre et de discipline, en est venu à penser la dissidence. En 1968, sa réflexion s'est portée sur le rôle que peuvent jouer les minorités qui se trouvent en dissidence par rapport à la majorité¹. Son point de vue sur la dissidence est fondé sur l'idée qu'il ne saurait exister de détenteur définitif de la vérité et que c'est en cela que consiste l'égalité dans la liberté. Ce relativisme fait en sorte que les minorités d'aujourd'hui peuvent très bien devenir les majorités de demain. La volonté de la majorité ne repose ni toujours ni nécessairement sur la vérité. C'est pourquoi il faut continuer à dire sa vérité au pouvoir même lorsqu'on est une minorité. En démocratie, l'intervention sur les marges des conflits politiques, et non plus de l'intérieur du système de pouvoir, permet de changer les opinions et ce processus infini. Le changement intervenu dans l'opinion américaine à propos de la guerre du Vietnam a poussé Morgenthau à conclure que « ceux qui ont passé leur vie à dire sa vérité au pouvoir et même s'ils ont déjà tout dit, n'ont pas d'autre choix que de continuer à le faire, peut-être moins fréquemment que ce qu'ils ont l'habitude de faire et sans doute avec un espoir tempéré de faire la différence dans les affaires de l'homme à court terme². » Voilà comment Morgenthau resitue son irruption dans le champ politique à travers son article de 1965 et, autrement dit, comment il s'est soustrait, sans le savoir, à la dynamique du discours savant de la guerre.

Pour donner un sens à l'épisode de 1965, Morgenthau laisse entendre que son article a dérangé le pouvoir car il dénonçait une politique rationnellement mais aussi moralement condamnable. Pourtant, c'est exactement ce type de moralisme que Morgenthau reprochait auparavant au libéralisme – en plus de son rationalisme. Le texte de 1965 est parfaitement conforme à la pensée antérieure de Morgenthau en ce qu'elle nourrit le discours savant de la guerre. Cet article est important en ce sens que le comprendre en résonance avec les textes antérieurs et postérieurs permet de

¹ Myers (1999, p. 18)

² Morgenthau (1970, p. 5)

montrer que c'est une erreur de considérer que les textes postérieurs éclairent les textes antérieurs. Notre opinion est qu'ils les remettent en cause. Nous croyons être les premiers à tenter de mettre en évidence cet aspect de l'œuvre de Morgenthau.

Pour Morgenthau, l'erreur de la stratégie américaine au Vietnam est de reposer sur la fausse conception d'un communisme mondial monolithique qui sous-tend la dichotomie *communisme vs. monde libre* et fait du moralisme le cœur de la politique étrangère américaine à l'époque¹. Morgenthau rejette cette conception au motif qu'elle ne correspond pas à la réalité ; il existe selon lui des divisions dans le camp communiste (entre Soviétiques, Chinois, Yougoslaves, etc.) qui imposent une politique appropriée à chaque cas².

Nous ferons trois remarques. *Premièrement*, comme on peut le constater, l'argumentaire de Morgenthau n'est pas fondé sur des considérations morales. Il ne condamne pas l'immoralité de l'intervention américaine, mais son fondement moralisant et le fait qu'elle soit basée, selon lui, sur une mauvaise compréhension de la réalité. De la même manière, l'argumentaire ne fait référence à aucune considération juridique qui aurait pu relever du droit international. L'argumentaire est demeuré fidèle à la logique de la *realpolitik*. Mais si tel est le cas, pourquoi le pouvoir a aussi mal réagi à son article ? Nous tenterons d'y répondre dans notre troisième remarque.

Deuxièmement, dans la stricte logique du discours savant de la guerre tel qu'il apparaît dans l'œuvre de Morgenthau lui-même, on ne peut s'opposer à la guerre du Vietnam, lorsqu'on est américain, que parce qu'elle n'œuvre pas en faveur de l'intérêt national des États-Unis. Morgenthau utilise effectivement la notion d'intérêt national au paragraphe 2 pour affirmer la pluralité du communisme et au paragraphe 23 pour suggérer que les États-Unis doivent s'adapter à cette pluralité. Cependant, l'intérêt national joue un rôle minime dans son argumentaire : le problème principal, selon lui, est en fait que l'administration américaine a une mauvaise perception de cet intérêt. Cette nuance n'est pas de pure forme car le texte de 1965 montre que

¹ Morgenthau (1965, p. 21)

² Morgenthau (1965, p. 23)

Morgenthau comprenait qu'elle était porteuse d'une profonde remise en cause de son hypothèse de rationalité dans la politique étrangère. Morgenthau avait une certitude concernant son œuvre antérieure, à savoir que lorsqu'il affirmait que les États agissent rationnellement avec l'intérêt national comme seule motivation, il ne proposait pas quelque orientation normative, il ne faisait que décrire la réalité. Une réalité dans laquelle les États, par le fait même de leur rationalité, ne peuvent s'égarer dans de fausses perceptions de l'intérêt national. Or, voilà qu'il constate que cet égarement est à l'œuvre dans la politique américaine. La crise, le choc du questionnement pour reprendre son expression, qu'il va vivre n'est pas due à la disgrâce que lui a opposé le pouvoir mais plutôt à sa prise de conscience de l'existence d'un sérieux problème dans son œuvre antérieure. Il en a en partie, mais en partie seulement, tiré un certain enseignement.

En effet, comme le souligne son ancien étudiant David Fromkin, entre la quatrième édition de *Politics Among Nations* (1967) et la cinquième édition (1973), Morgenthau a ajouté deux paragraphes au premier chapitre¹. Ainsi, dans le premier paragraphe ajouté, Morgenthau écrit² :

« Les déviations de la rationalité qui ne résultent pas de quelque fantaisie personnelle ni de la psychopathologie des décideurs ne sont contingentes que du point de vue de la rationalité, mais peuvent représenter elles-mêmes les éléments d'un système cohérent d'irrationalité. Il serait intéressant de traiter de la question de savoir si la psychologie et la psychiatrie modernes nous ont procuré les outils à même de nous permettre de construire (...) une contre-théorie de la politique irrationnelle, une sorte de pathologie de la politique international. »

Peut-on alors considérer que Morgenthau a pris en compte sérieusement sa découverte ? On peut en douter. D'une part parce qu'au-delà de ce paragraphe, dans le chapitre 1 comme dans le reste de l'ouvrage, cette question n'apparaît nullement. D'autre part, il y a une contradiction manifeste dans le paragraphe. Si la source des erreurs de perceptions ne réside pas dans des pathologies personnelles propres à tel ou tel décideur, il n'y a pas lieu de faire appel à la psychologie ou à la psychiatrie. À

¹ Fromkin (1993, p. 86) Rappelons que c'est précisément ce chapitre qui est tenu dans le discours savant de la guerre pour l'œuvre de Morgenthau.

² Le second paragraphe se limite à relever qu'il y a eu dans l'histoire de la politique étrangère américaine plusieurs épisodes d'erreurs de perception.

partir de la cinquième édition du livre¹, le paragraphe est modifié, sans doute à cause de cette contradiction². La nouvelle mouture du paragraphe le rend encore plus inoffensif à l'égard du reste de l'ouvrage. Enfin, Morgenthau réduit les erreurs de perception à l'irrationalité, ce qui ferait de lui un rationaliste reléguant dans l'irrationnel contingent tout ce qui n'est pas rationnel. Or, il précise bien que ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Ce n'est pas une simple contingence, mais de quelque chose de plus général et de plus récurrent. Il aurait donc fallu qu'il en tienne compte en mesurant l'impact de son propos sur le reste de son œuvre. Morgenthau n'a pas franchi le pas. Tout au long de sa carrière, il n'a cessé de prétendre que sa théorie décrivait la vérité du comportement effectif des États. Mais voilà qu'il se rend compte que la politique américaine elle-même ne correspond pas à son modèle. Il n'a donc pas accepté de se renier.

Nous disions au début de la présente thèse qu'en théorie des relations internationales, la réfutation empirique ne conduit pas nécessairement (alors qu'elle le devrait) à l'abandon de la théorie réfutée. Nous en avons ici une parfaite illustration. Comme le rapporte David Fromkin, Morgenthau avouait en privé qu'il pensait abandonner sa théorie. Fromkin lui a suggéré de la maintenir, mais en considérant désormais que le modèle qu'elle renferme décrit comment les États *devraient* se comporter au lieu de décrire comment les États se comportent *effectivement*³. Morgenthau a refusé, et Fromkin affirme qu'il n'a jamais compris ce refus.

Accepter la suggestion de Fromkin revenait à passer de l'analytique au normatif et à l'idéal. Or le sentiment anti-normatif est particulièrement profond chez Morgenthau ; il représente la pierre angulaire de sa sévère critique du libéralisme. Sans compter qu'acquiescer à la suggestion de Fromkin aurait signifié qu'il dût transformer son œuvre de fond en comble, bien au-delà de *Politics Among Nations*. C'est pourquoi nous ne croyons pas exagérer en affirmant que le cas échéant, il n'aurait pas opéré un

¹ Il en compte sept en tout.

² Le paragraphe devient dans sa nouvelle mouture : « Les déviations de la rationalité qui ne résultent pas de quelque fantaisie personnelle ni de la psychopathologie des décideurs ne sont contingentes que du point de vue de la rationalité, mais peuvent représenter elles-mêmes les éléments d'un système cohérent » d'irrationalité. La possibilité de construire (...) une contre-théorie de la politique irrationnelle mérite d'être explorée. »

³ Fromkin (1993, p. 88)

simple revirement ; il se serait littéralement renié lui-même, en fin de carrière de surcroît. Mais le plus important pour nous est de comprendre son œuvre en gardant présent à l'esprit que, souvent, son argument est fortement influencé par deux éléments dont nous n'avons fait, pour le moment, qu'esquisser les contours : le refus de réduire les problèmes politiques à des problèmes techniques et le rejet systématique de tout idéal au nom du principe de réalité. C'est ainsi, nous semble-t-il, que nous parviendrons à comprendre la place que Morgenthau occupe dans le discours savant de la guerre ainsi que les tensions qui caractérisent son argumentation. Nous noterons cependant que le problème de la normativité et de l'idéal est plus complexe dans son œuvre ; et c'est dans cette complexité qu'il faudrait aussi saisir la tension que nous cherchons à mettre en évidence. Car Morgenthau ne rejette normativité et idéal que lorsqu'il veut critiquer le libéralisme. Mais comme nous allons le voir, il est lui-même normatif et idéaliste : il ne propose pas moins qu'une société mondiale comme préalable à un État mondial. Cet élément est au cœur de la tension qui traverse son œuvre.

Troisièmement, nous pouvons nous avancer avec un peu plus d'assurance sur les raisons de la réaction du pouvoir à l'article de 1965, en comprenant l'enseignement qui s'en dégage à propos de la dynamique du discours savant de la guerre. Dans cette perspective, il est nécessaire de souligner d'abord que ce n'était pas la première fois que Morgenthau désapprouvait la politique étrangère américaine. Par exemple, il avait critiqué la position des États-Unis pendant la guerre de Suez en 1956, estimant qu'il ne fallait pas se dresser contre des alliés. Pourtant la réaction du pouvoir à son égard ne fut pas similaire à celle que provoqua son point de vue sur le Vietnam. Il faut se demander pourquoi. D'abord et à l'évidence, les États-Unis ne se trouvaient pas dans une situation délicate en 1956, alors qu'ils étaient dans une vraie impasse en 1965 ; la nervosité, dans le second cas, explique en partie les choses. Enfin, et plus fondamentalement, la position de Morgenthau n'était pas tout à fait la même dans un cas et dans l'autre, du point de vue de la pratique. Dans l'affaire de Suez, elle s'inscrivait dans la droite ligne du discours savant de la guerre en ce qu'il situe la guerre comme horizon des rapports entre États, alors que dans l'affaire du Vietnam, la position de Morgenthau minimise le poids de la guerre et favorise la négociation.

Notre propos n'est pas de dire que la négociation ne tient jamais aucune place dans le discours de la guerre. Au contraire, à propos de Morgenthau, elle est effectivement prise en compte, notamment lorsque deux conditions sont réunies : (1) lorsque la pluralité au sein de laquelle apparaissent des conflits qui doivent être réglés par la négociation est pensée en termes stratégiques de *realpolitik* et (2) lorsque la négociation est la première option du pouvoir politique en raison d'un contexte stratégique défavorable – il s'agit alors d'une négociation de mauvaise foi. Or, en 1965, le deuxième facteur n'était pas totalement présent, dans la mesure où le président Johnson refusait toujours la négociation avec le Viet Cong, alors que Morgenthau estimait, quant à lui, qu'il ne fallait pas exclure le Viet Cong de la négociation. Voilà pourquoi les propos de Morgenthau ne correspondaient pas entièrement à ce qui était attendu de lui, c'est-à-dire du discours savant de la guerre, dans le champ politique.

Un autre argument nous conforte dans notre interprétation. Dans son article, Morgenthau soulève une question d'une grande importance pour nous, à savoir que la politique étrangère au Vietnam va à l'encontre d'une pratique élémentaire : « Normalement, la politique étrangère et militaire doit être basée sur le renseignement – c'est-à-dire sur des faits établis. Or, ce que nous avons là c'est le processus contraire : une nouvelle politique est d'abord décidée et les services de renseignement doivent trouver les faits qui la justifient¹. » En fait, là où Morgenthau ne voit que ce que le pouvoir attend des services de renseignement, il nous faut voir, pour notre part, ce que le pouvoir attend également du discours savant de la guerre. Ce qui se dégage ici, c'est tout le sens de ce que nous tentons d'affirmer dans cette thèse, à savoir que le discours savant de la guerre s'accomplit en tant que pratique dans le champ politique par un renforcement de la *doxa* voulant que la guerre constitue l'horizon ultime des relations internationales. Pour que le discours savant joue pleinement son rôle de discours de la guerre, il lui faut dans ce cas précis taire cette pratique de négociation avancée par Morgenthau et construire un argumentaire (autour des valeurs, de l'intérêt national, de la sécurité, etc.) qui pourra être brandi dans le champ politique comme caution savante de la politique décidée. L'hostilité de la réaction à l'égard de

¹ Morgenthau (1965, p. 39)

Morgenthau s'explique donc en grande partie par le fait qu'il ait fait le contraire de ce qui était attendu. Il n'a cependant pas toujours agi de la sorte. Comme le rapporte Fromkin, même s'il approuvait dans une large mesure la doctrine de Truman, Morgenthau n'appréciait pas la rhétorique de celui-ci, ni celle de son secrétaire d'État. Il l'a cependant tué en considérant que le président et son ministre eux-mêmes savaient que ce n'était que de la rhétorique¹.

Des trois remarques que nous venons de faire, surtout la seconde, on peut mieux comprendre la citation tirée de *Science : Servant or Master?* dans laquelle Morgenthau décrit ce qu'il a compris des limites de la volonté de savoir de l'être humain pour en avoir fait lui-même l'expérience. Voilà ce qui donne sens à la confession qu'il faisait à Fromkin, à savoir qu'il songeait à se dissocier de sa propre théorie.

3. De l'ontologie humaine à la critique du rationalisme

La conception de l'être humain défini selon les termes du choc du questionnement apparaît tardivement dans l'œuvre de Morgenthau. L'essentiel de son œuvre avait été produit à la lumière d'une autre ontologie humaine qu'il nous faut examiner car elle est censée déterminer la pertinence de la conception qu'il se faisait du politique et des relations entre États. C'est aussi à partir de cette ontologie qu'il critique le rationalisme.

3.1 La première ontologie de Morgenthau

Dans la première ontologie de Morgenthau, l'égoïsme est ce qui définit l'être humain en premier lieu : « Tout ce que l'homme fait ou projette de faire émane de lui-même et revient à lui-même. » et il « ne peut jamais transcender complètement son égoïsme². » L'égoïsme permet de comprendre le poids de la compétition entre êtres humains pour satisfaire leurs besoins élémentaires, tels l'argent, l'accès aux postes de

¹ Fromkin (1993, p. 84)

² Morgenthau (1946, p. 188)

travail, le mariage, etc.¹ L'ontologie humaine se définit en outre par un second facteur : la volonté de domination. Fondamentalement, l'être humain est un *animus dominandi*. Cet élément envoie au « désir de chacun de maintenir son rang par rapport aux autres, de l'augmenter, ou de le montrer². » C'est de par cet élément en particulier que l'ontologie que propose Morgenthau ne laisse, en toute logique, aucune place à la modération. Elle est fondée sur la généralisation d'un cas extrême : « Alors que les besoins élémentaires de chacun peuvent être comblés, son désir [de l'être humain] de pouvoir ne peut être satisfait que lorsque le dernier homme sur terre s'est soumis à lui³. » La seule conclusion que l'on puisse tirer de cette ontologie humaine est l'immodération de la domination. Morgenthau établit clairement son intention de n'ouvrir la voie à aucune autre conclusion, lorsqu'il insiste sur le fait qu'il n'a séparé les deux termes de son ontologie, l'égoïsme et la domination, que pour des raisons didactiques :

« En affirmant la motivation du désir du pouvoir séparément de l'affirmation de l'égoïsme et des autres besoins transcendants, on fait à vrai dire violence à la nature effective de ce désir ; car il est en fait présent partout où les hommes s'engage à agir à l'égard d'autres hommes. On peut le séparer des autres ingrédients, mais en fait il n'existe pas une seule action humaine qui ne contienne pas au moins la trace de ce désir de chacun de l'emporter face à ses semblables. C'est cette ubiquité du désir de puissance, en outre et au-delà de l'égoïsme (...), qui constitue l'ubiquité du Mal dans l'action humaine⁴. »

Une difficulté majeure dans l'œuvre de Morgenthau est que cette ontologie partielle et extrême ne fait l'objet d'aucune démonstration et ne s'appuie sur la démonstration d'aucun autre penseur. Elle est implicitement censée relever de l'évidence et de la lucidité. Morgenthau ne la soumet pas à la discussion. Il l'affirme et croit pouvoir ainsi justifier son système de pensée – qui est supposé en découler naturellement. Tout au plus accepte-t-il d'illustrer sa profonde prégnance dans la pratique des êtres humains, quelle que soit la forme et la nature du groupe dans lequel ils évoluent; si bien qu'en dernière analyse, il ne saurait y avoir de différence entre rivalité intrafamiliale et conflit armé entre États. Il en est ainsi parce que dans un cas comme

¹ Morgenthau (1946, p. 193)

² Morgenthau (1946, p. 8)

³ Morgenthau (1946, p. 193)

⁴ Morgenthau (1946, p. 194)

dans l'autre, la nature humaine est le référent dernier, c'est-à-dire l'ultime facteur explicatif :

« (...) la tendance à dominer est un élément de toutes les formes d'association humaine, de la famille aux confréries et aux associations professionnelles ; des organisations politiques locales à l'État. À l'échelle de la famille, le conflit typique entre la belle-mère et sa bru est, dans son essence, une lutte de pouvoir, la défense d'un pouvoir établi contre l'établissement d'un nouveau pouvoir. En tant que tel, il annonce le conflit à l'échelle internationale entre les politiques de statu quo et les politiques impérialistes. (...) La concurrence entre les entreprises, de même que les conflits entre travailleurs et employeurs, n'ont pas lieu seulement, ou pas primordialement, pour des avantages économiques, mais pour l'influence des uns sur les autres ; c'est-à-dire, pour le pouvoir. Enfin, l'ensemble de la vie politique d'une nation, particulièrement d'une nation démocratique, du niveau local au niveau national, est une lutte continue pour le pouvoir. (...) Partant de cette ubiquité de la lutte pour le pouvoir dans toutes les relations sociales à tous les échelons de l'organisation sociale, comment serait-il surprenant que les relations internationales soient, nécessairement, une politique de pouvoir ? Ne serait-il pas plutôt surprenant que la lutte pour le pouvoir soit considérée comme un attribut accidentel et éphémère de la politique internationale quand cette lutte est permanente et qu'elle est un élément nécessaire de toutes les branches de la politique domestique¹. »

Même Ashley Tellis, une apologiste de Morgenthau, concède qu'il n'explique pas dans ce passage comment un ordre politique est possible compte tenu d'une telle ontologie. Elle comprend cependant que cette ontologie permet à Morgenthau d'affirmer une identité de nature entre politique domestique et politique étrangère tout en évitant, devrions-nous ajouter, de s'exprimer sur la constitution de l'ordre politique (domestique ou international) dont il est question : « La similitude de la politique domestique et de la politique internationale est établie par des analogies inductives plutôt que par une démonstration logique². » Ce n'est donc pas en dépit mais grâce à cette insuffisance que Morgenthau peut soutenir que « l'essence de la politique internationale est identique à sa contrepartie domestique. L'une et l'autre sont des luttes pour la puissance ; la différence consiste uniquement dans les conditions de cette lutte³. »

Notons que, si Morgenthau affirme qu'il existe une identité de nature entre politique domestique et politique internationale, il ne prend pourtant pas la pleine mesure de la continuité entre politique interne et politique internationale. Il est important de le

¹ Morgenthau (1948, pp. 31-33)

² Tellis (2005, p. 610)

³ Morgenthau (1948, p. 331)

préciser car la déconnexion entre les deux types de politique est une caractéristique du discours savant de la guerre. Nous ne disons pas ici que cette caractéristique s'applique à l'œuvre de Morgenthau. Nous considérons cependant que l'identité qu'il affirme ne préserve pas nécessairement son œuvre de cette caractéristique.

En revanche, la pratique propre au discours savant de la guerre qui consiste à fonder la pensée sur des cas extrêmes est clairement identifiable chez Morgenthau lorsqu'il expose son ontologie humaine. Il est surprenant que cet aspect, qui constitue un point d'articulation majeur dans son œuvre, n'ait pas attiré l'attention de ses interprètes ou de ses critiques, à l'exception de Raymond Aron. Ce dernier montre que Morgenthau procède généralement en prenant le contre-pied du libéralisme : il scrute ce que dit le libéralisme et affirme le strict opposé. Il en est ainsi de l'ontologie humaine. Si l'être humain est naturellement bon et perfectible sous l'impulsion de la raison selon le libéralisme, Morgenthau soutient qu'il est naturellement égoïste et motivé par la volonté de domination : c'est ainsi qu'il va systématiquement « dresser anthropologie contre anthropologie¹. »

3.2 La critique du rationalisme

À l'instar de son ontologie, la critique que Morgenthau fait du rationalisme participe considérablement à la matrice de sa pensée². Nous devons noter d'emblée que sa critique n'a pas pour unique cible le rationalisme, au motif qu'il est porteur d'une distorsion scientiste à l'œuvre dans les sciences sociales ; cette critique est aussi censée s'appliquer au juridisme neutraliste (qui est une philosophie politique), au libéralisme (qui est une idéologie politique)³, et à la démocratie libérale (qui est un régime politique) ainsi qu'au rationalisme.

Pour Morgenthau, un concept fondamental sous-tend le rationalisme : « l'homme et le monde obéissent à des lois rationnelles que la raison humaine est capable de

¹ Aron (1962, p. 582)

² Son recueil de textes publié en 1946 est entièrement consacré à cette question. Morgenthau (1946)

³ Sur la distinction entre idéologies politiques et philosophies politiques, voir Blattberg (2001).

comprendre et d'appliquer¹. » Le rationalisme aurait tiré de ce concept fondamental quatre conclusions : « Premièrement, tout ce qui est correct rationnellement est moralement bon. Deuxièmement, l'action rationnellement correcte sera nécessairement couronnée de succès. Troisièmement, l'éducation mène l'homme vers le rationnellement correct, donc vers l'action bonne qui sera couronnée de succès. Quatrièmement, les lois de la raison, si appliquées à la sphère sociale, sont universelles dans leur application². » En découle – et c'est une source de préoccupation permanente chez Morgenthau – une dépolitisation qui s'exprime par la substitution des promesses du rationalisme à la politique et la morale. Car appliqué à la politique, le rationalisme conduit à nier la pratique et ne reconnaître que les processus strictement rationnels stipulés par la théorie de la décision. Comme dans le cas du Vietnam, le problème comme la solution sont d'ordre technique.

Morgenthau estime aussi que le rationalisme liquide les enseignements de l'histoire. À ce titre, il s'oppose frontalement aux Lumières telles qu'il les reconstruit à juste titre, c'est-à-dire dans leur rapport à une marche linéaire de l'histoire dont le facteur dynamique est le progrès de la raison. Il reproche aux Lumières de considérer la Raison comme un produit de l'histoire, alors qu'elle se situe, selon lui, au-dessus de l'histoire et la domine, de fait. Le problème est, selon Morgenthau, que les héritiers des Lumières préfèrent se lamenter sur la résurgence de l'irrationalité plutôt que de remettre en cause leurs suppositions de base ayant conduit à des erreurs de jugement³. Suite à ces considérations, il s'appuie sur Rousseau pour critiquer l'Abbé de Saint-Pierre, auteur au début du XVIII^e siècle d'un traité célèbre sur la paix en Europe⁴. Mais, lorsque Morgenthau reproche au rationalisme de ne pas tenir compte de l'histoire, il ne veut rien dire d'autre que l'étude de l'histoire doit être une base de données fournissant l'appui ou la réfutation empirique. L'histoire est subordonnée dans son œuvre aux exigences de son empirisme. Il en fait donc un usage sélectif.

¹ Morgenthau (1946, p. 13)

² Morgenthau (1946, p. 13)

³ Morgenthau (1946, pp. 37-38)

⁴ Morgenthau (1946 p. 39) : cf. Saint-Pierre (1713) Nous y reviendrons longuement dans le prochain chapitre.

Morgenthau refusait de considérer la possibilité d'une « science » en ce qui a trait à la politique car la science « fait miroiter l'illusion d'être capable de modifier quelque chose à la méchanceté humaine¹. » Tellis pense que l'incapacité de Morgenthau d'envisager une forme de rationalisme qui n'entreprendrait pas cette illusion s'explique par les excès du rationalisme propre à la perspective libérale et légaliste dont il a été témoin. Morgenthau tient le libéralisme pour foncièrement responsable de la guerre, dans la mesure où elle représente l'un des instruments du libéralisme pour atteindre ses objectifs². Le libéralisme condamne les guerres aristocratiques et totalitaires, mais lorsque « l'usage des armes est destiné à porter les joies du libéralisme à des peuples qui ne les ont pas encore connues ou pour les protéger contre des agressions despotiques, la juste fin justifie des moyens condamnables dans d'autres circonstances³. » De ce fait, les guerres d'unification nationale et les guerres contre les gouvernements despotiques sont légitimes. Pour Morgenthau, la légitimité de ce type de guerre procède directement des prémisses rationalistes du libéralisme « [c]ar les deux principales manifestations de l'irrationalité héritées du féodalisme et persistant à l'ère libérale, sont détruites lorsque les peuples appartenant à une même nation sont libérés de la domination étrangère et lorsque les gouvernements despotiques sont remplacés par des gouvernements démocratiques⁴. »

Les guerres illégitimes du point de vue des libéraux sont, selon Morgenthau, les guerres aristocratiques et les guerres totalitaires. On ne saurait dire que sur ce point Morgenthau n'a pas vu juste. En revanche, le second point avancé par Morgenthau est contestable. Selon lui, les guerres générées par le libéralisme seraient les guerres d'unification nationale par les armes au nom de la nation et les guerres contre les régimes despotiques. Mais, si l'on prend l'exemple de deux guerres d'unification nationale forcée que sont celles de Bismarck et de Hitler, il serait absurde de prétendre que ce sont là des entreprises d'inspiration libérale ou générées par le rationalisme libéral. De surcroît, il y a un sérieux problème de pertinence à classer dans un même ordre une politique comme celle de Hitler et celle qui s'est opposée à lui. Morgenthau considère que la montée du nationalisme, associé au libéralisme,

¹ Tellis (2005, p. 611)

² Morgenthau (1946, p. 51)

³ Morgenthau (1946, p. 51)

⁴ Morgenthau (1946, p. 51)

représente l'une des entraves majeures à la paix et qu'il accole le libéralisme au nationalisme. Ceci ne nous semble pas justifié et révèle surtout une intention manifeste d'identifier tous les maux politiques au libéralisme. Voilà pourquoi nous croyons qu'au fondement des convictions de Morgenthau ne réside pas seulement la répulsion des excès du libéralisme, mais un sentiment antilibéral particulièrement exacerbé. Raymond Aron a très bien identifié ce point et souligne que son antilibéralisme a poussé Morgenthau à sacrifier un élément important de l'analyse lié à la nature des régimes¹. En fait, son antilibéralisme l'a même empêché d'envisager un trait particulièrement critiquable dans la pratique du libéralisme qui est que les États libéraux peuvent agir en totale contradiction avec leurs croyances, notamment et surtout lorsqu'ils s'allient à des despotes ou à des États qui ne partagent en rien les idéaux libéraux².

La disqualification du rationalisme a comme pendant une seule alternative : un empirisme radical qui consiste à procéder par « comparaisons entre événements³. » Sur cette base, Tellis estime que « la *science* politique [selon Morgenthau] n'est rien d'autre qu'une *episteme politike*, une science pratique qui requiert en même temps l'engagement du penseur et sa capacité de prendre des distances⁴. » Si ce point de vue devait s'avérer juste, nous ne serions plus en mesure de chercher des liens entre Morgenthau et le discours savant de la guerre. Or ce n'est pas le cas. On peut en avoir le cœur net en examinant l'argumentaire de Tellis, notamment l'une des notions sur lesquelles celui-ci est fondé : la prise de distance. Prendre des distances, dans la citation de Tellis, n'est pas l'opposé de l'engagement comme on pourrait le penser de prime abord. La prise de distance ne signifie pas non plus que le penseur doive mettre une distance entre lui et ce qu'il étudie. Elle signifie que « l'homme d'état doit prendre du recul et utiliser son bagage de connaissances philosophiquement conditionnées mais générées par induction afin de parvenir à dresser différents choix politiques raisonnables et prudents⁵. » L'homme d'État ne produisant pas lui-même cette connaissance, la solution qui s'offre à lui est donc de lire Morgenthau. C'est le

¹ Aron (1962, p. 585)

² On peut par exemple citer le cas de l'alliance des États-Unis avec les dictatures d'Amérique Latine durant les années 1980 ou encore, à la même période, avec des extrémistes religieux en Afghanistan.

³ Morgenthau (1948, p. 17)

⁴ Tellis (2005, p. 613)

⁵ Tellis (2005, p. 613)

rôle de Morgenthau en tant que penseur d'insuffler la généralisation à partir d'un savoir empirique brut.

Pour que les généralisations philosophiques soient de quelque secours, il est nécessaire qu'elles se prêtent à l'adaptation à toutes les situations. Si tel est le cas, la connaissance de Morgenthau n'est plus une *episteme politike* mais bien un savoir théorique. Par le fait même, Morgenthau est un théoricien, mais un théoricien dont la particularité est que sa théorie à prétention universelle est empiriquement fondée par induction à partir de faits historiques passés. Une telle théorie a des conséquences considérables, pas toujours souhaitables. Elle implique l'affirmation métaphysique que le monde est conservatoire. Or on ne peut en effet considérer que l'histoire contient toutes les explications et toutes les solutions que si l'on suppose que le présent reproduit le passé et que le futur reproduira le présent. De ce fait, le domaine d'intelligibilité du politique est réduit à ce qui est déjà connu, ce qui détermine un horizon de compréhension excluant tout ce qui ne s'est encore jamais produit historiquement. Un tel domaine d'intelligibilité favorise la tendance à considérer comme utopique et naïf tout ce dont le sens nous échappe puisque n'ayant pas d'antécédent.

Par ailleurs, du fait de sa méfiance à l'égard de la possibilité de la science en politique, Morgenthau ne pouvait pas proposer de démarche formelle de prise de décision (même si on peut l'envisager de fait); il ne reste plus alors qu'une prise de décision basée sur les faits historiques pertinents. Mais comment déterminer quel épisode de l'histoire est le plus pertinent à la compréhension du cas présent ? Comment s'assurer d'éviter les anachronismes ? Et comment faire pour éviter le cynisme des politiciens qui interprètent l'histoire à leur profit ? La seule solution est que l'homme d'État lise Morgenthau et admette ce qu'il lit. Et encore là, si l'individu recherche un accroissement de son pouvoir à travers ses relations sociales, qu'est-ce qui garantit que Morgenthau lui-même n'aurait pas produit son œuvre dans le but de maximiser son pouvoir sur les politiciens ? Si c'est le cas, pourquoi les politiciens devraient-ils le lire ? La seule réponse possible est qu'ils doivent le lire dans la seule et unique mesure où cette lecture leur permettra de maximiser leur propre pouvoir. Il en découle en toute rigueur que la *pratique* dans l'expression *science pratique* est

réduite à la quête du pouvoir. Morgenthau affirme cependant clairement que la nature de son œuvre ne correspond en rien à la recherche du pouvoir : selon lui, son œuvre « impose la discipline intellectuelle à l'observateur, infuse dans la politique en tant qu'objet d'étude un ordre rationnel, et ainsi rend possible la compréhension théorique de la politique¹. » En ceci, Morgenthau n'est pas cohérent avec lui-même.

4. Essence du politique

Les certitudes de Morgenthau procèdent de ses convictions sur l'essence du politique : « La thématique élevée par cette théorie [la sienne] concerne la nature de tout type de politique². » Cependant, la suite du propos qui englobe cette citation ne concerne pas « la nature de tout type de politique » mais l'exposé d'une conception dichotomique de l'histoire de la pensée politique moderne. Deux écoles s'affrontent à ce titre, mais leur point commun est d'être toutes deux basées sur des cas extrêmes.

La première, celle qu'il va rejeter, Morgenthau la décrit de la façon suivante :

« [La première école] croit que l'ordre politique est rationnel et moral, dérivé de principes abstraits valides universellement. Elle présuppose une nature humaine essentiellement bonne et infiniment malléable, et blâme l'échec de l'ordre social à se mesurer aux standards rationnels sur le manque de connaissance et de compréhension, ainsi que l'obsolescence des institutions sociales ou la dépravation de certains individus ou groupes isolés. Elle compte sur l'éducation, la réforme et l'usage sporadique de la force pour remédier à ces défauts³. »

Il est aisé de reconnaître sous ces traits le libéralisme politique moderne qui éveille chez Morgenthau une grande réserve. Il décrit la seconde école comme suit :

« L'autre école croit que le monde, imparfait qu'il est d'un point de vue rationnel, est le résultat de forces inhérentes à la nature humaine. Pour améliorer le monde, on doit travailler avec et non contre ces forces. C'est à dire avec un monde fait d'intérêts opposés et en conflit les uns avec les autres, un monde dans lequel les principes moraux ne seront jamais totalement réalisés mais peuvent l'être approximativement à travers un équilibre d'intérêts toujours temporaire et un arrangement toujours précaire. Cette école voit alors dans un système de vérification et d'équilibres un principe universel de toutes les sociétés pluralistes.

¹ Morgenthau (1948, p. 4-5)

² Morgenthau (1948, p. 3)

³ Morgenthau (1948, p. 3)

Elle fait appel aux antécédents historiques plutôt qu'aux principes abstraits et son objectif consiste en la limitation du mal plutôt que la réalisation absolue du bien. »

N'est-ce pas là la conception qui sous-tend justement la pratique moderne du pouvoir politique ? La pluralité est admise et parce qu'elle est admise, la solution aux conflits qu'elle peut générer ne doit pas (en fait, ne peut pas) consister à liquider la pluralité. La solution n'est ni uniquement juridique, ni uniquement disciplinaire ; elle relève d'une dynamique qui laisse jouer la pluralité selon les facteurs qui animent chaque partie, avec l'idée que la concurrence doit conduire à l'équilibre qui bénéficiera à tous. Le caractère temporaire et précaire d'un tel équilibre n'est pas forcément un défaut, du moment que le propre de la pratique politique est de rétablir l'équilibre.

Morgenthau occulte cependant un élément. Cette pratique ne vise pas la limitation du mal au lieu de la réalisation du bien. Elle est orientée vers un bien spécifique à la modernité, à savoir l'obtention d'un consentement *de facto* autour de la pérennité de l'État. Un consentement impossible à obtenir *de jure*, ou par quelque mécanisme disciplinaire spécifique. Morgenthau devait occulter cet aspect pour deux raisons. La première est que son naturalisme lui interdit de ramener sa conception du politique à une construction historiquement située, donc à quelque chose qui n'est pas de nature anhistorique. La seconde est que la mise en évidence de cet aspect porte en elle-même la possibilité de comprendre le discours de Morgenthau comme composante de la pratique, au lieu d'être uniquement compris comme un discours savant, théorique et réaliste, qui transcende la pratique.

L'anti-libéralisme de Morgenthau n'a de pareil que celui de Carl Schmitt. Bien que Morgenthau ne le cite pas, il n'en demeure pas moins que c'est Carl Schmitt, bien avant lui, qui a suggéré que la pensée politique moderne et son histoire soient vues sous l'angle de la dichotomie *être humain anthropologiquement bon vs. être humain anthropologiquement mauvais*¹. Comme Schmitt, Morgenthau adhère au second terme de la dichotomie : la pensée politique est plus pertinente lorsqu'elle tient l'être humain pour irréductiblement mauvais. Les deux auteurs partagent avec le discours savant de la guerre la tendance à penser sur la base de cas extrêmes. Mais

¹ Dans l'une de ses œuvres majeures, Schmitt a consacré un chapitre à cette dichotomie intitulé, justement, « Les fondements anthropologiques des théories politiques. » (Schmitt 1927, pp. 101-114)

Morgenthau n'est pas pleinement schmittien. Il ne retient pas de Schmitt sa conception de l'essence du politique, à savoir l'opposition existentielle de l'ami et de l'ennemi¹. Comme l'a montré Léo Strauss, Schmitt a construit cette dichotomie à partir d'une généralisation de l'état de nature de Hobbes aux peuples ; l'amitié réifie tout peuple et l'inimitié réifie tous les autres peuples². À partir de là s'établit un *continuum* qui va de l'amitié dans la politique interne symbolisée par l'État total, jusqu'à l'inimitié que rend inéluctable la pluralité des peuples. Par ailleurs, par le fait même qu'il situe l'hostilité dans l'interaction entre États et non entre peuples, Morgenthau réifie les premiers, mais pas les seconds. Et le facteur qui lui permet de faire cette réification, c'est l'intérêt national.

La dialectique de l'ami et de l'ennemi oppose des peuples ; de ce fait, il est possible de considérer que l'ontologie humaine qui procède de la pensée politique de Schmitt est qu'un être se définit en premier lieu par son appartenance à un peuple, ce qui l'inscrit automatiquement dans une lutte existentielle avec les autres peuples. Son salut procède du salut de son peuple et la perte de son peuple sera sa propre perte. Chez Morgenthau, l'ontologie humaine est plus individuelle, atomiste même. Elle se définit par le désir de puissance à des fins de domination ; et ce désir donne sa spécificité à la politique³ : « La politique est une lutte pour le pouvoir sur les hommes. Peu importe son ultime objectif, son but immédiat c'est le pouvoir. Les moyens de l'acquérir, de le maintenir et de le manifester déterminent les techniques de l'action politique⁴. » Cela procède de la nature humaine : « Le mal qui corrompt l'action politique est le même mal qui corrompt n'importe quelle action, mais la corruption de l'action politique est certainement le paradigme et le prototype de toute corruption possible⁵. »

La spécificité de la politique est qu'elle est le champ de la pratique dans lequel l'observation des obligations morales est la plus relâchée. Par conséquent, un

¹ Schmitt (1927, pp. 63-66).

² Voir Strauss (1932)

³ Dans une biographie intellectuelle relativement récente, le désir de puissance que Morgenthau inscrivaient dans l'ontologie humaine est expliqué par la forte influence que Nietzsche aurait eu sur lui (Frei, 2001, pp. 107-108). Ce rapprochement nous paraît assez plausible en raison du respect dont jouissait Nietzsche dans les milieux conservateurs de la république de Weimar.

⁴ Morgenthau (1946, p. 195)

⁵ Morgenthau (1946, p. 195)

individu qui a un certain degré de respect des obligations morales, en aura moins s'il s'engage dans le champ politique. Il s'ensuit que « la distinction entre l'action privée et l'action politique n'oppose pas l'innocence à la culpabilité, la moralité à l'immoralité, le bien au mal¹. » On ne peut penser autrement, selon Morgenthau, sans courir le risque de « confondre les obligations morales de l'homme avec son comportement réel ramené à ces mêmes obligations². » Pour appuyer sa position, Morgenthau évoque les penseurs qui, selon lui, partagent le même point de vue sur la politique : « les grands penseurs non-libéraux écrivant à l'âge du libéralisme estimeront, avec Lord Acton, que le *pouvoir corrompt ... le pouvoir absolu corrompt de façon absolu* ; ou ils verront avec Jacob Burckhardt, dans la politique le *mal absolu* ; ou ils admettront avec Emerson que la force est *un mensonge pratique*, et que *tout État existant est corrompu*³. » Nous voilà donc renseignés avec un peu plus de précision sur l'univers intellectuel dans lequel Morgenthau a puisé son inspiration première : un univers de penseurs dont le pessimisme à l'égard de la politique et de la nature humaine est le pendant de leur scepticisme à l'égard du libéralisme politique. Nous remarquerons que Morgenthau parle de politique sans préciser s'il s'agit de politique interne ou de politique étrangère.

Essayons maintenant de pousser à ses limites ultimes la logique procédant de l'hypothèse anthropologique du désir de puissance. Nous verrons à ce titre comment la réflexion sur la base de cas extrêmes porte en elle-même les germes de l'immodération de l'action. La principale caractéristique du régime politique qui découlerait de l'hypothèse anthropologique pessimiste sera, en toute logique, la domination pure. Et le précepte correspondant serait que la force fait loi, ce qui traduit sans équivoque son immodération. Morgenthau préconiserait-il un régime totalitaire ? Un raisonnement logique et abstrait nous permettrait de répondre à cette question par l'affirmative, mais pas une interprétation herméneutique. Cela nous priverait en effet d'une excellente opportunité de comprendre une subtilité de première importance chez Morgenthau. Si l'alternative qu'il propose n'est absolument pas celle du totalitarisme, elle est cependant quelque peu difficile à

¹ Morgenthau (1946, p. 195)

² Morgenthau (1946, p. 195)

³ Morgenthau (1945, p. 196)

identifier, car elle n'apparaît qu'en filigrane de sa conception de la paix par la diplomatie classique. Cette alternative est un régime aristocratique. Morgenthau est ainsi plus un néo-traditionaliste, dont le néo-traditionalisme est manifestement anachronique, plus qu'il n'est un conservateur. Nous nous en expliquerons davantage dans l'avant-dernière section du présent chapitre. Notons pour le moment que cet élément le distingue nettement des auteurs qui, à l'instar de Schmitt, ont accompagné d'une manière ou d'une autre le totalitarisme nazi, mais ne le protège pas cependant de la récupération de son point de vue dans le discours savant de la guerre.

5. À propos du chapitre 1 de *Politics Among Nations*

Nous affirmions au début du présent chapitre que le préjugé (au sens herméneutique) de la cohérence supposée de l'œuvre de Morgenthau – qu'il s'agisse de la lecture classique qui en a été faite en théorie des relations internationales, ou des lectures plus récentes – limite son domaine d'intelligibilité. Nous allons maintenant comprendre pourquoi et dans quelle mesure on ne peut occulter le fait que l'œuvre de Morgenthau est profondément marquée par des tensions qui en ébranlent sérieusement la cohérence. Notre attention sera particulièrement centrée sur le chapitre 1 de *Politics Among Nations*, qui contient les principes du réalisme auxquels Morgenthau est généralement identifié.

Avant même de traiter des principes du réalisme en tant que tels, il sied de relever une tension qui apparaît dès le titre du chapitre : « Une théorie réaliste de la politique internationale. » Qu'est-ce que le réalisme ? Un lieu commun, inconsciemment fondé sur une conception métaphysique du réel et de l'intellection du réel, voudrait qu'être réaliste consiste à considérer la réalité telle qu'elle est, et non telle qu'on souhaiterait qu'elle soit. En ce sens, le réalisme s'oppose à l'utopie et à l'idéalisme, en reléguant au second plan toute considération normative. Par conséquent, si la dimension normative est prégnante dans une pensée, celle-ci ne sera en toute logique pas considérée comme réaliste. Nous pouvons donc mieux comprendre pourquoi Morgenthau refusait la suggestion de Fromkin de reprendre sa théorie à partir d'un angle normatif. Considérer le monde tel qu'il est, présuppose qu'il est intelligible

sans aucune autre forme d'interface. La conscience, l'esprit, la raison, peuvent le saisir tel quel. Or, Morgenthau propose précisément une *théorie* réaliste ; autrement dit, il ne s'agit pas ici de la *réalité telle quelle* des relations internationales, mais d'une construction qui, elle, est réaliste. Et elle est réaliste en vertu d'un certain nombre de principes dits réalistes (qui représentent pour ainsi dire le seul objet du chapitre 1)¹, que l'esprit doit admettre pour accéder à la réalité des relations internationales. Dans ce cas – là est la tension –, le réalisme n'est pas un exercice consistant à accéder à une réalité qui se donne d'elle-même à l'intellection, mais une théorie déterminée par des principes posés *a priori* qui ne correspondent pas toujours à la réalité ; d'où leur caractère arbitraire.

Par ailleurs, si la théorie est réaliste en vertu de principes réalistes, il faut se demander en vertu de quoi les principes sont eux-mêmes réalistes. Telle est la question à laquelle Morgenthau n'a pas répondu parce qu'il ne se l'est pas posée. Il ne devait pas se la poser tant et aussi longtemps qu'il pouvait tenir pour acquise l'exacte identité entre ce que dit sa théorie et ce qu'il est possible de constater empiriquement. Par exemple, pour Morgenthau, les hommes d'État adoptent *toujours* et *systématiquement* un comportement rationnel. Il ne l'établit point, mais l'étaye par d'innombrables exemples historiques tout au long de *Politics Among Nations*. C'est ainsi et seulement ainsi, c'est-à-dire en faisant de l'histoire non pas un terrain d'investigation mais une base de données empiriques mise au service d'un empirisme qui se veut radical, que la théorie, toute proportion gardée, demeurera indiscutable. Il se trouve cependant que l'identité entre le théorique et le réel est remise en cause par les faits. Morgenthau a pu le constater à propos du Vietnam. Même s'il n'a pas voulu abandonner sa théorie, le choc du questionnement témoigne qu'il comprenait qu'elle était intenable.

Nous savons à quel point Morgenthau est critique à l'égard du rationalisme. Or, le contenu des trois premiers principes revient exactement à ce que Morgenthau reprochait le plus au rationalisme. Compte tenu de son anti-rationalisme, la teneur de son premier principe est particulièrement surprenante : « ... la politique, à l'instar de la société en général, obéit à des lois objectives qui puisent leurs racines dans la

¹ Nous avons choisi de reporter l'énumération et la discussion de ces principes, le temps d'aborder les griefs que Morgenthau retient contre le rationalisme sur lesquels repose sa critique du libéralisme.

nature humaine. Pour améliorer la société il faut d'abord connaître des lois à travers lesquelles vit la société. Ces lois agissant sans égard à nos préférences, l'homme risque toujours d'essayer un échec à tenter de les remettre en cause¹. » Toujours de façon incompréhensible pour qui connaît la teneur de sa critique du rationalisme, Morgenthau ajoute sans tarder que le réaliste « doit également croire en la possibilité de développer une théorie rationnelle reflétant, quoi que de façon imparfaite et partielle, ces lois objectives². » Il nous semble que la conséquence la plus fâcheuse de ce principe est la disqualification de la politique, qui est réduite à une affaire technique. Cette conséquence, autrement dit, revient là aussi à ce que Morgenthau rejette catégoriquement dans le libéralisme. Formulée dans les termes de notre thèse, ce premier principe fige la pensée du politique dans une posture démissionnante : une fois les lois objectives connues, il n'y a plus rien à penser ; il ne reste qu'à les appliquer de façon systématique dans l'explication de tout conflit politique ainsi que dans la mise en œuvre des solutions. Plus encore, l'effacement de la frontière qui sépare le penseur de l'homme d'État est maintenant clairement affirmé :

« la théorie consiste à affirmer des faits et de leur donner un sens à travers la raison. Cependant, l'examen des faits n'est pas suffisant (...) On doit se mettre dans la peau de l'homme d'État qui doit traiter un problème particulier de politique étrangère dans un contexte donné et on se demande quelles sont les alternatives rationnelles parmi lesquelles l'homme d'État en question pourrait choisir pour traiter le problème en question dans le contexte en question (en supposant toujours qu'il agit de façon rationnelle), et laquelle de ces alternatives rationnelles cet homme d'État particulier en ce contexte précis est susceptible de choisir³. »

Le problème est que la décision sera toujours et systématiquement celle qui correspond aux dites lois objectives de la politique, fondées sur une conception de la nature humaine caractérisée par l'égoïsme et la volonté de domination. En ceci, nous trouvons une illustration très claire de la pensée démissionnante.

Cela étant, est-il possible que l'horizon ultime des relations internationales soit autre chose que la guerre ? À l'évidence, non. Et le second principe, qui énonce « le concept d'intérêt défini en terme de puissance⁴ » le corrobore. Pour Morgenthau, ce

¹ Morgenthau (1948, p. 5)

² Morgenthau (1948, p. 5)

³ Morgenthau (1948, p. 5)

⁴ Morgenthau (1948, p. 5)

principe représente la seule et unique voie par laquelle le réalisme politique pénètre le champ de la politique internationale. Il « nous procure le lien entre la raison tentant de comprendre la politique internationale et les faits à comprendre¹. » Il est, autrement dit, le seul facteur explicatif de tout ce qui a trait à la politique. Il en est ainsi parce que l'intérêt fonde la substance de la politique : « Sans ce concept, une théorie de la politique internationale, ou domestique, serait impossible car sans ce concept il n'est pas possible de distinguer ce qui est politique de ce qui ne l'est pas². »

Morgenthau radicalise la pensée démissionnante en substantialisant le comportement de l'homme d'État : « Nous considérons que les hommes d'État pensent et agissent en terme d'intérêt défini comme puissance, et l'histoire le prouve³. » C'est ce qui permet, croit-il, d'anticiper les étapes qu'un homme d'État passé, présent ou à venir, a franchies ou va franchir en politique. Nous pourrions penser comme il a lui-même pensé et nous « comprendrions comme des observateurs désintéressés ses pensées et ses actions peut-être mieux que lui⁴. » Tout ce qui pourrait nuancer le comportement d'un homme d'État par rapport à un autre ne devrait pas être pris en considération. Par exemple, Morgenthau estime futile et décevante la compréhension d'une politique étrangère à travers l'examen des motivations de l'homme d'État qui la met en œuvre, car les motivations « représentent les données psychologiques les plus trompeuses⁵. »

Morgenthau apporte à cet égard une remarquable nuance à son propos, mais uniquement pour revenir au cœur de son déterminisme : « toutes les politiques étrangères n'ont pas toujours suivi un cours aussi rationnel, objectif et sans état d'âme. Les éléments contingents de la personnalité, des préjugés, des préférences subjectives, ainsi que toutes les faiblesses de l'intellect et de la volonté (...) peuvent faire dévier les politiques étrangères de leur cours rationnel⁶. » Mais alors pourquoi affirmer avec autant de force que la politique étrangère de n'importe quel État, peu importe le contexte, sera systématiquement et universellement rationnelle ? Morgenthau ne se pose pas la question. On peut le comprendre, car sa nuance

¹ Morgenthau (1948, p. 5)

² Morgenthau (1948, p. 5)

³ Morgenthau (1948, p. 5)

⁴ Morgenthau (1948, p. 5)

⁵ Morgenthau (1948, p. 6)

⁶ Morgenthau (1948, p. 7)

intervient pour, encore une fois, renforcer un point de vue anti-libéral. Il ajoute en effet : « Tout particulièrement lorsque la politique étrangère est menée en contexte de contrôle démocratique, le besoin de canaliser les émotions populaires vers le soutien à la politique étrangère ne peut pas manquer de diminuer la rationalité de la politique étrangère elle-même¹. » Cette courte parenthèse refermée, il retourne au rationalisme : « Il n'en demeure pas moins qu'une théorie de la politique étrangère qui aspire à la rationalité doit (...) être abstraite des éléments irrationnels et s'atteler à dresser le portrait de la politique étrangère qui présente l'essence rationnelle à trouver dans la réalité, loin des déviations contingentes par rapport à la rationalité qu'on trouve également dans la réalité². »

Au-delà de la rationalité, l'unicité dans laquelle Morgenthau substantialise la politique étrangère justifie la critique que Raymond Aron lui a adressée. En effet, lorsque Morgenthau critique les libéraux qui « considèrent que le genre de politique étrangère qu'une nation suit est déterminée par le genre d'institutions que celle-ci possède et par la philosophie politique à laquelle elle adhère³ », il soutient que toute l'histoire connue milite contre cette supposition. Donc peu importe le régime, la politique étrangère sera la même. Pour Aron, cela signifie que la politique étrangère de Napoléon, de Hitler ou de Staline est la même que la politique étrangère de Louis XVI, d'Adenauer et de Nicholas II ; si c'est le cas, « la proposition (...) est peu instructive⁴ » selon Aron, car même si on ne peut nier qu'il y aura toujours du cynisme, du calcul des forces et de l'égoïsme dans la pratique de la politique étrangère, « les différences de degré sont telles qu'il suffit d'un Napoléon ou d'un Hitler pour que, à la faveur de circonstances révolutionnaires, le cours de l'histoire soit bouleversé⁵. » Nous pouvons ajouter ceci : Morgenthau ne pouvait prêter attention à une telle nuance, car pour lui, les guerres Napoléoniennes traduisent la conséquence désastreuse d'une politique étrangère idéaliste, chose qu'il rejette de façon catégorique. Mais puisqu'une telle politique idéaliste a bel et bien existé, doit-

¹ Morgenthau (1948, p. 7)

² Morgenthau (1948, p. 7)

³ Cité par Aron (1962, p. 585)

⁴ Aron (1962, p. 585)

⁵ Aron (1962, p. 585)

on continuer à croire Morgenthau lorsque, en tant que réaliste, il affirme décrire la réalité telle quelle des États poursuivant non un idéal, mais des intérêts ?

Le troisième principe introduit une autre nuance à propos de l'intérêt et de la puissance, dont les implications remettent en cause les deux premiers principes. Si Morgenthau avait tenu compte de ces implications, il serait parvenu à mettre une distance entre sa pensée et le discours savant de la guerre. Ainsi, le réaliste « considère que son concept clé d'intérêt défini comme puissance est une catégorie objective universellement valide, mais il n'endosse pas ce concept selon une signification immuable¹. » Le contenu de l'intérêt est donc susceptible de varier selon le contexte. Morgenthau cite Max Weber à l'appui : « Les intérêts (matériels et idéaux), non pas les idées, dominent directement les actions humaines. Cependant *les images du monde* créées par ces idées ont très souvent servi d'indicateurs déterminant la voie sur laquelle la dynamique des intérêts informe les actions². » Cela veut dire que ce n'est pas l'intérêt, mais l'interprétation ou la perception qui est première. Si tel est le cas, l'intérêt comme unité analytique ultime ne doit plus jouir de la centralité que les deux premiers principes lui accordaient³. La compréhension deviendra le cas échéant primordialement contextualisée ; elle s'appuiera sur *les images du monde* en ce que ces images, à un moment déterminé de l'histoire, informent l'intérêt. Morgenthau l'affirme lui-même : « le type d'intérêts déterminant l'action politique durant une période particulière de l'histoire dépend du contexte politique et culturel durant lequel la politique étrangère est formulée⁴. »

Le propos est repris par Morgenthau sur la puissance, mais là aussi, non pas pour questionner la pertinence de la *puissance* comme unité analytique, mais pour la réaffirmer dans la même vaine déterministe que celle de son ontologie : « La puissance comprend toute chose susceptible d'établir et de maintenir le contrôle de l'homme par l'homme. De ce fait, la puissance couvre toutes les relations sociales qui servent ce but, de la violence physique aux liens psychologiques les plus subtils à

¹ Morgenthau (1948, p. 9)

² Morgenthau (1948, p. 9)

³ C'est la thèse centrale que Arnold Wolfers a soutenue dans un article consacré, au début des années 1950, aux équivoques de la notion d'intérêt national. Wolfers (1952)

⁴ Morgenthau (1948, p. 9)

travers lesquels un esprit exerce un contrôle sur un autre¹. » La tendance à la considération métaphysique d'un monde répétitif et conservatoire se confirme de nouveau. Elle se confirme, pour ainsi dire, dans la suite du propos de Morgenthau qui semble porter sur le changement. « Le réalisme politique ne considère pas que les conditions contemporaines dans lesquels opère la politique étrangère, avec leur extrême instabilité et la menace présente plus que jamais de violence à large échelle, ne se prêtent pas au changement². » Mais ce qui change, c'est le contenu des catégories anhistoriques, jamais les catégories elles-mêmes. L'exemple qu'il donne, au-delà du fait qu'il illustre ce que nous venons d'affirmer, mérite toute notre attention car c'est précisément cet exemple qui est derrière une profonde incompréhension de l'œuvre de Morgenthau :

« L'équilibre des puissances par exemple est à ce titre un élément éternel de toutes les sociétés pluralistes (...) ; cependant, il peut opérer comme c'est le cas aux États-Unis dans des conditions de stabilité relative et de conflits pacifiques. Si les facteurs qui ont donné lieu à ces conditions pouvaient être dupliqués sur la scène internationale, les conditions similaires de stabilité et de paix prévaudront là aussi, comme ce fut le cas durant de longues périodes de l'histoire entre certaines nations³. »

Morgenthau fait l'éloge de la pluralité et de l'équilibre des puissances en politique domestique ; il se montre en revanche sceptique quant à l'efficacité de l'équilibre des puissances à l'échelle internationale, notamment en matière de paix. Or, Morgenthau est souvent classé parmi les défenseurs de l'équilibre des puissances comme seule possibilité de rapports entre États. Comme on le verra plus loin, ce n'est absolument pas le cas.

Avant de passer aux trois autres principes, nous souhaiterions nous attarder quelque peu sur la lecture que fait Raymond Aron des notions de puissance et d'intérêt chez Morgenthau. Cette lecture permet d'approfondir la compréhension des équivoques conceptuelles de ces deux notions, qui s'ajoutent aux tensions qui caractérisent l'œuvre en général. À propos de la puissance, il relève qu'elle peut renvoyer à trois significations qu'on retrouve chez Morgenthau, mais qui ne sont pas cohérentes entre elles. (a) La puissance comme moyen nécessaire à toute entreprise ; (b) la puissance

¹ Morgenthau (1948, p. 9)

² Morgenthau (1948, p. 9)

³ Morgenthau (1948, p. 10)

comme objectif de tout individu ou de tout collectif ; (c) la puissance comme objectif des États qui doivent compter uniquement sur eux-mêmes pour survivre¹. « L'oscillation entre ces trois interprétations est frappante au cours des premières pages de *Politics Among Nations* » explique Aron². Morgenthau écrit : « La politique internationale, au même titre que n'importe quelle politique, est une lutte pour la puissance. Quelles que soient les fins ultimes, la puissance est toujours la fin immédiate³. » Pour Aron, il y a équivoque à propos de *l'objectif immédiat*. En effet, « si la puissance n'est pas la fin ultime, l'objectif immédiat peut être considéré seulement comme un moyen⁴. » Nous estimons pour notre part que même si on traduisait dans la citation de Morgenthau le mot *power* par *pouvoir* au lieu de *puissance*, l'équivoque s'inverserait mais ne disparaîtrait pas ; car le cas échéant le pouvoir devrait cesser d'être immédiat ou, à la limite, uniquement immédiat.

Aron commente aussi une autre citation de Morgenthau que nous avons déjà mentionnée : « L'aspiration à la puissance étant l'élément distinctif de la politique internationale, et de toute politique, la politique internationale est nécessairement une politique de puissance⁵. » Aron souligne que s'il n'y a pas de différence entre politique domestique et politique internationale, on ne peut plus parler d'originalité concernant la puissance comme facteur qui caractérise la politique étrangère. Mais surtout, l'identité postulée entre les deux champs de la politique permet de poser la question suivante : « pourquoi la guerre ne pourrait-elle pas être éliminée de celle-là comme de celle-ci ?⁶ »

Morgenthau affirme par ailleurs : « Les intérêts auxquels s'attache la puissance et qu'elle sert, sont aussi variés et nombreux que peuvent l'être les objectifs sociaux possibles dans une société donnée⁷. » Aron s'appuie sur les exemples de différentes politiques étrangères menées à travers l'histoire par différents acteurs, tels les croisés, celle Woodrow Wilson et celle des nazis. À considérer qu'ils ont cherché la puissance

¹ Aron (1962, p. 584)

² Aron (1962, p. 584)

³ Morgenthau (1948, p. 13)

⁴ Aron (1962, p. 584)

⁵ Morgenthau (1948, p. 13)

⁶ Aron (1962, p. p. 584)

⁷ Cité dans Aron (1962, p. 584)

pour atteindre leurs buts, il en découle que « la puissance n'est qu'un moyen et ne définit ni la nature de la politique internationale ni celle des buts visés par les acteurs¹. »

Aron critique même l'interprétation selon laquelle les exigences de la survie de l'État étant relativement constantes, l'intérêt national ne change que très lentement. Pour Aron, l'histoire du XX^e montre au contraire comment l'intérêt national peut évoluer rapidement : l'ennemi d'hier devient l'allié d'aujourd'hui et vice versa. « De plus, en un système hétérogène [comme celui de la guerre froide], les opposants favorables à l'idéologie du camp ennemi, de toute évidence n'ont pas la même conception de l'intérêt national que les gouvernants, ils mèneraient une diplomatie autre s'ils prenaient le pouvoir². » Aron devait ici avoir à l'esprit le cas des communistes dans un pays comme la France, le sien, durant la guerre froide. Mais même dans un État tel les États-Unis – y compris après la guerre froide - où la classe politique ne connaît pas de clivages aussi profonds que le clivage capitalisme / communisme, il n'est pas du tout certain que toutes les administrations conçoivent la politique étrangère de la même manière. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer la prudence de George Bush père, l'internationalisme de William Clinton et l'unilatéralisme de George Bush fils.

Aron va plus loin concernant l'intérêt national. Il s'interroge : « Peut-on dire, du moins, que les éléments qui entrent dans la définition de l'intérêt national sont subordonnés aux exigences de la survie ?³ » Selon lui, l'histoire ne le confirme pas. Ainsi des États allemands du milieu du XIX^e siècle : « ni les souverains, ni les peuples ne tenaient la perte de l'indépendance pour une catastrophe⁴. » Ainsi également de Hitler qui « a préféré pour lui et pour l'Allemagne, la chance de l'empire à la sécurité de l'existence⁵. »

¹ Aron (1962, p. 584)

² Aron (1962, p. 585)

³ Aron (1962, p. 585)

⁴ Aron (1962, p. 585)

⁵ Aron (1962, p. 585)

Considérant les critiques que Aron lui a adressées, on peut conclure que Morgenthau n'est pas parvenu à articuler conceptuellement l'une de ses principales idées, qu'une politique étrangère rationnelle fondée sur la puissance a pour corollaire la prudence. Or, sur la base des exemples cités par Aron, mais aussi de ce que Morgenthau a écrit à l'issue de l'affaire du Vietnam, fonder la politique étrangère (ou toute politique) sur la maximisation de la puissance, consiste à réfléchir sur la base d'un cas extrême. De ce fait, la probabilité est toujours élevée qu'une telle politique se traduise par des actes immodérés. Voilà donc l'un des liens principaux de Morgenthau avec le discours savant de la guerre. On remarque qu'elle n'est pas volontaire puisqu'elle résulte d'un échec conceptuel.

Les quatrième et cinquième principes portent sur les questions morales. Morgenthau affirme ne pas nier la signification morale de l'action politique. Mais le réaliste est « également conscient de la tension inéluctable entre les commandements moraux et les exigences d'une action politique réussie. Il ne cherche pas à minimiser ni à oblitérer cette tension¹. » Le choix d'une politique plutôt qu'une autre ne se détermine pas, en tout cas pas principalement, par sa moralité mais par son efficacité face à un objectif donné. Morgenthau laisse dans l'ombre une autre dimension du problème. Il est en effet possible de se demander dans quelle mesure il serait pertinent de juger des objectifs politiques du point de vue moral. Morgenthau ne se pose pas la question car son ontologie ne permet pas de dire qu'il y a choix en matière d'objectif politique, celui-ci étant nécessairement déterminé par la recherche du pouvoir et de la domination. Par ailleurs, Morgenthau estime « que les principes moraux ne peuvent pas s'appliquer aux actions des États dans leur formulation universelle, mais qu'ils doivent passer par le filtre des circonstances concrètes dans le temps et dans l'espace². » Nous nous rapprochons ici d'un élément clé dans la compréhension de Morgenthau et d'un autre lien entre sa pensée et le discours savant de la guerre. L'universalité des catégories de l'intérêt et de la puissance côtoie le particularisme des principes moraux. Comme, selon lui, l'universalisation des principes moraux est une chimère, la scène internationale se définira d'abord et avant tout par sa pluralité. Puisque les principes moraux sont fondamentalement incommensurables, la

¹ Morgenthau (1948, p. 10)

² Morgenthau (1948, p. 10)

realpolitik sera inévitablement la caractéristique des conflits internationaux. Or, bien que le fonctionnement de la pluralité dans la perspective de la *realpolitik* envisage la négociation de mauvaise foi comme façon de régler les conflits, mais son ultime horizon demeure la guerre : dans cette perspective en effet, on ne recourt à la négociation que si l'on escompte une défaite en cas de guerre. Cet élément fait que l'œuvre de Morgenthau se prête bien à la récupération par le discours savant de la guerre.

Nous disons *récupération* et non pas *participation* pour l'excellente raison que Morgenthau, contrairement à ce qui a été retenu de lui, ne s'arrête pas là. Il poursuit en faisant un pari sur la paix moralement informée, même si c'est un pari hautement risqué. Nous avons déjà vu que selon lui, il existe une tension insurmontable entre les commandements moraux et l'efficacité politique. Malgré cette tension, Morgenthau est convaincu que la politique possède une vertu suprême : la prudence définie « en tant que façon de peser les conséquences des actions politiques alternatives¹. » Pour lui, la prudence ne s'oppose pas à l'intérêt ; au contraire, c'est l'intérêt qui préservera les États des excès. L'idée qu'il développe sur cette base ne concorde pas avec la *realpolitik* qui procède de ses principes :

« si nous considérons toutes les nations, y compris la nôtre, comme des entités politiques cherchant leurs intérêts respectifs définis en termes de puissance, nous serons capables de rendre justice à chacune d'elle (...) dans un double sens : nous serons capables de juger les autres nations comme nous jugeons la nôtre et, les ayant jugées de la sorte, nous serons alors capables de mettre en œuvre des politiques qui respectent les intérêts des autres nations tout en protégeant et promouvant les nôtres. La modération en politique (policy) ne peut manquer de refléter la modération du jugement moral². »

La pluralité dont il est question ici implique deux voies de solution aux conflits : soit la séparation radicale entre éléments de la pluralité, soit une négociation de bonne foi. La première voie est impraticable compte tenu de la réalité des États qui ne vivent pas juxtaposés les uns aux autres, sans aucune relation entre eux. La seconde voie pose un problème d'une autre nature : elle est invraisemblable car même si elle peut coïncider d'une certaine manière avec les exigences de l'intérêt, elle ne peut coïncider avec

¹ Morgenthau (1948, p. 11)

² Morgenthau (1948, p. 11)

celles de la domination. Comme Morgenthau inscrit la volonté de domination dans l'ontologie humaine qui détermine toute politique, il n'y a pas d'espoir qu'un pluralisme prenne le dessus sur la *realpolitik*. Pourtant, Morgenthau suggère qu'il existerait un facteur susceptible de neutraliser l'effet de la volonté de domination : la peur. C'est une peur particulière, spécifique au monde contemporain : la peur de la destruction nucléaire totale. Comme on peut le constater, le raisonnement est très marqué par le contexte de la guerre froide. Pour Morgenthau, une pluralité dans laquelle coexisteraient des entités étatiques respectant les principes moraux des uns et des autres est possible grâce à cette peur. On peut aisément admettre que le nucléaire inspire une peur tellement forte qu'elle influence la définition de l'intérêt dans une stricte logique *realpolitik*. Mais il n'est pas du tout clair en quoi cette peur suffirait à impliquer le respect des croyances des autres. Par ailleurs, cette peur étant contingente, Morgenthau ne peut donc plus fonder sa théorie sur quelque forme d'ontologie.

Enfin, à travers le sixième et dernier principe, Morgenthau affirme que dans le réalisme, il est important de reconnaître la spécificité de la sphère politique. C'est la reconnaissance de cette spécificité qui distingue le réalisme des autres écoles de pensée. Là nous retrouvons les convictions de Morgenthau sur le politique dont nous avons traité plus haut. La seule différence est que cette fois-ci, il s'agit de la spécificité de la sphère politique par rapport à d'autres sphères, telles la sphère économique ou artistique. Selon lui, il faut se garder de subordonner la sphère politique aux standards des autres sphères¹. À ce titre aussi, Morgenthau est pluraliste². Et c'est au nom de ce polyarchisme implicite qu'il affirme que « le réalisme politique s'oppose à *l'approche légaliste et morale* en politique internationale³. » Le réalisme s'oppose donc aux approches qui ne sont pas fondées sur l'essence du politique, autrement dit qui ne tiennent pas compte de l'ontologie humaine telle Morgenthau l'a définie. C'est ainsi que le sixième principe est un retour au premier.

¹ Morgenthau (1948, p. 12)

² On retrouve cette même idée au cœur d'une étude de Michael Walzer. Voir Walzer (1983)

³ Morgenthau (1948, p. 12)

Jusqu'ici, nous avons tenté de comprendre l'œuvre de Morgenthau telle que son auteur l'a formulée. Nous avons ainsi pu en dégager les tensions ainsi qu'un certain nombre de traits qui permettent de l'associer au discours savant de la guerre. Il nous reste maintenant à nous intéresser en détail à la conception que se fait Morgenthau de l'État mondial. Ce sera l'occasion de mettre en évidence une tension supplémentaire qui caractérise son œuvre, mais aussi d'aborder un exemple révélateur qu'il fait des classiques. Ce sera le thème du prochain chapitre.

Chapitre 5

De l'État mondial et de la paix

Ce chapitre poursuit deux objectifs. Le premier est de mettre en évidence une tension dans l'œuvre de Morgenthau qui intervient dans sa conception de la paix. Morgenthau envisage la paix à partir d'une perspective normative et idéaliste en totale rupture avec l'esprit et la lettre de son domaine d'intelligibilité qui ne voit dans la pluralité du monde qu'une polyarchie ; ceci, du moment qu'il ne propose rien de moins que l'avènement d'un État mondial.

Notre second objectif est de montrer que Morgenthau aurait pu éviter l'utopie de l'État mondial si son antilibéralisme / antirationalisme n'avait pas agi comme préjugé de précipitation dans rejet radical du projet de paix perpétuel de l'Abbé de Saint-Pierre. Nous soulignerons au passage le recours de Morgenthau à un préjugé d'autorité lorsqu'il se revendique de Rousseau. Mais plus fondamentalement, nous montrerons que le projet de Saint-Pierre représente un point de départ qui aurait sans doute permis au domaine d'intelligibilité des relations internationales d'être sensiblement plus large que ce qu'il fut. Car comme nous allons le voir, sa réflexion prend la pleine mesure de la pluralité internationale née à l'aube de la modernité sans la réduire à une polyarchie condamnée à la *realpolitik*. Il est important pour nous de montrer que ce projet n'a rien d'utopique et qu'il s'est réalisé concrètement dans l'Europe de la seconde moitié du XX^e siècle. Saint-Pierre nous permet de dépasser le discours savant de la guerre dans la mesure où sa démarche, attentive à la pratique, s'ouvre sur des perspectives qui ne réduisent pas l'horizon des relations internationales à la guerre et qui ne cèdent nullement à quelque tentation utopique.

1. De l'État mondial

Par la facture polyarchiste de son raisonnement, Morgenthau crée chez son lecteur l'anticipation d'une argumentation sur la négociation et l'équilibre des puissances face aux conflits générés par la pluralité sur la scène internationale. Son polyarchisme

ne laisse pas escompter de sa part une normativité idéaliste qui tendrait à liquider la pluralité. Or, et c'est une tension de plus dans son œuvre, il croit à la possibilité d'un État mondial. Il va donc bien au-delà de la tradition libérale qu'il critique sévèrement et qui remonte à l'Abbé de Saint-Pierre et Emmanuel Kant¹. Plus haut, dans le chapitre que nous avons réservé à l'essence du politique chez Morgenthau, nous affirmions qu'il était néo-traditionaliste. Si nous avons préféré le terme néo-traditionaliste au terme traditionaliste, c'est parce que nous voulons souligner que Morgenthau ne préconise pas un retour pur et simple à une tradition révolue, par exemple celle de l'empire tel qu'on le souhaitait au Moyen-Âge². Notre propos est de dégager la posture singulière de Morgenthau qui consiste à envisager la liquidation de la pluralité sans faire appel au passé, mais sans se ranger non plus dans le camp moderne qui, par idéalisme, poursuit le même objectif à travers le droit et le rationalisme. Nous pouvons affirmer que le pari hautement ambitieux de Morgenthau se présente comme suit : comment surmonter une pluralité qui se nourrit de principes de justice incommensurables et d'une ontologie humaine déterminée par l'égoïsme et la volonté de domination ? En d'autres termes, comment aboutir à une unification du monde et à une paix mondiale définitive sous des conditions déterministes qui orientent systématiquement la pensée et la pratique politiques vers la guerre ? L'enjeu de ce pari est considérable au regard de notre thèse. En effet, si Morgenthau échoue, il n'y aura pas le moindre obstacle à la récupération de son propos par le discours savant de la guerre.

La négociation garde cependant un certain rôle qui consiste, d'une part, à critiquer l'idéalisme libéral tel que Morgenthau le reconstruit et d'autre part, à une voie intermédiaire en attendant l'avènement de l'État mondial. Contre l'idéalisme, la négociation est une alternative à la guerre que celui-ci provoque au nom d'un idéal. C'est le cas lorsque l'idéalisme cherche à universaliser ce qui est essentiellement national. L'idéaliste « projette les standards moraux nationaux sur la scène internationale (...) avec la prétention politiquement et moralement infondée de fournir des standards moraux que l'humanité entière doit observer dans l'action. (...) Et si le reste de l'humanité refuse d'accepter de telles revendications d'une

¹ Ce sera le thème de la dernière section du présent chapitre.

² Cf. *supra*. le dernier chapitre de la précédente partie de notre thèse.

reconnaissance universelle, il doit être converti par le feu et le glaive¹. » Morgenthau pouvait bien entendu s'appuyer à raison sur l'exemple par excellence : les guerres napoléoniennes et les guerres impérialistes. Mais il va plus loin et voit dans la doctrine du président Wilson la promesse d'une guerre terrible, la guerre qui doit être menée pour mettre fin à toutes les guerres². Le danger de ce genre de guerres est qu'elles sont toujours des guerres totales :

« Le citoyen d'une nation moderne en guerre, (...) ne combat pas pour la gloire de son prince ou pour l'unité et la grandeur de sa nation : il se lance plutôt dans des *croisades* pour un *idéal*, un ensemble de *principes*, un *mode de vie* pour lesquels il réclame le monopole de la vérité et de la vertu. Par conséquent, il se bat pour la mort ou la *capitulation inconditionnelle* de tous ceux qui adhèrent à un autre *idéal* et un autre *mode de vie*, faux et mauvais. Du moment que c'est cet *idéal* et ce *mode de vie* qu'il combat dans toute personne chez qui ils se manifestent, la distinction entre le soldat armé et le soldat désarmé ou entre le combattant et le civil – à défaut de l'ignorer totalement – est subordonnée à la seule distinction qui importe : la distinction entre les représentants de la vraie et de la fausse philosophie, le vrai et faux mode de vie³. »

Nous pouvons constater encore une fois deux constantes chez Morgenthau : la pluralité est valorisée lorsqu'il s'agit de critiquer le libéralisme et la réflexion sur la base d'un cas extrême. C'est en effet la généralisation à partir d'un cas extrême, les guerres napoléoniennes, qui lui permet d'extrapoler la doctrine de Wilson pour la faire converger vers la guerre totale. Le procédé permet à Morgenthau de revenir à l'un de ces principes fondamentaux, à savoir l'intérêt national comme seule base saine d'une politique étrangère : « En effet, une politique étrangère fondée sur des principes moraux plutôt que sur l'intérêt national aboutit, selon sa propre logique, au tribalisme des guerres religieuses et des croisades nationalistes⁴. » Une politique étrangère fondée sur l'intérêt peut tout aussi bien mener à des guerres. Nous pouvons même ajouter un argument empirique : l'invasion de l'Irak en 2003 a été justifiée non seulement par un argument moral, mais aussi par l'intérêt national et il se trouve que ce ne sont pas des libéraux qui l'ont déclenchée. L'idée n'est pas d'affirmer que les libéraux n'en ont jamais été capables dans l'histoire ; l'impérialisme témoigne du

¹ Morgenthau (1951, p. 37)

² Morgenthau (1946, pp. 52-53). Nous verrons dans la prochaine section que c'est exactement cet argument que Rousseau, sur lequel Morgenthau s'appuie pour critiquer l'Abbé de Saint-Pierre, a utilisé comme principal facteur de rejet du projet de paix perpétuelle.

³ Morgenthau (1948, p. 249)

⁴ Morgenthau (1951, pp. 11-12)

contraire. Il s'agit plutôt de remettre en cause le lien exclusif entre le libéralisme et la guerre. Car ce lien, admis dans l'absolu, devient un préjugé de précipitation

C'est une compréhension réductrice de Morgenthau que de lui accorder une foi absolue dans l'équilibre des puissances. Il est vrai qu'il affirme que l'équilibre des puissances a permis de maintenir la paix en Europe au XIX^e siècle et que c'est sur cette base, en procédant par induction, qu'il détermine les six conditions de succès de l'équilibre des puissances : un nombre élevé d'États indépendants, une culture européenne commune, la concentration géographique du système international, l'absence de l'arme nucléaire, des élites libres de tracer les politiques et la présence d'un agent d'équilibre¹. Mais selon lui, ces conditions ne sont plus réunies à cause notamment de la bipolarité (la guerre froide) et de l'arme nucléaire². Il est important d'examiner ces conditions attentivement car elles nous éclairent sur des considérations que Morgenthau a préféré laisser implicites. Nous le ferons en lien avec la diplomatie qu'il associe au fonctionnement de la pluralité internationale. Son objectif avoué est de tracer des trajectoires devant mener à la paix mondiale, mais nous allons voir que c'est précisément à ce niveau qu'il fournit un argumentaire de premier ordre au bénéfice du discours savant de la guerre.

Que peut signifier une expression comme « *des élites libres de construire des politiques* » ? Qu'est-ce qui, dans la diplomatie contemporaine, représente une atteinte à la liberté des élites et qui n'existait pas auparavant ? Morgenthau donne lui-même la réponse, mais une réponse implicite dans la charge qu'il porte contre l'idéalisme et dans son plaidoyer en faveur de la réhabilitation de la diplomatie. Le premier élément est de dire que la diplomatie est efficace lorsqu'elle est secrète. Or l'idéalisme la critique spécifiquement sur ce point, considérant que « le caractère secret de la diplomatie est un résidu atavique et dangereux du passé aristocratique et que les négociations internationales menées et conclues sous l'œil vigilant d'une *opinion publique* éprise de paix ne peut que faire avancer la cause de la paix³. » Une page plus loin, Morgenthau remet en cause la diplomatie publique ou, pour reprendre

¹ Tellis (2005, p. 613)

² Morgenthau (1948, p. 530)

³ Morgenthau (1948, p. 527)

ses propres termes, la diplomatie par des procédures parlementaires ; en clair, il dénonce les procédures à l'œuvre dans les organisations internationales depuis les conférences de La Haye, à la fin du XIX^e siècle, et la création de la Société des Nations, à l'issue de la première guerre mondiale¹.

Ce qui transparait là n'est pas uniquement le profond scepticisme de Morgenthau à l'égard du multilatéralisme, mais aussi, bien que silencieusement, sa préférence en matière de régime politique. Il ne fait rien d'autre qu'opposer son régime préféré, le régime aristocratique, à la démocratie libérale. Voilà pourquoi nous avons souligné plus haut le sentiment profondément antilibéral de Morgenthau. Ainsi, on n'aura plus aucun mal à comprendre ce que signifie l'expression « *des élites libres* » : ce sont des élites libres d'une dynamique proprement moderne et libérale dont l'espace public représente le champ d'activité. La publicité de la diplomatie est ouvertement qualifiée de vice², en ce sens que la publicité va vicier l'une des trois règles fondamentales de la diplomatie qui stipule que « les objectifs de la politique étrangère doivent être définis en termes d'intérêt national et doivent être appuyés par une puissance adéquate³. » Une seconde règle menacée par la publicité est que « les nations doivent avoir la volonté du compromis sur toutes les questions qui ne sont pas vitales pour elles⁴. » Soulignons une tension : cette règle fait dépendre le compromis de la définition des intérêts vitaux, qui peut être trop large pour laisser une réelle marge au compromis. D'où la troisième règle : « la diplomatie doit envisager la scène politique à partir du regard des autres nations⁵. » La tension ne disparaît pas pour autant ; elle ne fait que se déplacer. En effet, si la politique étrangère doit reposer sur un point de vue national, la définition des intérêts vitaux doit en tenir compte. Le cas échéant, il ne s'agira plus d'intérêt strictement national, mais bien *inter*-national au sens strict du terme, chose que l'axiomatique ontologique de Morgenthau ne saurait admettre.

Mais au-delà de cette tension, deux remarques s'imposent. En premier lieu et par le fait que la définition de l'intérêt vital est demeurée flottante, elle peut se prêter

¹ Morgenthau (1948, p. 528)

² Morgenthau (1948, p. 533)

³ Morgenthau (1948, pp. 542-543)

⁴ Morgenthau (1948, pp. 543-544)

⁵ Morgenthau (1948, p. 543)

aisément à la manipulation et servir à justifier des guerres. La voie est ainsi ouverte à une pratique que Morgenthau rejette catégoriquement lorsqu'elle est associée au moralisme libéral : « L'acteur sur la scène politique ne peut pas éviter de *jouer la comédie* en cachant la vraie nature de son action politique derrière le voile de l'idéologie politique. (...) [A]lors que toute politique est poursuite de pouvoir, les idéologies transforment l'engagement dans cette lutte en quelque chose de psychologiquement puissant et moralement acceptable aux yeux de l'audience ciblée¹. » Il n'y a en toute rigueur aucune raison qui empêcherait que le rôle attribué par Morgenthau à ce qu'il pense être de l'idéologie, ne soit pas joué par les intérêts vitaux ou l'intérêt national. On voit bien que le problème de Morgenthau n'est pas de comprendre *tout* ce qui pourrait se cacher derrière le justificatif d'une politique étrangère orientée vers la guerre ; son problème est d'extirper son propre point de vue d'une telle posture, non pas en argumentant, mais en refusant la discussion avec les partisans des autres points de vue qu'il range dans la catégorie des idéologues.

Notre seconde remarque a pour pierre de touche la réhabilitation de la diplomatie que souhaite Morgenthau par la mise à l'écart de l'opinion publique. Cette mise à l'écart, nous le savons maintenant, a pour objectif de permettre aux élites de fonder la politique étrangère sur l'intérêt national. En clair, l'opinion publique représente une menace à l'intérêt national. Cette position est lourde de conséquences car une menace doit nécessairement faire l'objet d'une politique de sécurité. Morgenthau écrit : « Le gouvernement est le leader de l'opinion publique, non son esclave². » La question que Morgenthau ne pose pas est de savoir comment le gouvernement devient le leader de l'opinion publique. Il est important de noter que Morgenthau parle bien d'opinion publique, c'est-à-dire de cette composante exclusive à la structure du politique dans la modernité. Par conséquent toutes les réponses à notre question qui s'appuieraient sur des attributs d'autres structures du politique, par exemple, la domination traditionnelle propre à l'aristocratie ou la répression propre aux régimes dictatoriaux, sont écartées. La seule réponse possible consiste donc à ce que le gouvernement trouve le moyen d'injecter dans le champ politique dont fait partie l'opinion publique la *doxa* qui permet de percevoir que la guerre est l'horizon ultime des relations entre

¹ Morgenthau (1948, pp. 92-93)

² Morgenthau (1948, pp. 547-548)

États. Si bien que l'État ne peut rien faire d'autre en politique étrangère qu'accomplir la fonction de protection, ce qui le légitime et légitime ses actions aux yeux de l'opinion publique. En somme, si l'opinion publique est une menace, elle doit être la cible d'un dispositif de sécurité dont le discours savant de la guerre fait partie.

Passons maintenant au volet proprement normatif de Morgenthau. Comme le remarquent Pangle et Ahrensdorf, malgré le fait qu'il dénonce systématiquement le moralisme, Morgenthau s'avère « être lui-même passionnément dévoué à ce qu'il considère être la vraie moralité ou, plus exactement, aux principes moraux de l'auto-préservation individuelle et nationale et de la paix¹. » Pangle et Ahrensdorf en concluent que Morgenthau n'est finalement pas un relativiste et considèrent qu'il ne faisait que se prêter à un exercice rhétorique lorsqu'il affirmait la pluralité irréductible des principes de justice et l'impossibilité de valeurs universelles. En fait, à la lumière de notre interprétation, il est difficile d'admettre cette conclusion. Morgenthau tient en effet toujours autant aux termes opposés des tensions qui traversent son œuvre. Son passage du polyarchisme au monarchisme de l'État universel demeure sans argumentation. Même l'argument du nucléaire ne peut être retenu car pour que la peur du nucléaire neutralise le déterminisme ontologique de Morgenthau, il faudrait l'inscrire elle-même dans l'ontologie humaine. Puisque Morgenthau parle précisément de la peur du nucléaire et non pas de la peur en général, l'ontologie humaine devient sensible au contexte, ce qui est contraire au substantialisme de l'ontologie.

Il reste un autre obstacle : la souveraineté. Selon Morgenthau, l'intérêt peut passer du niveau national au niveau mondial car le lien entre intérêt et État-Nation est un produit de l'histoire. Autrement dit, la souveraineté se maintiendra et aura simplement à changer de niveau. Pour une fois, l'argument de Morgenthau n'est pas empirique car, en l'occurrence, un argument est empirique dans la mesure où il s'agit d'exprimer un idéal. Il a donc choisi un argument réifiant le réalisme : « le lien contemporain qui unit l'intérêt à l'État-nation est un produit de l'histoire et de ce fait il est appelé à disparaître dans le cours de l'histoire. Rien dans le réalisme politique

¹ Pangle et Ahrensdorf (1999, p. 228)

ne milite contre la supposition selon laquelle la division actuelle du monde politique en États-Nations sera remplacée par des unités plus larges¹. » Le simple fait de dire que telle alternative doit être considérée comme valide parce qu'elle ne s'oppose pas à tel cadre de pensée, ne saurait suffire. On est même fondé de dire qu'elle est dogmatique. Qui plus est, Morgenthau ne consacre pas son œuvre à établir la validité de ce qu'il nomme réalisme ; il réfléchit directement dans l'espace délimité par celui-ci. Or, les tensions que nous avons relevées nourrissent le scepticisme à l'égard de ce cadre de pensée.

2. L'occasion manquée : autour de l'Abbé de Saint-Pierre

Nous souhaiterions consacrer le reste du présent chapitre à un retour sur un aspect particulier du discours savant de la guerre : l'usage fait des classiques. Nous affirmons plus haut que Morgenthau ne traite en profondeur d'aucun des auteurs classiques qu'il cite et que c'est la raison pour laquelle on a pu l'associer à un nombre considérable de classiques. On ne trouvera cependant aucune étude qui montre comment Morgenthau pourrait être en même temps hobbesien, machiavélien, schmittien, webérien, nietzschéen, saint-augustinien, etc. La raison est qu'une telle étude conduira fatalement à la conclusion selon laquelle Morgenthau est éclectique en matière de référence aux classiques. L'éclectisme ici a un sens très précis – similaire à celui que nous identifierons plus tard chez Robert Gilpin et Kenneth Waltz : la citation hors contexte à l'appui d'une affirmation donnée. Nous montrerons dans ce qui suit en quoi l'usage que Morgenthau fait des classiques est commun au discours savant de la guerre : en ce sens que l'auteur classique est invoqué comme argument d'autorité en lui attribuant une démonstration qui n'est pas la sienne et qui, pour ainsi dire, n'a jamais été faite. Pour ce faire, nous avons choisi de renvoyer à un certain nombre de références à des classiques dans son livre de 1946 et de n'en aborder en détail qu'une en particulier : la référence à Jean-Jacques Rousseau .

Nous avons choisi de nous concentrer sur la référence à Rousseau parce que Morgenthau l'invoque au moment où il rejette le projet de paix perpétuelle de l'Abbé

¹ Morgenthau (1948, p. 10)

de Saint-Pierre au motif de son rationalisme, bien que ce projet ne soit absolument pas rationaliste d'après les critères de Morgenthau lui-même. Mais aussi, et peut-être surtout, parce que ce rejet est difficilement compréhensible. Ceci pour deux raisons. D'une part, Morgenthau fait lui-même preuve de rationalisme ; d'autre part, la lecture du projet de Saint-Pierre montre qu'il correspond avec autrement plus de cohérence, voire de réalisme¹, à l'idéal de paix de Morgenthau. Le fait de l'avoir rejeté aussi catégoriquement revient à s'engager de fait dans le discours savant de la guerre.

2.1 La critique de Morgenthau à l'Abbé de Saint-Pierre

Morgenthau aborde Saint-Pierre en lui prêtant une idée qui ne lui appartient pas, celle selon laquelle la paix perpétuelle est de nature juridique : « Tous les schèmes et toutes les méthodes par lesquels les grands humanitaires et les politiciens avisés tentent de réorganiser les relations entre les États sur la base de la loi, ont échoué face aux défis que l'histoire leur a lancés. Au lieu de se demander si leurs méthodes étaient adéquates aux problèmes qu'elles étaient supposées résoudre, les internationalistes tiennent la pertinence de leurs méthodes pour acquise et blâment les faits². » La même charge est portée contre Hugo Grotius pour avoir été le premier dans l'histoire moderne à avoir développé l'idée d'un monde gouverné par des lois objectives accessibles à l'esprit humain et indépendantes de toute volonté divine³. Dans la même veine, il reproche à Hobbes d'avoir créé une image du monde social qui obéit aux mêmes lois mécaniques que la nature et donc à l'implacable nécessité des lois de causalité⁴.

Nous savons maintenant que Morgenthau voit d'un œil particulièrement critique les certitudes du rationalisme, notamment celui du XVII^e siècle ; il n'hésite pas à citer avec approbation un auteur comme Joseph de Maistre : « Le dix-septième siècle, qui n'avait pas le moindre doute sur son propre compte, n'avait aucune hésitation sur

¹ Dans le sens précis de prise en compte de la pratique.

² Morgenthau (1946, p. 39)

³ Morgenthau (1946, p. 12)

⁴ Morgenthau (1946, p. 13)

rien¹. » Il enchaîne ensuite avec les noms de ceux qui, comme lui, s'opposent à cette tendance : Goethe, les romantiques, David Hume et Edmund Burke. Comme Hume, Morgenthau est empiriste. Il se trouve cependant que Hume est aussi l'auteur d'un texte intitulé « Où l'on prouve que la politique peut être réduite en forme de science² » dans lequel il écrit que « la politique admet des vérités générales, vérités invariables, qui ne dépendent ni de l'éducation ni de l'humeur, soit des souverains, soit des sujets³. » C'est exactement ce que Morgenthau reprochait à Grotius, à Hobbes et à tous ceux qu'il range dans la catégorie des rationalistes. Hume est invoqué uniquement lorsque son nom permet d'appuyer une affirmation donnée, mais pas lorsqu'il contredit cette même affirmation. De la même manière, Hobbes est critiqué pour son rationalisme, mais il est cité à l'appui lorsque vient le moment d'affirmer le caractère anarchique de la scène internationale⁴.

Selon Morgenthau, Rousseau n'approuvait pas l'Abbé de Saint-Pierre lorsque ce dernier soutenait que la paix sera perpétuelle en Europe le jour où la Raison – au sens des Lumières – aura triomphé. Qu'en est-il réellement ? L'Abbé de Saint-Pierre était un homme de culte, mais aussi un lettré, membre de l'Académie française. Il fut également diplomate ; c'est ainsi qu'il prit part aux négociations qui aboutirent en 1713 aux traités d'Utrecht. Il est utile de noter que ces traités ont mis un terme à la guerre de succession d'Espagne, autrement dit à l'évènement qui, dans les faits, contredisait le schéma global de l'équilibre des puissances issu des traités de Westphalie – sans le remettre totalement en cause cependant, puisque après les traités d'Utrecht et jusqu'aux guerres napoléoniennes un siècle plus tard, l'équilibre des puissances s'est révélé d'une certaine efficacité dans le maintien de la paix. En tant que négociateur, Saint-Pierre pouvait saisir les promesses de la négociation en tant qu'alternative à la guerre en cas de conflit. Au cœur de son projet de paix perpétuelle pour l'Europe se trouve, justement, la négociation.

¹ Cité dans Morgenthau (1948, p. 12)

² Hume (1752)

³ Hume (1752, p. 6)

⁴ Morgenthau (1948, p. 505)

Saint-Pierre a articulé sa vision dans un ouvrage en trois volumes publiés entre 1713 et 1716 sous le titre *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe*¹. En 1728, il en publia une version condensée sous le titre *Abrégé du projet de paix perpétuelle*². Notons que le titre est lui-même abrégé car il s'agit toujours de la paix perpétuelle en Europe et non d'une paix perpétuelle universelle. On ne saura jamais si l'auteur croyait ou doutait de l'extension de son projet à la planète entière. Cette nuance est importante car elle nous permet d'avoir une idée préliminaire sur le fait que Saint-Pierre réfléchissait sur un contexte et une pratique politique bien déterminées, ce qui remet en cause la pertinence de toute lecture de son œuvre qui n'y verrait que le fruit de spéculations abstraites. Le contexte en question est celui de l'Europe telle que nous l'évoquions dans la précédente partie de notre thèse, une Europe où l'apparition concomitante de la Raison d'État moderne et de la balance européenne répondait à l'acceptation de la pluralité. Cette acceptation n'était que l'équivalent de l'abandon d'une finalité du politique héritée du Moyen-Âge qui fixait comme terme à la politique l'avènement d'une Europe définitivement unifiée sous la souveraineté d'un Empereur ou de l'Église.

Le fait que l'Abbé de Saint-Pierre était un homme de culte pourrait laisser croire que c'est un retour à l'idéal du Moyen-Âge. Ce n'est en fait nullement le cas. Son projet devait répondre au principal défaut de la balance européenne en ce qu'elle demeurera toujours menacée par la nature de la Raison d'État, c'est-à-dire par le facteur même qui l'a engendrée. Comme nous l'avons vu dans la précédente partie, la Raison d'État faisait de l'État son propre objectif et la politique devait donc être systématiquement orientée vers sa consolidation, y compris par l'expansion. C'est précisément cette possibilité d'expansion en tant que corollaire à la Raison d'État, qui menaçait en tout temps la balance européenne. L'Abbé de Saint-Pierre a voulu trouver une solution durable à ce problème, non pas en reniant la pluralité, mais en l'acceptant, voire en la renforçant. Le problème de Saint-Pierre est de savoir comment maintenir la paix compte tenu de la pluralité politique de l'Europe. C'est pourquoi il nous paraît plus

¹ Version intégrale disponible sur le site de la Bibliothèque Nationale de France à l'adresse : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k86492n>

² Version intégrale disponible sur le site de la Bibliothèque Nationale de France à l'adresse : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k739745>

réaliste que Morgenthau qui ne parvient à voir la paix durable qu'en l'opposant à la pluralité.

Saint-Pierre formule ce problème très tôt dans son projet, dès la première des cinq propositions qu'il contient, dans laquelle il écrit : « C'est une grande imprudence de compter que les Traités passés & futurs seront toujours exécutés, & qu'il n'y aura de long-tems aucunes Guerres Civiles ni aucunes Guerres Étrangères, tant que les Souverains d'Europe ni auront point signé les cinq Articles fondamentaux de « l'Alliance »¹. » En effet, la guerre de succession d'Espagne illustre justement le non-respect des traités de Westphalie. Le problème que Saint-Pierre veut traiter n'a donc rien de théorique et correspond à ce qu'on pouvait trouver de plus concret dans le contexte de l'époque. Par ailleurs et comme on peut le constater, la voie à emprunter est tracée en même temps que le problème est formulé. Elle correspond aux cinq articles mentionnés. Le premier stipule l'engagement des souverains en faveur d'une « Alliance perpétuelle » impliquant la solidarité en matière de sécurité. Le second, d'ordre technique, porte sur le financement de l'Alliance. Le troisième concerne l'abandon définitif du recours à la force dans le règlement des différends entre États souverains européens et le recours, en cas de conflit, à une assemblée permanente des plénipotentiaires de tous les États. Selon le quatrième article, l'Alliance agira de concert, y compris en utilisant la force, contre tout État de l'Alliance affichant la volonté de recourir à la guerre comme solution à un éventuel conflit. Le cinquième et dernier article concerne le fonctionnement de l'assemblée des plénipotentiaires. L'esprit de Westphalie est manifestement très présent dans ces cinq articles. Mais si le projet dans son ensemble a pour objectif de régler un problème inhérent à Westphalie, il doit contenir plus.

Le « plus » en question, c'est l'Alliance. Afin de ne pas compromettre la pluralité, cette Alliance ne peut pas être un État européen. Qu'est-ce alors ? C'est un mécanisme de négociation permanente qui a comme particularité d'écarter d'emblée le recours à la guerre en cas de conflit. Tout le défi de Saint-Pierre était de montrer dans quelle mesure les souverains européens accepteraient d'abdiquer non pas la

¹ Nous avons gardé l'orthographe de l'époque.

souveraineté, mais le recours à la guerre pour protéger la souveraineté. Selon Morgenthau qui affirme s'inspirer de Rousseau, ce serait la conséquence du triomphe de la Raison (au sens des Lumières). Or, nulle part dans l'œuvre de Saint-Pierre, ni dans les trois volumes du *Projet*, ni dans l'*Abrégé*, il n'est question d'un tel argument. Tous les efforts de Saint-Pierre visent à étayer un argument qui, *a priori*, ne devait pas déplaire à Morgenthau, à savoir que les souverains européens accepteront éventuellement de renoncer à la guerre entre eux parce que c'est dans leur intérêt à tous les points de vue, y compris en termes de puissance et de sécurité. Il se trouve cependant que les souverains ne perçoivent pas forcément leurs intérêts de cette façon. Selon Saint-Pierre, il n'existe aucune loi immuable faisant que les souverains verront toujours leur intérêt dans la guerre et jamais dans la paix, c'est-à-dire dans l'abandon de l'option militaire. Tout est question de perception. Et ce qui est valable pour l'intérêt est valable aussi pour la gloire. L'argument de Saint-Pierre est de souligner qu'il n'y a aucune raison pour que la gloire du souverain doive se confondre avec les guerres et les conquêtes, et jamais avec la préservation de la paix et de la prospérité des sujets.

Mais peut-être que l'argument le plus subtil, le plus profond de Saint-Pierre est de suggérer le lien qui peut exister entre l'intérêt et les valeurs. C'est l'un des arguments les plus mal compris de Saint-Pierre, peut-être parce qu'il ne l'a pas aussi clairement exposé qu'on l'aurait souhaité. Cet argument est esquissé dès le sous-titre de l'*Abrégé* : *Inventé [le projet de paix perpétuelle] par le Roi Henri le Grand, Approuvé par la Reine Élisabeth, par le Roi Jacques son successeur, par les Républiques & par divers autres Potentats*. Saint-Pierre fait ici référence à ce qu'on appelle communément le *Grand Dessein* que Henri IV avait imaginé pour l'Europe et que son assassinat l'a empêché de réaliser¹. On a souvent reproché à Saint-Pierre de se revendiquer de Henri IV car le *Grand Dessein* de celui-ci n'était pas identique au *Projet* de celui-là² ; il visait, certes, la stabilité d'une Europe plurielle, mais pas à

¹ C'est son ministre Maximilien Sully qui en a rendu compte dans ses mémoires. Il est possible de les consulter sur le site de la bibliothèque nationale de France à l'adresse suivante :

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k2039772>

² Ainsi, deux auteurs pouvaient-ils écrire au début du XX^e siècle : « C'est un préjugé assez commun d'associer le nom de Henri IV à l'idée de la paix perpétuelle. On confond trop souvent ce que l'on appelle son *grand dessein* avec l'utopie de l'abbé de Saint-Pierre. C'est faire injure à la mémoire de Henri IV. » Funck-Brentano et Sorel (1900, p. 441)

travers une Alliance et une assemblée permanente. On peut conjecturer que Saint-Pierre a voulu donner du poids à son projet en le rattachant à un nom prestigieux du passé. Mais pourquoi a-t-il porté son choix sur Henri IV et pas sur un autre ? Dans le cadre de son action politique, Henri IV a œuvré en faveur d'une coexistence des différents cultes religieux. Pour en saisir l'importance et l'originalité, il faut se souvenir que le contexte de l'époque était marqué par les guerres de religions. L'état d'esprit qui dominait toutes les factions était la négation systématique des croyances des autres, donc à la négation de la pluralité religieuse. Il fallait donc que la pluralité soit admise sur le plan des valeurs, avant de pouvoir envisager la coexistence. Voilà, nous semble-t-il le sens profond de la référence de Saint-Pierre à Henri IV. Le projet de paix perpétuelle ne découle nullement de quelque naïveté utopique, mais de la possibilité d'une autre forme de négociation. La négociation héritée de la Raison d'État et de la balance de l'Europe est de nature à correspondre à la pluralité conçue uniquement du point de vue stratégique, autrement dit à un polyarchisme *realpolitik*. La négociation que vise Saint-Pierre est à proprement parler une négociation de bonne foi, fondée sur une conception du pluralisme qui ne voit pas en l'Autre un ennemi, mais un adversaire qui mérite d'être respecté, c'est-à-dire toléré jusqu'à un certain point. C'est précisément cet aspect de la pensée de Saint-Pierre qui a été mal compris durant des siècles.

L'autre incompréhension concerne la posture du projet de Saint-Pierre en tant que discours savant. Ses adversaires, à travers les âges, l'ont traité avec légèreté sans prendre en compte sa dimension pratique. Le projet de Saint-Pierre, en tant que savoir, comporte une dimension pratique de première importance qui consiste à intervenir dans le champ politique sur le facteur perceptuel qui fait pencher la balance en faveur de telle ou telle valeur. En ce sens, il s'oppose de façon frontale au discours savant de la guerre, dans la mesure où il problématisait les perceptions (par exemple des intérêts des souverains) que le discours savant de la guerre, quant à lui, naturalise. De ce qui précède, si nous devons établir un parallèle entre Saint-Pierre et Morgenthau, nous dirions que lorsque le premier a pris conscience de la pluralité des perceptions, il a cherché à en prendre la pleine mesure en termes de pluralité des valeurs, des intérêts et des politiques. Alors que Morgenthau, parce qu'il ne conçoit la

pluralité que sous le prisme du polyarchisme *realpolitik*, explique la divergence de perception des intérêts par l'irrationalité.

Pour revenir à notre point de départ concernant Saint-Pierre, nous pouvons maintenant affirmer que la critique que lui porte Morgenthau, au motif de son rationalisme (au sens des Lumières), ne se justifie nullement par le contenu de son œuvre. Dans cette critique, Morgenthau s'appuie sur Rousseau. Puisque tel est le cas, examinons les deux textes de Rousseau sur le projet de Saint-Pierre¹.

2.2 La critique de Rousseau à l'Abbé de Saint-Pierre

Le premier, rédigé en 1754 et publié en 1761, a pour titre *Extrait du projet de paix perpétuelle de Monsieur l'abbé de Saint-Pierre*². Le titre du second est *Jugement sur la paix perpétuelle*, rédigé en 1756 et publié en 1782, soit après le décès de Rousseau. Un paragraphe du *Jugement* semble témoigner que Rousseau avait adopté une position hautaine à l'égard de Saint-Pierre, dont le projet ne lui paraissait même pas digne d'intérêt : « Ainsi, quoique le projet fût très sage, les moyens de l'exécuter se sentoient de la *simplicité de l'Auteur*. Il s'imaginoit bonnement qu'il ne falloit qu'assembler un congrès, y proposer ses articles, qu'on les alloit signer & que tout seroit fait. Convenons que dans tous les projets de cet honnête homme, il voyoit assez bien l'effet des choses quand elles seroient établies, mais il *jugeoit comme un enfant* des moyens de les établir³. » Le propos est pour le moins peu cordial ; Saint-Pierre serait un auteur simple, c'est-à-dire un auteur qui n'a pas su atteindre les hauteurs et la sophistication du penseur digne d'être pris au sérieux. Son sens du jugement ne dépasserait par ailleurs même pas celui d'un enfant.

Pourtant, le premier paragraphe de l'*Extrait* est un vibrant hommage au projet de Saint-Pierre : « Comme jamais projet plus grand, plus beau ni plus utile n'occupa l'esprit humain, que celui d'une Paix perpétuelle & universelle entre tous les Peuples de l'Europe, jamais Auteur ne mérita mieux l'attention du Public que celui qui

¹ Intégralement disponibles à l'adresse : <http://gallanar.net/rousseau/paixperpetuelle.htm>

² À l'époque, le mot *extrait* signifiait *exposé analytique*.

³ Rousseau écrit dans le vieux français. Nous l'avons maintenu tel quel. Les italiques sont de nous.

propose des moyens pour mettre ce Projet en exécution. Il est même bien difficile qu'une pareille matière laisse un homme sensible & vertueux exempt d'un peu d'enthousiasme. » Autrement dit, le projet de Saint-Pierre ne doit pas laisser indifférent. Rousseau ajoute tout de suite après : « & je ne sais si l'illusion d'un cœur véritablement humain, à qui son zèle rend tout facile, n'est pas en cela préférable à cette âpre & repoussante raison, qui trouve toujours dans son indifférence pour le bien public le premier obstacle à tout ce qui peut le favoriser. » Pour le reste des *Extraits*, Rousseau approuve le projet de Saint-Pierre de façon quasiment absolue. Il émet une seule et unique réserve lorsqu'il écrit : « Je n'oserois répondre, avec l'Abbé de Saint-Pierre : que la véritable gloire des Princes consiste à procurer l'utilité publique, & le bonheur de leurs sujets ; que tous leurs intérêts sont subordonnés à leur réputation ; & que la réputation qu'on acquiert auprès des sages, se mesure sur le bien que l'on fait aux hommes ; [etc.] »

Le fait que Morgenthau approuve Rousseau est d'autant plus étonnant que lorsque Rousseau parle de la Raison, il ne le fait absolument pas au sens que lui a donnée Morgenthau. Après avoir exposé le point de vue de Saint-Pierre en l'approuvant à propos des nombreux dénominateurs communs dont l'histoire a doté les différents peuples européens ainsi que de tous les facteurs indépendants de la volonté des souverains qui leur imposent l'équilibre et rendent impossible qu'un souverain, ou même une coalition de souverains puissants, puisse parvenir à bâtir un empire régnant sur toute l'Europe, Rousseau écrit : « Voyons maintenant de quelle manière *ce grand ouvrage*, commencé par la fortune, *peut être achevé par la raison*. » C'est le même propos que tient Morgenthau, presque mot pour mot, en suggérant que Rousseau reproche à Saint-Pierre de justifier son projet par l'autorité suprême de la Raison, comme on l'aurait fait dans la stricte tradition des Lumières. N'oublions pas que Morgenthau évoque Saint-Pierre dans le contexte d'énonciation précisément consacré à la critique du rationalisme moderne, c'est-à-dire celui des Lumières. Or, la phrase citée à l'instant intervient comme simple formule de transition que Rousseau utilise pour poursuivre son exposé. Et au regard de l'exposé subséquent, le mot raison (avec une minuscule dans le texte) ne signifie rien de plus que raisonnement ou réflexion ; il n'a, en somme, aucune connotation transcendantale. Et le raisonnement ou la réflexion qui suivent dans l'exposé de Rousseau (comme dans l'œuvre de Saint-

Pierre) ne s'écartent jamais des données de la réalité concrète de l'Europe de l'époque. Le procédé de Saint-Pierre, tel que le rapporte Rousseau, n'est jamais de décrire une réalité utopique future à l'image de la république de Platon, de la future société communiste du marxisme ou de la cité vertueuse d'Ibn Tufayl. Il s'agit plutôt et systématiquement d'identifier les potentialités qui existent déjà dans le système actuel (de l'époque) de l'équilibre en ce qu'elles permettent une majoration de la paix, telle que la réalité de l'équilibre la laisse espérer.

Passons maintenant au *Jugement* ; nous verrons que là aussi, la lecture de Morgenthau est hautement contestable. Non pas cette fois-ci au motif que Rousseau approuve presque sans réserve Saint-Pierre, mais parce que, lorsqu'il le critique, il le fait d'une manière qui ne correspond pas à ce que Morgenthau rapporte. De nouveau, le propos est élogieux à l'égard de Saint-Pierre : « Il semble que cette âme saine, uniquement attentive au bien public, mesuroit les soins qu'elle donnoit aux choses uniquement sur le degré de leur utilité, sans jamais se laisser rebuter par les obstacles ni songer à l'intérêt personnel. » Rousseau ajoute ensuite un paragraphe qui contient quatre éléments : une apologie du projet, une erreur d'interprétation, les grandes lignes de la critique qui suivra et une nuance particulièrement subtile :

« Si jamais vérité morale fut démontrée, il me semble que c'est l'utilité générale & particulière de ce Projet. Les avantages qui résulteroient de son exécution & pour chaque Prince & pour chaque Peuple & pour toute l'Europe, sont immenses, clairs, incontestables, on ne peut rien de plus solide & de plus exact que les raisonnemens par lesquels l'Auteur les établit : réalisez sa République Européenne durant un seul jour, c'en est assez pour la faire durer éternellement: tant chacun trouveroit par l'expérience son profit particulier dans le bien commun. Cependant ces mêmes princes, qui la défendroient de toutes leurs forces si elle existoit, s'opposeroient maintenant de même à son exécution & l'empêcheront infailliblement de s'établir comme ils l'empêcheroient de s'éteindre. Ainsi l'ouvrage de l'Abbé de St.Pierre sur la paix perpétuelle paroît d'abord inutile pour la produire & superflu pour la conserver; c'est donc une vaine spéculation , dira quelque lecteur impatient; non, c'est un livre solide & sensé , & il est très important qu'il existe. »

L'apologie du début témoigne assez clairement de la valeur intellectuelle que Rousseau accordait au projet de Saint-Pierre. Par contre, affirmer que la *République Européenne* représentait l'objectif de son projet revient à lui prêter une intention qui lui était totalement étrangère : celle de créer une souveraineté politique européenne. Nulle part dans le *Projet* ou dans l'*Abrégé*, il n'est question d'une telle république ou

d'une telle souveraineté. À la lumière de ce que nous en avons dit plus haut, le problème de Saint-Pierre était de penser la paix *compte tenu* de la pluralité des souverainetés européennes, et non par leur *négation*. Or, Rousseau a visiblement compris le contraire et cette incompréhension va sensiblement déterminer son jugement. Ce jugement, comme on peut le constater dans la suite du paragraphe, consiste à relever un paradoxe et en tirer une certaine conclusion. Le paradoxe (nonobstant l'incompréhension que nous venons de souligner) est que les mêmes princes sur lesquels on compte pour défendre la future République sont ceux-là mêmes qui feront tout ce qui est en leur pouvoir pour qu'elle n'advienne jamais. De ce fait, l'ouvrage de Saint-Pierre est sans utilité dans la mesure où il ne permet pas en tant que tel, et à lui seul, la réalisation du projet qu'il propose ; et il est superflu si l'objectif a déjà été réalisé. Faudrait-il n'y voir que spéculation d'une âme sensible mais utopique ? Non, répond Rousseau en apportant une nuance dont la subtilité se situe dans les derniers mots du paragraphe à propos de l'ouvrage de Saint-Pierre : « il est *très important* qu'il existe¹. » Manifestement, Rousseau ne croit pas que le projet en tant que discours ne peut rien dans l'avènement de son objectif, pas plus qu'il ne croit qu'une fois l'objectif atteint il ne servira pas à le consolider. Jusqu'ici, le *Jugement* est cohérent avec l'*Extrait*.

Rousseau enchaîne dans le paragraphe suivant avec une phrase dont la prise en compte est indispensable à la compréhension la plus large de son propos : « Commençons par examiner les difficultés de ceux qui ne jugent pas des raisons par la raison, mais seulement par l'événement, & qui n'ont rien à objecter contre ce Projet, sinon qu'il n'a pas été exécuté. » Il existe donc des gens pour qui la cohérence et la pertinence de l'argument importent peu et qui, de ce fait, sont susceptibles d'accepter le projet même si l'argument qui le sous-tend est peu pertinent et incohérent, y compris à leurs propres yeux ; ceux-ci ne jurent que par ce qui est déjà achevé, c'est-à-dire par ce qui peut être étayé par des précédents historiques. Morgenthau se situe précisément sur ce terrain. Or, Rousseau ne dit pas qu'il en fait lui-même partie. Il parle clairement d'autres personnes que lui, de « ceux qui ne jugent ... » et qui diront : « si [l]es avantages [du projet de paix perpétuelle] sont si réels, pourquoi donc

¹ Les italiques sont de nous.

les Souverains de l'Europe ne l'ont-ils pas adopté ? Pourquoi négligent-ils leur propre intérêt, si cet intérêt leur est si bien démontré ? (...) Si celui-ci étoit aussi bon pour cela qu'on le prétend , est-il croyable qu'ils en furent moins empressés que de tous ceux qui les égarent depuis si longtems, & qu'ils préférassent mille ressources trompeuses à un profit évident ? » Et la réponse de Rousseau est catégorique : « Sans doute, cela est croyable », car « l'ardeur même des passions est presque toujours ce qui les détourne de leur but. » Saint-Pierre n'aurait rien trouvé à redire à cette réponse du moment que la réalité des souverains de son époque fait partie de son cadre de réflexion. Soulignons encore une fois que la réflexion de Saint-Pierre ne s'appuie pas sur la négation du réel actuel. Le réel actuel et ses contraintes font partie intégrante de son problème. Par ailleurs, autant il ne nie pas le réel actuel, autant il se refuse d'y voir systématiquement quelque naturalité. Autrement dit, il ne naturalise pas le réel, il le problématise. Et c'est justement ce dont Rousseau veut débattre. Mais avant, il clôt la parenthèse de « ceux qui ne jugent ... » en affirmant à leur attention : « Distinguons donc en politique ainsi qu'en morale l'intérêt réel de l'intérêt apparent. » Cette distinction devrait suffire pour dire que l'objection fondée sur le fait que le projet n'a pas été adopté par les souverains, ne liquide pas l'intérêt porté à la réflexion de Saint-Pierre.

Le débat doit donc continuer, mais sur un autre terrain, celui-là même sur lequel « ceux qui ne jugent ... » ne veulent pas se tenir ; autrement dit sur un terrain différent de celui de Morgenthau. Ce terrain est celui sur lequel Rousseau peut « juger des raisons par la raison » ; il va donc discuter de l'argument de Saint-Pierre, ce à quoi Morgenthau s'est refusé. Pour ce faire, Rousseau commence par exposer ce qui, selon lui, représente les seuls soucis de tout souverain : « Toute l'occupation des Rois, ou de ceux qu'ils chargent de leurs fonctions, se rapporte à deux seuls objets, étendre leur domination au-dehors & la rendre plus absolue au-dedans. » Or ce sont là les deux piliers sur lesquels repose la conception du politique dans la Raison d'État ; ils correspondent donc à un contexte historique déterminé. Le problème est que Rousseau ne les envisage pas de cette façon ; chez lui, ils ont une portée universelle et anhistorique. Il en découle, en toute logique, que tout ce que ces deux piliers n'autorisent pas demeurera impossible à jamais. Voilà pourquoi nous croyons que le scepticisme de Rousseau quant à la faisabilité du projet de Saint-Pierre est davantage

déterminé par ce postulat discutable. C'est ainsi qu'il va mettre dans la bouche des souverains les raisons de leur rejet du projet, non pas sur la base d'une enquête, mais par déduction à partir de son postulat. Il peut ensuite en conclure qu'il ne faut pas compter sur la volonté des souverains pour la réalisation du projet. Comme l'absence de cette volonté est universelle et anhistorique, l'invraisemblance de la mise en œuvre du projet de Saint-Pierre est éternelle.

Rousseau va encore plus loin : « Il ne faut pas non plus croire (...) que même avec la bonne volonté que les Princes ni leurs Ministres n'auront jamais, il fût aisé de trouver un moment favorable à l'exécution de ce système. » Il restera, selon lui, d'autres conditions à réunir, à savoir « que la somme des intérêts particuliers ne l'emportât pas sur l'intérêt commun, & que chacun crût voir dans le bien de tous le plus grand bien qu'il peut espérer pour lui-même. » Pour qu'il en soit ainsi, il faut « un concours de sagesse dans tant de têtes & un concours de rapports dans tant d'intérêts. » Par conséquent, ce serait espérer au-delà du raisonnable, que de s'attendre à ce que, par chance, de telles conditions adviennent simultanément. Rousseau estime ensuite que le seul moyen qui reste consiste à réaliser le projet par la force : « si cet accord n'a pas lieu, il n'y a que la force qui puisse y suppléer, & alors il n'est plus question de persuader mais de contraindre, & il ne faut pas écrire des livres, mais lever des troupes. » Ce n'est cependant pas le souhait de Rousseau ; il ne fait que tirer des conclusions qui lui paraissent procéder de l'impasse à laquelle aboutit, selon lui, la logique de Saint-Pierre. D'ailleurs, dans le dernier paragraphe du *Jugement*, il écrit en lien direct avec ces conclusions : « consolons-nous de ne pas le voir [le projet] exécuter ; car cela ne peut se faire que par des moyens violens & redoutables à l'humanité. » Mais Rousseau n'évoque pas ces conclusions incidemment. Il le fait dans le but précis de remettre en cause la référence qu'avait fait Saint-Pierre à Henri IV en suggérant que ce dernier partageait avec lui son projet tel qu'il l'avait conçu dans son ouvrage. Or comme nous l'avons vu plus haut, ce n'est pas tout à fait le cas.

Rousseau reconnaît que le projet de Henri IV était « bien grand, bien admirable en lui-même, & dont je ne veux pas ternir l'honneur. » mais ajoute que Henri IV avait comme « raison secrète l'espoir d'abaisser un ennemi redoutable », à savoir l'Espagne. Il fallait donc d'abord faire la guerre à l'Espagne qui lui donnait

l'occasion d'une « activité qu'il eût difficilement tirée de la seule utilité commune. » Et même s'il avait fait l'essentiel pour convaincre les souverains européens qu'il n'avait pour lui-même aucune ambition hégémonique – Rousseau le reconnaît –, il savait qu'il « y gagnoit pourtant plus qu'aucun autre; car sans rien ajouter à son patrimoine, il lui suffisoit de diviser celui du seul plus puissant que lui, pour devenir le plus puissant lui-même. » Rousseau ne va cependant pas jusqu'à affirmer que si Henri IV avait réussi son projet, il se serait transformé en hégémon nourrissant l'ambition de dominer toute l'Europe. À vrai dire, l'objection que fait Rousseau à Saint-Pierre au sujet de sa référence à Henri IV n'est pas totalement contestable. En revanche, ce qui est contestable, c'est sa généralisation à partir d'un cas extrême : pour tout projet similaire à celui de Saint-Pierre, il faut une guerre. Nous pouvons affirmer avec certitude aujourd'hui que cette généralisation n'est pas valable en toute circonstance. L'Europe d'aujourd'hui, inimaginable selon la logique de Rousseau, n'était pas l'objectif recherché par les États qui ont fait la guerre à l'Allemagne nazie. Elle procède d'un profond changement de perception quant à l'intérêt que les États européens ont à proscrire la guerre entre eux. Et ce changement ne pouvait se produire que par une évolution des valeurs.

Eu égard au contexte de l'époque, Rousseau avait de bonnes raisons d'exprimer des réserves sur le projet de Saint-Pierre. Mais contrairement à Saint-Pierre, il n'a pas pu se convaincre de la contingence de ce contexte. Ce qu'il y avait d'extrême chez les souverains de son époque était pour lui l'archétype de tout souverain à tout moment. Par cette généralisation à partir d'un cas extrême, il s'est condamné à l'incapacité d'envisager les souverains autrement qu'à travers leur immodération. Il pouvait donc ne voir qu'utopie là où Saint-Pierre exprimait un idéal ; l'utopique étant l'attribut de ce que l'esprit peut concevoir mais qui est nécessairement irréalisable, alors que l'idéal est ce que l'esprit conçoit et qui a autant de chance de s'accomplir que de ne pas s'accomplir. Pour qu'un idéal soit considéré comme utopique, il est nécessaire de ne montrer de son contenu que les facteurs qui concourront à l'empêcher de s'accomplir. Appliquer ce procédé à la paix revient à participer au discours savant de la guerre en ce que ce dernier n'est pas un discours de la vérité sur la guerre, mais une partie de la pratique politique favorable à la guerre. C'est à ce titre précisément que

Rousseau figure parmi les précurseurs du discours savant de la guerre dans la modernité.

Mais contrairement à la lecture qu'en fait Morgenthau, la critique de Rousseau à Saint-Pierre ne consiste pas à lui reprocher d'avoir fondé son projet sur le triomphe de la Raison (au sens des Lumières) ; il ne lui a pas reproché d'avoir produit une conception apodictique de la paix, c'est-à-dire une conception de la paix qui la rend inéluctable dans la mesure où elle serait une idée régulatrice de la Raison qui se réalisera à mesure que la Raison l'emportera sur les autres modes cognitifs. Cette critique aurait en revanche été valable à propos d'Emmanuel Kant car il a reformulé le projet de paix perpétuelle à la lumière du rationalisme et en a suggéré une version apodictique. Kant devait certainement connaître la critique que Rousseau avait adressée à Saint-Pierre, si bien que dans son projet de paix perpétuelle, il n'a pas hésité à affirmer avec force que « le bois dont l'homme est fait est si courbe qu'on ne peut rien y tailler de tout à fait droit¹. » Il affirme aussi : « Quoiqu'il souhaite, en tant que créature raisonnable, une loi qui pose des limites à la liberté de tous, son inclination animale égoïste le conduit cependant à s'en excepter lui-même quand il le peut². » Il a, par ailleurs, soigneusement évité de fonder sa conception de la paix sur la sagesse ou sur la volonté des souverains. Mais ces deux concessions à Rousseau ne devaient pas l'empêcher de maintenir le projet de paix perpétuelle en le fondant sur une conception apodictique. En ce sens, le projet de Kant est une réponse à Rousseau qui consiste à dire qu'il existe un moyen de surmonter les passions et les ambitions des souverains, à savoir la Raison :

« Cependant, du haut de son tribunal, la raison, législatrice suprême, condamne absolument la guerre comme voie de droit; elle fait de l'état de paix un devoir immédiat, et comme cet état de paix ne saurait être fondé ni garanti sans un pacte entre les peuples, il en résulte pour eux le devoir de former une alliance d'une espèce particulière, qu'on pourrait appeler alliance pacifique (*fedus pacificum*), différant du traité de paix (*pactum pacis*), en ce qu'une telle alliance terminerait à jamais toutes les guerres, tandis que le traité de paix ne met fin qu'à une seule³. »

¹ Kant (1784, p. 39)

² Kant (1784, p. 38)

³ Kant (1795, p. 56)

Kant ajoute donc un élément de premier ordre, la Raison, qui n'existait pas chez Saint-Pierre et que Rousseau n'a pas critiqué chez celui-ci. C'est pour ces raisons qu'on ne comprendra pas le rapport de Kant à Saint-Pierre sans avoir pris connaissance au préalable de la critique de Rousseau. Kant n'est pas le continuateur de Saint-Pierre, mais un rationaliste qui croyait pouvoir dépasser la réserve de Rousseau, tout en prenant la pleine mesure de son point de vue sur les passions et les ambitions des souverains. Le point de départ de Kant n'est pas l'Abbé de Saint-Pierre, mais bien Rousseau. Et la critique de Morgenthau aurait du, à ce propos, porter sur Kant et non sur Saint-Pierre.

QUATRIÈME PARTIE :
Faire dire la guerre à la science

Les deux chapitres de cette partie portent sur la version à prétention scientifique du discours savant de la guerre. Nous disons bien « à prétention scientifique » et non pas « scientifique » car, comme nous comptons l'établir, la scientificité en question – entendue dans le sens des sciences de la nature – est sensiblement plus affirmée que démontrée.

Nous avons consacré le premier chapitre à l'œuvre de Kenneth Waltz. La place de premier ordre qu'il occupe en théorie des relations internationales est censée s'expliquer par ses succès en matière d'introduction de la démarche scientifique dans la discipline par le recours au structuralisme et à la systémique. La pertinence de l'ensemble de son analyse de la guerre est supposée procéder de la scientificité de sa démarche. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes longuement attardés sur cet aspect. Notre interprétation, outre la discussion critique de cette scientificité, montre que l'œuvre de Waltz reprend l'essentiel des termes du discours savant de la guerre et de son horizon de compréhension, en s'orientant résolument vers la dépolitisation de la guerre. Une idée fondamentale de Waltz est que la guerre est scientifiquement naturelle. Il apparaîtra cependant que cette dépolitisation est elle-même politiquement motivée dans la mesure où la théorie de Waltz, en tant qu'argument scientifique d'autorité, résonne silencieusement avec le débat politique qui a eu lieu dans le champ politique de son pays, les États-Unis, durant les années 1970. En mettant en évidence cette résonance, nous espérons montrer le lien qui existe entre cette théorie et le champ politique. Nous verrons comment les différentes trajectoires de la pensée de Waltz convergent vers le point précis qui consiste à affirmer que la science favorise le système bipolaire comme étant le plus stable et le plus durable. Cette affirmation dépolitisée et dépolitisante renforce cependant un camp du champ politique américain contre un autre et c'est en ce sens précisément que nous souhaiterions montrer que la compréhension de l'œuvre de Waltz est indissociable de la dynamique du champ politique dans lequel elle devait résonner. L'un des aboutissements du chapitre est que la guerre en tant qu'horizon ultime des relations internationales est reconduite par Waltz en faveur d'une domination du monde par deux grandes puissances hégémoniques.

Dans le second chapitre, nous aborderons la théorie de la guerre hégémonique de Robert Gilpin. Nous avons choisi de l'étudier eu égard à ce qui la lie à celle de Waltz. À savoir que la théorie de Gilpin est supposée pouvoir fournir une explication scientifique du changement systémique en relations internationales (son unique objet) que la théorie de son prédécesseur n'est pas parvenue à expliquer. Notre choix se justifie également par le fait que la théorie de Gilpin permet d'approfondir la compréhension d'un trait particulier du discours savant de la guerre, à savoir l'usage des classiques. Gilpin affirme en effet que sa théorie remonte à un auteur de la Grèce antique, Thucydide, et qu'il n'a fait que la reformuler scientifiquement. Nous verrons aussi que plusieurs autres traits du discours savant de la guerre sont à l'œuvre chez Gilpin : le théoricisme, la réflexion sur la base de cas extrêmes, l'usage sélectif de l'histoire et la pensée démissionnante.

Chapitre 6

La science des relations internationales

Waltz occupe une place de premier ordre en théorie des relations internationales pour avoir engagé la réflexion sur la voie de la formalisation scientifique grâce au structuralisme¹. Même parmi ses critiques, il y en a qui partagent ce point de vue².

Si les tests empiriques suffisaient réellement pour valider ou réfuter les théories des relations internationales, il serait impossible d'expliquer la fortune de Waltz en théorie des relations internationales. Car sa principale fécondité consistait à affirmer que le système bipolaire de la guerre froide était la configuration la plus stable et la plus durable du système international. Or, dix ans seulement après la parution de son livre et à peine un an après celle de l'article « The Origins of War in Neorealist Theory³ », dans lequel il reprend telle quelle la thèse de son livre, la guerre froide prenait fin et, avec elle, le système bipolaire. C'est la raison pour laquelle nous tenterons de le comprendre autrement qu'à travers la vérification ou la réfutation empirique.

Comme Waltz fait lui-même reposer le principal argument de validité de sa théorie, y compris en ce qui concerne la guerre, sur le caractère scientifique du structuralisme qui domine son domaine d'intelligibilité⁴, nous consacrerons les trois premières sections du présent chapitre à cet aspect.

Dans la quatrième section, nous achèverons le chapitre par un retour sur le traitement de la guerre dans la théorie de Waltz. Nous verrons que la quête de la stabilité

¹ Waltz (1979). L'influence de Waltz demeure considérable : sa théorie a continué à servir de référence principale à des études en théorie des relations internationales durant les années 1990 et 2000. Voir par exemple Schweller (1997) et Stacie et Nexon (2005).

² Voir respectivement Ruggie (1983) et Keohane (1986). La théorie de Waltz a cependant fait l'objet de critiques plus substantielles, de la part d'auteurs dont l'univers intellectuel est sensiblement différent du sien, principalement les univers gramscien, postmoderniste, et constructiviste. Voir respectivement Cox (1986), Ashley (1984) et Wendt (1999).

³ Waltz (1988)

⁴ Ruggie (1983, pp. 261-264)

internationale médiée par une investigation à prétention scientifique du système international le plus à même d'assurer cette stabilité, maintient au cœur de la construction théorique la guerre comme horizon ultime des relations internationales.

1. La science par la théorie plutôt que par les lois

La notion de *théorie* joue un rôle de premier plan dans la pensée de Waltz ; elle est censée se situer au-dessus des lois scientifiques dont elle détermine la signification. En ce sens, elle se confond explicitement avec la notion de paradigme de Kuhn telle qu'il l'utilise. En outre, la scientificité dans le cas spécifique de la théorie de Waltz est censée procéder de son caractère structuraliste qui accorde la primauté à la théorie sur les lois. C'est ce qui distingue le structuralisme de la systémique dans l'œuvre de Waltz, même s'il utilise indistinctement les deux termes. Dans cette section, nous aborderons l'ensemble de ces éléments en trois points.

1.1 Des théories et des lois

La négation de la pratique est tôt revendiquée par Waltz. Le premier chapitre de *Theory of International Politics*, intitulé « Laws and Theories » est entièrement consacré à la primauté de l'abstraction théorique¹. L'inconsistance des travaux antérieurs aux siens procède, selon lui, de deux défauts imbriqués, l'un d'ordre méthodologique, l'autre d'ordre épistémologique. Le défaut méthodologique est de fonder la recherche sur l'induction, donc sur une démarche empirique. Le défaut épistémologique est d'avoir attribué aux lois le pouvoir explicatif de la théorie².

La ligne de démarcation entre lois et théorie, qui est par ailleurs le principal axe de son argumentation, tient à l'idée selon laquelle la théorie est le lieu de l'explication ; les lois ne le sont pas. Et si Waltz est sceptique face à l'induction, c'est en sa qualité de théoricien mais aussi parce que l'efficacité de celle-ci se limite à la formulation d'hypothèses et à la découverte de lois exprimant des corrélations et des récurrences ;

¹ Waltz (1979, pp. 1-17)

² Ce sont là deux caractéristiques de la pensée réaliste de Hans Morgenthau. On verra plus loin que Waltz, tout en étant critique à l'égard du réalisme, ne le rejette pas totalement.

elle ne permet pas l'articulation d'une théorie permettant l'explication. Il en découle que lorsque l'ambition du chercheur est d'expliquer, il a besoin d'une théorie et dans ce cas, l'induction ne lui sera d'aucun secours¹. Les lois sont même incapables de s'expliquer elles-mêmes ; elles ont besoin d'une théorie pour ce faire. Cette argumentation n'est pas uniquement d'ordre épistémologique, elle témoigne aussi d'un positionnement vis-à-vis du réalisme de Morgenthau². Par son apport théorique, Waltz identifie les limites du réalisme et se présente comme alternative scientifique ; c'est le sens de la dévalorisation de l'*interprétation* au profit de l'*explication*.

Une autre ligne de démarcation entre lois et théories place de part et d'autre la prévision et le contrôle. Les lois permettent la prévision mais pas le contrôle : « Parce qu'une loi ne nous dit pas pourquoi telle ou telle association se maintient, elle ne peut pas dire s'il est possible d'exercer un contrôle ni comment procéder pour l'exercer.³ » Comme « l'urgence de l'explication (...) procède du désir de contrôler ou, du moins, savoir si un contrôle est possible, plutôt que du désir de prévision, (...) nous avons besoin d'une théorie.⁴ » La théorie de Waltz devait révéler le véritable fonctionnement du système international mais ne nourrissait aucune ambition normative. Pourquoi dans ce cas cette valorisation du contrôle ? Il s'agit à l'évidence d'une dimension normative : le but recherché est le contrôle du système international en en saisissant le fonctionnement par le savoir scientifique. Ceci est cependant paradoxal puisque, comme nous le verrons plus loin, le structuralisme présente l'inconvénient que son déterminisme empêche toute forme de contrôle.

Waltz affirme que la théorie est étrangère au monde physique ; elle se définit d'abord par son caractère mental : « Une théorie, en dépit de son lien avec le monde qu'on cherche à expliquer, demeure distincte de ce même monde. (...) [c'est] une image, composée mentalement, d'un champ, d'un domaine ou d'une activité limités.⁵ » L'étape préliminaire à la construction d'une théorie est d'isoler un domaine dont on veut expliquer le fonctionnement. L'exercice est nécessaire dans la mesure où la

¹ Waltz (1979, p. 7)

² Waltz (1979, p. 6)

³ Waltz (1979, p. 7)

⁴ Waltz (1979, p. 7)

⁵ Waltz (1979, p. 8)

réalité se présente toujours sous la forme d'un magma dont les domaines sont imbriqués, de sorte que seule une opération de l'esprit permet de les distinguer. Une fois le domaine identifié, il ne faut pas s'attendre à ce qu'il prenne une forme unique d'organisation ; c'est à la théorie de dire quelle forme sera retenue parmi toutes les configurations possibles : « La matière infinie d'un domaine peut être organisée d'innombrables manières différentes. La théorie indique que certains facteurs sont plus importants que d'autres et spécifie les relations entre eux.¹ » La part d'arbitraire tout au long de ce processus est censée être compensée par l'utilité de la théorie : « la question ne devrait pas être de savoir si isoler un domaine est réaliste ou pas, mais de savoir si c'est utile ou pas. Et l'utilité doit être appréciée par le pouvoir explicatif et prédictif de la théorie.² » On remarquera au passage que la prévision, qui était il y a peu une qualité des lois scientifiques, se transforme maintenant en critère de validité dans l'appréciation de la théorie. Les théories sont construites par intuition des relations non-observables à l'œuvre dans le domaine étudié, mais parce que le nombre de ces relations a toujours de grandes chances d'être considérablement élevé, la construction théorique doit faire appel à la simplification : « Les simplifications rendent manifestes les éléments essentiels en jeu et indiquent les relations nécessaires de causalité et d'interdépendance – ou suggère le lieu où on doit les chercher.³ » L'autre face de la simplification est de supposer sans effet déterminant les éléments qui seront laissés dans l'ombre. Quant aux éléments retenus, ils devront être agencés en fonction de l'objectif théorique recherché. Enfin, la théorie est supposée correspondre à une situation idéale du fonctionnement du domaine étudié.

Nous ne pouvons manquer de relever un paradoxe dans ce raisonnement, à savoir que la théorie est en même temps l'objectif à atteindre et le moyen de sa propre construction. Si la théorie est déjà construite et sert à opérer une coupe dans le réel pour isoler les éléments pertinents, l'exercice ne peut pas avoir pour objectif la construction de cette même théorie. Au-delà de ce paradoxe, qui témoigne d'un raisonnement circulaire, nous noterons également l'aspect implicitement réflexif de

¹ Waltz (1979, p. 8)

² Waltz (1979, p. 8)

³ Waltz (1979, p. 10)

l'exercice¹. Même si la théorie est étrangère au réel, sa construction exige de puiser dans ce même réel les éléments qui la composeront et seront à terme réinjectés dans le réel pour l'expliquer. Comme l'exercice passe forcément par une simplification, l'opération entière se résume à une simplification du réel ; la théorie n'est rien d'autre que le réel simplifié. Un réel simplifié qui se substitue au réel véritable qui, lui, demeure nécessairement complexe.

Or le réel simplifié, par le fait même de la simplification, c'est-à-dire par l'abstraction d'un nombre forcément élevé d'éléments, est inévitablement une fiction. Puisque cette fiction ne peut se justifier elle-même, il est nécessaire de lui accoler des vertus explicatives et prédictives. Voilà pourquoi Waltz choisit le critère de l'utilité pour juger de la validité de la théorie et minimise l'importance de discuter de la théorisation. Il n'empêche que l'aboutissement sera une réflexion purement théorique sur un monde fictif. Comme nous le verrons plus clairement quand nous traiterons spécifiquement de la guerre chez Waltz, le titre qu'il a donné à son article de 1988 « The Origins of War in Neorealist Theory » est révélateur. Les origines de la guerre qu'il veut mettre en évidence, il les cherche ni dans l'histoire, ni dans le monde contemporain, ni dans un quelconque réel complexe ; il les cherche dans la théorie néoréaliste, c'est-à-dire dans le monde fictif dont la création est concomitante à la construction de la théorie.

Le tout, devrions-nous ajouter, a besoin pour se réaliser de la volonté du théoricien. Car par le simple fait d'affirmer que la théorie est une construction mentale, le renvoi à un acteur est évident. Mais là se pose l'un des problèmes majeurs du structuralisme, problème qui était suffisamment connu au moment où Waltz rédigeait son livre et plus encore lorsqu'il a rédigé son article. Ce problème est que le structuralisme ne peut envisager les acteurs que sous la forme d'agents d'exécution d'une logique structurelle qui les transcende. Cela devrait être valable pour le théoricien structuraliste lui-même. De ce fait, dans l'exercice même de théorisation structuraliste, le théoricien est déterminé par une logique structurelle. Donc de deux choses l'une : soit il décide de l'ignorer – mais ce faisant, il fait fonctionner sa

¹ Au sens de la réflexivité de Giddens. Cf. notre première partie.

volonté d'acteur, ce qui revient à liquider la logique structuraliste ; soit il accepte de l'admettre – mais le cas échéant, il sera obligé de reconnaître aussi une marge de manœuvre aux acteurs de la structure qu'il cherche à identifier et, de nouveau, la logique structuraliste en sera viciée. Le moyen de surmonter cette aporie est de garder du structuralisme son souci holiste et de procéder par autoréflexivité en prenant en compte la pratique, donc en rejetant les simplifications.

1.2 Synonymie implicite de « théorie » et « paradigme »

Nous affirmions à l'instant que Waltz justifie la valeur de la théorie par son utilité. Nous pouvons maintenant ajouter sa seconde justification. Elle consiste en une référence à Kuhn, chose qui, mise en rapport avec le processus qu'il associe à la construction théorique, nous pousse à croire que le terme *théorie* a besoin de signifier *paradigme* pour avoir un sens : « Thomas S. Kuhn spécifie ce qui se produit en termes précisément de changement de “relations de similarité” dans la transition d'une théorie à la suivante.¹ » La référence à Kuhn fait en sorte que le propos ne sera cohérent que dans la mesure où par *théorie* Waltz entendait *paradigme*. Si tel est le cas, la validation de la théorie par les tests empiriques n'est plus pertinente². Les paradigmes se jugent à l'aune de leur fécondité et non pas à celle de la vérification empirique. Bien que cela puisse paraître cohérent avec le critère d'utilité de Waltz, nous soulignons que ce n'est pas le cas; en effet, la fécondité ne signifie pas l'utilité car l'utilité comporte une charge d'intérêt stratégique que la fécondité ne comporte pas.

Quoi qu'il en soit, l'usage que fait Waltz de Kuhn rapproche sa notion de théorie de la notion de paradigme. Pour Kuhn, les théories sont produites dans un paradigme donné et si telle ou telle théorie est invalidée par un test empirique, les chercheurs peuvent lui en substituer une autre sans que cela ne conduise à un changement de

¹ Waltz (1979, p. 12)

² Waltz parle de six étapes : exposer la théorie à tester ; en inférer des hypothèses ; soumettre les hypothèses à des tests d'expérimentation ou d'observation ; éliminer ou contrôler les variables perturbatrices comprises dans la théorie à tester ; combiner un certain nombre de tests exigeants et différents ; si un test remet en cause la théorie, se demander si la théorie doit être totalement rejetée ou si elle a besoin d'une reformulation ou de plus de précision dans ses prétentions explicatives. (Waltz 1979, p. 13)

paradigme. C'est d'ailleurs pour cette raison que Kuhn insiste sur la rareté des paradigmes. Ainsi, Waltz peut s'estimer en accord avec Kuhn si tout paradigme nouveau est désigné par les deux caractéristiques suivantes : les accomplissements scientifiques qu'il rend possible sont « suffisamment remarquables pour soustraire un groupe cohérent d'adeptes à d'autres formes d'activités scientifiques concurrentes¹ » et ils ouvrent « des perspectives suffisamment vastes pour fournir à ce nouveau groupe de chercheurs toutes sortes de problèmes à résoudre.² » Autrement dit, la consolidation d'un nouveau paradigme dépend de l'attrait que provoque sa fécondité anticipée. Et la fécondité du paradigme de Waltz devrait permettre de dépasser le réalisme et son incapacité à envisager le niveau systémique dans l'étude des relations internationales ; ce défaut est en effet impossible à surmonter par les seules ressources du réalisme, dans la mesure où le réalisme est, par définition, attaché aux données empiriques, alors que le niveau systémique nécessite la construction d'une structure invisible.

Dans le même ordre d'idées, mais sur un plan où se croisent des considérations méthodologiques et des considérations de pertinence, Waltz fonde la nécessité du recours à une démarche systémique sur la nature des réponses qui seront données aux trois questions suivantes³ :

- Est-ce l'objet de recherche autorise la méthode analytique de la physique classique qui consiste à examiner les attributs et les interactions de deux variables tout en supposant constantes les autres variables ?
- Est-ce que, comme le veut l'usage, il autorise l'application de la statistique lorsque le nombre de variables devient trop élevé ?

Est-ce qu'il requiert plutôt l'approche systémique s'il n'autorise aucune des deux approches précédentes ?

Ces questions suggèrent l'incommensurabilité des paradigmes, un élément fondamental de l'épistémologie de Kuhn. Elle porte ici sur l'impossibilité de concilier l'approche systémique avec l'analyse linéaire à deux variables ou avec l'analyse multivariée ; en somme, l'approche systémique est incompatible avec tout ce qui

¹ Kuhn (1962, pp. 29-30)

² Kuhn (1962, p. 30)

³ Waltz (1979, p. 12)

prendrait la forme d'une approche analytique. L'incommensurabilité telle qu'elle est suggérée ici est une mise en garde implicite contre l'éclectisme, ce qui nous permet d'anticiper que Waltz tiendra compte de cet élément, même si une première tendance à l'éclectisme a déjà été identifiée chez lui à propos de la conception qu'il se fait de la notion de *théorie*.

Plus fondamentalement, les trois interrogations précédentes renvoient spécifiquement à l'histoire des sciences de la nature telle qu'elle émerge de l'épistémologie paradigmatique. Or, la théorie de Waltz porte sur les relations internationales, qui font partie des sciences sociales. Waltz efface cette frontière entre les deux catégories de science et peut ainsi éviter la question de la réflexivité des sciences sociales ainsi que l'autoréflexivité qu'elle implique. Cette occultation est par ailleurs indispensable à sa démarche. Il peut ainsi opposer sa théorie (paradigme) aux théories réalistes et affirmer la supériorité de la sienne en se référant à l'incommensurabilité des paradigmes. Cependant, comme nous l'avons montré dans la première partie de cette thèse, l'histoire de la théorie des relations internationales témoigne clairement de la commensurabilité et de la coexistence d'une pluralité de paradigmes, si tant est qu'il soit permis de continuer de parler de paradigme dans une discipline relevant des sciences sociales.

1.3 Structuralisme et systémique

La différence entre systémique et structuralisme est subtile car l'une et l'autre sont holistes ; elle est cependant bien réelle. Ne serait-ce que par le fait que la systémique est née dans le monde technologique, avec l'avènement de la robotique, de la cybernétique ou encore de la théorie de l'information – ce qui a motivé certains épistémologues à espérer une unification de la science sous une théorie générale des systèmes - alors que le structuralisme s'est d'abord développé en linguistique, avant d'être introduit en ethnologie puis de se généraliser à presque toutes les sciences sociales. Waltz considère à juste titre que l'approche systémique porte sur la

complexité organisée¹. Les relations internationales étant complexes, les étudier nécessite donc une approche systémique.

Mais le sens de l'approche systémique n'est pas sans équivoque chez Waltz. On ne peut considérer qu'en matière d'approche systémique, la référence de Waltz soit la théorie générale des systèmes car, au moment de discuter des travaux de Merton Kaplan qui s'inspire ouvertement de cette théorie, Waltz les critique en affirmant qu'ils ne sont pas à proprement parler systémiques. Et ils ne le sont pas parce qu'ils renferment une confusion entre système de relations et structure. Pour être authentiquement systémique, une théorie doit les distinguer en situant la structure à un niveau plus élevé d'abstraction que celui du système de relations car le premier n'est pas observable alors que le second, lui, est du domaine de l'observable. C'est à peu de choses près ce que Claude Lévi-Strauss, principale figure du structuralisme en ethnologie, reprochait à Radcliff-Brown qui l'avait précédé dans le domaine et qui croyait que la structure était réelle et non pas déduite par le théoricien². Voilà pourquoi l'approche systémique dans la théorie de Waltz tend à signifier principalement *structuralisme*³.

2. Dépasser le réalisme ou le réhabiliter ?

Nous affirmions plus haut que lorsque Waltz se réfère à l'épistémologie paradigmatique, il doit faire sienne la notion d'incommensurabilité des paradigmes. Cette notion l'a convenablement servi pour marquer la différence et la supériorité de sa théorie par rapport au réalisme. Il se trouve cependant que sa démarche n'est pas demeurée cohérente au fil de sa construction théorique. Car Waltz retient ouvertement dans sa théorie l'essentiel du domaine d'intelligibilité propre au réalisme, s'inscrivant ainsi en faux avec la notion d'incommensurabilité. Et c'est

¹ Waltz (1979, p. 12)

² Lévi-Strauss (1952, p. 362).

³ Même si Waltz ne cite Lévi-Strauss qu'une seule et unique fois, au moment où il exprime son scepticisme à l'égard de l'induction : « *L'illusion inductiviste*, comme la désigne l'anthropologue structuraliste Lévi-Strauss est de croire que la vérité est atteinte et l'explication réalisée par l'accumulation de plus en plus de données et l'examen de cas de plus en plus nombreux. Si nous rassemblons de plus en plus de données et établissons de plus en plus d'associations, nous ne parviendrons pas pour autant à la connaissance de quelque chose. Nous finirons simplement par avoir de plus en plus de données et des ensembles de corrélations plus larges. » (Waltz 1979, p. 4)

notamment par la commensurabilité avec le réalisme que Waltz participe au discours savant de la guerre. Dans le même ordre d'idées, l'opération théorique de Waltz est une opération de sauvetage d'une conception du monde qui est demeurée chez lui profondément réaliste. Nous croyons que c'est ce qui rend le mieux compte de la double attitude de Waltz à l'égard du réalisme.

2.1 Les emprunts de Waltz au réalisme

Du réalisme, Waltz affirme avoir retenu les éléments les plus importants de la *realpolitik*, principalement le stato-centrisme, l'anarchie comme caractère propre au système international ainsi que la puissance et la sécurité comme moteur du comportement des États¹. C'est dans la combinaison de l'ensemble de ces éléments dans une démarche structuraliste que la guerre va apparaître comme ultime horizon des relations internationales.

S'agissant du stato-centrisme, Waltz n'a pas jugé opportun de le rejeter malgré les réfutations empiriques : l'État est l'acteur par excellence, le seul et unique acteur sur la scène internationale². Comme Waltz veut rester fidèle au structuralisme, il apporte une légère rectification, qui n'est cependant pas uniquement d'ordre sémantique : ne pouvant parler d'*acteur* sans renier le déterminisme structuraliste, il a choisi le terme *unité* ou l'expression *acteur unitaire*. Mais la logique stato-centriste reste inchangée et s'illustre par le fait que le comportement que le système international détermine, c'est le comportement des États : les États représentent les unités du système international. Waltz est demeuré profondément insensible au scepticisme que soulevait le stato-centrisme avec l'émergence de nouveaux acteurs. Nous avons montré plus haut que, selon lui, la théorisation comporte un exercice de simplification et nous pouvons voir maintenant comment la simplification prend la forme d'une réduction. Même si le poids des organisations non gouvernementales ou des firmes multinationales, par exemple, n'est pas forcément le même que celui des États, faire

¹ Waltz (1988, p. 616)

² Waltz (1988, p. 618)

abstraction des acteurs non étatiques est une réduction de la réalité à laquelle Waltz, en tant que néo-réaliste et en continuité avec le réalisme, se dit pourtant attaché.

La notion de puissance est également retenue avec une rectification de son statut théorique. Waltz ne croit pas comme Morgenthau que les responsables politiques ont pour objectif l'accumulation de la puissance, ni que la puissance puisse être un objectif en soi, ni encore que lorsque d'autres objectifs que la puissance sont en jeu, l'action n'est pas de nature politique¹. Pour Waltz, la puissance est d'abord et avant tout un moyen ; un moyen important qui, s'il venait à manquer ou à devenir excessif, constituerait une menace pour les États : le manque de puissance cause la vulnérabilité et l'excès de puissance provoque la peur chez les autres. L'ultime objectif des États n'est donc pas la puissance, mais quelque chose qui rend la puissance nécessaire, à savoir la sécurité. La puissance ou un niveau adéquat de puissance est un moyen pour atteindre l'objectif de la sécurité. On comprendra mieux pourquoi il en est ainsi en examinant comment Waltz utilise la notion d'anarchie, notion capitale dans le réalisme : « L'anarchie – absence d'une autorité centrale détentrice d'une force légitime – représente la qualité structurelle essentielle du système [d'États].² » Et l'anarchie représente le point où se condense l'idée selon laquelle la guerre est l'horizon ultime des relations internationales.

L'anarchie est par ailleurs l'une des deux raisons qui expliquent pourquoi les États sont toujours en concurrence ou en conflit : « la concurrence et le conflit entre les États renvoient directement à deux faits propres à l'anarchie : d'une part, dans un ordre anarchique, les États doivent assurer eux-mêmes leur sécurité et, d'autre part, les menaces ou *supposées menaces* à leur sécurité sont multiples.³ » Il est surprenant que Waltz fasse ici une distinction entre menaces réelles et menaces supposées car, le reste des développements dans ses textes traite indifféremment des menaces et des supposées menaces en les assimilant les unes aux autres. Il se peut que ce soit par souci de simplification, mais ce n'est pas une interprétation complète dans la mesure où il est évident que cette nuance

¹ « Dans un monde où la puissance compte, aucune nation mettant en œuvre une politique rationnelle ne doit choisir entre renoncer et vouloir la puissance. » (Morgenthau 1946, p. 200)

² Waltz (1988, p. 618)

³ Waltz (1988, p. 619) Les italiques sont de nous.

s'accorde mal avec le déterminisme structuraliste. Les supposées menaces introduisent le facteur de la perception dans la compréhension des relations internationales et des guerres, mais aussi et peut-être surtout le facteur de la manipulation de la perception par ceux qui en ont le pouvoir. Ainsi, une guerre donnée peut très bien avoir été déclenchée pour faire face à des menaces supposées, que ceux qui voulaient la guerre ont transformé en menaces réelles. Le cas échéant, la guerre n'aura pas été le résultat déterminé par le fonctionnement du système, mais le fruit d'une volonté délibérée qui se situe à un niveau sub-unitaire, c'est-à-dire à un niveau très loin du niveau structurel. Or Waltz, qui ne reconnaît pas de volonté propre aux unités (les États), ne peut reconnaître la volonté des individus au sein des États.

L'analogie hobbesienne dont nous avons traité dans la deuxième partie refait surface. Rappelons que Hobbes a nourri le discours de la guerre entendu comme fruit de la réflexion politique exclusivement axée sur les cas extrêmes. L'irréductible peur de la mort violente de l'individu, le cas extrême par excellence chez Hobbes, se transforme en une peur de disparition violente de l'État chez Waltz. En l'absence de puissances mondiales clairement affirmées et du fait de l'anarchie, les conflits interétatiques auront tendance à proliférer, survie oblige. La réflexion sur des cas extrêmes, qui pousse à définir les États comme se trouvant toujours dans une situation d'extrême vulnérabilité, rend la recherche de la stabilité à tout prix fortement souhaitable. Mais la seule stabilité possible sera celle que l'hégémonie des grandes puissances assurera. Ainsi, la question de l'hégémonie est soustraite au débat, qui ne se résume plus qu'à déterminer laquelle des deux formes d'hégémonie que sont la multipolarité et la bipolarité permet le plus de stabilité.

Le système international multipolaire est porteur d'instabilité du fait de l'incertitude quant à la pérennité des alliances entre différentes grandes puissances, qui garantit de façon précaire l'équilibre susceptible de prévenir les conflits. La multipolarité, ses incertitudes et les conflits qu'elle a engendrés (ou qu'elle n'a pas su prévenir) caractérisent, selon Waltz, le monde d'avant 1945. Waltz considère donc que le système bipolaire est historiquement celui qui a le mieux garanti la stabilité internationale, grâce à l'équilibre de deux grandes puissances, les États-Unis et

l'URSS. Par ailleurs, la taille considérable de chaque puissance la dote d'un niveau élevé d'autonomie et par le fait même, réduit son interdépendance économique et militaire à l'échelle internationale. À en croire Waltz, étant donné que les affaires mondiales sont déterminées d'en haut, c'est-à-dire par deux grandes puissances qui ne souffrent d'aucune interdépendance significative (y compris et surtout sur le plan économique), le système international dans son ensemble ne saurait être interdépendant.

En tant que structuraliste, Waltz s'oppose à l'empirisme et à l'induction. Or, c'est à un raisonnement empirique et inductif qu'il vient de se prêter. À quoi peut bien servir le structuralisme dans ce cas ? Waltz aurait très bien pu dire exactement la même chose en utilisant les outils conceptuels du réalisme. Nous ne voyons donc qu'une seule réponse à notre question, à savoir que le structuralisme, quand on le tient pour un gage de scientificité et quand on met à profit son pouvoir formalisateur, tranche les débats une fois pour toutes, grâce à un argument aux allures scientifiques ainsi qu'au formalisme, et devient un préjugé d'autorité.

2.2 Les critiques adressées par Waltz au réalisme

Les critiques adressées par Waltz au réalisme concernent principalement le niveau d'analyse de la causalité des événements sur la scène internationale. Découlant de son stato-centrisme, le réalisme situe l'analyse au niveau des États. Waltz reconnaît la pertinence des causes se situant au niveau des unités (les États), mais, selon lui, parce que ces causes sont en interaction avec les causes du niveau structurel, l'analyse qui porterait exclusivement sur les premières conduira à des erreurs. Par contre, « si l'analyse joint l'investigation des causes du niveau des unités et du niveau structurel, elle permettra de traiter à la fois des changements et des continuités qui peuvent avoir cours dans le système.¹ » Dans la même veine, Waltz écrit : « Le néoréalisme soutient que la politique internationale ne peut être comprise que dans la mesure où les effets des structures sont ajoutés aux explications réalistes traditionnelles se situant au

¹ Waltz (1988, p. 618)

niveau des unités.¹ » Il serait logique d'en conclure que l'analyse ne doit se situer exclusivement ni au niveau des unités, ni au niveau de la structure, mais au niveau de l'interaction entre les unités et la structure. Or, lorsque Waltz critique le réalisme sur deux autres points, la structure devient le niveau d'analyse privilégié.

Premièrement, Waltz reproche au réalisme son incapacité de saisir l'autonomie de la scène internationale, qui explique par ailleurs son incapacité de produire des théories², alors que lui la saisit et parvient donc à faire œuvre de théoricien : « En définissant la structure des systèmes politiques internationaux, le néoréalisme établit l'autonomie de la politique internationale et ainsi rend possible une théorie en la matière.³ » Si la scène internationale est indépendante de la politique interne des États et si le comportement de ceux-ci est déterminé par la structure, l'analyse se situera au niveau de la structure et non dans les relations entre la structure et les unités. C'est donc au niveau de la structure que l'analyse de la causalité doit se faire.

Deuxièmement, pour Waltz, le niveau individuel humain est encore moins pertinent que le niveau des unités pour effectuer cette analyse de causalité. Et sur ce point Waltz est tout aussi critique à l'égard du réalisme. Il est peu pertinent de rechercher la cause du comportement des États, notamment leur comportement guerrier, dans la nature humaine des individus qui les dirigent : « le néoréalisme rejette la supposition selon laquelle la quête de la puissance inscrite dans la nature humaine soit cause suffisante de la guerre. Le néoréalisme reformule la conception des liens causaux entre les unités en interaction et les conséquences internationales.⁴ » La causalité réaliste est par ailleurs qualifiée d'unidirectionnelle par Waltz. En cas de compétition pour les biens rares, Morgenthau estime qu'en l'absence d'un arbitre, s'engagera une course à la puissance et que cette course ne pourra s'expliquer par le Mal qui serait le propre de l'être humain. Que la lutte pour des biens rares soit source potentielle de conflit, Waltz ne le nie pas. Il relève cependant une tension chez Morgenthau, qui est qu'il ne peut pas affirmer en même temps que le Mal n'explique pas le conflit pour les biens rares et, au fil de la démonstration, faire jouer un rôle de premier ordre à la

¹ Waltz (1988, p. 617)

² Le réalisme est capable de produire uniquement des lois. *Cf. supra.*

³ Waltz (1988, pp. 615-616)

⁴ Waltz (1988, p. 617)

nature humaine dans la compréhension des relations conflictuelles entre États, en réduisant l'ontologie de l'être humain à sa qualité d'*animus dominandi*. Cette tension semble suffisante aux yeux de Waltz pour abandonner le niveau d'analyse de l'individu et de l'État individuel et pour orienter exclusivement l'analyse vers le niveau structurel, celui du système que forment les États en interaction.

Enfin, l'ultime critique qu'adresse Waltz au réalisme est qu'il n'est pas suffisamment théorique. Dans le structuralisme, la condition pour atteindre le *réel* est d'écarter d'abord le *vécu*. Autrement dit, le théoricisme nécessite la décontextualisation. Waltz peut ainsi reprocher à Morgenthau et aux réalistes en général d'être prisonniers des détails, des événements accidentels et imprédictibles. Ils seraient de ce fait incapables d'identifier les récurrences, donc de produire des théories. Waltz ne se pose pas la question de savoir dans quelle mesure le réalisme ouvre des perspectives dans l'explication des affaires internationales. Il constate seulement que les réalistes n'ont pas réussi à produire des théories et sous-entend qu'aucune explication n'est possible sans recours à la théorie. Une lacune qu'il veut, lui, éviter, en recourant à la simplification. La théorie que la simplification rend possible devient ainsi l'objectif à atteindre même si elle « ne peut à l'évidence pas expliquer l'accidentel ni rendre compte des événements imprévisibles [car] elle traite des régularités et des répétitions et n'est possible que dans la mesure où celles-ci sont identifiables.¹ » L'accidentel et l'imprévisible ne sont plus problématisés ; la théorie doit les ignorer. Il y aura dans la théorie le non accidentel et le prévisible (donc le pertinent) et en dehors de la théorie, l'accidentel et l'imprévisible (donc le non pertinent). C'est le prix de la simplification. Le problème n'est pas tant que Waltz cherche le moyen d'expliquer ce que le réalisme ne permet pas d'expliquer. Le problème est dans l'incohérence de Waltz avec lui-même. En effet, il nous laissait croire, il y a peu, que la construction théorique était de nature mentale parce qu'elle ne relève pas du tangible, du sensible ou du physique, et qu'une fois construite, elle permettait de comprendre le réel. Or, ce qui devait faire l'objet de l'explication devient maintenant un matériau dans la construction de l'outil de compréhension.

¹ Lévi-Strauss (1962, p. 30)

Plus généralement, le théoricisme de Waltz réduit considérablement le domaine d'intelligibilité des relations internationales. Celui-ci se résume en un seul et unique élément du réel, le besoin de sécurité, et à un seul et unique élément théorique, la structure anarchique ; la combinaison de ces deux éléments aboutit à l'équilibre des grandes puissances et tout le reste s'explique par cette combinaison et par cette combinaison seulement. En plus des éléments contextuels dont cette construction théorique fait abstraction, la politique elle-même est abstraite au non du caractère non-pertinent des détails, de l'imprévisible et du contingent, c'est-à-dire de la pratique. Le problème est qu'après toute cette simplification, Waltz croit avoir dépassé le réductionnisme du réalisme.

L'équilibre des puissances relève d'abord et avant tout de la pratique ; il n'est devenu un concept que sous l'influence du théoricisme qui domine la discipline des relations internationales et fait systématiquement primer le concept sur le réel ; par le fait même, il doit décontextualiser l'objet d'étude. L'universalité et la primauté du concept est décontextualisante et, mieux encore, elle donne lieu à une pensée forcément démissionnante. Nous pouvons doré et déjà dire que comparé à Waltz appauvrit considérablement le domaine d'intelligibilité des relations internationales, en faisant abstraction du contexte et en dépolitisant l'équilibre des puissances pour pouvoir s'en servir comme concept.

3. Éclectisme et construction théorique

Ce qui intéresse Waltz, c'est le fonctionnement synchronique du système : comment le système détermine-t-il le comportement des États¹ ? Comment la stabilité du système s'articule-t-elle sur l'interaction des États ? Pourquoi, en fonction de la polarité, un système donné est-il plus stable qu'un autre ? Voilà ce que le structuralisme est censé nous aider à comprendre.

¹ Plus exactement : comment le système surdétermine-t-il le comportement des Etat ? Car même un apologiste de Waltz comme John Ruggie reconnaît que c'est de surdétermination qu'il s'agit. Ruggie (1986, p. 151)

Le déterminisme structurel est pleinement assumé à travers la radicalité de la distinction que fait Waltz entre théorie des relations internationales et théorie de politique étrangère : « Une théorie de politique internationale n'implique ni ne requiert une théorie de politique étrangère, pas plus qu'une théorie du marché n'implique ni ne requiert une théorie de la firme.¹ » Comme on peut le constater, cette distinction est établie sur la base d'une étrange analogie avec la microéconomie. Cette analogie traverse son argumentation de part en part. À ce propos, nous insisterons sur le caractère éclectique de la démarche de Waltz. Par éclectisme, en plus de ce que nous en avons déjà dit plus haut, nous entendons toute construction théorique qui emprunte ses termes à d'autres théories et les puise dans d'autres disciplines au gré du besoin, donc sans égard aux incohérences potentielles. L'éclectisme ne désigne pas toute approche multidisciplinaire. La socio-économie par exemple, n'est pas forcément éclectique. La multidisciplinarité peut même servir à élargir considérablement un domaine d'intelligibilité. Elle ne devient éclectisme que lorsqu'elle se réduit à utiliser telle notion issue de telle discipline pour une partie de la construction théorique puis telle autre notion puisée dans telle autre discipline pour une autre partie de la construction, alors que ces deux notions sont mutuellement exclusives.

C'est précisément ce procédé que nous voulons mettre en évidence à propos de Waltz car le propre de la microéconomie néoclassique est de reposer sur un raisonnement analytique linéaire à deux variables. Or Waltz lui-même oppose, à juste titre d'ailleurs, ce type de raisonnement à l'approche systémique, au nom de l'incommensurabilité. Il le fait au moment où l'incommensurabilité permet d'affirmer la supériorité de sa théorie par rapport au réalisme. Mais le souci de l'incommensurabilité disparaît au moment où il emprunte au réalisme l'essentiel de sa construction théorique. Il en est de même lorsqu'il insère au cœur d'une démarche structuraliste le raisonnement analytique de la microéconomie. C'est ce qui a motivé le jugement sévère de Robert Ashley que voici : « ... le néoréalisme nous fournit le pire de deux approches. Dans le néoréalisme, nous avons la superficialité atomiste combinée à la rigidité structuraliste de sorte qu'on (...) est condamné à se limiter aux

¹ Waltz (1988, p. 618)

apparences¹. » Afin d'éviter cet écueil, il aurait fallu intégrer les deux niveaux d'analyse dans une analyse de la pratique. Mais le cas échéant Waltz aurait été obligé d'abandonner sa démarche globale qui repose justement sur une négation de la pratique².

Waltz définit la notion de structure en lui reconnaissant trois attributs : le principe d'ordonnement ; les caractéristiques des parties et la distribution des capacités. C'est en fonction de ces trois attributs que nous structurons notre interprétation dans cette section.

3.1 Le principe d'ordonnement

S'agissant de la structure du système international, l'anarchie joue le rôle de principe d'ordonnement ou d'organisation. Les sciences de la complexité nous apprennent que ce principe dépend toujours de la finalité du système mais Waltz évite prudemment cette question. Tout au plus reconnaît-il la finalité de la survie pour les États; quant au système dans son ensemble, il en est dépourvu. On peut bien entendu tordre le propos et considérer que le système international a pour finalité son autoconservation, mais le problème ne sera pas résolu pour autant. Car pour pouvoir parler de finalité (et donc de système), il est nécessaire d'établir que cette finalité est inscrite sous une forme holographique au niveau de chaque partie. Or Waltz ne l'a pas établi et il ne pouvait l'établir puisque, selon lui, les parties ont une motivation très individuelle qui est la sécurité. On comprend mieux pourquoi Waltz tient tant à isoler la structure et de la définir en dehors de toute référence à l'interaction avec les unités.

Il lui faut régler un autre problème : comment la structure du système international détermine-t-elle le comportement des États ? C'est précisément à ce niveau que Waltz, contre toute attente, fait usage de l'analogie à la micro-économie. Notons qu'il évoque exclusivement l'économie néo-classique, c'est-à-dire la première version de

¹ Ashley (1984, p. 258)

² Alexander Wendt fut l'un des premiers auteurs en relations internationales à s'orienter vers une telle alternative. Wendt (1992, pp. 396-403) ; Wendt (1999, pp. 183-184).

la micro-économie qui remonte à la fin du XIX^e, début du XX^e siècle. Il ignore tous les développements ultérieurs qui sont venus soit relativiser l'irréalisme de cette micro-économie par la théorie des jeux, soit accentuer son irréalisme par une mathématisation plus poussée, soit encore la rejeter, comme l'a fait la théorie néo-institutionnaliste et plus encore la socio-économie. L'analogie de Waltz est à ce titre déroutante et elle l'est, à vrai dire, à bien d'autres égards. Les deux termes de cette analogie sont en effet aux antipodes l'un de l'autre. D'un côté, on a le structuralisme, c'est-à-dire la version la plus rigide du holisme, et de l'autre la micro-économie, c'est-à-dire la version la plus atomiste de l'individualisme méthodologique. D'ailleurs, les partisans de l'une et de l'autre démarche les présentent systématiquement comme mutuellement exclusives, si bien que l'analogie de Waltz se comprend difficilement autrement qu'en tant qu'illustration manifeste d'une démarche éclectique. Le problème est que Waltz n'ignore pas la principale critique adressée à la micro-économie. Il insiste même fortement sur l'irréalisme de l'économie néoclassique :

« De façon irréaliste, les économistes conçoivent l'économie comme si elle était isolée de la société et de l'environnement politique dans lesquels elle fonctionne. De façon irréaliste, les économistes supposent que le monde entier se résume dans le monde économique. De façon irréaliste, les économistes pensent de l'agent acteur, le fameux homo-œconomicus, qu'il ne fait que maximiser son profit de façon bornée. (...) Comme doit le savoir tout économiste plus ou moins sensible, l'homo-œconomicus n'existe pas. (...) L'hypothèse selon laquelle les hommes se comportent comme l'homo-œconomicus, reconnue fautive si elle doit exprimer une affirmation descriptive, devient très utile dans la construction de la théorie.¹ »

Cette citation appelle deux commentaires. En premier lieu, Waltz reconnaît explicitement la modération des économistes qui tournent le dos à l'hypothèse ontologique de l'homo-œconomicus et par là même l'immodération des autres, ceux qui réfléchissent sur la base de cas extrêmes et fictifs. Ensuite et comme le montre clairement la dernière phrase de la citation, Waltz se range volontairement du côté des économistes immodérés, ce qui témoigne en soi du rôle que joueront le raisonnement sur la base de cas extrêmes et la liquidation de la pratique dans la construction de sa théorie. Pourquoi ce choix ? Parce que de toutes les sciences sociales, c'est l'économie, ici néo-classique, qui s'est révélée authentiquement

¹ Waltz (1979, p. 89)

scientifique. Waltz n'est ni le seul, ni le premier à utiliser cet argument et à importer le raisonnement économique dans un autre domaine¹. Le problème est que la scientificité de l'économie est plus affirmée que démontrée. Parmi les économistes eux-mêmes, cette scientificité est loin de faire l'unanimité. Au moment où Waltz écrivait son livre de 1979 et plus encore lorsqu'il écrivait son article de 1988, la « science » économique s'ouvrait sur les approches institutionnaliste et sur la socio-économie, moins mathématiques dans leur formulation, moins restrictives dans leurs hypothèses et surtout sans prétention démesurée à la scientificité².

En fait, l'exactitude de la micro-économie néoclassique, sa capacité de couvrir de larges champs et ses vertus prédictives sont valables uniquement et strictement dans un monde imaginaire que créent les hypothèses posées *a priori* par les économistes, des hypothèses qui convergent toutes vers la liquidation de la pratique, du contexte et des contingences. La vraie question est donc de savoir pourquoi la science économique fut à ce point séduisante alors que sa scientificité est fondamentalement défailante, pourquoi, malgré son irréalisme, elle est parvenue à servir d'orientation à des politiques économiques. En réalité, elle n'a pas orienté mais plutôt justifié des politiques qui aurait été mises en oeuvre même si la micro-économie n'avait jamais existé. La légitimité de la micro-économie néoclassique ne procède pas de sa scientificité, mais du rôle d'argument dépolitisant qu'elle joue dans le champ politique. Exactement de la même manière que le discours savant de la guerre dépolitise la guerre, notamment lorsqu'il est fondé sur une prétention à la scientificité.

L'enjeu du théoricisme, celui de la micro-économie néo-classique au même titre que celui de Waltz, est toujours inavoué et revient à une *dépolitisation de la politique par la théorie*, une dépolitisation dans le sens précis de soustraire des thèmes controversés, par un argument aux relents scientifiques, au débat académique et au débat public. Il est évident que l'objectif n'est jamais totalement atteint, surtout dans le champ académique. Mais la volonté même de remettre en cause la dépolitisation

¹ À titre indicatif. Gary Becker l'avait introduit en droit. John Rawls en philosophie politique. Raymond Boudon en sociologie, etc. sans compter la théorie des choix rationnels qui, en théorie politique, s'en inspire largement.

² Voir Simon (1982) ; Bourdieu (2000) ; Williamson (1975)

est une victoire pour les partisans de la dépolitisation, du moment que d'un point de vue stratégique, ils auront fixé le terrain du débat. Et c'est selon le même mécanisme qu'une victoire, quand bien même partielle, est obtenue dans le champ politique. C'est pourquoi le théoricisme le plus aride, en même temps qu'il soustrait à la pratique le phénomène qu'il cherche à saisir, n'est jamais indépendant lui-même de toute pratique politique.

Après avoir précisé qu'il s'inspirait de la micro-économie, Waltz veut mettre à profit la notion de marché pour déployer un raisonnement analogique :

« Dans une *économie décentralisée*, le marché est individualiste à l'origine ; il est généré spontanément sans que ce soit le résultat d'une intention délibérée des acteurs. Le marché émerge des activités séparées des unités – des personnes et des firmes – dont les objectifs et les efforts sont dirigés non pas vers la création d'un ordre mais la réalisation de leurs propres intérêts qu'elles définissent à leur propre niveau et pour lesquels elles utilisent tous les moyens dont elles disposent.¹ »

On aura du mal à comprendre en quoi ce raisonnement est holiste. Le point de départ en micro-économie n'est jamais l'analyse de la structure du marché ; celle-ci est donnée *a priori* et elle est supposée correspondre à une concurrence pure et parfaite. Le point de départ de la micro-économie, c'est toujours le comportement d'un consommateur ou d'un producteur individuel vis-à-vis d'un bien donné. Le raisonnement micro-économique est linéaire, et réduit le comportement de l'agent économique à une fonction du premier degré comportant une variable dépendante et une variable indépendante. Cette linéarité fait de la micro-économie une discipline profondément analytique, qui contraste avec le raisonnement systémique qui s'est, dès le départ, opposé au raisonnement linéaire et analytique ; Waltz l'affirme lui-même². C'est d'ailleurs pour cette raison que la théorie des systèmes s'apparente aux sciences de la complexité, cette même complexité (de par la multitude de ce qu'on pourrait appeler les variables indépendantes) que la micro-économie a besoin de liquider dès le départ à travers le fameux *toute chose étant égale par ailleurs*. En ce sens, la radicalité de l'individualisme de la micro-économie est aux antipodes de la radicalité du structuralisme de Waltz. Il n'est possible de les faire tenir ensemble que si on accepte le recours à l'éclectisme sans discussion.

¹ Waltz (1979, pp. 89-90). Les italiques ont été ajoutés.

² Cf. *supra*.

L'usage éclectique que Waltz fait de la micro-économie, pour les besoins de la construction d'une théorie structuraliste, est discutable. Ceci y compris lorsque Waltz fait allusion au marché qui se structure par l'action non intentionnelle des individus, car le raisonnement ici demeure analytique. Les économistes néoclassiques déduisent le fonctionnement d'ensemble d'une population d'acteurs économiques par l'agrégation du comportement de ces acteurs : le propre du raisonnement analytique est de considérer que la demande agrégée égale la somme des demandes individuelles. Or, Waltz est partisan de l'idée systémique selon laquelle le tout est supérieur à la somme des parties. Il est vrai cependant que les actions individuelles des acteurs économiques créent, de façon involontaire, une situation qui les dépasse. Nonobstant l'incapacité de la micro-économie de rendre compte convenablement de la complexité de ce processus, ce raisonnement reste insuffisant pour pouvoir prétendre que l'on n'est plus dans une logique analytique et linéaire basée sur l'individualisme méthodologique.

Raymond Boudon, un sociologue clairement apparenté aux individualistes méthodologiques, appelle le résultat de ce processus un *effet de composition*, et il ne pense pas pour autant que c'est suffisant pour adopter une approche holiste¹. Pour Boudon, la notion même de structure est superflue². Nous ne partageons pas ce point de vue, mais nous ne pouvons pas manquer de noter que Boudon est cohérent avec lui-même, ce qui n'est pas le cas de Waltz. C'est cette incohérence qui nous empêche de considérer que Waltz est individualiste dans l'absolu ou holiste dans l'absolu et nous amène à conclure qu'il est éclectique.

L'éclectisme de Waltz lui permet d'éviter de réfléchir en termes d'effet de composition. Il peut ainsi se maintenir dans l'univers du déterminisme structurel, en puisant dans l'analogie à la micro-économie néoclassique l'idée d'une indépendance absolue de la structure, l'idée même par laquelle il affirme être le vrai théoricien structuraliste des relations internationales. Mais c'est aussi l'éclectisme qui l'amène à se contredire. En effet, même si on admet que les actions individuelles des agents

¹ Boudon (1968, p. 65)

² Il a consacré un livre entier à ce problème. Boudon (1968)

économiques créent des situations que ces derniers n'ont pas consciemment voulu engendrer, l'on n'est pas pour autant fondé d'affirmer que ce qui a été construit ne provient pas de l'action des acteurs. Quoiqu'il en soit, Waltz soutient que « le marché contraint les unités qui le composent à ne pas accomplir certaines actions et les orientent vers d'autres actions.¹ » C'est de la même manière que la structure du système international permet aux États de mettre en œuvre certaines politiques et en prohibe d'autres. Mais il y a plus : « Le marché (...) sélectionne les comportements selon leurs conséquences. Il récompense certaines unités par un profit élevé et condamne d'autres à la faillite.² » De nouveau, la réflexion sur des cas extrêmes est à l'œuvre : soit le profit élevé, soit la faillite ; soit la réussite fulgurante, soit la mort ; soit la sécurité au sens le plus étroit mais maximale, soit la guerre d'extermination. Opposer le profit élevé à la faillite risque d'étonner les économistes eux-mêmes. Car un profit modeste ou modéré suffit tout autant que le profit le plus élevé à éviter la faillite. Le corollaire de la réflexion sur les cas extrêmes entraîne, comme on peut de nouveau le constater, l'immodération. Cette immodération n'est une caractéristique du discours savant de la guerre que parce que c'est un discours propre à la modernité ; rappelons en effet, comme nous l'avons vu dans le chapitre consacré à Hobbes, que c'est dans la modernité que le fonctionnement cognitif est dominé par l'immodération.

3.2 La différenciation fonctionnelle des parties

Waltz nie purement et simplement la pertinence de la différenciation fonctionnelle des parties, non pas pour tout système mais pour le système international. L'analogie à la micro-économie qu'il utilise dans le traitement du premier attribut rebondit ainsi sur le second. Ce n'est pas tant la spécificité du système international que la volonté d'assimiler le comportement des États au comportement des agents économiques qui doit nous convaincre de l'homogénéité fonctionnelle des États. Derrière cette analogie se trouve une caractéristique du discours savant de la guerre : un anthropomorphisme qui fait envisager l'État à l'image de l'être humain. Pour Waltz,

¹ Waltz (1979, p. 90)

² Waltz (1979, p. 90)

les États « sont des acteurs unitaires qui, au minimum, cherche à se préserver et au maximum, veulent la domination mondiale.¹ » La constance de Waltz dans l'utilisation des cas extrêmes comme repère est remarquable. L'État se définit soit par la peur de la disparition violente, soit par la volonté de la domination de tous les autres États. La guerre se profile comme horizon ultime. Et à ce titre, aucun État ne peut faire exception : « Les États qui sont les unités des systèmes politiques internationaux ne sont pas formellement différenciés par les fonctions qu'ils accomplissent. L'anarchie implique des relations de coordination entre les unités du système et c'est ce qui implique leur similitude.² »

En toute logique, nous devrions alors conclure que l'anarchie joue ainsi le rôle du principe d'ordonnement, parce que l'anarchie demeure toujours la même : « tant et aussi longtemps qu'il y aura de l'anarchie, (...) les systèmes internationaux varieront uniquement à travers un changement du principe d'ordonnement ou à travers les variations des capacités des unités.³ » Dans ce cas, de deux choses l'une. Soit l'anarchie est le véritable principe d'ordonnement du système international, auquel cas tout ce que Waltz a décrit sous la rubrique du principe d'ordonnement se réduit à des variables capables de provoquer des variations du système international. Soit l'anarchie n'est pas le principe d'ordonnement, si bien qu'on ne saura plus ce qu'elle est ou, ce qui est plus vraisemblable, on sera obligé de la considérer pour ce qu'elle était en théorie des relations internationales avant la construction de la théorie de Waltz.

L'indifférenciation des États est l'occasion pour Waltz de réaffirmer son statocentrisme. L'État, même s'il n'est pas le seul acteur, demeure l'acteur le plus important : « Les États ne sont pas et ne seront jamais les seuls acteurs internationaux. Mais les systèmes ne se définissent pas par tous les acteurs qui fleurissent en leur sein mais seulement par leurs acteurs majeurs.⁴ » Du point de vue empirique, le propos n'est pas tenable. Il est effectivement difficile d'admettre qu'un ingénieur concevra un système expert (d'un ascenseur à un moteur de voiture ou un

¹ Waltz (1979, p. 118)

² Waltz (1979, p. 93)

³ Waltz (1979, p. 93)

⁴ Waltz (1979, p. 93)

ordinateur) en ne considérant que les éléments importants, car la notion même d'importance est dans ce cas très relative. Mais notre démarche n'est pas celle de la vérification (réfutation) empirique. C'est sur un autre plan que nous procéderons, un plan chronologiquement antérieur à l'examen empirique.

La question que nous posons est en effet de savoir en fonction de quel critère le théoricien décide de l'importance d'un acteur et en ce qui concerne Waltz, de l'importance exclusive d'un seul acteur. Waltz n'en fournit aucun : « Pour définir la structure d'un système, on a besoin de choisir un ou quelques-uns des innombrables objets qui composent le système et s'en servir pour définir la structure de celui-ci. Pour les systèmes internationaux, comme pour tout système, on doit d'abord décider quelles unités seront considérées comme faisant partie du système.¹ » L'aporie est censée être évitée par une nouvelle analogie à l'économie : « Encore une fois l'*analogie* économique est utile. La structure du marché se définit par le nombre d'entreprises en concurrence. Si un nombre élevé de firmes égales se font concurrence, on se rapproche d'une situation de concurrence parfaite. Si quelques entreprises dominant le marché, la concurrence est dite oligopolistique même si plusieurs autres entreprises y figurent.² » Il n'est toutefois pas clair en quoi la référence aux entreprises et au marché serait éclairante quant au stato-centrisme. Depuis l'avènement de l'économie industrielle (en tant que sous-discipline de la science économique) et de son utilisation en gestion stratégique des entreprises, nous savons qu'un marché ne se définit pas uniquement ni principalement par les entreprises qui y évoluent, mais par la dynamique qui lie différents acteurs différenciés fonctionnellement : les fournisseurs, les clients, les concurrents potentiels, les producteurs de produits de substitution, etc³.

Ce n'est pas à cette objection que Waltz choisit de répondre, mais à une autre qu'il formule lui-même d'une manière telle qu'il lui est possible de la rejeter : « Mais, nous dit-on, les définitions de ce genre ne peuvent pas s'appliquer aux relations internationales à cause de l'interpénétration des États, à cause de leur incapacité à

¹ Waltz (1979, p. 93)

² Waltz (1979, pp. 93-94)

³ C'est, pour une bonne partie, le sens de l'œuvre de Michael Porter. Voir notamment Porter (1980, 1985).

contrôler l'environnement de leur action et à cause de l'émergence des firmes multinationales et autres acteurs non-gouvernementaux difficiles à réguler dont certains peuvent rivaliser en influence avec les États.¹ » Pour que cette objection soit pertinente, il lui fallait être formulée autrement : comment assimiler les États aux entreprises à partir du moment où le fonctionnement des entreprises les amène à des échanges étroits et parfois à des interpénétrations, voire des fusions, alors qu'il est moins question de ce genre de relations entre les États ? Formulée de cette manière, l'objection aurait été pertinente car il s'agit de comprendre les États par une analogie aux entreprises et non pas le contraire. Waltz le dit lui-même : « Je définis les structures politiques internationales en termes d'États de la même manière que les économistes définissent les marchés en termes d'entreprises.² » Si Waltz avait cependant pris en compte l'objection telle que nous l'avons formulée, il n'aurait pas pu poursuivre son raisonnement.

Le raisonnement se poursuit avec deux autres arguments. En premier lieu :

« Même s'ils peuvent choisir d'intervenir très peu dans les affaires des acteurs non-gouvernementaux pendant de longues périodes, les États établissent néanmoins les termes de leur rapport avec le reste, soit en admettant passivement le développement de règles informelles, soit en intervenant activement pour changer les règles qui ne leur conviennent plus. En tant que décideurs en dernière instance, les États refont les règles selon lesquelles les autres acteurs agissent.³ »

Autrement dit, les acteurs non-gouvernementaux agissent au niveau international parce que les États veulent bien les tolérer. Il s'agit d'un manquement à l'analyse systémique car tant il est vrai que les États peuvent sévir contre les acteurs non-gouvernementaux et peuvent même les utiliser en les manipulant de différentes façons, la marge de manœuvre des États n'est pas infinie. On pourrait même dire que parfois, c'est plutôt l'inverse qui se produit ; par exemple, lorsque certaines corporations disposent d'un pouvoir tel qu'elles parviennent à faire fléchir la volonté des États à l'échelle internationale. Mais encore une fois, notre argument n'est pas empirique. C'est pourquoi nous affirmons que les interactions entre États et acteurs

¹ Waltz (1979, pp. 93-94)

² Waltz (1979, p. 94)

³ Waltz (1979, p. 94)

non-gouvernementaux sont suffisamment complexes pour ne pas le réduire à la prépondérance des États.

Le second argument de Waltz est de dire que « le fait que l'optique stato-centrique soit si souvent remise en cause montre toute la difficulté des auteurs en science politique à garder constamment à l'esprit une claire distinction entre structures et processus.¹ » Il faut, en d'autres termes, sacrifier la pratique pour comprendre la structure et s'ouvrir sur le structuralisme pour saisir le fonctionnement du système international. Ainsi, Waltz peut s'étendre sur deux pages pour dire que les États sont indifférenciés et que toutes les différences possibles n'ont aucune importance². Les États étant indifférenciés et leur comportement étant déterminé par la structure du système international, ils sont donc prévisibles. C'est le résultat normal auquel on parvient après autant de simplifications.

3.3 La distribution des capacités

Notons d'emblée que contrairement aux deux premiers attributs qui correspondent réellement à la théorie des systèmes, la distribution des capacités appartient essentiellement à l'univers réflexif de la théorie politique. Comme Waltz nie la pertinence du second attribut, la différenciation des parties, sa théorie ne retient en fin de compte qu'un seul attribut, c'est-à-dire le principe d'ordonnement, et encore ! Car comme nous l'avons montré, une tension insurmontable caractérise le lien entre anarchie et principe d'ordonnement chez Waltz.

Cette remarque faite, nous pouvons poursuivre. La distribution des capacités concerne les moyens militaires et la richesse dont disposent les États. Les capacités chez Waltz sont conçues de façon restrictive. Tout État utilisera ses ressources pour, d'une part, augmenter ses moyens économiques et militaires, et d'autre part, renforcer et/ou élargir ses alliances extérieures ou affaiblir les alliances de ses adversaires ; son ultime objectif étant d'assurer sa survie. On se souvient que Waltz parlait précisément

¹ Waltz (1979, p. 95)

² Waltz (1979, pp. 95-97)

d'indifférenciation fonctionnelle et cela lui sert maintenant à affirmer que « les unités (...) se distinguent les unes des autres d'abord et avant tout par leurs plus ou moins grandes capacités dans la réalisation de tâches identiques.¹ » Il ajoute une nuance cependant : « les capacités font partie des caractéristiques des unités, mais pas la distribution des capacités entre les unités.² » La distribution est donc de nature systémique et ce point ne peut être compris que si on le met en relation avec l'ultime objectif poursuivi par Waltz. Les différences de capacités décideront de la nature du système, précisément de sa polarité. L'ossature du système international ainsi établie, Waltz a recours au fonctionnement des marchés nationaux pour expliquer, par analogie (encore et toujours à l'économie), l'interaction entre les États. Ces derniers se feront concurrence à l'échelle mondiale comme les entreprises ont coutume de le faire à l'échelle d'un marché national.

À ce stade interviennent deux notions fondamentales dans la théorie de Waltz : le nombre et la force des puissances mondiales. Elles nous paraissent fondamentales car ce sont précisément ces deux notions qui permettent de comprendre à la fois l'évolution de l'ordre international (en termes de stabilité ou d'instabilité) et sa continuité systémique (en termes de caractéristiques structurales). Deux déclinaisons de l'équilibre des puissances sont possibles : l'équilibre bipolaire et l'équilibre multipolaire. Chez Waltz, la théorie de la guerre n'est pas indépendante de l'arbitrage entre ces deux versions de l'équilibre des puissances avec, comme critère, la stabilité. L'équilibre des puissances n'est ni une théorie, ni une notion, ni un concept ; l'équilibre des puissances est d'abord et avant tout une politique, une pratique.

4. De la guerre théorique

Dans son livre de 1979, Waltz traite de la guerre au chapitre 6, « Anarchic Orders and Balances of Power », et lui consacre la section intitulée « Virtues of Anarchy. » L'article de 1988 porte entièrement, quant à lui, sur la question de la guerre³. Comme

¹ Waltz (1979, p. 88)

² Waltz (1979, p. 98)

³ Nous savons que l'article reprend en fait la thèse du livre.

nous le signalions plus haut, l'ancrage de cet article dans le théoricisme est déjà manifeste dans son titre (« The Origins of War in Neorealist Theory ») et les problèmes qu'il pose commencent là. Le fait que les origines de la guerre qu'il recherche dans la théorie néoréaliste constituent réellement les origines de toute guerre reste à démontrer. Comme tous les théoriciens, Waltz introduit l'interface de la théorie entre lui et la réalité, dans l'espoir de mieux rendre compte de cette réalité que toutes les théories qui ont précédé la sienne. N'oublions pas ce que nous disions dans la première section du présent chapitre : théorie signifie paradigme chez Waltz. Ce n'est pas uniquement la vérité sur le système international qu'il veut proclamer, mais le cadre même de toute réflexion sur la question. Le problème est qu'au-delà de ses intentions et au fil de la démonstration, la théorie cesse d'être une interface et se substitue à la réalité elle-même. Autrement dit, Waltz ne cherche plus les causes de la guerre dans la réalité mais dans la théorie.

Waltz écrit : « Même si la théorie néoréaliste n'explique pas pourquoi des guerres particulières éclatent, elle explique la triste récurrence de la guerre à travers les millénaires (...) Les origines des guerres chaudes se trouvent dans les guerres froides et les origines des guerres froides se trouvent dans l'ordonnement anarchique de l'arène internationale.¹ » Aucune guerre particulière, réelle et contextualisée, ne peut être comprise grâce à la théorie de Waltz, mais pas une seule ne peut être pensée en dehors de cette même théorie, en dehors de ce paradigme². Et c'est à ce niveau que le déterminisme structuraliste intervient : « La récurrence de la guerre s'explique par la structure du système international.³ » Il ajoute : « Les théoriciens expliquent ce que les historiens savent déjà : la guerre est normale.⁴ » Cette référence furtive aux historiens soulève le problème qui se pose systématiquement en théorie des relations internationales en matière de rapport à l'histoire⁵. Ce problème est qu'on est invité à tenir pour vrai qu'il existe un groupe homogène d'auteurs, les historiens, qui

¹ Waltz (1988, p. 620)

² L'usage des expressions *guerres froides* et *guerres chaudes* n'est pas anodin. Il correspond au contexte particulier dans lequel écrit Waltz, le contexte dont il voulait influencer le cours en faveur de la détente ou, plus exactement, offrir des arguments à ceux qui, dans le champ politique américain, voulaient consolider la détente.

³ Waltz (1988, p. 620)

⁴ Waltz (1988, p. 620)

⁵ Voir Ashley (1984, p. 258) en ce qui concerne spécifiquement le néoréalisme.

partagent un point de vue ayant valeur de vérité sur la guerre : la guerre est normale ; mais cette vérité ne se rapporte à aucune norme particulière autre que celle, implicite, de la vérité scientifique et rationnelle, donc de la seule vérité de Waltz. Waltz sous-entend bien sûr qu'il aurait pu citer un nombre impressionnant d'exemples historiques pour appuyer son propos. Mais la multiplication des exemples ne peut se substituer à la démonstration. Tout au plus pourrions-nous admettre que la guerre est récurrente, mais la normalité ne peut être assimilée à récurrence. À vrai dire, même la récurrence, à la considérer avec soin, ne se confirme pas toujours. Car si un exemple incontestable de la récurrence de la guerre devait être donné, ce serait sans doute celui de l'Europe et l'idée que la guerre en Europe, depuis une cinquantaine d'années, serait normale est tout simplement absurde.

Waltz se rapproche du discours savant de la guerre sur ce point. Mais sa démarche est d'autant plus contestable qu'elle se veut structuraliste. Or, sa validité structuraliste ne peut s'appuyer sur l'évocation des exemples historiques puisqu'elle est censée s'appliquer à eux et les expliquer. Autrement, le raisonnement devient circulaire puisque la normalité de la guerre se trouvera à la fois en amont et en aval de la démarche : le cas échéant, cela reviendrait à affirmer que la guerre est normale parce qu'elle est récurrente et qu'elle est récurrente parce qu'elle est normale. Si c'est le cas, une démarche purement empirique aurait suffi pour l'affirmer. Or, c'est précisément l'empirie que Waltz veut dépasser par le structuralisme. Mais comme on vient de le voir, cela ne se justifie pas. C'est pour cette raison que nous avons tendance à croire que le structuralisme sert d'apparat scientifique à des affirmations (la guerre est normale) qui n'avaient pas besoin du structuralisme pour être formulées. La raison d'être de la version structuraliste du discours savant de la guerre est plutôt à chercher du côté du champ politique.

Pour Waltz, la guerre est normale dans l'absolu et elle est normale parce qu'elle est récurrente. Il existe cependant une différence. « Les guerres varient en fréquence et à d'autres égards aussi. La question centrale à une théorie structurale se présente comme suit : comment les changements du système affectent-ils la fréquence de la

guerre ?¹ » Et il faut bien comprendre que ce n'est pas le processus du changement qui est pertinent. Waltz devait formuler cette phrase autrement pour qu'elle corresponde à son raisonnement. Par exemple : comment différents systèmes favorisent-ils différemment la stabilité et comment certains réduisent-ils plus que d'autres la fréquence des guerres ? C'est le cœur du message qu'il cherche à transmettre, un message qu'il a voulu scientifique et sans lien avec la pratique politique. Mais nous estimons que s'il a voulu présenter ce message selon un appareillage scientifique, c'est justement pour servir une pratique politique bien précise.

Le raisonnement se poursuit dans une section au titre là aussi révélateur : « Maintenir les guerres froides : le niveau structural.² » Le point de départ est l'anarchie et l'aboutissement une interrogation sur les deux systèmes que sont la multipolarité et la bipolarité en termes de stabilité :

« Lorsque la tendance est à l'anarchie, la paix est fragile. La prolongation de la paix requiert que les développements potentiellement déstabilisateurs favorisent l'intérêt et les réponses calculées de certains ou de tous les principaux membres du système. Dans une anarchie d'États, le prix de l'inattention ou des mauvais calculs doit souvent se payer par le sang. Une thématique importante pour une théorie structurale est de savoir dans quel type de système, multipolaire ou bipolaire, les conditions déstabilisatrices sont-elles mieux gérées ?³ »

Si la discussion doit porter sur la polarité, l'attention se portera obligatoirement sur les grandes puissances. Lorsque Waltz affirmait que seuls les acteurs importants doivent être pris en compte, il cherchait, d'une part, à retenir les acteurs unitaires que sont les États au détriment des autres acteurs et, d'autre part, à ne maintenir des États que les grandes puissances. L'évolution du raisonnement vers une thématique propre à la guerre froide est manifeste.

La corrélation linéaire entre la polarité et la stabilité du système international sera sans surprise favorable au système bipolaire. D'où l'instabilité du système multipolaire provient-elle ? Pourquoi les pôles multiples, les puissances en grand

¹ Waltz (1988, p. 620)

² Waltz (1988, pp. 620-624)

³ Waltz (1988, p. 620)

nombre, ne parviendront-ils pas à construire des alliances solides et durables ? La réponse de Waltz confirme sa qualité de théoricien. Les alliances multipolaires étant des alliances entre une pluralité de pôles de puissance égaux auxquels se greffent des États moins puissants, les intérêts que partagent les membres se réduisent à la sécurité ; les autres intérêts font l'objet d'une concurrence, ce qui, en retour, fragilise l'alliance : « les alliances sont nouées par des États qui ont certains intérêts en commun, pas tous. L'intérêt commun est d'ordinaire de nature négative : la peur des autres États.¹ » La sécurité est précaire ; elle repose sur une alliance que les membres égaux peuvent rompre en faisant défection à tout moment, si d'autres intérêts que la sécurité sont en jeu. Voilà pourquoi l'équilibre multipolaire des puissances nécessite une activité diplomatique intense, c'est-à-dire des négociations sans fin et des compromis. La défection d'un seul membre de l'alliance est une menace à la sécurité de tous les autres. Il en est de même lorsqu'un membre de l'alliance, même le moins puissant, est menacé ou attaqué ; toute l'alliance en sera affectée et sera obligée d'intervenir : « Le prélude à la première guerre mondiale représente un exemple frappant d'une telle situation. (...) ainsi le cercle vicieux se poursuit-il. Parce que la défaite ou la défection d'un allié majeur pouvait perturber l'équilibre, chaque État était contraint d'ajuster sa stratégie et d'utiliser ses forces pour atteindre les objectifs et contrer les peurs de ses partenaires.² »

Ici, le procédé de Waltz se présente comme suit : la multipolarité n'est pas de prime abord empirique ; elle est structurelle et théorique. La découvrir est une tâche qui incombe au théoricien et le théoricien y accède par une activité mentale. Le théoricien n'a pas en tête *ex ante* le système multipolaire européen et le rôle que la diplomatie était censé jouer pour le maintenir, ni encore que Morgenthau défendait ce point de vue. Tout cela est présenté comme exemple, le plus frappant certes, mais un exemple parmi tant d'autres. Il se trouve cependant, et nonobstant encore une fois qu'un exemple n'est pas une démonstration, qu'il est pratiquement impossible de trouver un autre exemple dont les termes correspondraient à ce que Waltz croit avoir construit mentalement³. Nous allons voir qu'il en est de même pour la bipolarité. Ce que nous

¹ Waltz (1988, pp. 620-621)

² Waltz (1988, p. 621)

³ Ted Hopf a consacré une étude à cette question. Voir Hopf (1991)

cherchons à mettre en évidence ici, c'est ce que nous avançons précédemment, à savoir que Waltz ne cherchait pas forcément à comprendre la réalité du système international et à en dégager la configuration la plus stable par une réflexion totalement isolée, éloignée des tumultes du champ politique. Sa préférence pour la bipolarité ne s'explique pas par le propos explicite de Waltz sur la polarité mais plutôt par une prise de position dans le champ politique de l'époque. Comme l'explique James Mann, un débat au sein de l'administration américaine opposait, durant les années 1970, les partisans de la détente avec l'URSS et la Chine aux partisans de la course à l'armement¹. C'est dans la dynamique de ce champ que l'argument de Waltz devait intervenir. Les acteurs politiques favorables à la détente avaient besoin d'arguments pour la justifier et l'argument de la bipolarité comme étant scientifiquement la plus stable des polarités est à ce titre tout désigné. La détente est la meilleure option parce qu'elle repose sur la bipolarité et la bipolarité est scientifiquement tenue pour stable et durable ; et puisque c'est la science qui le dit, il n'y a plus lieu d'en débattre. C'est en ce sens que la pensée de Waltz est démissionnante.

Cette contextualisation va nous permettre de mieux comprendre l'argumentaire de Waltz lorsqu'il compare les deux polarités. Ainsi apprend-on : « Dans les alliances entre égaux, la défection d'un membre menace la sécurité des autres. Dans les alliances entre inégaux, les contributions des membres de moindre envergure sont désirables mais leur importance est minime. Dans les alliances entre inégaux, les leaders ont besoin de se soucier quelque peu de la loyauté de leurs suiveurs qui, il est vrai, n'ont pas d'autre choix.² » Le jugement implicite à cette première comparaison penche en faveur de la bipolarité à laquelle correspond l'alliance entre inégaux, c'est-à-dire entre une grande puissance et d'autres États moins puissants ; il s'agit ici des États-Unis d'un côté, et de l'URSS de l'autre, chacun avec ses alliés qui ne sauraient rivaliser en puissance. Le résultat des autres termes de la comparaison est le même. Dans la multipolarité, la marge de manœuvre de chaque État en matière d'alignement a l'inconvénient de réduire la marge stratégique de l'alliance, alors que dans la bipolarité « c'est l'inverse qui est vrai : la rigidité de l'alignement dans un monde

¹ Mann (2004, pp. 61-78)

² Waltz (1988, p. 621)

bipolaire a pour conséquence une plus grande flexibilité de la stratégie et une plus grande liberté de décision.¹ » De la même manière, dans la multipolarité, le point commun entre les membres de l'alliance est minime : la sécurité. En plus de la fragilité de l'alliance, les grandes puissances doivent accommoder leurs alliés, au détriment de leurs propres intérêts. Tandis que « dans un monde bipolaire, les leaders d'alliances peuvent établir des stratégies conçues en premier lieu à favoriser leurs propres intérêts et à leur permettre de faire face à leurs principaux adversaires et, en second lieu, pour satisfaire leurs alliés.² »

Toujours sous couvert d'un raisonnement désintéressé, les intentions de Waltz se précisent. Ce qui l'intéresse, c'est que les grandes puissances oeuvrent d'abord et avant tout pour leurs intérêts propres, sans contrainte. Pour le moment le propos est valable autant pour les États-Unis que pour l'URSS. L'instabilité de la multipolarité procède par ailleurs de l'incertitude quant à la source de la menace et des responsabilités lorsque vient le moment de faire face à cette menace ; alors que « dans la politique de grande puissance d'un monde bipolaire, il n'y a jamais de doute quant à savoir qui représente un danger pour qui.³ » Le danger dans un monde multipolaire provient des mauvais calculs d'un ou plusieurs membres de l'alliance ; le danger dans la bipolarité est que l'une des deux grandes puissances ait une réaction excessive par rapport à un évènement. Or, pense Waltz, « qu'est-ce qui est pire : les mauvais calculs ou les réactions excessives ? Les mauvais calculs représentent un mal plus grand parce qu'ils ont plus de chances de permettre des évènements en cascade qui, finalement, menacent le statu quo et conduisent les puissances à la guerre. Les réactions excessives sont un moindre mal parce qu'au pire, elles n'entraîneraient que le coût financier d'un armement inutile et, peut-être, des guerres limitées.⁴ » Autrement dit, le risque d'une guerre mondiale correspond plus à la multipolarité qu'à la bipolarité.

Reste encore un terme de comparaison, mais non le moindre. Dans un système multipolaire, les économies des grandes puissances sont intimement

¹ Waltz (1988, p. 622)

² Waltz (1988, p. 622)

³ Waltz (1988, p. 622)

⁴ Waltz (1988, p. 623)

interdépendantes, alors qu'elles sont totalement indépendantes dans un monde bipolaire. Et, mieux encore, « la taille des grandes puissances tend à augmenter à mesure que leur nombre diminue. Et plus large est un État, plus grande sera la variété de ses ressources¹ », ce qui diminue la dépendance économique envers l'extérieur. Comme il est impossible de soupçonner chez Waltz la moindre sympathie pour l'URSS, on comprend que ce sont les intérêts des États-Unis qui l'intéressent ; son idée, finalement, est que la détente qui perpétue la bipolarité représente le meilleur moyen pour réaliser cet objectif sans faire de concession à l'URSS, car les économies américaine et soviétique sont totalement indépendantes l'une de l'autre. En somme, « [l']interdépendance des parties, la propagation des dangers, la confusion des réactions : ce sont là les caractéristiques de la politique de grande puissance dans un monde multipolaire. L'auto-dépendance des parties, la clarté des dangers, la certitude sur l'identité de l'entité de qui aura à faire face à ces dangers : ce sont là les caractéristiques de la politique de grande puissances dans un monde bipolaire.² »

Quel que soit le critère, on le voit bien, la bipolarité est préférable à la multipolarité. Et la bipolarité, quel que soit le facteur par lequel elle est définie, correspond toujours à la guerre froide. La bipolarité – exactement comme pour la multipolarité – n'est pas censée être en premier lieu une donnée empirique, mais une construction mentale à valeur scientifique qui doit servir à juger du réel. La guerre froide ne devrait pas être plus qu'un exemple parmi d'autres. Mais il se trouve que telle que décrite par Waltz, il est impossible de trouver un autre exemple à même d'illustrer cette conception mentale avec autant de précision. Nous sommes bien obligés de conclure que le travail de Waltz consiste essentiellement en une universalisation inavouée de deux systèmes précis de pratique politique, que l'universalisation par la théorie dépolitise. La théorie dépolitisée doit ensuite intervenir dans le champ politique américain et trancher un conflit entre deux conceptions de politique étrangère : la détente ou l'hostilité à l'égard de l'URSS. Parce qu'il est théoricien, donc un esprit forcément réfractaire à l'autoréflexivité, il ne faudrait s'attendre à ce que Waltz reconnaisse le caractère réflexif de sa pensée au sens de Giddens. Pourtant sa démarche est bien d'aller puiser dans le réel des faits, de les décontextualiser, d'en

¹ Waltz (1988, pp. 623-624)

² Waltz (1988, p. 624)

faire des vérités et de les réinjecter ensuite dans le réel sous forme de savoir scientifique.

Il nous reste maintenant à savoir pourquoi le système bipolaire est durable. L'incertitude étant moindre, toute perte pour l'une des grandes puissances se transformera en un gain pour l'autre ; c'est pourquoi il est certain que chacune réagira promptement à tout évènement pouvant lui causer une perte, tout en sachant aussi que toute action visant à causer une perte à l'adversaire provoquera une réaction chez ce dernier. Une sorte de *statu quo* s'installe ainsi durablement. Il se trouve cependant que dans la réalité, le système n'a pas duré plus de dix ans après la publication du livre de Waltz ; il s'est même effondré une année après la publication de son article.

Mais Waltz est déroutant lorsque, après avoir assuré que la bipolarité est garante de la stabilité et de la sécurité par un déterminisme structurel, il affirme qu'« il est difficile de croire que la bipolarité à elle seule explique la longue paix entre les États-Unis et l'Union Soviétique. (...) Pour une explication plus complète des raisons pour lesquelles cela n'a pas eu lieu, nous devons nous intéresser à cette autre grande force de la paix : les armes nucléaires. »¹ Waltz a vu juste en ce qui concerne le nucléaire, mais ce qui est déroutant, c'est qu'il tient ces propos dans une section de l'article intitulé « Maintenir les guerres froides : le niveau des unités.² ». Ce n'est donc plus le niveau structurel, comme on était censé croire, qui est exclusivement pertinent, mais celui des États l'est aussi.

C'est en fait d'autant plus déroutant que Waltz s'engage ensuite dans une discussion qui accorde une large place à la paix. Est-ce à dire qu'il a tourné le dos à la *realpolitik* qu'il affirmait avoir conservée du réalisme ? Non, car la paix qui intéresse Waltz est limitée à celle entre les deux grandes puissances et c'est cette paix qu'il lie au nucléaire. Ce n'est que dans ce cadre limité qu'il accepte de reprendre l'idée de Kant selon laquelle « les chances de paix augmentent si les États sont capables de réaliser leurs fins les plus importantes sans faire un usage actif de la force. La guerre devient moins probable et les coûts de la guerre augmentent en fonction des gains

¹ Waltz (1988, p. 624)

² Waltz (1988, pp. 624-627)

possibles.¹» Et les gains possibles dans un conflit nucléaire seront toujours minimes comparés aux pertes. En somme, la guerre nucléaire ne peut se justifier et dans un système où les grandes puissances sont des puissances nucléaires, le nucléaire est condamné à demeurer une arme stratégique qui assure la paix entre les États-Unis et l'URSS : « Si on n'avait pas réussi la fission de l'atome, ces deux nations auraient beaucoup plus de raisons d'avoir peur l'une de l'autre.² » Mais le propos de Waltz est encore plus radical : faisant abstraction des faits les plus patents, la guerre de Corée, celle du Vietnam et celle des Malouines notamment, il affirme catégoriquement que faire la guerre est « devenu de plus en plus le privilège des États pauvres et faibles.³ » Mais cela cesse d'être une inconsistance lorsqu'on arrive à comprendre qu'il s'agit en fait d'un message adressé, en des termes à peine voilés, aux adversaires de la détente : la guerre qu'ils cherchent à déclencher ferait passer les États-Unis pour un État faible :

« Les armes nucléaires renversent ou annulent plusieurs causes conventionnelles de la guerre. (...) L'accumulation d'une puissance significative à travers la conquête, notamment lorsque seules les armes conventionnelles sont utilisées, n'est plus possible dans un monde d'armes nucléaires. Les individus qui croient que les leaders de l'Union Soviétique sont tellement déterminés à dominer le monde qu'ils souhaiteraient courir des risques catastrophiques en vue de gains problématiques, ne comprennent pas comment les gouvernements fonctionnent.⁴ »

Le monde est celui des grandes puissances et des grandes puissances seulement. Il y aura paix et stabilité dans le monde si les grandes puissances ne se font pas ouvertement la guerre et tant que chacune parviendra à dominer une partie du monde. L'immodération qui en découle est que le reste de l'humanité peut bien s'étriper, en agissant comme sous-traitant des grandes puissances, on parlera toujours de paix et de stabilité. La guerre froide ne s'est pas transformée en guerre nucléaire, certes, mais la paix et la stabilité que Waltz approuvent n'ont pas été uniquement le résultat du nucléaire ; ce fut aussi au prix d'innombrables guerres bien réelles, avec cette particularité que depuis 1945, les guerres font essentiellement des victimes civiles. Waltz avait à cœur de maintenir la domination américaine, ce qui, en soi, n'est pas de

¹ Waltz (1988, p. 624) La différence est que Kant fait référence au droit alors que Waltz fait référence au nucléaire.

² Waltz (1988, p. 625)

³ Waltz (1988, p. 627)

⁴ Waltz (1988, pp. 626-627)

la science, mais de la politique. Et Waltz a activement participé à nourrir le discours savant de la guerre, puisque la guerre reste pour lui « normale » et que les guerres peuvent être tolérées tant et aussi longtemps que la domination des États-Unis, son propre pays, n'est pas entamée. Les guerres, les vraies, peuvent avoir lieu ; elles demeureront un lointain écho de la fatalité de l'anarchie internationale et, à ce titre, non dignes d'intérêt. L'horizon de compréhension de la guerre est ainsi restreint. Et selon Waltz, il ne pouvait l'être avec quelques chances de succès que la mesure où il serait véhiculé par un discours scientifique.

Chapitre 7

La guerre hégémonique dans un monde conservatoire et répétitif

La réflexion de Robert Gilpin porte spécifiquement sur la question du changement dans le système international. Sa théorie est censée combler une lacune de la théorie de Waltz qui est que le déterminisme structuraliste empêche de penser le changement. Les deux théories sont en ce sens complémentaires. Mais là n'est pas la source première de l'intérêt que nous lui portons. Notre intérêt pour Gilpin provient surtout de ce qu'il a radicalisé l'élément fondamental du discours savant de la guerre, à savoir que la guerre représente l'horizon ultime des relations internationales, tout en maintenant intact le déterminisme structuraliste de Waltz.

Le cœur de sa théorie est d'affirmer que, scientifiquement, seule une guerre de très grande ampleur, impliquant le système international dans son ensemble, peut provoquer un changement systémique, et que ce changement ne peut provenir de quelque volonté politique ; il est déterminé au sens strict par une logique systémique qui transcende les États et les gouvernements. C'est ce qu'il appelle *guerre hégémonique*¹. Ce mécanisme ne se limite pas à une ou plusieurs périodes de l'histoire ; il explique l'ensemble de l'histoire des relations internationales depuis toujours et permet d'en prévoir avec précision l'avenir.

Parce que l'essentiel de l'argumentaire de Gilpin est de renvoyer systématiquement le lecteur à l'auteur grec Thucydide, notre propos portera également sur celui-ci. C'est, à vrai dire, l'autre facteur décisif qui nous a amenés à nous attarder sur Gilpin. L'usage qu'il fait de Thucydide nous semble être l'archétype du rapport aux classiques dans le discours savant de la guerre.

Dans la première section du chapitre, nous exposerons sommairement le contenu de la théorie de la guerre hégémonique. Nous soulignerons dans la seconde section deux

¹ La théorie de la guerre hégémonique a d'abord été formulée dans un livre paru au début des années 1980 (Gilpin 1981) ; elle sera reprise telle quelle dans un article publié vers la fin de la même décennie (Gilpin, 1988).

choix faits par Gilpin pour les besoins de sa lecture de *La guerre du Péloponnèse*, le récit de Thucydide¹. À travers ces deux choix, nous mettrons en évidence ce que nous pensons être le préjugé de précipitation à l'œuvre dans l'interprétation de Thucydide par Gilpin.

La théorie de la guerre hégémonique peut être lue comme la déclinaison de plusieurs actualisations de ce préjugé de précipitation. Ainsi, dans la troisième section, nous montrerons comment le lieu commun propre à la théorie des relations internationales qui voit en Thucydide un réaliste au sens moderne est repris par Gilpin dans cette perspective d'actualisation.

Nous reviendrons dans la quatrième section sur le théoricisme de Gilpin qui consiste à construire sa théorie à partir d'une analogie avec les sciences de la nature, censée mettre à l'abri de la critique l'idée que la guerre représente l'horizon ultime des relations internationales. Apparaîtra à cette occasion l'éclectisme de Gilpin en tant que trait caractéristique de sa démarche. L'analogie aux sciences de la nature et l'éclectisme sont également mis à profit par Gilpin dans l'actualisation de son préjugé. Nous nous sommes consacrés à cette idée dans la cinquième section.

La sixième section sera réservée à la discussion d'un aspect spécifique de la récupération de Thucydide et, par le biais d'allers-retours entre un texte de Gilpin et le texte de Thucydide, nous montrerons que le texte de Thucydide n'autorise pas la lecture que Gilpin en fait. Nous serons ainsi en mesure de comprendre que, pour assimiler l'horizon ultime des relations internationales à la guerre, Gilpin a besoin de réduire l'horizon de compréhension de Thucydide. Et c'est précisément de cette façon que Thucydide se retrouve à jouer le rôle de préjugé d'autorité dans le discours savant de la guerre qui, par le fait même, se révèle une pensée démissionnante.

¹ Le texte intégral traduit en français est disponible en format électronique à l'adresse suivante : <http://remacle.org/bloodwolf/historiens/thucydide/table.htm>. Nous avons utilisé deux autres traductions, celle de Denis Roussel (éditions Gallimard, Paris, 2000) et celle de Jacqueline de Romilly (éditions Laffont, Paris, 1990).

1. Qu'est-ce que la théorie de la guerre hégémonique ?

La théorie de la guerre hégémonique s'articule autour de trois éléments : l'interaction entre les États forme un système et ce système détermine le comportement des États ; la guerre hégémonique appartient à un genre très particulier ; enfin, indépendamment de la volonté des États, la guerre hégémonique conduit à un changement de système¹.

Selon cette théorie, la scène internationale est un *système anarchique* hiérarchisé dont la structure est déterminée par la distribution inégale de la puissance. Elle possède les attributs d'un *système* dans la mesure où elle se définit par l'interaction de différentes unités (les États) dotées de plus ou moins de puissance, les unes influençant les autres dans une dynamique synchronique, selon la position de chacune dans la structure d'ensemble. Ces caractéristiques sont censées avoir été formulées par Thucydide : « L'originalité de Thucydide se situe dans sa conception inédite de la Grèce classique comme système dont les éléments fondamentaux sont les grandes puissances – Sparte et Athènes. Ayant anticipé la formulation des relations internationales par les réalistes qui viendront bien après lui, Thucydide croyait que la structure du système était donnée par la distribution de puissance entre les États.² » Ce système est par ailleurs *anarchique* dans la mesure où il n'existe aucune souveraineté au-dessus des États, seulement une logique systémique de compétition pour l'hégémonie. Le comportement de chaque État est déterminé par sa position dans le système ; il ne dépend pour ainsi dire qu'accessoirement de la volonté des dirigeants politiques et encore moins de la volonté des groupes sociaux ou de quelque acteur non-étatique.

Il existerait un rapport implicite nécessaire entre hégémonie et stabilité. Le système sera stable ou instable selon que la puissance des dominants est acceptée ou remise en cause : « Un système instable est un système dans lequel les changements économiques, technologiques ou autres œuvrent à éroder la hiérarchie internationale et à miner la position de l'État hégémonique. Dans une telle situation, les événements fâcheux et les crises diplomatiques peuvent précipiter, au sein du système, une guerre

¹ La conception que Gilpin se fait de Thucydide et toutes les formulations subséquentes de la théorie de la guerre hégémonique découlent de ces trois suppositions. Gilpin (1988, p. 592. Cf. pp. 595-596).

² Gilpin (1988, p. 595)

hégémonique entre les États. Une nouvelle structure internationale en résultera.¹ » La croissance différentielle de la puissance conduit donc à une guerre hégémonique, mais pas en tant qu'expression d'une volonté délibérée des dirigeants de l'État défiant l'hégémon ; elle répond plutôt à la logique propre au système, le système déterminant le comportement de tous les États, incluant ceux dont la puissance connaît une forte croissance et ceux qui sont menacés par cette puissance émergente. Les changements au système international provoqués par une guerre hégémonique sont, de ce point de vue, une fatalité que reflète finalement une loi scientifique universelle. Le résultat est toujours le même : l'apparition d'un nouveau système international qui sera à son tour structuré par la distribution de puissance entre dominants et dominés ; il déterminera le comportement des États jusqu'à ce que le cycle se reproduise à la faveur d'une nouvelle croissance différentielle de la puissance, et ainsi de suite. La scène internationale est, de ce fait, un monde conservatoire et répétitif et la guerre représente son horizon ultime.

Il est possible que, dans un même système, se produisent des guerres entre États qui ne soient pas des guerres hégémoniques. Tant que la guerre n'oppose pas l'hégémon actuel à une puissance montante et tant que l'issue de cette guerre n'est pas une modification à la hiérarchie des États, il ne s'agit pas d'une guerre hégémonique. Il n'en demeure pas moins que les guerres non hégémoniques ne sont possibles que parce que la structure *anarchique* du *système* les provoque et en détermine la portée.

2. Deux choix dans la lecture de Thucydide

Le premier choix que fait Gilpin dans sa lecture de Thucydide est d'ignorer la masse de textes écrits sur ce dernier. Au fil des siècles, le récit de la guerre du Péloponnèse a en effet inspiré toutes sortes d'exégèse, de commentaires, d'interprétations et de controverses². Gilpin cite furtivement deux auteurs, Robert Connor et Geoffrey de Ste-Croix³, mais sans incidence sur sa compréhension de Thucydide.

¹ Gilpin (1988, p. 593)

² Nous en évoquerons certains dans le présent chapitre.

³ Connor (1984) ; Ste. Croix (1972)

Le second choix de Gilpin est de ne retenir qu'une infime partie de *La guerre du Péloponnèse*. On doit donc supposer qu'il a soigneusement choisi les citations peu nombreuses sur lesquelles il s'est appuyé. Bien sûr, on ne saurait juger de la qualité de l'interprétation d'une oeuvre sur la base d'un nombre de citations. Par exemple, la lecture de Thucydide que fait Leo Strauss use des citations avec beaucoup plus de parcimonie que la lecture de Gilpin, mais sa facture générale témoigne au-delà de tout doute que l'interprète a pris la pleine mesure des ressources dont recèle le récit de la guerre du Péloponnèse¹. Le nombre réduit des citations chez Gilpin, pour qu'il signifie quelque chose dans le jugement à porter sur sa lecture de Thucydide, doit s'ajouter à d'autres facteurs.

Un premier facteur serait le choix des passages de l'ouvrage où elles sont puisées. Un autre facteur serait l'éventuel démenti de la compréhension de Gilpin qu'apporterait la prise en compte des parties du récit qui n'ont pas retenu son attention. L'article de 1988 contient en tout six citations. Cinq sont tirées de ce qu'on a coutume d'appeler *l'archéologie* dans l'ouvrage de Thucydide². À considérer *l'archéologie* comme chapitre, toute l'attention de Gilpin est consacrée à 3.7 % de l'ouvrage. Dans le livre de 1981, Gilpin évoque Thucydide une quinzaine de fois, mais il ne le cite dans le texte que quatre fois. Les citations sont toutes puisées dans le livre I (deux dans le chapitre II, une dans le chapitre 3 et une dans le chapitre 4)³ ; pas une seule dans *l'archéologie*. Comme l'article de 1988 reprend la thèse du livre de 1981 telle quelle, on est porté à croire que c'est dans *l'archéologie* que Gilpin a trouvé les termes les plus pertinents de sa théorie. Autrement dit, c'est dans *l'archéologie* que se trouverait la théorie de la guerre hégémonique.

C'est précisément sur son rapport au texte de Thucydide, plus que sur le fait qu'il ait ignoré les études ayant traité de ce texte, que Gilpin a été critiqué⁴. Nous considérons pour notre part et pour les besoins de ce qui va suivre, que les deux choix de Gilpin

¹ Voir Strauss (1964)

² L'archéologie est une sorte de préambule précédant les quatre chapitres du livre I de *La guerre du Péloponnèse* qui en compte huit. Les livres II, III, IV, VI et VIII contiennent chacun trois chapitres. Le livre V en compte sept et le livre VII deux.

³ Soit 11 % de l'ouvrage.

⁴ Voir par exemple Welch (2003) ; Johnson-Bagby (1994) ; Garst (1989).

représentent l'ossature du préjugé de précipitation qui a rendu possible l'utilisation de Thucydide comme préjugé d'autorité.

3. Thucydide, est-il réaliste ?

Le premier mode d'actualisation du préjugé de précipitation de Gilpin que nous souhaiterions mettre en évidence renvoie à un lieu commun relevant de la *doxa* propre à la théorie des relations internationales : Thucydide est la figure la plus ancienne, donc la plus prestigieuse, du réalisme¹. Le prestige de Thucydide, comme c'est le cas de Hobbes, le rend particulièrement utile comme préjugé d'autorité dans le discours savant de la guerre.

Selon Gilpin, Thucydide est réaliste dans la mesure où il a réfléchi sur la base d'une conception particulière de la nature humaine réduite à demeurer « l'esclave des passions² », engendrant de ce fait non seulement la guerre du Péloponnèse, mais aussi toutes autres guerres passées et futures.

Pour établir le réalisme de Thucydide, l'usage est d'assimiler ses points de vue à ceux des personnages qu'il fait parler dans son texte. C'est une particularité particulièrement intrigante de Thucydide d'avoir inséré dans son récit des discours et des dialogues qu'il prend soin de mettre entre guillemets pour les distinguer nettement du récit. Et c'est précisément dans certains de ces discours et de ces dialogues, que des propos apparentés au réalisme le plus belliciste sont tenus. Comme le note Steven Forde, ses propos appartiennent aux Athéniens et interviennent à trois reprises³ : dans le discours des Athéniens à Sparte (I. 73-78), à l'occasion du dialogue mélien (V. 85-113) et dans le discours d'un représentant athénien à Camarine (VI. 83-87). Ainsi les deux phrases célèbres censées faire de Thucydide un réaliste sont celles des Athéniens à Sparte « on a toujours vu le plus fort placer le plus faible sous sa coupe » (I.76) et à Mélos lorsqu'il n'y a pas de force pour appliquer le droit, « les

¹ Doyle (1990, p. 223) ; Herz (1951, pp. 208-210) ; Keohane (1986, p. 7) ; Morgenthau (1948, p. 10) ; Smith (1986, pp. 4-11) ; Waltz (1959, pp. 159-160, 210-212)

² Gilpin (1988, p. 594)

³ Forde (1995, p. 151)

plus forts tirent tous le parti possible de leur puissance, tandis que les plus faibles n'ont qu'à s'incliner. » (V. 89). Quant au représentant athénien à Camarine, il affirme : « Pour un individu qui exerce la *tyrannie*, comme pour un État qui possède un empire, il ne saurait y avoir de contradiction dans une politique, dès lors que celle-ci est avantageuse pour eux. » (VI. 85)

Selon Laurie Johnson-Bagby, « nous devons nous rappeler que ce sont eux [les Athéniens] qui tiennent ces discours, pas Thucydide¹. » Un argument pour attribuer ces pensées à Thucydide serait de dire qu'elles ont été exprimées par ses compatriotes athéniens. Mais comme le remarque Léo Strauss : « Il n'y a aucune nécessité à ce qu'un homme, et surtout un grand homme, s'identifie à ce qui prévaut ou à ce qui est estimé le plus dans son pays². » Par ailleurs, si l'identité athénienne devait suffire pour croire que Thucydide est en accord avec les orateurs Athéniens, on ne pourrait alors comprendre son approbation de Sparte³. En effet, comme le note Peter Ahrens Dorf, Thucydide oppose à l'amoralisme athénien des contre-exemples moraux du point de vue de Sparte⁴ : Thucydide approuve la capacité des Spartiates de maintenir à la fois la prospérité et la stabilité ainsi que leur modération, qui s'exprime par leur lenteur à se lancer dans la guerre. Ce dernier trait de caractère se retrouve dans les propos du roi Spartiate :

« Ne s'agit-il donc pas bien plutôt, chez nous, d'une sage pondération ? C'est grâce à cette qualité que nous seuls savons garder la mesure dans les moments de succès et que nous nous laissons moins que les autres abattre par les revers. Quand on essaye, en nous couvrant de louanges, de nous entraîner dans une aventure qui nous paraît déraisonnable, nous ne nous laissons pas griser par le plaisir d'être loués, et, si l'on essaye de nous provoquer par des reproches, nous ne laissons pas davantage la mauvaise humeur influencer sur nos décisions. » (I. 84)

Est-ce à dire qu'au lieu d'assimiler Thucydide aux orateurs Athéniens, on devrait l'assimiler aux orateurs Spartiates ? Il n'y a pas de raison de le faire. Il faut plutôt poser le problème autrement et se demander quel rôle jouent les discours dans le récit. Et c'est ainsi qu'on peut remarquer, en suivant Strauss, que les discours des orateurs,

¹ Bagby-Johnson (1994, p. 136)

² Strauss (1964, p. 324)

³ Sur ce point, voir Strauss (1964, pp. 314-329)

⁴ (I. 86-87, 124 : 2.63.2-3 : 3.37.2 : 3.13.1 : 4.85-87 : 4.108.2 : 5.9.9-10 : 6.76-80 : 7.66-68). Cf. Ahrens Dorf (1997, p. 238)

peu importe la cité d'appartenance, sont doublement partiaux ; ils portent sur une situation ou une difficulté particulière, et ils se conforment au point de vue de l'une ou de l'autre des cités en guerre ou des parties combattantes¹. Steven Forde défend le même point de vue en le formulant autrement : les Athéniens n'expriment pas leurs généralisations dans le but d'établir une vérité « scientifique » mais pour justifier leurs actes passés ou futurs². Dans les mots de notre thèse, les Athéniens expriment ces généralités comme si elles relevaient de l'évidence ; ils les expriment comme *doxa*. Dans la même lignée des préoccupations de notre thèse, Strauss ajoute :

« En intégrant les discours politiques au discours vrai et global, il rend visible la différence fondamentale entre le discours politique et le discours vrai. Aucun discours politique n'a jamais pu avoir pour but de révéler la vérité en tant que telle ; tout discours politique poursuit un but politique particulier, et il essaie d'y parvenir par l'exhortation ou la dissuasion, par l'accusation ou la disculpation, par l'éloge ou le blâme, par les supplications ou le refus³. »

Le sens de notre thèse est de dire que parce que le discours savant de la guerre reformule le discours politique favorable à la guerre (un discours partiel) en des termes académiques, il n'est pas un discours SUR la vérité de la guerre comme ses partisans le prétendent, mais un discours DE la guerre. Assimiler machinalement Thucydide au discours des Athéniens revient à vouloir l'assimiler à cette pratique qui caractérise le discours savant de la guerre moderne.

Mais alors, quel est le sens de la pensée de Thucydide et comment l'exprime-t-il si on doit écarter les discours ? La difficulté de cette question nous fait penser de nouveau à la complexité de l'œuvre relevée par Robert Connor⁴. Le lecteur est mis à contribution dans la réflexion de Thucydide sur les discours qu'il faut lire en résonance avec le reste du récit⁵. La pluralité des points de vue dans son récit est une invitation à la réflexion : « Ces perspectives multiples permettent au lecteur de développer sa sagesse politique et son savoir sur la politique qui ne pourra pas être

¹ Strauss (1964, p. 350)

² Forde (1995, 151). Voir également Garst (1989, p. 5)

³ Strauss (1964, p. 350)

⁴ « Le lecteur devient le participant volontaire dans la création de l'œuvre, un co-façonneur, un compagnon artisan. La tension entre l'attitude de l'auteur et celle de l'audience n'a cependant jamais besoin de tourner à la confrontation. En assistant aux événements et en observant les différents personnages évoluer, les lecteurs sont appelés à porter un jugement en les accordant à ceux du texte, et éventuellement à assimiler leurs attitudes à celles de l'auteur. » Connor (1984, p. 18)

⁵ « Thucydide nous aide bien à juger de la sagesse des discours. » Strauss (1964, p. 350)

entièrement couvert par une seule théorie¹. » Dans les mots de notre thèse, l'œuvre de Thucydide est l'exact contraire de la pensée démissionnante.² »

C'est ainsi et ainsi seulement que l'approbation de Sparte par Thucydide n'est pas sans nuance : elle porte sur un élément fondamental qui est la modération mais ne touche pas le reste des caractéristiques politiques de Sparte. Cette même modération, Thucydide la loue chez un chef Athénien, Nicias, mort pendant la guerre : « Des Grecs de mon temps, Nicias était celui qui méritait le moins une telle infortune en raison de sa dévotion complète à la pratique de la vertu telle que l'entendait l'ancienne coutume consacrée. » (VII.86.5). Cette modération est proprement humaine, de la même manière qu'est humaine l'*hybris* des autres Athéniens qui les a finalement perdus.

4. Théoricisme et Scientisme

Tout comme la théorie systémique des relations internationales de Waltz, la théorie de la guerre hégémonique se veut scientifique et porteuse d'une vérité insensible à l'écoulement du temps. Elle est donc foncièrement décontextualisante. Le contexte particulier d'une guerre ne peut en aucun cas figurer parmi les vecteurs déterminants de l'explication. Toute guerre trouve son explication dans des catégories systémiques transcendant le contexte. La construction théorique occupe la plus large place dans la réflexion de Gilpin qui cherche à la légitimer en affirmant son caractère scientifique. Gilpin y parvient en recourant à une analogie avec la physique moderne :

« Les chercheurs modernes en relations internationales et en sciences sociales se servent de la physique théorique comme modèle d'analyse et d'explication : ils analysent les phénomènes en termes de causalité et de modèles liant des variables dépendantes et des variables indépendantes. Dans la physique moderne, pour avoir un sens les propositions doivent être falsifiables – autrement dit, ces propositions doivent permettre de faire des prévisions dont on peut prouver la fausseté.³ »

¹ Johnson-Bagby (1994, p. 137)

² Connor (1984, p. 18)

³ Gilpin (1988, p. 594)

Ainsi donc, il y aurait une analogie à la physique moderne chez les chercheurs modernes en relations internationales¹. Dans la formulation de cette analogie, il y a deux affirmations implicites que nous examinerons pour elles-mêmes avant d'aller plus loin.

Premièrement, Gilpin affirme implicitement que tous les courants en théorie des relations internationales et en sciences sociales qui ne procèdent pas par analogie à la physique moderne n'existent pas ou, de par leur manque de scientificité, ne sont pas dignes d'intérêt. Il dit aussi que la physique moderne se réduit à la physique mécanique, celle de Newton, celle d'un monde de précision et de certitude, un monde répétitif et conservatoire dans lequel l'histoire se répète en boucle selon une loi immuable. Conçue de la sorte, la physique est dotée d'un extraordinaire pouvoir de prévision par projection du passé dans l'avenir, même s'il n'est pas certain que la prévisibilité soit le seul critère de scientificité en physique ou le plus déterminant.

La scientificité de la théorie de la guerre hégémonique repose sur la théorie systémique, donc sur les sciences de la complexité ; elle ne peut en toute rigueur pas s'accommoder du raisonnement de la physique newtonienne qui est analytique, linéaire, à deux variables (l'une dépendante, l'autre indépendante), sans quoi ce serait une antinomie. Les sciences de la complexité se sont en effet imposées en biologie et en physique pour surmonter l'incapacité des approches linéaires à s'avérer fécondes ailleurs que dans l'explication des phénomènes simples². Comme Gilpin se revendique des deux types de raisonnement, le sien devient inévitablement éclectique et précisément incohérent selon sa propre logique scientifique³. Cette incohérence s'explique par un paradoxe du discours de la guerre qui, d'une part, valorise la parcimonie et a donc besoin d'un raisonnement linéaire simple et, d'autre part, cherche à expliquer des phénomènes complexes. Le problème n'est pas dans la physique newtonienne en elle-même. La physique newtonienne demeure tout à fait pertinente dans son propre domaine d'application qui n'inclut pas les phénomènes

¹ Sur les problèmes que pose ce genre d'analogies, voir Bouveresse (1999)

² Voir Bertalanffy (1973), De Rosney (1975), Prigogine (1993), Prigogyne et Stengers (1999).

³ Il s'agit d'un éclectisme différent de celui qu'on trouve dans les approches multidisciplinaires qui, elles, ne perdent pas en cohérence par leur référence à une multitude de disciplines dans l'interprétation des phénomènes sociaux.

dans lesquels les changements sont irréversibles. L'irréversibilité signifie, pour reprendre les mots de Prigogine, que la flèche du temps ne peut pas être inversée¹. Le parcours d'un phénomène dans le temps le transforme, et il ne suffit pas de passer par les mêmes étapes dans le sens inverse pour retrouver l'état initial. C'est parfois possible par réflexion théorique car en théorie tout est possible. Mais la réalité, surtout lorsqu'elle est complexe, ne se plie pas aussi facilement aux exigences de la théorie. Les sciences de la complexité de Prigogine nous apprennent aussi qu'au de-là d'un certain seuil, le comportement d'un système devient imprévisible². Or la répétition infinie et la prévisibilité sont au cœur de la théorie de la guerre hégémonique. Par conséquent, même si Gilpin avait choisi la physique postnewtonienne pour les besoins de son analogie, sa théorie aurait été contestable à cause de son déterminisme qui ne tolère pas la physique postnewtonienne.

Deuxièmement, toujours de par l'analogie à la physique, Gilpin affirme implicitement que pour juger de la scientificité de la théorie de la guerre hégémonique, on doit vérifier empiriquement la prévision que fait cette théorie au sujet du changement dans le système international. L'article de Gilpin date de 1988, une époque où le « système » international se caractérisait par la bipolarité de la guerre froide. Gilpin s'attendait en toute logique à ce que ce système change un jour à la faveur d'une guerre hégémonique. Il y croyait fermement, au point de penser que même le facteur nucléaire ne pourrait freiner les élans d'une guerre qui allait provoquer un changement de système. Son argument consiste à dire, par exemple, que si leur pouvoir venait à être sérieusement menacé, les dirigeants soviétiques, affolés, n'hésiteraient fort probablement pas à faire usage de l'arme nucléaire³. Il affirmait, de la même manière, dans le livre de 1981, que le déclin inévitable de l'hégémonie américaine allait provoquer une instabilité du système devant le conduire à un changement par une guerre hégémonique⁴.

Or, une année seulement après la parution de l'article, le « système » de la guerre froide s'est effondré loin du schéma prévu par la théorie de la guerre hégémonique

¹ Prigogine (1993, 97-98)

² Prigogine (1993, p. 28-34)

³ Gilpin consacre les dernières pages de son article au nucléaire. (Gilpin 1988, pp. 610-613)

⁴ Gilpin (1981, pp. 168-181)

qui, par le fait même, s'est trouvée réfutée. Mais, se limiter à cette réfutation règle une partie du problème et laisse le reste en suspens. La partie réglée du problème est celle de la théorie de la guerre hégémonique devenue inopérante selon les exigences de son propre système de pensée. La partie du problème qui attend d'être traitée, c'est précisément celle de ce système de pensée : comment a-t-il pu être opérant ? Et surtout, pourquoi continue-t-il de figurer dans les manuels ? La réponse exige d'aller plus loin que ce que permet le domaine d'intelligibilité de la discipline des relations internationales et d'envisager la théorie de la guerre hégémonique dans le rapport qu'elle entretient avec le discours savant de la guerre et avec la pratique politique qui transcende le champ académique. C'est précisément dans cette voie que les études empiriques sur la théorie de la guerre hégémonique ne permettent pas de s'engager¹.

5. Systématisation : analogie et éclectisme

Étant donné son préjugé de précipitation – la théorie de la guerre hégémonique appartient à Thucydide – Gilpin s'assigne une tâche principale : « rendre les idées de Thucydide plus *systématique*² » et « exposer ses suppositions de base et comprendre sa méthode analytique.³ » Il n'est pas question pour lui de savoir si oui ou non Thucydide travaille à la lumière d'une méthode analytique au sens moderne. Ce dont il est question, c'est de systématiser ce qui existe *indiscutablement* chez Thucydide et d'admettre implicitement que l'auteur n'a pas voulu que son texte, en lui-même et pour lui-même, soit systématique. C'est pourquoi les pages que Gilpin écrit ne visent pas à examiner et évaluer *La guerre du Péloponnèse* ; elles « examinent et évaluent *la théorie* de la guerre hégémonique *de* Thucydide et ses variations.⁴ »

Le fait que la théorie de la guerre hégémonique soit l'œuvre de Thucydide est tenu pour acquis *a priori* et est censé relever de l'évidence ; Gilpin n'a donc pas besoin de le démontrer. De la même manière, pour voir « si oui ou non la conception des

¹ Voir par exemple Kim (1992), Spiezio (1990) et Levy (1985)

² Gilpin (1988, p. 592)

³ Gilpin (1988, p. 592)

⁴ Gilpin (1988, p. 592) Les italiques ont été ajoutés.

relations internationales par Thucydide s'est révélée un bien de tous les temps¹ », il est absolument nécessaire de considérer *a priori* qu'il y a chez lui une conception des relations internationales au sens moderne, qui n'a pas besoin d'être démontrée. C'est, pour ainsi dire, le prix de la systématisation.

Cette systématisation représente l'actualisation du préjugé de précipitation de Gilpin.

1) L'exercice repose sur une compréhension de Thucydide en fonction des besoins de la construction théorique. 2) Il consiste aussi à trouver chez Thucydide le même type d'analogie que celle qui caractérise la théorie des relations internationales selon Gilpin. 3) Au fil de la systématisation, Gilpin fait un usage intensif de l'éclectisme. 4) Mais malgré tous les efforts de systématisation, le récit de Thucydide parvient à imposer à Gilpin de vicier sa propre logique structuraliste.

5.1 À propos du *Ktèma*

La première fois que Gilpin cite Thucydide dans le texte, il écrit :

« Thucydide affirme qu'il s'adresse aux chercheurs qui souhaitent avoir une connaissance exacte du passé et s'en servir comme appui dans l'interprétation du futur qui, dans le flux des affaires humaines, doit ressembler au passé sinon en être le reflet... In fine, j'ai écrit mon ouvrage non comme un essai en quête d'une reconnaissance dans le temps présent, mais comme un bien pour tous les temps – a possession for all time. Supposant que le comportement et les phénomènes qu'il a observés vont se répéter tout au long de l'histoire humaine. Thucydide a tenté de révéler la nature sous-jacente et inaltérable de ce qu'on nomme aujourd'hui relations internationales. »²

En utilisant l'expression « bien pour tous les temps »³ (*ktèma es aei*), l'intention de Thucydide ne souffre pas le moindre doute selon Gilpin : il veut dégager les constantes des relations internationales. Cependant, comme le note Paul Veyne⁴, si le *ktèma* est bel est bien revendiqué par Thucydide, son objet reste cependant indéfini dans le récit. On ne saura jamais ce qui représente un acquis pour tous les temps parce que Thucydide ne le précise pas. Une part de la détermination de cet objet incombe

¹ Gilpin (1988, p. 594)

² Gilpin (1988, p. 591) En italique : la citation de Thucydide.

³ *Trésor pour toujours* dans la traduction de Romilly, *Capital impérissable* dans celle de Roussel.

⁴ Veyne (1971, p. 369)

au lecteur, par la volonté de Thucydide lui-même. Gilpin y a vu une loi *scientifique* du changement dans le système international. Mais à cause de l'indétermination de son objet et contrairement à ce que Gilpin semble croire, « ce *Ktèma* est à chaque fois différent. Il change en fonction de la guerre à laquelle chaque lecteur compare la guerre du Péloponnèse¹. » Cela ne signifie pas qu'il est permis d'assimiler le *Ktèma* de Thucydide à n'importe quel contenu. Et dans tous les cas il est nécessaire de justifier ce contenu. Cette exigence s'impose d'autant plus que s'agissant de Gilpin, le *Ktèma* est associé à un savoir produit dans un mode de pensée qui a vu le jour deux millénaires plus tard. L'indétermination du *Ktèma* montre que « Thucydide n'a pas voulu dépasser le plan de l'expérience d'un cas individuel ; (...) il s'est refusé à écrire un art de l'histoire, une *technè*². »

Mais à s'en tenir à la lecture de Gilpin, l'accès au *Ktèma* de Thucydide ne nécessite pas de telles précautions ; il exige tout au plus une traduction, non pas d'une langue (le grec ancien) à une autre (l'anglais ou le français contemporains) mais du langage de Thucydide au langage de Gilpin. En vertu de cette traduction, le *Ktèma* peut être défini avec encore plus d'exactitude comme étant la découverte de la loi scientifique qui régit le fonctionnement des relations internationales :

« Dans le langage des sciences sociales contemporaines, Thucydide croyait qu'il avait découvert *la loi générale* de la dynamique des relations internationales. Même si des différences existent entre les conceptions de Thucydide en matière de *loi scientifique* et de *méthodologie* et celles des étudiants contemporains des relations internationales, il est significatif que Thucydide fut le premier à avancer l'idée que la dynamique des relations internationales est donnée par la croissance différentielle de la puissance entre les États. Cette idée fondamentale (...) peut être identifiée comme la théorie de la guerre hégémonique.³ »

La traduction, telle qu'on l'entend ici, est inévitable car on ne trouvera pas chez Thucydide des expressions comme *loi générale*, *dynamique*, *loi scientifique*, *méthodologie* ou *croissance différentielle*, au sens où Gilpin les comprend. Gilpin ne prend pas la pleine mesure de ce qu'il reconnaît lui-même lorsqu'il affirme qu'il y a des divergences entre la conceptualisation des lois scientifiques et de la méthodologie par Thucydide et celle qu'on trouve dans les sciences sociales modernes. Pas plus

¹ Veyne (1971, p. 369)

² Veyne (1971, p. 369)

³ Gilpin (1988, p. 591)

qu'il ne tient compte du fait que dans les sciences sociales modernes, il n'existe pas de consensus sur la possibilité même de lois scientifiques concernant les phénomènes humains. De ce fait, Gilpin ne s'est pas demandé si Thucydide pouvait avoir une conception, même différente, des lois scientifiques. Thucydide est obligé d'avoir une conception des lois scientifiques au sens moderne, et il suffit donc d'en dégager le contenu. Et il est important pour Gilpin de le faire car il en va de la compréhension de « l'argumentaire de Thucydide et [de] sa conviction qu'il a découvert la dynamique sous-jacente aux relations internationales et le rôle de la guerre hégémonique dans le changement international.¹ »

5.2 Systématisation par analogie

Il nous faut maintenant comprendre comment Gilpin se sert de l'analogie avec les sciences de la nature dans sa lecture de Thucydide. Le procédé est simple. Puisque Gilpin associe la scientificité de sa théorie à la physique de Newton, il est nécessaire de trouver un procédé similaire chez Thucydide. Et c'est ainsi que le préjugé de précipitation prend un peu plus forme. La seule nuance est que Thucydide, ne pouvant se référer à la physique moderne, s'est reporté sur la médecine d'Hippocrate, la science de son temps². Mais Gilpin comprend qu'il y a une différence entre la recherche médicale moderne, centrée sur les causes des maladies, et la recherche médicale selon Hippocrate, qui consistait à voir dans les maladies le produit de forces naturelles et à en décrire les symptômes et l'évolution, tout en évacuant les explications métaphysiques ainsi que la recherche des causes. Donc, si Thucydide s'est effectivement inspiré d'Hippocrate, sa conception des lois scientifiques ne devrait comporter aucune espèce de causalité. Or, nous dit Gilpin, le texte de la guerre du Péloponnèse porte principalement sur cette guerre et ses *causes*, ce qui est conforme à la démarche de la médecine moderne³. Toujours est-il que pour Gilpin « Thucydide a écrit son histoire pour réaliser le même objectif de *pronostic*, en l'occurrence, reconnaître que les grandes guerres sont des phénomènes récurrents

¹ Gilpin (1988, p. 594).

² Gilpin (1988, p. 594).

³ « Cette grande guerre et ses causes sous-jacentes forment l'objet de son histoire. » Gilpin (1988, p. 593)

avec des manifestations caractéristiques.¹ » Si Thucydide œuvrait par analogie à la médecine d'Hippocrate et sur la base de ce que nous dit Gilpin de cette médecine, son objectif ne pouvait être qu'un diagnostic. Or, nous apprenons maintenant que Thucydide a également fait un pronostic.

Par ailleurs, Thucydide étant mort peu de temps après la fin de la guerre du Péloponnèse et n'ayant même pas eu le temps d'achever son récit, il ne pouvait pas vérifier son pronostic – si tant est qu'il en ait fait un. Pourtant, ce n'est pas impossible. Pour le comprendre il faut prendre la pleine mesure du choix fait par Gilpin lorsqu'il utilise le terme *pronostic* alors qu'on s'attendait à ce qu'il utilise le terme *diagnostic*, puisqu'il le fait tout de suite après avoir identifié la conception de la science chez Thucydide par l'analogie à la médecine. La conclusion temporaire qu'on pourrait en tirer est d'une grande importance : pour que le pronostic de Thucydide ait un sens, nous avons nécessairement besoin de Gilpin, car c'est lui qui va retracer dans l'histoire la récurrence des phénomènes confirmant le pronostic. Toute l'autorité intellectuelle de Thucydide rejaillit sur Gilpin. C'est l'effet du préjugé d'autorité qui doit désormais présider à l'explication des relations internationales et de la guerre dans la théorie de la guerre hégémonique.

5.3 Persistance de l'éclectisme

L'analogie faite par Gilpin est d'une remarquable efficacité dans l'abstraction toujours plus radicale des différences de contexte d'énonciation, c'est-à-dire des différences entre l'époque de Thucydide et celle de Gilpin. Cette fois-ci, l'analogie permet d'universaliser et de rendre anhistorique l'opposition entre réalisme et idéalisme qui représente une pierre de touche au discours contemporain de la guerre : « Thucydide le réaliste, contrairement à Platon l'idéaliste, croyait que la raison ne transformera pas les êtres humains ; elle demeurera toujours l'esclave des passions humaines. De ce fait, les passions incontrôlables génèreront encore et toujours des conflits semblables à ceux dont il témoigne dans son histoire.² » Comme Gilpin tolère

¹ Gilpin (1988, p. 594)

² Gilpin (1988, p. 594)

des entorses à la pensée systémique lorsque cela lui permet de régler d'autres problèmes, il ne recule pas devant l'éclectisme. Nous en avons l'illustration ici avec comme problème la pérennité de l'opposition réalisme / idéalisme et comme entorse à la pensée systémique, le recours à un facteur non-systémique d'explication, en l'occurrence le facteur individuel et humain. La permanence de la nature humaine (réduite au cas extrême de la bellicosité) se double de la permanence des débats d'idées (idéalisme vs. réalisme). Le savoir est le même depuis toujours, avec les mêmes clivages. Le monde est newtonien, conservatoire et répétitif.

L'éclectisme de Gilpin s'illustre à nouveau dans son usage de la dialectique, lorsqu'il cherche à identifier chez Thucydide, par systématisation, la dialectique thèse-antithèse-synthèse. On ne s'étonnera pas d'apprendre que le récit de Thucydide est méthodologiquement hégélien. C'est que Gilpin n'attribue pas à Hegel mais aux sophistes la dialectique thèse-antithèse-synthèse. Hegel n'est cité dans le texte à aucun moment. Et pour pouvoir poursuivre la lecture de Gilpin, il ne faut pas se demander où situer la rhétorique sophiste, ni si la dimension sophiste de la méthodologie *de* Thucydide n'annule pas *sa* conception des lois scientifiques car si quelque chose doit s'opposer à la connaissance sophiste fondée sur la rhétorique, c'est bien la science. Ainsi :

« La *thèse* est que l'État hégémonique, dans notre cas Sparte, qui organise le système international en fonction de ses intérêts politiques, économiques et stratégique. L'*antithèse* ou la contradiction dans le système est une puissance montante d'un État défiant, Athènes, dont l'expansion et les efforts de transformer le système international le font entrer en conflit avec l'État hégémonique. La *synthèse* consiste en un nouveau système international qui résulte de l'inévitable affrontement entre l'État dominant et la puissance montante.¹ »

On apprend tout de suite après l'exposé de la dialectique chez Thucydide que celui-ci répond convenablement à une autre exigence de la scientificité en théorie des relations internationales, à savoir la capacité de prévision : « Thucydide *a prévu* qu'à travers l'histoire, de nouveaux États comme Sparte et des États défiants comme Athènes vont émerger et que le cycle hégémonique se répètera.² » Nous retrouvons de

¹ Gilpin (1988, p. 595)

² Gilpin (1988, p. 595)

nouveau l'effet du *Ktèma*, qui fait de Gilpin l'indispensable complément sans lequel personne ne peut comprendre Thucydide. Ce complément se traduit par la rationalisation de l'histoire, du développement historique de l'humanité politique selon la loi scientifique de la théorie de la guerre hégémonique. Le principe de l'ignorance de la pratique concomitant à la dialectique sera à l'œuvre dans le rapport de Gilpin à l'histoire. Il ne pouvait pas envisager l'histoire autrement qu'en tant que réservoir de faits dont l'agencement est exclusivement déterminé par les besoins de la construction théorique systémique. De la même manière que Gilpin ignore les débats en physique, il ignore les débats dans la discipline de l'histoire, à l'exception d'une allusion aux historiens dont les jugements divergent toujours ou sont faux lorsqu'ils ne divergent pas¹. Thucydide est généralement considéré comme un historien, voire comme le père de l'histoire *scientifique*, mais ce n'est pas en cette qualité qu'il apparaît dans le texte de Gilpin, forcément.

Les faits sont puisés dans l'histoire non pas dans le but d'historiciser les relations entre entités politiques différentes, mais bien pour illustrer le caractère intemporel des relations internationales, tel que la théorie le veut. C'est pourquoi Gilpin se consacre à une synthèse des épisodes de guerres hégémoniques dans le système moderne des relations internationales². Le recours à l'histoire est inévitable mais à une histoire qui n'impose en elle-même aucune contrainte de réflexion. La statique du structuralisme rend une telle réflexion superflue. Les guerres hégémoniques dans le système moderne des relations internationales seraient au nombre de trois : la guerre de trente ans (1619-1648), la guerre de cent ans au XVIII^e siècle et la première guerre mondiale (1914-1918) se poursuivant par la seconde guerre mondiale (1939-1945).

Gilpin accepte tout de même des nuances à sa théorie : « Malgré l'éclairage qu'elle fournit dans la compréhension et l'explication des grandes guerres à travers l'histoire, la théorie de la guerre hégémonique est une théorie limitée et incomplète. Elle ne peut pas facilement traiter les perceptions qui affectent le comportement, ni prédire ce qui va déclencher une guerre hégémonique. Pas plus qu'elle ne peut anticiper quand la

¹ Gilpin (1988, p. 602). À noter que la section 8.8 du présent chapitre est consacrée au rapport de Gilpin à l'histoire.

² Gilpin (1988, pp. 606-610)

guerre hégémonique aura lieu et quelles seront ses conséquences.¹ » La question des prévisions mise de côté, on pourrait s'attendre à ce que la question des perceptions s'ouvre sur le recours à l'interprétation et la compréhension au lieu de l'explication. Gilpin ne franchit pas ce seuil ; il préfère recourir à l'éclectisme : « La théorie de la guerre hégémonique au mieux est-elle complémentaire à d'autres théories comme celles de la psychologie cognitive et de l'anticipation de l'utilité ; elle doit y être intégrée.² » On n'en saura pas plus. Par contre et malgré les limites qu'il vient de reconnaître, Gilpin réitère la pertinence de sa théorie : « Elle a (...) résisté à l'épreuve du temps mieux qu'aucune autre généralisation dans le champ des relations internationales.³ » Nous affirmions plus haut qu'un an seulement après la parution de l'article de Gilpin, le système international connaissait un changement radical loin du schéma prévu par la théorie de la guerre hégémonique.

5.4 La logique systémique viciée

Comment s'explique la puissance émergente d'Athènes, son empire, son expansion ? Gilpin trouve la réponse chez Thucydide : elle comprend des facteurs géographiques et démographiques, des facteurs économiques et technologiques ainsi que des facteurs politiques⁴. Gilpin ne pouvait vraisemblablement pas se suffire de ces facteurs structurels. Sinon, on ne comprendrait pas pourquoi la guerre contre les Perses et ses lendemains ont poussé Sparte à l'isolement et Athènes à l'expansion. On ne comprendrait pas, pour ainsi dire, le facteur politique de la Grèce antique à la veille de la guerre du Péloponnèse. Ainsi la question des régimes intervient-elle dans la systématisation de Thucydide : « Malgré le fait que les causes sous-tendant la guerre peuvent être liées aux facteurs géographiques, économiques et technologiques, le déterminant majeur des politiques étrangères des deux protagonistes fut le caractère différent de leurs régimes domestiques.⁵ » Ce qui, chez Waltz, est facteur de stabilité, devient ici facteur déterminant de l'instabilité la plus dramatique.

¹ Gilpin (1988, p. 605)

² Gilpin (1988, pp. 605-606)

³ Gilpin (1988, p. 606)

⁴ Gilpin (1988, pp. 597-599)

⁵ Gilpin (1988, p. 599)

Par ailleurs et plus fondamentalement encore, si tel est réellement le cas, d'aucuns verraient une remise en question de l'approche systémique, de par la remise en cause de l'une de ses hypothèses fondamentales. Pour que l'approche systémique fonctionne au sens structuraliste le plus strict, les partisans de la théorie systémique des relations internationales doivent supposer – et ils le supposent effectivement – une homogénéité des unités, de telle sorte que ces unités répondent dans leur interaction à la dynamique du système¹. Autrement dit, avec l'introduction de la question des régimes politiques domestiques, l'analyse des relations internationales ne peut plus s'effectuer au seul niveau systémique et s'accommode mal de l'irréductibilité des affaires étrangères aux affaires domestiques. Or, c'est la prépondérance, voire l'exclusivité, du niveau systémique d'analyse qui distingue la pensée systémique en relations internationales. Gilpin ne cause cependant aucun tort à Thucydide en cherchant chez lui une explication par la nature des régimes politiques. Le tort est plutôt causé à l'approche que défend Gilpin lui-même à la suite de Waltz.

Gilpin devait également expliquer pourquoi l'issue de la guerre hégémonique n'a pas été la victoire d'Athènes, la puissance émergente, comme le voudrait la théorie, mais Sparte, l'hégémon défié et en perte de vitesse sur les facteurs structurels de la puissance – ce qui constitue en soi une réfutation de la théorie de Gilpin. L'explication est fondée sur un fait reconnu mais dont l'importance est tout de suite minimisée moyennant l'argumentation systémique : « Même si les Athéniens ont perdu la guerre quand ils ont manqué de tenir compte de la stratégie prudente qui était celle de Périclès, l'élément basique ne change pas ; la guerre pour l'hégémonie en Grèce a émergé de la profonde révolution sociale, économique et technologique.² » De nouveau, les actions sous-tendues par le choix délibéré des acteurs et de leur libre arbitre sont minimisées et qualifiées de secondaires pour que ne subsiste que l'action impersonnelle procédant de la logique systémique. La cohérence de Gilpin en sort presque intacte et se révèle dans l'horizon de compréhension qu'elle offre mais qui en fixe parallèlement la principale limite : la compréhension systémique des rapports entre État se situe au niveau le plus général et le plus abstrait. Mais la référence à la

¹ Cf. *supra*. Chapitre 7 sur Waltz.

² Gilpin (1988, p. 605) Les italiques sont de nous.

politique de Périclès est bien là, par le fait de Gilpin lui-même qui, de surcroît, l'évoque en l'assortissant d'une caractéristique anodine du point de vue du discours de la guerre : la prudence. La prudence étant aux antipodes de l'immodération telle qu'exprimée dans les discours des Athéniens.

Comme nous l'avons déjà signalé, Gilpin est explicite sur le fait que la distance temporelle qui le sépare de Thucydide n'est pas un obstacle ; son argument est puisé chez Thucydide lui-même : la pérennité de la nature humaine a pour corollaire la pérennité des phénomènes qu'elle provoque. Pour que Thucydide soit l'auteur de la théorie systémique des relations internationales complétée par la théorie de la guerre hégémonique, dont le pilier est un cas extrême, et pour que lui revienne la paternité d'une théorie comprenant une vérité définitive, il doit également être l'auteur qui conçoit la nature humaine en fonction de l'extrême inclus dans son potentiel. Les seules caractéristiques qui doivent rendre compte de l'ontologie humaine et qui donneront leur sens aux autres traits sont l'immodération et la volonté de domination. Ce second pilier partage ainsi avec le premier une identité structurelle manifeste, et qui, en vertu de cette identité, établit un autre pont avec le discours de la guerre.

La juxtaposition de ces deux piliers est porteuse d'une tension qui entame la logique même de la pensée systémique. Les guerres d'une part, les êtres humains de l'autre, se situent à des niveaux différents. Les guerres se situent au niveau proprement systémique alors que les êtres humains ne se situent même pas au niveau des unités puisque ce niveau est réservé aux États, ce qui complique davantage le problème. L'effet de la nature humaine ne peut être systémique. L'unique solution serait d'admettre que la nature humaine est déterminée par la logique du système. Mais dans ce cas, il n'est plus possible d'expliquer la pérennité des guerres « ordinaires » et des guerres hégémoniques par la pérennité de la nature humaine.

Afin, précisément, de contourner cette aporie, la référence à la nature humaine est demeurée furtive, de même que celle au rôle des individus. Gilpin y a recours – nous le verrons – dans les seuls cas où cela lui permet de surmonter d'autres difficultés. Voilà pourquoi nous estimons que le procédé de Gilpin sera mieux compris si le rôle

que l'éclectisme joue dans sa construction théorique est convenablement pris en compte.

6. La plus grande de toutes les guerres

Gilpin estime avoir découvert dans *l'archéologie* un caractère déterminant que Thucydide aurait assigné à la guerre hégémonique. Selon lui, ce doit être le sens profond de la longue digression à laquelle se consacre Thucydide et qui le fait remonter jusqu'à la guerre de Troie et aux guerres médiques pour conclure que la guerre du Péloponnèse est *grande* par son étendue, sa durée, par les malheurs qu'elle a causés, etc. ; c'est la plus grande de toutes les guerres et sa grandeur inégalée est sa principale caractéristique. De ce fait, toujours selon Gilpin, la guerre du Péloponnèse a toutes les chances d'être une guerre hégémonique du moment qu'elle répond à un critère fondamental de la guerre hégémonique ; elle est *unique* par sa grandeur, elle ne ressemble à aucune autre. Nous dirons pour notre part qu'il s'agit d'un cas extrême qui préfigure de la participation de Gilpin au discours de la guerre.

Gilpin va plus loin pour montrer qu'il y a dans *l'archéologie* une autre raison qui le pousse à croire que la guerre du Péloponnèse est une guerre hégémonique. Cette autre raison, qui témoigne en outre du réalisme de Thucydide, est que les guerres dont il parle dans *l'archéologie*, sans être des guerres hégémoniques, montrent bien le caractère anarchique du système international. Cela renforce ce que nous disions dans la première partie de cette thèse, à savoir que l'anarchie témoigne efficacement de l'idée que la guerre représente l'horizon ultime des relations internationales. Enfin, et c'est là que la jonction entre théorie systémique des relations internationales et théorie de la guerre hégémonique prend racine dans le texte de Thucydide, seule la guerre du Péloponnèse sera en mesure de provoquer un changement systémique après avoir opposé une puissance hégémonique, Sparte, à une puissance émergente, Athènes :

« Ainsi, l'histoire des temps anciens qui servent d'introduction à l'histoire de Thucydide, c'est le compte rendu d'un état de guerre constant. Cependant, la guerre du Péloponnèse, nous informe-t-il, est différente et digne d'une attention particulière à cause de l'accumulation massive de puissance à Hellas et ses

implications pour la structure du système. (...) ce qu'il a appelé une grande guerre et ce que cet article [Gilpin (1988)] appelle guerre hégémonique – une guerre dans laquelle est en question l'entière structure d'un système international.¹ »

Nous pouvons constater comment la guerre du Péloponnèse se profile comme cas extrême qui va jouer le rôle de pilier de toute la construction théorique. L'unicité de cette guerre devient le repère par rapport auquel devront s'agencer intellectuellement les cas ordinaires, dont la vérité sera déduite de la position de chaque cas dans une gradation au sommet de laquelle se situe le cas extrême. Le sens des cas ordinaires ne résultera pas de leur interprétation ; il est contenu dans le cas extrême. Il ne s'agit pas d'un raisonnement par référence à un idéal-type. L'idéal-type est par définition une construction mentale ; le cas extrême dont il est question dans la théorie de la guerre hégémonique est réel.

Tournons-nous maintenant vers le texte de Thucydide pour voir ce qu'il en est. En effet, dès la première page de son récit, il affirme avoir choisi d'écrire sur la guerre du Péloponnèse parce qu'il était convaincu qu'elle allait être la plus grande de toutes les guerres. Thucydide tente ensuite d'étayer son argument à travers *l'archéologie*. La faiblesse des récits antérieurs est intimement liée à la faiblesse de ceux qui les ont écrits et à la faiblesse des guerres sur lesquelles ils ont écrit. Ainsi de la comparaison entre la guerre de Troie et la guerre du Péloponnèse : « On peut admettre que l'expédition de Troie fut plus importante que les précédentes entreprises de ce genre, tout en n'égalant pas celles d'aujourd'hui. Faut-il, ici encore, en croire les poèmes d'Homère ? Sans doute peut-on supposer qu'étant poète, il a voulu embellir son sujet en le grandissant. » (I.10) Quelle que fut la grandeur de la guerre de Troie, elle ne saurait égaler la grandeur de la guerre du Péloponnèse. On peut même douter de la grandeur de la guerre de Troie car elle n'existe dans l'esprit des gens que par la force des embellissements, forcément exagérés, du poète Homère. Que la guerre du Péloponnèse soit la plus grande, est-ce une vérité dont l'évidence nous dispenserait d'y voir autre chose ? La facture globale du récit ne nous permettrait-elle pas de la

¹ Gilpin (1988, p. 593)

comprendre autrement ?¹ S'en tenir à ce qu'on croit être la réalité ne signifie pas s'en tenir à la réalité.

Toujours à propos de la guerre de Troie et dans le but de se distinguer d'Homère, Thucydide écrit :

« C'est parce qu'il était, en son temps, le roi le plus puissant qu'Agamemnon put, selon moi, rassembler les membres de son expédition, et non parce que les prétendants d'Hélène se trouvaient liés par les serments faits à Tyndare. (...) Et c'est, je crois, parce que Agamemnon avait hérité de ce pouvoir et qu'il avait, sur mer, la supériorité sur les autres chefs qu'il put former son expédition et entraîner les autres rois qui le suivirent moins par générosité ou gratitude que par crainte. » (I.9)

La version de Thucydide est fondée sur des facteurs de puissance, à l'encontre de la version homérique qui est fondée sur une manifestation de la grandeur des anciens. Mais la différence nette et irrévocable qu'il croit avoir établie n'a rien d'évident. Voilà pourquoi Léo Strauss a sans doute raison lorsqu'il voit dans l'attitude de Thucydide à l'égard d'Homère l'expression d'une rivalité voulue par le premier². L'autorité d'Homère, suggère-t-il, est douteuse : la seconde fois qu'il le cite pour lui emprunter son compte rendu d'évènements du passé, il ajoute la phrase assassine « ... si l'on admet que c'est là [Homère] une autorité suffisante³. » Dans (I.21), Thucydide affirme que si on s'en tenait à ce qu'il dit, lui, du passé, « l'on peut estimer que l'aperçu que j'[en] ai donné (...) est dans l'ensemble véridique. » Pourquoi ? On ne le saura jamais car Thucydide se contente d'ajouter dans la phrase suivante une mise en garde contre l'exagération des poètes qui répondent aux exigences esthétiques de la poésie et non aux exigences de la conformité de leurs propos à la réalité passée.

¹ On se souvient que Gilpin ne s'est pas posé de telles questions. Pour lui, il n'y a pas de doute sur le sens de la prétention de Thucydide : il exprime, dans un autre langage certes mais très clairement, une seule et unique chose : la thèse de la guerre hégémonique.

² Strauss (1964, p. 337)

³ Thucydide (I.9). C'est en fait la seconde occurrence d'Homère dans le récit de Thucydide. La première se trouve dans (I.3) et sert à affirmer ce que les contemporains de Thucydide doivent à Homère la connaissance du passé. La troisième dans (I.10) représente avec la seconde une attaque contre Homère, et la troisième occurrence dans (III.1.104) lorsque des vers de lui sont respectueusement cités. Homère est poète, on ne peut se fier à lui dans la connaissance du passé. Ce qui est grand sous sa plume tient de la grandeur de l'esprit poétique magnifiant, non de la réalité. La grande guerre ce n'est pas la guerre de Troie, c'est la guerre du Péloponnèse, celle dont Thucydide veut transmettre le récit en tant que *Klèma es aei*, un bien pour tous les temps.

Il est vrai que pour nous autres modernes, sa version peut paraître plus proche de notre manière de voir, mais nous ne pouvons, en toute rigueur, en inférer quelque scientificité que dans l'unique et seule mesure où nous tiendrions pour acquis que notre manière de voir est scientifique, chose qui demeure hautement contestable. La raison en est que la version de Thucydide comme celle d'Homère dans la précédente citation, aussi différentes puissent-elles sembler à première vue, correspondent à un élément inhérent à l'écriture de l'histoire, un élément pour ainsi dire indépassable, qui est le problème de rétrodiction. Paul Veyne en a longuement traité¹. La rétrodiction est le terme par lequel Veyne désigne une pratique courante chez les historiens, reposant sur un exercice de jugement. Veyne part d'une évidence : le travail d'historien est très dépendant des documents. Tout ce qu'un historien peut dire sur le passé, il le puise dans les documents. Le problème est que les documents ne disent pas toujours tout ce que l'historien aimerait dire et partager avec ses lecteurs.

Que se passe-t-il lorsque les documents ne fournissent pas les causes des événements qu'ils transmettent ? La solution des historiens n'a pas toujours été de se taire lorsqu'ils ne pouvaient pas se fonder sur des documents. Il leur arrive de faire l'effort de trouver les causes par la force du raisonnement ; c'est la rétrodiction. Les controverses entre historiens ne sont souvent que l'opposition de rétrodictions et c'est précisément ce qui explique que la synthèse historique soit si difficile. À ce titre, la thèse de Thucydide comporte une rétrodiction équivalente à celle d'Homère. On ne peut rien dire de plus si ce n'est par les préférences qui déterminent nos différentes interprétations, par nos préjugés qui peuvent s'avérer féconds ou stériles, mais jamais de façon à établir une vérité scientifique hors de tout doute, encore moins quelque loi scientifique susceptible de permettre une pratique rigoureuse de la prédiction, comme l'ont cru les néoréalistes en théorie des relations internationales. De la même manière que ce que nous avons vu concernant le *Ktèma*, le sens de grandeur de la guerre du Péloponnèse aux yeux de Thucydide nous échappera tant et aussi longtemps qu'on n'aura pas tenté de la comprendre en la mettant dans la perspective plus générale du récit dans son ensemble. Mais il y a un problème car même si Thucydide n'a pas embelli son récit, il n'est pas possible d'affirmer qu'il ne l'a pas orienté à sa manière.

¹ Veyne (1971, pp. 194-234)

Il s'agit en fait de tout le problème de la méthode de Thucydide que nous devons maintenant aborder.

7. Théoricisme et causalité universelle

Gilpin clôture le paragraphe censé paraphraser Thucydide sur le caractère spécifique de la guerre du Péloponnèse en affirmant : « Cette grande guerre et ses causes sous-jacentes forment l'objet de son histoire [de Thucydide].¹ » Gilpin évoque les *causes* et laisse penser que les sept livres du texte contiennent une longue illustration de la thèse autour de ces causes contenue dans le livre I. La cause de la guerre du Péloponnèse est d'une importance capitale dans la construction de la théorie de la guerre hégémonique ; il en va de la cohérence de celle-ci.

Gilpin cite Thucydide dans le texte pour la seconde fois au moment où il traite de la causalité : « *La vraie cause, a-t-il conclu dans le livre I, je la tiens pour celle qui a été formellement la plus cachée. La croissance de la puissance d'Athènes et l'inquiétude qu'elle a provoquée à Lacédémone ont rendu la guerre inévitable*². »

La traduction de Denis Roussel est sensiblement voisine : « Mais la cause *la plus vraie*, celle aussi qui fut la moins mise en avant, se trouve selon moi dans l'expansion athénienne, qui inspira des inquiétudes aux Lacédémoniens et ainsi les contraignit à se battre. »³ De même que la traduction de Romilly : « En fait, la cause *la plus vraie* est aussi la moins avouée : c'est à mon sens que les Athéniens, en s'accroissant, donnèrent de l'appréhension aux Lacédémoniens, les contraignant ainsi à la guerre⁴. »

¹ Gilpin (1988, p. 593)

² (Gilpin 1988, p. 596) En italique : la citation de Thucydide tirée de (I.23.6). Gilpin se sert de la traduction anglaise de John Finley (1951). J'ai traduit en français la citation ci-haut en me basant sur ce texte. Je procéderai de la sorte chaque fois que Gilpin cite Thucydide dans le texte. Au besoin j'ajouterai d'autres traductions françaises réputées dignes de foi, celle de Jacqueline de Romilly (1953) et celle de Denis Roussel (1964).

³ Roussel (1964). Les italiques ont été ajoutés

⁴ Romilly (1953). Les italiques ont été ajoutés. La traductrice ajoute deux notes de bas de page. La première après « ... la cause la plus vraie » : « Ce désir d'une vérité en profondeur et *plus vraie* est caractéristique de l'œuvre de Thucydide. » (p. 184) La deuxième après « ... les contraignant » : « Ceci veut dire qu'ils la font malgré eux et n'implique pas pour autant que la guerre ait été inévitable. » (p. 184)

À vrai dire et comme nous tenterons de le montrer plus loin, une part non négligeable de l'interprétation du texte de Thucydide réside dans la traduction de ce passage du grec ancien. En attendant, il sied d'attirer l'attention sur la phrase de Gilpin qui entrecoupe la citation en question : « ... a-t-il conclu dans le livre I ... ¹ ». Ce qui est sous-entendu ici est que Thucydide s'est attelé tout au long du livre I à chercher la cause de la guerre du Péloponnèse. Or, tout ou presque tout ce qui précède le paragraphe (I.23.6) est consacré à d'autres éléments, notamment à montrer que la guerre du Péloponnèse est la plus grande et que les comptes rendus des guerres passées étaient trop teintés de mythes et d'embellissement exagéré. Dire que Thucydide en tire comme conclusion la cause de la guerre ne va pas de soi.

Les traductions qui, nous le voyons bien, sont voisines². On doit remarquer que dans la traduction adoptée par Gilpin, les unités sont *Athènes* et *Lacédémone*, donc des cités, des États, ce qui correspond au stato-centrisme de la conception systémique des relations internationales. Dans les autres traductions les acteurs sont les *Athéniens* et les *Lacédémoniens*, autrement dit des acteurs humains, ce qui renvoie à une dimension que ne tolère pas la logique structuraliste de la pensée systémique parce qu'elle s'oppose, justement, au stato-centrisme³.

On peut également constater que, pour Gilpin, Thucydide parle de *la vraie cause*. Ce n'est pas tout à fait identique à *la cause la plus vraie* que choisissent de Romilly et Roussel. La différence est que cette dernière traduction implique d'autres causes vraies, mais moins vraies, que la cause la plus vraie, alors que la première traduction implique que toutes les autres causes imaginables, plausibles ou effectives sont fausses. Il nous faut souligner que du fait de ces subtilités, il devient un peu plus difficile de ne pas s'interroger sur les implications de la traduction de Thucydide du grec ancien vers d'autres langues, ici l'anglais et le français. S'il est un seul point sur

¹ « ... he concluded in the first chapter ... »

² Il n'est pas anodin que de Romilly se soit sentie obligée d'ajouter des notes de bas de page à la suite de cette citation de Thucydide. C'est que cette citation a donné lieu à toutes sortes d'interprétations pas toujours convergentes. Nous y reviendrons.

³ À une nuance près : Roussel parle de « l'expansion athénienne. »

lequel Gilpin ne pouvait pas faire abstraction de la littérature secondaire sur Thucydide, c'est bien celui-ci.

À noter aussi que la citation en question dans le texte de Gilpin devait nécessairement être tronquée si elle devait participer à faire de Thucydide le premier théoricien de la guerre hégémonique. Dans la partie manquante Thucydide affirme : « Quant aux raisons officiellement alléguées de part et d'autre pour rompre le traité et entrer en guerre, on les trouveras ci-dessous. » (traduction de Roussel) « *Ci-dessous* » signifie « *dans le reste de l'ouvrage* », donc dans tout ce qui n'intéresse pas Gilpin. Et cela ne l'intéresse pas parce qu'il est théoricien alors que les causes alléguées font partie de la pratique, celle-là même que le discours de la guerre ignore systématiquement.

Jusqu'à quel point Thucydide a été aussi clair sur la cause de la guerre du Péloponnèse que ce que les traductions laissent croire. Qu'il s'agisse des deux traductions françaises que nous citons plus haut ou de celle adoptée par Gilpin, Thucydide parle sans équivoque de la *cause* de la guerre du Péloponnèse, de *la cause la plus vraie* selon Roussel et Romilly. On a de ce fait beaucoup de mal à imaginer que le mot *cause* n'ait jamais été utilisé par Thucydide. Pourtant, le doute s'installe dès la lecture de la première traduction de son texte vers l'anglais par Hobbes, un auteur que personne n'ignore en théorie des relations internationales. Hobbes ne parle ni de *cause la plus vraie* ni de *cause véritable* mais de « *the truest quarrell* », de *querelle* ou de *dispute la plus vraie*¹.

Plus tard, un autre traducteur, Benjamin Jowett, s'éloigne de Hobbes et substitue à sa traduction une autre² : « *the real (...) cause.* » Gilpin utilise une traduction similaire³. Le seul auteur, à notre connaissance, à avoir pris la pleine mesure de cette subtilité déterminante dans la traduction de l'un des passages les plus cités de *La Guerre du Péloponnèse*, c'est Francis Cornford dans son ouvrage *Thucydides Mythistoricus*, dont la parution remonte au début du XX^e siècle ; une étude incontestablement érudite, suffisamment connue et largement citée – sans référence toutefois au point

¹ « On the Life and History of Thucydides. »

<http://www.perseus.tufts.edu/Thucydides/Hobbes/HL.&H.Thuc.html>

² Cité dans (Cornford 1907, p. 58) : « *the real, though unavowed, cause.* »

³ « *the real cause ...* » (Gilpin 1988, p. 596)

que je suis en train de soulever – pour qu’aucun auteur ne l’ignore sans justification¹. Cornford est catégorique : « en décrivant le contenu de son livre [dans le paragraphe qui nous intéresse] Thucydide ne parle nullement des causes et préfère tracer un plan qui, si l’on s’y tenait, exclurait de la discussion toute cause.² »

Cornford a choisi Polybe, un autre historien grec, comme point de comparaison avec Thucydide. Chez Polybe, la distinction est nette entre causes et prétextes. Il écrit : « Je m’intéresserai à la première tentative de mise en œuvre de ce qui a déjà été déterminé comme le début [de la guerre] ; par *causes* (*αἰτίας*) j’entends ces décisions et ces conseils qui précèdent et conduisent à de telles tentatives ; je veux dire les considérations, les états d’esprit ainsi que les calculs et les choses qui nous amènent à prendre une décision ou à fixer un objectif³. » La traduction de *causes* par *αἰτίας* est la traduction consacrée dans les dictionnaires⁴. Pour Polybe, un *prétexte* (*προφάσεως*) est une *cause* prétendue⁵. Dans la guerre d’Antioche, selon lui, la cause (*αἰτίας*) fut le mécontentement des Aetoliens ; le *prétexte* la libération de la Grèce ; le *début* la descente d’Antioche sur Demetrias.

Passons maintenant aux passages (I.23.4-6). Selon la traduction de Cornford, Thucydide affirme :

« The Athenians and Peloponnesians began (*ηρξαντο*) by breaking the thirty years’ truce which they had made after the capture of Euboea. Why they broke it—their grievances and differences (*τὰς αἰτίας καὶ τὰς διαφοράς*), I have first set forth, that no one may ever have to inquire from what origin (*εἰς ὅσον*) so great a war arose among the Hellenes. *The most genuine pretext, though it appeared least in what was said* (*τῆν μὲν ἀληθεστάτην πρόφασιν, ἀφαστάτην δὲ λόγῳ*) I believe to have been the increasing power of Athens, and the alarm which they gave to the Lacedaemonians, and so forced them into war. But the *grievances publicly alleged* by each side for breaking the truce and going to war were as follows.⁶ »

Comme on peut le constater, Thucydide parle du *most genuine pretext* (*προφάσεως*) et non pas du *most genuine cause* (*αἰτίας*) pour désigner *the increasing power of*

¹ Cornford (1905)

² Cornford (1905, p. 57)

³ Cité dans Cornford (1905, p. 57).

⁴ Voir par exemple Planche, Alexandre et Defauconpret (1885, p. 142)

⁵ Cornford (1905, p. 57)

⁶ Tel que traduit dans Cornford, 1907, p. 58. Les italiques sont de Cornford.

Athens, and the alarm which they gave to the Lacedaemonians. Si on s'en tenait à la traduction et au sens de *cause* (αἰτίας), on serait en droit de croire que ce dont parle Thucydide ici c'est bien de *cause*. Mais – c'est un fait – il n'en parle pas et préfère parler de *pretext* (προφάσεως).

Thucydide utilise bien le mot αἰτίας juste avant, mais Cornford le traduit par *grievs* pour annoncer ce qu'il va relater dans le reste du Livre I. Il s'en explique :

« En fait, tout au long du livre I, Thucydide utilise indifféremment les termes αἰτία et προφάσις. Chez Polybe, αἰτία est sensiblement plus proche de *raison* (au sens psychologique), que de *cause*. Chez Thucydide αἰτία ne signifie *cause* d'aucune façon et devrait être traduit par *raison* pour signifier *grievs*. Dans la langue grecque telle qu'écrite par Thucydide, il n'y a pas le moindre terme qui se rapprocherait un tant soit peu de la signification et des associations du terme anglais *cause* avec son *effet* corrélatif.¹ »

Donc, tout au long du Livre I qui n'intéresse pas Gilpin, Thucydide utilise indifféremment les termes αἰτία et προφάσις². On doit en conclure que si Thucydide voulait être, comme Polybe, parfaitement clair sur la question des causes, il aurait soigneusement évité cette confusion.

Il faut noter que dans les deux versions françaises que nous avons consultées, les traducteurs se sont autorisés à *rectifier* le texte de Thucydide. Ainsi lit-on respectivement dans les traductions de Denis Roussel et de Jacqueline de Romilly :

« Les hostilités commencèrent (ἤρξαντο) entre les Athéniens et les Péloponnésiens après la rupture du traité de trente ans conclu à la suite de la conquête de Eubée. Pour ce qui est des motifs de la rupture, j'ai exposé tout d'abord les griefs des deux adversaires et leurs démêlés (τὰς αἰτίας καὶ τὰς διαφοράς), afin qu'on n'en vînt pas à se demander pourquoi une guerre de cette importance a éclaté entre les Grecs. Mais la cause la plus vraie, celle aussi qui fut la moins mise en avant (τῆν μὲν ἀληθεστάτην πρόφασιν, ἀφαστάτην δὲ λόγῳ), se trouve selon moi dans l'expansion athénienne qui inspira des inquiétudes aux Lacédémoniens et ainsi les contraignit à se battre. Quant aux raisons officiellement alléguées de part et d'autre pour rompre le traité et entrer en guerre, on les trouvera ci-dessous. »

« La guerre commença entre les Athéniens et les Péloponnésiens avec la rupture du traité de trente ans conclu après la prise de l'Eubée. Pour expliquer cette rupture, j'ai commencé par indiquer, en premier lieu, les motifs et les sources de différends

¹ Cornford (1905, p. 59)

² Cornford (1905, p. 59). Cf. (I.85.1) : (I.55.2) : (I.118.1)

(τὰς αἰτίας καὶ τὰς διαφοράς) afin d'éviter qu'on ne se demande un jour d'où sortit, en Grèce, une guerre pareille. En fait, la cause la plus vraie est aussi la moins avouée (τὴν μὲν ἀληθεστάτην πρόφασιν, ἀφαστάτην δὲ λόγῳ) : c'est à mon sens que les Athéniens, en s'accroissant, donnèrent de l'apprehension aux Lacédémoniens, les contraignant ainsi à la guerre. Mais les motifs donnés ouvertement par les deux peuples, et qui les amenèrent à rompre le traité pour entrer en guerre, sont les suivants. »

En comparant le texte de Thucydide et les deux traductions ci-dessus, on obtient ceci :

- Ce qui, chez Thucydide, s'écrit αἰτία (littéralement : *cause*) devient *grief* chez Roussel, *motif* chez de Romilly ;
- Ce qui, chez Thucydide, s'écrit προφάσεως (littéralement : *prétexte*), devient *cause* chez les deux traducteurs.

Pour être fidèle à l'original, la traduction devait être (en partant par exemple de Roussel) : « Pour ce qui est des *causes* de la rupture, j'ai exposé tout d'abord les griefs des deux adversaires et leurs démêlés, afin qu'on n'en vient pas à demander pourquoi une guerre de cette importance a éclaté entre les Grecs. Mais le *prétexte* le plus vrai, celui aussi qui fut le moins mis en avant se trouve... » Il ne s'agit pas de remettre en cause la cohérence du texte traduit car il est effectivement cohérent chez les deux traducteurs. Ce qu'il s'agit de contester, c'est que cette traduction trahit le texte original ; elle trahit pour ainsi dire l'incohérence de Thucydide. Et ce faisant, la traduction compromet l'interprétation.

On ne peut omettre de le souligner car au-delà de sa non-conformité avec l'original dans le cas précis qui nous intéresse, la traduction en général d'une langue à une autre est un exercice hautement périlleux, à plus forte raison lorsqu'il s'agit d'un texte aussi ancien que *La Guerre du Péloponnèse*. Cet exercice est périlleux car il présente deux types de problèmes : les problèmes techniques ou philologiques portant sur l'équivalence des mots, des constructions de phrases, etc. et les problèmes qu'on pourrait qualifier d'herméneutiques concernant le sens¹. La traduction étant de ce fait

¹ Voir Benjamin (1923), Derrida (2005) et en particulier Ricœur (2004). Sur les problèmes techniques on peut citer l'exemple de la difficulté de traduire un texte d'une langue qui admet les verbes à l'infinitif vers la langue arabe qui n'en admet pas. Comme exemple des problèmes herméneutiques, je

très délicate, il est nécessaire de s'expliquer sans équivoque lorsque, dans l'acte de traduire, une modification majeure est apportée au texte original.

Les deux traducteurs ne furent vraisemblablement pas sensibles à cette question. Une preuve supplémentaire en est que dans une note de bas de page, Roussel écrit : « On va voir que cette distinction entre la véritable cause de la guerre et les incidents qui provoquèrent la rupture commande toute la composition du livre I. » On se souvient que dans sa propre traduction, Roussel fait dire à Thucydide « la cause la plus vraie. » Étrangement dans la note de bas de page, il parle de la « véritable cause. » Ce n'est pas du tout sûr que Thucydide pensait « la véritable cause » (si tant est qu'il pensa jamais à la cause), il aurait écrit « la cause la plus vraie. »

Cornford voit dans ce qui précède plus qu'une vérité linguistique qu'on pourrait qualifier d'incontestable. « Lorsque Thucydide s'est penché sur l'écriture du livre I, il ne s'est pas posé la question (...): *Quelles furent les causes de la guerre ?* Les questions qu'il s'est posées sont : Quel fut le commencement (*ἀρχή*) – la première action de la guerre ? Quels furent les griefs, les querelles, les prétextes des belligérants ? *τίνας ἦσαν αἱ αἰτίαι* ; la réponse à ces deux questions consiste selon lui en un compte rendu complet d'« où » (*ἐξ ὅτου*) la guerre a émergé.¹ » Ainsi, à l'exception de *l'archéologie* et après avoir affirmé que la guerre a commencé avec la remise en cause du traité garant de la paix de trente ans, le livre I ne comporte que les griefs, les accusations et les prétextes. On ne peut reprocher à Thucydide de ne pas avoir dit autre chose car c'est exactement ce qu'il a promis de dire. « Nous devons donc abandonner l'idée selon laquelle le livre I porte sur les causes de la guerre. (...) Le livre I n'est pas une analyse de causes, mais le récit d'une querelle.² » Nous voyons donc à quel point il est, par ailleurs, hautement risqué de vouloir tirer de Thucydide une théorie des causes de la guerre en général et l'appliquer à toutes les guerres. Lorsqu'on se l'interdit, on est obligé de lire les huit livres du récit car Thucydide y dit effectivement des choses de grande importance concernant la guerre du Péloponnèse ; et peut-être que l'acquis pour tous les temps que le récit est censé

citerais l'extrême difficulté de traduire en arabe un texte de spéculation ontologique à partir d'une langue qui contient l'auxiliaire *être* car cet auxiliaire n'existe pas en arabe.

¹ Cornford (1905, p. 59)

² Cornford (1905, p. 59)

contenir est le devoir de faire le même travail, exhaustif, honnête et profond sur la ou les guerres auxquelles on s'intéresse.

CINQUIÈME PARTIE
De l'ennemi éternel

Les deux chapitres de cette dernière partie couvrent la résurgence du discours savant de la guerre au lendemain de la guerre froide. Le premier chapitre est consacré à John Mearsheimer, un auteur qui était jusque-là spécialisé en études stratégiques, une sous-discipline des relations internationales. Durant la première moitié des années 1990, il publia une série d'articles pour réhabiliter le discours savant de la guerre qui paraissait de moins en moins pertinent du fait des promesses de paix dans l'après-guerre froide. Il était convaincu que le futur immédiat allait s'avérer pire que la guerre froide. Il a donc développé une pensée qui présentait la particularité d'être très radicale en ce qu'elle exacerbait les traits du discours savant de la guerre que nous avons identifiés dans les parties précédentes et qu'elle rendait explicite son utilisation potentielle dans le champ politique. En cela, Mearsheimer pensait avoir renoué avec la tradition réaliste originelle, en la débarrassant de la supposée modération que le néoréalisme y avait introduit. Cette pensée est également radicale par sa prétention à la validité scientifique, le seul aspect que Mearsheimer retint du néoréalisme.

Le second chapitre comporte notre interprétation de la thèse du choc des civilisations de Samuel Huntington. Cette thèse renferme une radicalisation du discours savant de la guerre encore plus profonde que celle de Mearsheimer. Elle introduit un élément identitaire dans la description de la polyarchie du monde de manière telle qu'il ne peut persister aucun espoir de relations internationales autres que celles qui renvoient à la dichotomie ami / ennemi. Le discours savant de la guerre fondé sur la thèse du choc des civilisations est celui qui se prête le mieux à la récupération dans le champ politique actuel. Il s'insère facilement dans la *doxa* parce qu'il manipule des éléments latents de l'imaginaire susceptibles de se réveiller à la moindre manifestation d'un discours politique instrumentalisant le rapport toujours sensible à l'altérité.

Chapitre 9

Radicalisation du discours savant de la guerre

En théorie des relations internationales, John Mearsheimer est l'auteur qui a refusé de partager l'optimisme né au lendemain de la guerre froide. L'heure était à l'euphorie symbolisée par deux succès de librairie, *La fin de l'histoire* et *La troisième vague*¹. Les thèses contenues dans ces deux publications convergent vers le même point : les tendances à la démocratisation amorcées pendant la guerre froide vont désormais s'exacerber de façon irréversible. Il ne devait plus y avoir d'obstacle, croyait-on, à la généralisation de la démocratie et au règne de la paix démocratique². Certains auteurs de la discipline se sont distanciés du pessimisme dont ils étaient auparavant partisans, en réalisant que ce pessimisme les avait empêchés de comprendre la réalité de l'Union Soviétique et d'anticiper la chute du communisme, les poussant à concentrer leur attention sur les scénarios-catastrophes³. C'est précisément ce pessimisme que Mearsheimer va tenter de réhabiliter en radicalisant la dimension correspondant au discours savant de la guerre au sein de la discipline des relations internationales.

Reconnaissons, à décharge de Mearsheimer, que l'optimisme qui dominait à cette époque prêtait le flan à la critique puisqu'il était fondé sur un espoir qui a été confondu à tort avec la réalité. Cette confusion était une entrave à toute tentative de compréhension des éléments de la pratique nés pendant la guerre froide et qui n'allaient pas disparaître avec le communisme. Deux exemples suffisent à étayer notre propos. Le premier concerne l'Afghanistan. Allié de premier ordre durant la guerre froide, il a été abandonné à son sort après la défaite que les groupes extrémistes afghans avaient infligée à l'armée soviétique. Le chaos qui s'en est suivi aurait dû attirer l'attention sur les périls dont il était porteur, et pas seulement pour

¹ Fukuyama (1992) ; Huntington (1991)

² La thèse de la paix démocratique est une reformulation du projet kantien de paix perpétuelle. Elle repose sur l'idée selon laquelle les démocraties ne se font pas la guerre. Russett (1993) ; Blin (2001) ; Oneal et Russett (2004). Par conséquent, la généralisation du régime démocratique conduira automatiquement à la paix mondiale.

³ On trouvera les différentes facettes de cet examen de conscience dans un ouvrage collectif : Lebow et Risse-Kappen (1995).

l'Afghanistan et les Afghans, ce qui n'a pas été le cas. Le point de vue de Zbigniew Brzezinski est à ce titre révélateur de l'état d'esprit de l'époque : « Qu'est-ce qui est plus important au regard de l'histoire du monde ? Les Talibans ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques islamistes excités ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide ?¹ » C'est ce même état d'esprit qui a empêché d'anticiper toutes les implications de la première guerre d'Irak ; ce sera notre second exemple. L'idée dominante était de dire que la réaction de la communauté internationale à l'invasion du Koweït par l'Irak témoigne d'un nouvel ordre mondial régi par le droit international. Un élément de première importance avait été laissé dans l'ombre : une présence militaire étrangère dans une région extrêmement sensible, avec la complicité des régimes politiques locaux, allait provoquer un mécontentement populaire considérable. Ce mécontentement pouvait servir – et de fait a effectivement servi – à la reconversion des groupes extrémistes dans une nouvelle mission, notamment et surtout ceux qui étaient en Afghanistan. À l'époque, Brzezinski n'était pas le seul à en minimiser la portée. Les islamologues qui faisaient l'éloge de l'islamisme durant les années 80, à l'époque où l'islamisme était un facteur important de l'endiguement du communisme, décrétaient sa fin². Cette fin proclamée répondait plus à un espoir fondé sur l'idée simple selon laquelle l'islamisme ne pourrait pas survivre sans l'appui des États qui, à l'instar des États-Unis et de l'Arabie Saoudite, en avaient fait une force organisée particulièrement efficace durant la guerre froide. Même aujourd'hui, on continue de négliger ces facteurs dans la compréhension des conséquences de ces éléments, préférant expliquer l'État actuel du monde à travers la thèse du choc des civilisations de Samuel Huntington³.

Pour comprendre l'effet de ces éléments, il est absolument nécessaire de porter l'attention sur la pratique et de s'éloigner du domaine d'intelligibilité de la théorie des relations internationales. Ce ne fut pas le choix de Mearsheimer. Toute son attention était focalisée sur des considérations strictement théoriques. Ce n'est pas tant à la réalité de la pratique qu'il voulait répondre qu'à la rivalité théorique au sein de la discipline des relations internationales. Son intérêt était de réhabiliter le réalisme et de

¹ Cité dans Cooley (2002, p. 29)

² Roy (1992) ; Kepel (2003)

³ Nous traiterons en détail de cette thèse dans le prochain chapitre.

lui redonner une place dans le champ académique. Et c'est dans cette perspective qu'il a construit une théorie dans laquelle la guerre devait redevenir l'horizon indépassable des relations internationales. Le but du présent chapitre est de montrer que cette théorie, encore plus que celles de Morgenthau, Waltz et Gilpin, porte en elle-même le potentiel qui en fait une source de consolidation du discours savant de la guerre.

Selon la dynamique propre à la discipline des relations internationales, Mearsheimer se définit comme réaliste néo-traditionaliste. Il veut distinguer son approche du réalisme traditionnel de Morgenthau, à cause de son manque de scientificité, ainsi que du néoréalisme de Waltz et Gilpin, à cause de leur manque d'agressivité, et ajouter ainsi une nouvelle composante aux typologies des théories en relations internationales. Il ne s'en dissocie pas pour autant. De Waltz et Gilpin, il veut garder la scientificité supposée de l'approche systémique, et de Morgenthau, il retient l'agressivité¹. Un commentateur affirme qu'il s'agit de « la contribution la plus importante à la littérature réaliste en théorie des relations internationales depuis *Theory Of International Relations* de Kenneth Waltz. [Elle représente] une solide réhabilitation de la pertinence du réalisme ; c'est la raison pour laquelle tous les réalistes sont redevables à Mearsheimer². » Comme nous avons pu le voir à plusieurs reprises dans la présente thèse à propos de différents auteurs, lire Mearsheimer à partir du domaine d'intelligibilité de la théorie des relations internationales ne permet pas d'aller au-delà de la classification qui, on s'en souvient, impose un sens aux œuvres de l'extérieur. Dans notre lecture, il importe peu que Mearsheimer soit réaliste dans la mesure où cela ne nous ouvre pas sur la plus large compréhension de son œuvre, non pas en ce que ses traits généraux la rapprochent d'autres théories dites réalistes, mais bien en ce qu'elle a de spécifique. À cet argument s'ajoute celui que nous avons détaillé à propos de Morgenthau lorsque nous avons abordé le contresens qu'il y a à associer réalisme et théorie.

Comment Mearsheimer réhabilite-t-il la guerre en tant qu'horizon indépassable des relations entre États ? D'abord, par le fait que sa théorie est dominée par le

¹ Mearsheimer (1994-95, pp. 9-11)

² Layne (2002-03, pp. 120-121)

polyarchisme *realpolitik*. Ensuite parce que ce polyarchisme a tendance à être neutralisé par un effet de théorie. Autrement dit, la pluralité n'amène pas Mearsheimer à se tourner vers la pratique, mais plutôt à figer la dynamique pluraliste dans les déterminismes de la théorie. Ce polyarchisme liquidé par l'effet de théorie se présente selon quatre trajectoires de l'argumentation chez Mearsheimer. Chaque trajectoire oriente à sa manière la pensée vers une considération substantialiste précise : la certitude de l'inimitié entre les États, l'instrumentalité de la coopération et des organisations internationales, l'usage sélectif de l'histoire, et la construction de l'ennemi. Nous dégagerons au fil de l'interprétation les incohérences qui nous poussent à rejeter le point de vue d'auteurs comme Glenn Snyder qui estiment que la théorie de Mearsheimer est « cohérente et ne souffre pas d'incohérences évidentes¹. »

9.1. Théoricisme et certitude de l'inimitié

Le point de départ de Mearsheimer n'est pas la pluralité pratique mais la teneur théorique du réalisme. Cette teneur doit guider la formulation de la politique étrangère en fournissant les éléments qui doivent lui servir de base, c'est-à-dire ce que l'auteur croit que le réalisme est capable de formuler « des théories générales à propos des causes de la guerre et de la paix². » De ce point de vue, lorsque le propos doit porter sur un thème spécifique, il est valable autant pour les universitaires que pour les politiciens. Cela paraît évident à ses yeux concernant les universitaires, mais il estime nécessaire d'ajouter à propos des politiciens : « Même si les politiciens sont rarement conscients de l'usage qu'ils font de la théorie, leurs points de vue à propos des institutions sont néanmoins façonnés par leurs préférences explicites d'une théorie des relations internationales aux dépens des autres³. » Autrement dit, les théories générales construites par les universitaires déterminent inéluctablement le comportement des politiciens. La conséquence de ce déterminisme est de renforcer la pensée démissionnante. La compréhension d'un épisode donné des relations internationales devra toujours renvoyer à la théorie. Notre conclusion n'aurait pas été la même si, dans l'œuvre de Mearsheimer, la pluralité des théories était comprise comme la conséquence ordinaire de la pluralité des valeurs. Or, il ressort de son

¹ Snyder (2002, p. 171)

² Mearsheimer, J. (1994-95, p. 7)

³ Mearsheimer, J. (1994-95, p. 7)

œuvre que la véracité se limite à sa seule théorie. Un politicien dont le comportement est déterminé par sa théorie sera donc considéré comme le politicien agissant conformément à la théorie vraie. À l'opposé, un politicien déterminé par une autre théorie est dans la mauvaise voie, précisément parce que sa théorie est fautive. Et les théories fautes – nous le verrons plus bas – sont celles que Mearsheimer critique dans la seconde et la troisième trajectoires de son argumentaire.

La réification de la théorie laisse entendre qu'elle n'a pas besoin d'être démontrée ; elle existe et s'impose d'elle-même. Ce n'est donc pas Mearsheimer mais « le réalisme [qui] dépeint la politique mondiale en une image peu reluisante¹. » De la même manière, ce n'est dans la pensée de Mearsheimer, mais dans la théorie réaliste, que « le système international est présenté sous le portrait d'une arène brutale où les États cherchent les opportunités de prendre avantage les uns sur les autres et de ce fait ont peu de raisons de se faire confiance². » En note de bas de page, il s'appuie sur Stephen Van Evera pour attribuer à l'évidence théorique que « la vie quotidienne est essentiellement une lutte pour la puissance où chaque État aspire non seulement à être l'acteur le plus puissant du système, mais aussi à s'assurer qu'aucun autre État n'atteigne une telle position supérieure³. » Ici se combinent la notion de système international empruntée à Waltz et la volonté de puissance et de domination puisée chez Morgenthau. On y trouve aussi une idée majeure que Mearsheimer développera par la suite et sur laquelle nous reviendrons, qui témoigne de la radicalité de son propos : il est dans la nature quintessentielle de l'État de ne pas se contenter d'accumuler une puissance suffisante à sa sécurité, mais de rechercher aussi la supériorité par rapport à tous les autres⁴. Autrement dit, le cas spécifique et extrême des États-unis et de l'URSS durant la guerre froide devient le repère par référence auquel se définit l'État, tout État. L'immodération de la course à l'armement en découle logiquement et doit s'inscrire dans l'identité de l'État en tant que concept. Le pessimisme que Mearsheimer veut opposer à l'optimisme de l'heure s'appuie sur le

¹ Mearsheimer, J. (1994-95, p. 9)

² Mearsheimer, J. (1994-95, p. 9)

³ Mearsheimer, J. (1994-95, p. 9), cf. Van Evera (1992, p. 19)

⁴ Ailleurs Mearsheimer écrit que les États « agissent de façon agressive pour accumuler autant de puissance que possible, car les États sont presque toujours en meilleure situation avec plus plutôt qu'avec moins de puissance » : de ce fait « les États ne deviennent des puissances stationnaires que lorsqu'ils parviennent à dominer l'intégralité du système. » Mearsheimer (2001, p. 35)

caractère répétitif et conservatoire du monde, tel que nous l'avons déjà vu chez Waltz et Gilpin et qui demeure une constante dans le discours savant de la guerre.

À la même page, ce n'est plus la quête de puissance qui définit les rapports entre les États, mais une rivalité pour la sécurité. En revanche, ce qui ne change pas, c'est la guerre comme horizon indépassable de ces rapports : « Les relations internationales ne sont pas un état de guerre constant, mais elles sont un état d'une compétition impitoyable pour la sécurité, avec la possibilité de la guerre toujours en

arrière-plan¹. » Cela se confirme même lorsque Mearsheimer reconnaît que malgré cette rivalité, la coopération entre États a bel et bien lieu : « Néanmoins, la coopération entre les États a ses limites, principalement parce qu'elle est contrainte par la logique dominante de la compétition pour la sécurité qu'aucune étendue de la coopération ne peut éliminer. La paix authentique, ou un monde où les États ne sont pas en compétition pour la puissance, n'est pas vraisemblable selon le réalisme². » Nous noterons le retour du facteur de la puissance dans l'explication de la nature de l'État ; de ce fait, nous sommes obligés de considérer que pour Mearsheimer, suprématie dans la puissance et sécurité sont synonymes. En fait, cette identité est hautement contestable ; pour reprendre un exemple cité par Raymond Aron, un État, comme la France durant la guerre froide, peut très bien abdiquer la volonté d'acquérir la plus grande puissance en faveur de la sécurité qu'il obtient en acceptant la suprématie d'un autre État (les États-Unis dans le cas de la France)³.

C'est l'occasion pour nous de souligner que, chez Mearsheimer, le stato-centrisme comme trait distinctif du discours savant de la guerre est particulièrement prégnant ; de même que chez Waltz et Gilpin, la réification de l'État est nécessaire pour en faire l'acteur principal de la scène internationale. Pour pouvoir généraliser le savoir comportemental propre au discours de la guerre à tous les États, l'État doit apparaître comme une boîte noire. En découle la liquidation de tout rapport entre

¹ Mearsheimer (1994-95, p. 9)

² Mearsheimer (1994-95, p. 9)

³ Aron (1962, pp. 585-586)

politique interne et politique externe. Mearsheimer ignore toutes les études ayant porté sur ce rapport dont l'impact n'est pas minime. Car comme le note Steven Lobell, la politique de sécurité extérieure d'un État est entre autres influencée par la concurrence politique interne¹. Ne serait-ce que dans les États libéraux, différents groupes se feront concurrence pour favoriser telle politique de sécurité plutôt que telle autre, car toute politique de sécurité produira des gagnants et des perdants à l'interne : « Les politiques financière, économique, industrielle et militaire renforceront ou affaibliront des groupes au sein du gouvernement, de l'industrie, de la finance et du monde du travail². »

Notre thèse est de dire que les groupes qui croient tirer profit de la guerre trouveront dans le discours savant de la guerre la caution intellectuelle à leurs actions au sein du champ politique visant à présenter toute guerre lancée par leur État non pas comme l'expression de leur volonté intéressée, mais comme celle de la nature même des relations internationales. Voilà pourquoi le renforcement de la guerre comme horizon indépassable des relations entre États et son inclusion dans la *doxa*, sont des éléments de compréhension de premier ordre. L'idée est que lorsque l'État songe à une guerre, elle doit être perçue et approuvée comme légitime en ce qu'elle exprime l'essence de l'État moderne réduit à la sécurité extérieure. La guerre est en ce sens le devoir de l'État envers les sujets. Comme Mearsheimer a tendance à radicaliser systématiquement l'héritage du discours savant de la guerre, ce devoir de l'État s'accomplit une fois que celui-ci aura atteint un stade d'hégémonie. Car « l'hégémonie est la forme ultime de la sécurité³. » On comprend donc mieux pourquoi nous considérons que l'immodération qui découle de la théorie de Mearsheimer est considérable.

La réification de la théorie se poursuit lorsque Mearsheimer cherche à justifier le pessimisme de sa théorie. On notera que nous ne disons pas *démontrer* mais bien *justifier*. Car il ne saurait être question de démonstration du moment qu'il s'agit d'émettre des hypothèses. Ces hypothèses, cinq en tout, ne sont pas celles de

¹ Lobell (2002-03, p. 166) ; cf. Lamborn (1991), Mesquita et Lalman (1992), Stam (1996)

² Lobell (2002-03, p. 166)

³ Mearsheimer (2001, p. 345)

Mearsheimer ; ce sont les « cinq hypothèses du réalisme sur [le] système international¹. » Elles ne jouent cependant pas le rôle d'hypothèses au sens strict chez Mearsheimer qui n'en discute pas et ne cherche pas à faire une démonstration. Ce sont plutôt des postulats qui balisent la réflexion et l'orientent inéluctablement vers des conclusions qui, autrement, auraient été parfaitement contestables. Même si ce n'était pas forcément l'intention explicite de Mearsheimer, l'effet déterministe de ces hypothèses (postulats) paralyse la réflexion en lui imposant des conclusions. En d'autres termes, la réflexion dans ces conditions se confond avec la perception. Mais parce que ce n'est pas en tant que perception que l'exercice cognitif auquel se prête Mearsheimer se présente, aucune précaution n'est prise contre les éventuelles erreurs de perception. La plus évidente de ces erreurs est celle de la prophétie autoréalisante qui, au fond, n'est rien d'autre que le revers de l'absence d'autoréflexivité ; elle résonne parfaitement avec l'autoréférentialité des hypothèses (postulats).

9.2. Hypothèses et monde hypothétique

Nous ne détaillerons pas la quatrième et la cinquième hypothèse car elles sont en substance contenues dans les trois premières. Nous le signalerons au moment opportun.

Première hypothèse. Elle renvoie directement au discours savant de la guerre : le système international est anarchique². Mearsheimer précise que cela ne signifie pas que ce système est chaotique. Bien entendu, l'idée est de dire qu'il n'y a pas de souveraineté au-delà du niveau politique national³. Mais le plus important est ailleurs. Mearsheimer est en train de présenter les hypothèses du réalisme. Bien que l'on puisse logiquement s'attendre à ce que le contenu du réalisme se justifie par ces hypothèses, Mearsheimer fait exactement le contraire. Pour justifier

¹ Mearsheimer (1994-95, p. 22)

² Mearsheimer (1994-95, p. 22)

³ Le couple souveraineté / anarchie fait par ailleurs l'objet de la quatrième hypothèse.

l'anarchie du système international, il écrit : « Il est facile d'aboutir à cette conclusion puisque le réalisme décrit le monde comme étant caractérisé par la compétition pour la sécurité¹. » Le raisonnement, on le voit bien, est circulaire puisqu'une considération théorique (l'anarchie) s'autorise d'un postulat en même temps qu'elle l'explique. On peut aller plus loin et poser la question de savoir à quoi Mearsheimer fait référence en affirmant que le monde, dans le réalisme, est un système de compétition pour la sécurité ? La réponse se trouve dans le même paragraphe : l'anarchie « est plutôt un principe ordonnateur selon lequel le système comprend des unités politiques indépendantes (les États) qui n'ont aucune autorité centrale au-dessus d'eux. La souveraineté, en d'autres termes, est inhérente aux États parce qu'il n'existe aucun corps exerçant l'autorité dans le système international. Il n'y a pas de gouvernement des gouvernements². » Or l'anarchie comme principe ordonnateur, une contradiction en soi, est au cœur de la théorie de Waltz et laisse entendre une conception systémique des relations internationales. Le problème est que Mearsheimer tient implicitement la théorie de Waltz comme un accomplissement établi de la pensée, ce qui, comme nous l'avons montré dans le chapitre que nous lui avons consacré, n'est absolument pas le cas.

Pour revenir à (et insister sur) le caractère souvent circulaire du raisonnement chez Mearsheimer, nous noterons avec Gerald Geunwook Lee que ce commentaire est valable pour le rapport entre l'argumentation d'ensemble et l'horizon temporel des relations entre États strictement réduit au court terme : « l'horizon temporel doit être court pour justifier son argumentation et l'argumentation elle-même fait que l'horizon temporel

soit

¹ Mearsheimer (1994-95, p. 23)

² Mearsheimer (1994-95, p. 23)

court¹. » Ainsi de l'incertitude, objet de la troisième hypothèse dont nous traiterons sous peu. Parce que l'incertitude est irréductible, l'horizon temporel est forcément de court terme ; en retour, l'horizon temporel de court terme renforce l'incertitude².

Seconde hypothèse. Elle traduit le spectre de la guerre froide que Mearsheimer cherche pourtant à dépasser : « les États possèdent en propre des capacités militaires offensives qui leur confèrent les moyens de se faire mal et possiblement de se détruire les uns les autres³. » Encore une fois, l'image associée aux États-unis et à l'URSS à l'époque où le risque d'un embrasement nucléaire était le plus élevé, devient l'image de tout État. Il n'est tout simplement pas vrai que tous les États possèdent les moyens militaires de détruire d'autres États et, plus fondamentalement encore, c'est peut-être parce que certains États sont effectivement capables de se détruire mutuellement qu'aucun d'eux ne cherchera la destruction de l'autre. Une chose est certaine, il y a peu d'arguments pour soutenir qu'une telle attitude soit inscrite dans l'identité de l'État en tant que telle. Il se trouve que l'argument de Mearsheimer, témoignant de nouveau de sa radicalité, est de s'enfoncer davantage dans l'image apocalyptique qu'il veut donner du monde : « même lorsqu'il n'y a pas d'armement, les individus d'un État peuvent utiliser leurs jambes et leurs bras pour attaquer la population d'un autre État⁴. » Mais au-delà de l'irréalisme foncier de cette dystopie, nous insisterons sur le point suivant : affirmer que le monde est par définition chaotique, sous prétexte qu'il l'a déjà été, revient à réfléchir sur la base de cas extrêmes et à substituer une réalité ainsi construite à une réalité effective et complexe, qu'on devrait plutôt envisager à travers une compréhension des pratiques qui ne correspondent le plus souvent pas au chaos ainsi décrit. C'est selon nous la seule façon de mettre la réflexion à l'abri de la pensée démissionnante. Il ne s'agit pas pour nous de dire que le monde n'a jamais connu ni ne connaîtra d'épisodes chaotiques. Mais si le monde était et ne pouvait être autre chose que ce que Mearsheimer décrit, il ne resterait absolument aucune autre option que le militarisme le plus outrancier et les politiques les plus agressives. Le cas échéant, il n'y aurait plus aucun argument à opposer à l'État qui

¹ Geunwook Lee, G. (2002-03, p. 201)

² Geunwook Lee, G. (2002-03, p. 202)

³ Mearsheimer (1994-95, p. 23)

⁴ Mearsheimer (1994-95, p. 23)

serait porté légitimement à affirmer que son devoir de protection des sujets se trouve dans le militarisme et l'agressivité. Or, c'est bien là l'ultime aboutissement du discours savant de la guerre dans la version la plus pure de ses objectifs.

Troisième hypothèse. Mearsheimer reprend la notion de *dilemme de sécurité* pour en faire un postulat. John Herz a forgé la notion de dilemme de sécurité en 1950. Elle s'apparente au dilemme du prisonnier en ce qu'elle est fondée sur l'incertitude. Schématiquement, elle se présente comme suit. Soient deux États, A et B. L'État A décide d'augmenter ses capacités militaires. L'État B n'a aucun moyen d'être certain que cette décision ne cache pas une mauvaise intention à son égard, même si, à l'évidence, elle peut très bien répondre à un souci purement défensif de sécurité. L'État B se trouve devant un dilemme : soit il augmente lui aussi ses capacités militaires, et ce faisant éveille des craintes chez l'État A qui va à son tour réagir par un surcroît d'augmentation de sa puissance ; soit il décide de ne rien faire et courir le risque d'être envahi et battu. Dans un cas comme dans l'autre, sa sécurité est menacée¹. Il s'agit, à première vue, d'un raisonnement hautement abstrait qui ne tient absolument pas compte de quelque particularité contextuelle que ce soit. Il suffit cependant de se demander quels sont les États qui correspondent au processus décrit au moment où Herz rédigeait son article pour se rendre compte que ce sont les États-Unis et l'URSS, dans la dynamique de la guerre froide. L'autre possibilité serait qu'il s'agisse de deux États limitrophes strictement isolés l'un de l'autre, par exemple l'Algérie et le Maroc durant les années 70. Mais ces cas n'épuisent pas toutes les dynamiques interétatiques possibles et de ce fait, ne peuvent pas justifier que le dilemme de sécurité soit inscrit au cœur d'une théorisation décontextualisée des relations internationales. Alexander Wendt a raison d'affirmer à ce propos : « Il arrive parfois que les États s'engagent effectivement dans des politiques de puissance, mais cela ne suffit pas pour rendre compte des 1300 ans passés et encore moins de l'époque actuelle où la majorité des États respectent le droit international, où les grandes puissances n'ont pas tendance à vouloir absorber les petits États et où le libre commerce est en expansion². »

¹ Voir Herz (1950)

² Wendt (1995, p. 76) : cf. Schroeder (1994)

Le dilemme de sécurité suppose la réification des États à qui on accorde un comportement rationnel similaire à celui que les économistes accordent à l'*homo oeconomicus*. C'est précisément le contenu de la cinquième hypothèse de Mearsheimer : « les États réfléchissent stratégiquement au moyen de survivre dans le système international. *Les États sont rationnels* de façon instrumentale. Cependant ils peuvent se tromper dans les calculs de temps à autre car ils opèrent dans *un monde marqué par l'imperfection de l'information*, où les adversaires potentiels ont des raisons de mal représenter leurs propres forces et faiblesses et de cacher leurs propres objectifs¹. » Chez Mearsheimer comme chez économistes, les erreurs de calcul de l'agent rationnel s'expliquent par l'imperfection de l'information. En cela, Mearsheimer est sensiblement proche de Waltz puisque les deux auteurs partagent une démarche qui, par éclectisme, se veut à la fois systémique et linéaire.

Mearsheimer écrit : « les États ne peuvent jamais être certains des intentions des autres États. Plus précisément, aucun État ne peut être certain qu'un autre État n'utilisera pas ces capacités militaires offensives contre lui². » Cela est censé demeurer valable même si les États n'ont pas, en réalité, d'intentions malignes, car le problème est celui de l'incertitude foncière : « On peut croire qu'un autre État est bénin mais il est impossible d'être certain de ce jugement parce que les intentions sont impossibles à deviner avec 100 % de certitude³. » L'incertitude quant aux intentions est aggravée par leur volatilité : « les intentions peuvent muter rapidement de sorte que les intentions d'un État peuvent être bénignes un jour et malignes le lendemain. *L'incertitude est inévitable* lorsqu'on juge les intentions, ce qui signifie que les États ne peuvent simplement jamais être sûrs que les autres États n'ont pas des intentions offensives d'aller de l'avant avec leurs capacités militaires offensives⁴. »

Il ne s'agit donc pas pour nous d'affirmer que la réalité est dominée par la confiance mutuelle et l'information parfaite. Ce serait inverser le problème en maintenant la principale lacune du raisonnement qui le sous-tend : une

¹ Mearsheimer (1994-95, p. 23)

² Mearsheimer (1994-95, p. 23)

³ Mearsheimer (1994-95, p. 23)

⁴ Mearsheimer (1994-95, p. 23)

compréhension fort limitée de la réalité. Cette hypothèse/postulat a toutes les chances de s'avérer un préjugé particulièrement stérile au sens herméneutique. Preuve en est que Mearsheimer lui-même n'est pas parvenu à surmonter une erreur de jugement qu'il aurait pu éviter avec un minimum de prise en considération de la pratique. En s'appuyant sur un texte de David Garnham ainsi que sur les mémoires de l'ancienne première ministre britannique Margaret Thatcher, il évoque la peur née en Angleterre et en France après la réunification de l'Allemagne¹. Cette supposée peur se nourrit à l'évidence d'une histoire de l'inimitié entre l'Allemagne d'un côté, la France et l'Angleterre de l'autre. Elle semble donc justifiée. Mais elle cesse de l'être dès qu'on interroge l'usage qui est fait de l'histoire pour la justifier. Elle suppose en effet qu'il existerait une Allemagne éternelle, belliqueuse et expansionniste, ayant toujours les pires intentions à l'égard de la France et de l'Angleterre. Or, l'Allemagne d'aujourd'hui s'est construite sur l'exact contraire. Longtemps réfractaire à la démocratie libérale, elle en représente désormais l'un des champs les plus fertiles. Cette Allemagne, incomparable à tous les points de vue de l'Allemagne de Bismarck et encore plus du III^{ème} Reich, fut au centre de la construction européenne depuis le milieu des années 1950. L'Europe qui en a découlé n'a aucun précédent historique et c'est dans ce contexte précisément inédit qu'il fallait comprendre la réunification de l'Allemagne. Nous savons aujourd'hui que l'Allemagne réunifiée est demeurée tout aussi engagée en faveur d'une Europe qui a su bannir la guerre des relations entre les États qui la constituent. La réalité de l'Allemagne depuis la fin de la seconde guerre mondiale et la dynamique de la construction européenne sont les deux facteurs contextuels qui auraient pu convaincre Mearsheimer que la peur qu'il évoque est difficilement défendable. En revanche, cette peur répond parfaitement aux besoins de sa théorie. C'est donc en ce sens aussi que l'effet de théorie a une influence négative sur la compréhension de la pratique. La théorie a besoin que l'histoire soit conservatoire et répétitive, pas la compréhension contextualisée de la pratique.

À vrai dire, Mearsheimer pouvait aboutir à une autre conclusion sans même sortir du domaine d'intelligibilité de la théorie des relations internationales. Deux lignes

¹ Mearsheimer (1994-95, p. 11) : Cf. Garnham (1993, pp. 203-205) et, dans Thatcher (1993), les chapitres 25 et 26.

de la réflexion auraient dû attirer son attention. La première est celle du débat au sein de la discipline autour la notion de dilemme de sécurité, que Mearsheimer tient pour acquise au-delà de tout doute au point d'en faire une hypothèse (postulat). À peine deux ans après l'article de John Herz, Richard Van Wagenen forgeait le concept de *communauté de sécurité* qui éclaire les zones d'ombre laissées par la généralisation à partir du modèle réduit du dilemme de sécurité¹. Quelques années plus tard, Karl Deutsch et ses collaborateurs reprenaient à leur compte le concept de communauté de sécurité, pour montrer que la pluralité à l'échelle internationale n'est pas, dans les faits, condamnée à la *realpolitik*, mais qu'elle s'accommode aussi et fort bien d'une sécurité partagée entre États souverains. Ils citent en exemple les États-unis et le Canada, la Suède et la Norvège, des pays dont « les problèmes (...) peuvent et doivent être réglés par des mécanismes de changement pacifiques, par la voie de procédures institutionnalisées, sans recours à la violence². »

La seconde ligne de la réflexion dont Mearsheimer se devait de tenir compte est celle qui a porté sur la notion de sécurité elle-même. Nous verrons que dans sa cinquième hypothèse, Mearsheimer postule la rationalité de l'État. Or, comme nous l'avons mentionné dans notre chapitre sur Morgenthau, Arnold Wolfers a souligné, dès le début des années 1990, les équivoques qui entourent la notion de sécurité, en montrant la part subjective de sa définition selon le contexte et selon les acteurs politiques³. Plus proche de nous, c'est Oliver Weaver qui a le mieux rendu compte du rôle que jouent la subjectivité et les mécanismes langagiers dans la construction de la menace à la sécurité : « il est difficile de définir objectivement s'il y a ou non une menace à la sécurité (...). La meilleure façon d'y parvenir consiste à *étudier le processus* par le biais duquel un groupe vient à percevoir son identité menacée⁴. » Ce point est d'une grande importance pour notre thèse car il ouvre la voie à ce que nous tentons de montrer. Le discours savant de la guerre sert d'appui à la construction de la menace et il le fait d'une manière particulière, en

¹ Voir Van Wagenen (1952)

² Deutsch *et al.* (1957, p. 5)

³ Wolfers (1952). Dans notre chapitre sur Morgenthau, nous avons également souligné le même point de vue chez Raymond Aron. Voir Aron (1962).

⁴ Weaver (1993, p. ?) Les italiques sont de nous.

inscrivant la guerre comme horizon indépassable des relations internationales. La menace, toujours grave et imminente, est présente en tout temps ; il suffit de l'identifier. On verra que c'est exactement le projet de Mearsheimer. Au milieu de l'optimisme provoqué par la fin de la guerre froide, il s'est fixé comme tâche de montrer que cet optimisme ne se justifie pas, en raison du caractère essentiel de la menace qu'il va tenter d'identifier spécifiquement à la Chine.

On conviendra que ce sont là des hypothèses hautement restrictives. C'est la raison pour laquelle elles sont plus que de simples hypothèses de travail. Elles créent littéralement un monde et c'est précisément sur ce monde que Mearsheimer réfléchit. Il écrit :

« Aucune de ces hypothèses prise individuellement ne permet de croire que les États vont se comporter comme des compétiteurs. En fait, la principale hypothèse portant sur les motivations dit que les États cherchent simplement à survivre, ce qui est un objectif défensif. Prises ensemble cependant, ces cinq hypothèses peuvent créer pour les États des motivations pour penser et parfois agir de façon agressive¹. »

La question est de savoir dans quelles conditions l'ensemble de ses hypothèses se combine. Mearsheimer ne pose pas cette question ; comme l'univers théorique qu'il crée a pour fondement ces hypothèses, il faut croire que c'est l'état universel et définitif d'un monde répétitif et conservatoire, régulé par l'agressivité. Une possibilité théorique extrême devient le seul modèle de tout monde possible. Mearsheimer fait donc tout pour réfléchir sur un cas extrême. On ne s'étonnera pas que les trois tendances comportementales qu'il va assigner aux États sur cette base sont toutes fortement frappées du sceau de l'immodération.

9.3. Trois tendances comportementales

Mearsheimer choisit *la peur* comme point de départ dans l'exposé de *la premièrement tendance* :

« les États dans le système international ont peur les uns des autres. Ils s'envisagent les uns les autres avec suspicion et ils s'inquiètent que la guerre puisse être à l'horizon. Ils anticipent le danger. Il n'y a pas de place pour la confiance entre les États. Même si le niveau de peur varie dans le temps et

¹ Mearsheimer (1994-95, p. 11)

dans l'espace, elle ne peut pas être réduite à un niveau trivial. La base de cette peur est que dans un monde où les États ont les capacités de s'attaquer mutuellement et risquent d'avoir la motivation pour le faire, tout État qui tient absolument à sa survie doit, à la limite, se méfier des autres États et être réticent à leur faire confiance. À cela s'ajoute l'hypothèse qu'il n'existe aucune autorité centrale vers laquelle peut se tourner un État menacé et que les États ont même une plus grande motivation à avoir peur les uns des autres. Mieux encore, il n'y a aucun mécanisme – autre que *le possible intérêt propre d'une tierce partie* – pour punir un agresseur. Parce qu'il est souvent difficile d'endiguer des agresseurs potentiels, les États ont amplement raison de s'engager dans la préparation de la guerre¹. »

Cette citation appelle deux remarques. Premièrement, la description que fait Mearsheimer des rapports entre États est une transposition à l'échelle internationale de la description que fait Hobbes de l'état de nature. Dans le chapitre que nous lui avons consacré, nous croyons avoir suffisamment bien montré que Hobbes ne doit pas être tenu pour l'auteur de cette transposition, ni même pour avoir seulement cherché à étudier spécifiquement les rapports entre États. Mearsheimer aurait donc dû s'en expliquer. D'autant plus que Hobbes n'attribue le comportement motivé par la peur aux individus de l'état de nature que pour mieux établir sa proposition monarchiste d'un État de paix. Basé sur ce que nous en avons vu, il ne persiste aucun doute raisonnable que l'exemple furtif donné par Hobbes au chapitre XIII du *Léviathan* sur le rapport entre souverains européens de son époque soit une démonstration suffisante.

Or, c'est exactement ce à quoi Mearsheimer nous invite à croire. L'état de nature hypothétique et dépassable dans le cadre de la souveraineté nationale, est un état effectif et éternel dès qu'il est question des rapports entre États. Mais lorsqu'on examine attentivement l'avant-dernière phrase de la citation, on se rend compte qu'un élément y est discrètement inséré qu'on ne trouve pas chez Hobbes, mais que Mearsheimer va développer. Nous en traiterons dans la dernière section du présent chapitre mais nous tenons à le mettre en évidence sans plus tarder car il se trouve au cœur de la suggestion implicitement normative de Mearsheimer, qui a la particularité de ne pas procéder de (ni correspondre harmonieusement à) ses propres hypothèses. En effet, pour justifier son point de vue sur l'état d'inimitié généralisée entre les États et pour montrer que cet état est indépassable, il s'appuie

¹ Mearsheimer (1994-95, pp. 11-12).

sur l'argument classique de l'absence de souveraineté supranationale ; jusque là, Mearsheimer ne fait que transposer Hobbes. Il se trouve cependant – la nouveauté est là – qu'il reconnaît une exception à cette fatalité : « *le possible intérêt propre d'une tierce partie*¹. » Cette exception n'est en fait qu'un prélude à l'exposé qui interviendra plus loin sur la qualité de stabilisateur que Mearsheimer accorde à certains États. Nous n'en dirons pas plus pour le moment, si ce n'est de signaler que rien dans ses propres hypothèses ne laisse entendre la possibilité de tels États. Nous ajouterons – ce sera notre seconde remarque – que la teneur de la citation montre clairement que la guerre est solidement instituée à l'horizon du monde créé par Mearsheimer avec, comme seul rempart, l'intervention d'un État stabilisateur.

Mearsheimer poursuit son exposé de la première tendance comportementale des États en précisant que si « la peur est une force supérieure dans la politique mondiale² », c'est parce qu'elle risque de conduire à la guerre. Et « la guerre signifie souvent un massacre sur le champ de bataille et même le meurtre de masse de civils³. » Mearsheimer a entièrement raison sur les crimes de masse perpétrés contre les civils dans les guerres. En revanche et précisément parce qu'il ne tient pas compte de la pratique, il ne parvient pas à se rendre compte que les guerres qui ont éclaté depuis la seconde guerre mondiale se sont confondues avec ce genre de meurtres. Si bien que l'usage qu'il fait de l'expression de *champ de bataille* est hautement contestable du fait de sa consonance anachronique. Le champ de bataille est une notion qui correspond à la définition spatiale spécifique à la guerre classique où les armées de différents États s'affrontent dans un lieu donné. Dans le passé récent, la guerre entre l'Irak et l'Iran, la guerre des Malouines et la guerre israélo-arabe de 1973 représentent des exceptions, non la règle. On peut même dire que depuis la fin de la guerre froide, aucun conflit armé n'a reflété le schéma classique de la guerre en termes de champ de bataille. Par contre, toutes les guerres contemporaines ont cette particularité contextuelle de faire essentiellement des victimes civiles.

¹ En italique dans la citation.

² Mearsheimer (1994-95, p. 12)

³ Mearsheimer (1994-95, p. 12)

Mais le souci de Mearsheimer ne se situe pas à ce niveau des nuances nécessaires lorsqu'on tient compte de la pratique. Son souci est de radicaliser l'inimitié foncière entre les États en la généralisant: « Les conséquences horribles de la guerre conduisent parfois les États à se voir les uns les autres non pas seulement comme des compétiteurs mais comme de potentiels ennemis mortels¹. » De nouveau, les limites de la réflexion sur la base des cas extrêmes sont poussées un peu plus loin. Ainsi, il ne s'agit plus uniquement de peur, d'incertitude et de suspicion, mais de voir dans les autres États des ennemis mortels. Et de nouveau, une considération théorique débouche inéluctablement sur une conclusion qui coule de source : dès que les États envisagent leurs rapports les uns avec les autres, il ne peuvent voir à l'horizon qu'une seule et unique chose, la guerre.

Nous ne manquerons pas de remarquer qu'en fait de tendance *comportementale*, Mearsheimer ne fait jusqu'ici que décrire non pas des comportements mais des attitudes et des états d'esprit. Le contenu qu'il a offert jusqu'ici est en majeure partie fait de variations sur le contenu des hypothèses.

Le propos est valable également pour *la seconde tendance comportementale*. À cette occasion, Mearsheimer radicalise le point de vue de Waltz. Il reprend de celui-ci l'idée selon laquelle l'anarchie internationale et le besoin de survie ne laissent pas d'autre choix aux États que de compter sur eux-mêmes pour assurer leur sécurité. Au contraire de Waltz, il ne croit pas à la stabilité des alliances, car pour chaque État « les autres États sont des menaces potentielles². » De ce fait, « les alliances sont des mariages commodes et temporaires, où le partenaire dans une alliance d'aujourd'hui risque d'être l'ennemi de demain, et l'ennemi d'aujourd'hui risque de devenir le partenaire dans une alliance demain³. » La radicalité du propos est, ici, d'affirmer qu'il n'y a rien à espérer du côté de la sécurité collective. L'exemple du rapport de l'Afghanistan aux États-unis et l'Arabie Saoudite que nous donnions au début du présent chapitre semble donner raison à Mearsheimer. Le problème est que nous n'avons là que la compréhension la plus sommaire de la

¹ Mearsheimer (1994-95, p. 12)

² Mearsheimer (1994-95, p. 12)

³ Mearsheimer (1994-95, p. 12)

mutation de ce rapport. C'était une alliance de circonstance qui obéit à la logique la plus glaciale de la *realpolitik*.

Une question reste posée : pourquoi l'alliance entre les États-unis et l'Arabie Saoudite s'est-elle maintenue ? Une explication conforme à la logique *realpolitik* est possible : parce que les intérêts qui lient les deux États sont toujours aussi forts. Cette explication semble ainsi valable mais examinons un autre cas : l'alliance entre les États-unis et l'Iran qui s'est rompue suite à la révolution iranienne de 1979. Ici, le facteur des intérêts est inopérant. Il ne permet de comprendre la mutation du rapport entre les deux États que dans la mesure où il est ramené à un problème que Mearsheimer refuse d'envisager, à savoir le problème de la construction des intérêts selon des préférences liées aux régimes politiques et basées sur des valeurs. Mearsheimer répondrait qu'il reconnaît que les hommes d'État peuvent se tromper ; il leur arrive de ne pas saisir la vérité de leurs intérêts. Mais en vertu de quel critère devrait-on trancher pour dire qui, du Shah d'Iran ou des Mollahs, détient la vérité en ce qui a trait aux intérêts de l'Iran ? Il n'existe pas de réponse à cette question pour l'excellente raison que l'intérêt n'est pas affaire de vérité, mais de valeurs.

On peut aller plus loin pour mieux comprendre ce que nous sommes en train de critiquer chez Mearsheimer. Dans un récent article, il soutient que les États-unis devraient abandonner leur soutien à Israël sous prétexte qu'il n'y a pas d'intérêts américains à défendre par un tel soutien¹. Là aussi, le problème est posé en termes de vérité : les dirigeants américains se trompent dans la définition de leurs intérêts et des moyens de les défendre. Ce point de vue renvoie à une considération théorique précise : « Les États opérant dans un monde dominé par la nécessité de l'effort personnel pour la sécurité doivent toujours agir selon leurs propres intérêts car il est plus bénéfique d'être égoïste dans un tel monde². » Il se trouve cependant qu'un penseur *realpolitik* serait capable de dire exactement le contraire sans sortir du domaine d'intelligibilité de Mearsheimer lui-même : les États-unis soutiennent Israël parce que c'est un moyen de maintenir une vive tension dans une région

¹ Mearsheimer et Walt (2006)

² Mearsheimer (1994-95, p. 12)

importante pour les élites économiques américaines de par sa richesse en pétrole. Mais il n'y a strictement aucun critère pour dire que la vérité se situe du côté de cette explication plutôt que du côté de celle de Mearsheimer. La solution est de poser le problème autrement qu'en termes de vérité théorique et de s'intéresser à la pratique. Le cas échéant, la compréhension de la mutation des rapports entre les États-unis et l'Iran n'aura pas besoin de se conformer structurellement à la compréhension des rapports entre les États-unis et Israël. Mais à l'évidence, cela ruinerait le projet de Mearsheimer. C'est sans doute la raison pour laquelle les faits lui servent essentiellement à étayer sa théorie et la pratique n'est pas son point de départ. Puisque tel est le cas, il est obligé de se montrer fort sélectif dans son rapport aux faits. Il doit les envisager sous le seul prisme de la consolidation théorique, chose qui correspond parfaitement à l'usage que le discours savant de la guerre fait de l'histoire tel que nous l'avons souligné une première fois dans la présente thèse dans notre chapitre sur Clausewitz.

Dans le même ordre d'idées, nous sommes tentés d'interroger le point de vue de Mearsheimer sur un autre cas. Selon les dispositions de sa théorie, la dynamique à l'œuvre en Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale serait une alliance de circonstance et rien ne dit que dans l'avenir, des pays européens comme la France, l'Allemagne, l'Angleterre ou l'Italie ne se feront pas la guerre. Nous concédons que l'on ne peut pas être certain dans l'absolu qu'il n'y aura jamais une telle guerre, même si la probabilité en est infinitésimale. Mais on ne peut pas non plus et pour les mêmes raisons affirmer dans l'absolu qu'une telle guerre aura forcément lieu ou même que l'« alliance » européenne actuelle éclatera un jour, ramenant l'Europe au même état de conflits permanents qu'elle a connu dans le passé. Ce serait, dans un cas comme dans l'autre, une spéculation hasardeuse due à la non prise en considération de la pratique politique propre à l'Europe contemporaine. Autrement dit, l'Europe contemporaine demeurera inintelligible tant et aussi longtemps qu'on tentera de la comprendre à travers des schémas théoriques réduits et déterministes, construits à partir de la généralisation contestable de cas extrêmes puisés dans l'histoire. La pleine compréhension de l'Europe procèdera de l'intérêt porté à sa spécificité, notamment et surtout parce qu'elle représente une dynamique politique

historiquement inédite. En fait, le raisonnement de Mearsheimer risque de s'avérer fondé sur un préjugé stérile non seulement en ce qui concerne l'Union Européenne, mais aussi concernant d'autres dynamiques de politique interétatique, comme par exemple celle de l'Amérique du Nord, des pays scandinaves ou des pays du Golfe.

Qu'en est-il maintenant de *la troisième tendance comportementale* ? Là aussi, il s'agit plus d'une attitude et d'une posture que de comportements. Cette attitude et cette posture reposent sur une considération de première importance chez Mearsheimer, qui est censée distinguer le caractère offensif de sa théorie du caractère défensif du néo-réalisme de Waltz et Gilpin, dont il retient cependant les ambitions scientifiques¹. La considération en question est que « les États dans le système international cherchent à maximiser leur position de puissance relative vis-à-vis d'autres États². » La raison en est la suivante :

« [P]lus grand est l'avantage militaire propre à un État comparé aux autres, plus cet État sera en sécurité. *Tout État* souhaiterait être la plus formidable puissance militaire dans le système parce que c'est là le meilleur moyen de garantir sa survie dans un monde susceptible d'être très dangereux. Cette logique crée de fortes motivations pour les États de prendre l'avantage les uns sur les autres, y compris aller en guerre si les circonstances l'exigent et la victoire est vraisemblable. L'objectif est d'acquérir plus de puissance militaire aux dépens des rivaux potentiels. Le résultat idéal serait de finir en hégémon dans le système. La survie est alors le mieux garantie³. »

La course à l'armement ne dépend pas des circonstances ; elle participe de la nature même de l'État dans ses rapports aux autres États. Nous avons déjà souligné que Mearsheimer, qui veut comprendre l'après guerre froide, a tendance à projeter dans l'avenir ce qui avait cours durant la guerre froide. Ainsi, l'attitude des États-unis et de l'URSS n'est pas propre à un contexte particulier ; elle représente l'actualisation de quelque chose d'inhérent à tous les États. En effet, ce se sont bien les politiques de ces deux États qui s'appuyaient sur l'idée selon laquelle la dotation en capacités militaires ne doit pas s'arrêter lorsque le niveau nécessaire à la sécurité est atteint, mais doit se poursuivre jusqu'à assurer une supériorité. Autant dire que l'augmentation de cette puissance militaire doit être illimitée et éternelle. Il en

¹ En théorie des relations internationales, d'autres auteurs sont considérés comme étant des réalistes offensifs ; par exemple Eric Labs et Fareed Zakaria. Labs (1997) ; Zakaria (1998).

² Mearsheimer (1994-95, p. 11)

³ Mearsheimer (1994-95, pp. 11-12) Les italiques ont été ajoutés.

découle que le budget de la défense doit jouir de la priorité absolue. On aboutit inévitablement à ce genre de conclusion lorsque la guerre est tenue pour être l'horizon indépassable des relations entre États et lorsque, cela étant, tous les États sont des ennemis mortels des autres États.

En toute logique, personne ne peut alors contester le bien fondé d'une guerre qu'un État décide de déclencher. Voilà pourquoi l'opposition de Mearsheimer à l'invasion de l'Irak est intenable du point de vue de sa propre théorie¹. Mearsheimer ne peut pas en même temps tenter de construire une théorie sophistiquée qui va, selon sa propre logique, servir à la consolidation du discours savant de la guerre, et s'élever ensuite dans le champ politico-médiatique contre une action qui correspond parfaitement à sa conception de l'État et des ses actions à l'égard des autres États. Car il a lui-même participé à enraciner dans l'espace public le programme interprétatif qui fait relever de l'évidence l'invasion de l'Irak (effet recherché par la pensée démissionnante) à laquelle il cherche à s'opposer. C'est, nous semble-t-il, le péril qu'il y a à poser les problèmes en termes de vérité théorique, donc en les dépolitisant. Voilà, par ailleurs, pourquoi il n'est pas parvenu à comprendre que les projets américains à l'encontre de l'Irak n'étaient pas fondés sur la vérité de ce qu'on reprochait à l'État irakien de l'époque, mais sur une volonté proprement politique qu'il fallait comprendre pour elle-même. On touche ici du doigt toute la difficulté à réengager la réflexion après l'avoir paralysée par l'effet de la pensée démissionnante. Ce n'est pas du tout le fruit du hasard si son article sur l'Irak commence avec la phrase suivante : « Les États-Unis se trouvent devant un choix clair en Irak : l'endiguement ou la guerre préventive². » Aucune autre option ne s'offre. De nouveau l'état d'esprit de la guerre froide domine le raisonnement.

Concernant l'Irak – comme auparavant l'URSS – la question ne se pose pas de savoir à quel point sa volonté hégémonique et sa recherche de la supériorité militaire est vraisemblable. De par le simple fait qu'il s'agit d'un État, cette attitude est certaine. Par conséquent, Mearsheimer n'en discute pas. Il résonne en tenant pour indiscutable

¹ Voir « Keeping Saddam in A Box », son article écrit en collaboration avec Stephen Walt et publié le 2 février 2003 dans les colonnes du *New York Times*.

² En collaboration avec Stephen Walt, « Keeping Saddam Hussein in a Box. » *The New York Times*, 4 février 2003.

la possession par l'Irak d'armes de destruction massive et sa volonté de les utiliser dans des guerres futures. Quelle que soit la politique adoptée, l'endiguement ou la guerre, elle sera inféodée à cette vérité. Mearsheimer aurait abouti à d'autres conclusions s'il avait envisagé le problème à partir d'une perspective de terrain plus large qui tienne compte de la pratique. La question de départ aurait été par exemple : Pourquoi le gouvernement américain qui semble inscrire ses actions internationales dans la logique qu'il croit lui avoir été imposée par les événements du 11 septembre 2001, choisit-il d'attaquer un pays sans lien aucun avec ces événements ? En procédant de la sorte, il aurait peut-être pu problématiser la « vérité » des armes de destruction massive. Il ne pouvait cependant pas le faire à cause précisément de ses hypothèses (postulats) sur l'État et des conclusions qu'il en tire sur le plan comportemental.

La suite du développement consiste en une radicalisation supplémentaire, cette fois-ci concernant la paix. Les États « réfléchissent eux-mêmes sur la conquête et cherchent l'équilibre contre les agresseurs ; cela conduit inexorablement à un monde de concurrence permanente pour la sécurité, avec la possibilité de la guerre toujours en arrière-plan. *La paix, si ce concept est défini comme un état de tranquillité ou de concorde mutuelle, n'est pas susceptible de s'instaurer dans ce monde¹.* » Réduire de la sorte le domaine d'intelligibilité de la paix ne laisse pas aucun autre choix que de conclure au caractère fondamentalement chimérique de la paix. La paix exclut le conflit. Or, une telle paix n'est même pas possible sous la souveraineté d'un État². Il suffirait cependant d'envisager la paix comme le résultat d'un processus politique, c'est-à-dire la résolution des conflits sans le recours à la force pour entrevoir toutes les possibilités de la paix entre les États et engager un dialogue sur cette base. Le cas échéant, on serait mieux en mesure de saisir ou de commencer à comprendre la dynamique de l'Union Européenne, de la Scandinavie, etc. Dans le cas contraire, cette dynamique demeurera incompréhensible et elle est effectivement incompréhensible dans le domaine d'intelligibilité que Mearsheimer quadrille en usant d'une interface théorique déterministe qui a toutes les chances de nourrir considérablement le discours savant de la guerre.

¹ Mearsheimer (1994-95, p. 12) Les italiques ont été ajoutés.

² Nous partageons le point de vue d'Alexander Wendt. Voir Wendt (1995, p. 77)

Pour mieux saisir la centralité de la guerre dans la théorie de Mearsheimer et comprendre l'ampleur de sa contribution au discours savant de la guerre, il nous faut souligner que la guerre se trouve déjà derrière la volonté de puissance censée découler de la peur et l'impératif de survie. Mearsheimer établit une gradation dans les stratégies d'acquisition de la puissance à la tête de laquelle se trouve la guerre. Car la conquête et l'exploitation permet dans « 60 % des cas¹ » à l'État conquérant d'en retirer des gains substantiels en termes de puissance². Viennent ensuite dans l'ordre de la gradation, la menace de la guerre³ et l'initiation de guerres entre rivaux⁴. Chacune de ces stratégies repose sur des exemples historiques qui en représentent la seule démonstration, des exemples hétérogènes qui vont des menaces allemandes à l'égard de l'Europe avant la première guerre mondiale à l'action de la Russie visant à pousser l'Autriche et la Prusse à déclencher une guerre contre la France révolutionnaire. Tel qu'on l'a déjà signalé, Mearsheimer raisonne de façon circulaire en illustrant sa théorie d'exemples historiques dont la généralisation devient elle-même la théorie. Cette circularité reflète en fait une tension entre la démarche systémique que Mearsheimer affirme tenir de Waltz et l'induction à partir de cas empiriques.

9.4. Instrumentalité des institutions internationales

Le caractère absolu du stato-centrisme étant essentiel à la pertinence de la théorie de Mearsheimer, ce dernier néglige tous les acteurs autres que les États Nationaux. Les institutions internationales constituent la seule exception à cette règle et Mearsheimer affirme que, loin d'avoir un impact contraignant sur les États, elles sont des instruments aux mains des États les plus puissants du système : « Les États les plus puissants dans le système créent et façonnent les institutions de telle sorte qu'elles puissent y maintenir leur part de la puissance mondiale, ou même de l'augmenter⁵. » De ce fait, « [p]our les réalistes, les causes de la guerre et de la paix sont

¹ Mearsheimer (2001, p. 147)

² Mearsheimer (2001, pp. 147-152) : cf. Mearsheimer (2001, pp. 37-40). À ce propos il partage le point de vue de Peter Liberman. Voir Liberman (1993)

³ Mearsheimer (2001, pp. 152-153)

⁴ Mearsheimer (2001, pp. 153-154)

⁵ Mearsheimer (1994-95, p. 13)

principalement fonction de l'équilibre des puissances et les institutions reflètent largement la distribution de la puissance (pouvoir) dans le système. Bref, l'équilibre des puissances est la variable indépendante qui explique la guerre ; les institutions sont principalement une variable qui intervient dans le processus¹. » La dernière phrase a de quoi surprendre. Mearsheimer raisonne en termes de variables indépendante (l'équilibre des puissances) et dépendante (la guerre ou la paix). Ce raisonnement à deux variables est linéaire, ce qui est paradoxal dans la mesure où Mearsheimer dit retenir du néoréalisme son approche systémique. Quoiqu'il en soit, Mearsheimer poursuit en faisant référence au cas de l'OTAN :

« une institution [qui] a certainement joué un rôle dans la prévention d'une troisième guerre mondiale et (...) aidé l'Occident à gagner la guerre froide. Il n'en demeure pas moins que l'Otan fut fondamentalement la manifestation de la distribution bipolaire de la puissance en Europe durant la guerre froide et c'est cet équilibre des puissances, non pas l'Otan en tant que telle, qui a permis le maintien de la stabilité sur le continent². »

Autrement dit, le stato-centrisme et l'équilibre des puissances sont éternels, alors que les institutions internationales sont contingentes. En effet, pour Mearsheimer, « l'OTAN fut essentiellement un outil américain dans la gestion de la puissance face à la menace soviétique³. » Ainsi, « avec l'effondrement de l'Union Soviétique, l'OTAN doit disparaître et se reconstituer sur la base de la nouvelle distribution de la puissance en Europe⁴. » L'idée est que la fin de la guerre froide provoquera le retrait des États-Unis de l'OTAN qui, par conséquent, a de fortes chances de se désintégrer.⁵ Cette idée n'est pas propre à Mearsheimer. Charles Kindelberger l'avait exprimée quelques trois décennies auparavant en économie politique internationale, affichant du même coup une nette préférence pour l'hégémonie unipolaire. Car « pour que l'économie mondiale soit stabilisée, il faut un seul et unique stabilisateur⁶. » Ce stabilisateur devra être un leader bienveillant qui saura mettre sur pieds des institutions à même d'assurer la stabilité économique dans le monde. Le déclin de l'État stabilisateur conduira inéluctablement, selon ce point de vue, à la disparition des institutions qu'il aura créées. On trouve le même point de vue chez Mearsheimer

¹ Mearsheimer (1994-95, p. 13)

² Mearsheimer (1994-95, pp. 13-14)

³ Mearsheimer (1994-95, p. 14)

⁴ Mearsheimer (1994-95, p. 14)

⁵ Mearsheimer (1990a, 52)

⁶ Kindelberger (1973, p. 305)

concernant la stabilité politique qui dépend – comme on le verra plus loin dans le chapitre – de l'action d'un État stabilisateur *offshore*, c'est-à-dire d'un État insulaire puissant qui, par sa puissance maritime, peut intervenir pour assurer l'équilibre. Cet État qui, dans l'esprit de Mearsheimer, se trouve être les États-unis crée des institutions comme l'OTAN pour assurer un équilibre des puissances. Dès lors que la puissance qui nécessite une contrebalance disparaît – c'est le cas de l'URSS après la fin de la guerre froide –, le stabilisateur *offshore* se retire et son retrait signifie la disparition des institutions. Comme le remarquent Robert Keohane et Lisa Martin, c'est sur la base de ce genre de considération que Mearsheimer se prête à des généralisations¹ : « les institutions ont des influences minimales sur le comportement des États et offrent de ce fait une avenue réduite en termes de promotion de la stabilité dans le monde de l'après guerre froide². »

Presque deux décennies après la fin de la guerre froide, il est très difficile d'admettre que l'OTAN va se désintégrer ou qu'elle va se restructurer à la faveur d'une hypothétique redistribution de la puissance en Europe. Cette redistribution devrait résulter du fait « qu'avec le temps, la Communauté Européenne devienne plus faible et non plus forte³. » Sur ce point non plus, Mearsheimer ne semble pas avoir vu juste. La Communauté Européenne est devenue entre-temps l'Union Européenne ; de nouveaux pays l'ont intégrée faisant passer le nombre de ses membres de douze à la fin de la guerre froide à vingt-cinq aujourd'hui. Le scénario que prévoyait Mearsheimer dans le chapitre final de son ouvrage le plus célèbre, *The Tragedy Of Great Power Politics*⁴, prévoyait pour l'Europe soit l'hégémonie de la Russie en cas de réussite économique, soit celle de l'Allemagne qui devrait se transformer en puissance nucléaire. L'instabilité qui en aurait découlé aurait pu provoquer une nouvelle intervention des États-unis comme stabilisateur *offshore*. Comme nous l'affirmions plus haut, ces projections n'avaient pas besoin d'attendre d'être réfutées par l'expérience concrète pour être déclarées non pertinentes. En effet, elles sont fondées sur un profond manque de compréhension de la dynamique qui a cours en

¹ Keohane et Martin (1995, p.40)

² Mearsheimer (1994-95, p. 7)

³ Mearsheimer (1990b. 199)

⁴ Mearsheimer (2001, pp. 360-402)

Europe depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Le domaine d'intelligibilité que construit Mearsheimer est si déterministe et si réduit qu'il ne pouvait permettre de comprendre aucun phénomène réfractaire à sa théorie.

Envisager la guerre et la paix sous le seul prisme de l'équilibre des puissances s'apparente, dans le cas de l'Europe, à un véritable aveuglement. Par exemple, il est difficile d'admettre la citation suivante portant sur la sécurité collective dès qu'il est question de l'Europe :

« En somme, la théorie de la sécurité collective traite directement de la thématique de savoir comment éloigner les États de la guerre et promouvoir la paix ; elle reconnaît également que la puissance militaire joue un rôle central dans la politique mondiale. Mais cette théorie a de sérieux défauts. Elle est construite sur la norme fondationnelle selon laquelle les États doivent se faire confiance les uns les autres, mais elle n'explique pas de façon satisfaisante comment cela pourrait être possible dans un monde anarchique où les États possèdent de la puissance militaire et des intentions incertaines. Mieux encore, l'histoire ne confirme que faiblement cette théorie. (...) Même si le maintien de la paix et les concerts sont parfois décrits comme limités mais promettant une sécurité commune, leur valeur demeure marginale au regard du maintien de la paix. Mieux encore, le maintien de la paix et les concerts fonctionnaient selon des logiques différentes de la logique de la sécurité collective. En fait, les concerts, comme les alliances, reflètent fondamentalement l'équilibre des puissances et sont, ainsi, cohérents avec le point de vue réaliste sur les institutions¹. »

L'erreur de Mearsheimer n'est pas tant de s'élever contre les constructions théoriques fondées sur des normes fondationnelles, donc contre la rigidité du théoricisme, que de ne pas appliquer cette prudence à son propre raisonnement. Si Mearsheimer reproche à d'autres de fonder leur raisonnement entier sur la confiance entre États, il ne se rend pas compte que fonder le raisonnement en entier sur la méfiance a autant de chance de conduire à une compréhension réduite de la réalité. Preuve en est que s'agissant de l'Europe, il fait preuve d'un déni de réalité. Car, à l'évidence, ni l'anarchie, ni l'incertitude, ni les moyens militaires n'ont pu empêcher que l'Europe devienne l'un des systèmes de sécurité collective les plus efficaces de l'histoire.

Ce type de déni est nécessaire pour maintenir l'attractivité de la guerre. Et c'est à ce niveau qu'on peut établir un lien entre Mearsheimer et le discours savant de la guerre :

¹ Mearsheimer (1994-95, p. 37)

« le réalisme traite la guerre comme étant une forme de l'activité étatique inévitable et en effet parfois nécessaire. Pour les réalistes, la guerre est une extension de la politique par d'autres moyens. Les réalistes sont très prudents dans leurs prescriptions à propos de l'usage de la force : les guerres ne devraient pas être menées pour des objectifs idéalistes, mais plutôt pour des raisons relevant de l'équilibre des puissances. La majorité des Américains, cependant, ont tendance à penser que la guerre est une entreprise hideuse qui doit être abolie à terme. Pour le moment, cependant, on peut la justifier par des objectifs moraux élevés, par exemple rendre le monde sécuritaire pour la démocratie : c'est moralement incorrect de participer à des guerres pour changer ou préserver un équilibre des puissances. C'est ce qui fait de la conception réaliste de la guerre un anathème dans l'esprit de beaucoup d'Américains¹. »

Soulignons rapidement que dans cette citation Mearsheimer fait un usage décontextualisé de Clausewitz lorsqu'il affirme que la guerre est l'extension de la politique par d'autres moyens². Par cet usage, on est invité à croire qu'il est dans l'essence de la politique d'avoir comme extension la guerre, avec comme dénominateur commun la puissance. Mais peut-être que la citation est plus éclairante d'un autre point de vue, celui précisément de son rapport au discours savant de la guerre. Que dit au fond Mearsheimer au-delà de la naturalisation de la guerre ? Principalement, que les citoyens Américains cesseront d'espérer l'abandon de la guerre le jour où ils comprendront qu'il y aura toujours un équilibre des puissances à rétablir ; c'est-à-dire le jour où ils comprendront ce que Mearsheimer a compris, à savoir que la guerre est l'horizon indépassable des relations entre États. Pour le moment, ils se leurrent en croyant que les motivations de la guerre sont d'ordre moral. L'argument de Mearsheimer peut servir dans le champ politique non pas à injecter dans la *doxa* un sentiment favorable à la guerre, puisque ce sentiment est déjà acquis à travers l'acceptation des justifications morales des guerres, mais à abolir l'autre part de ce sentiment, qui consiste à croire en la possibilité d'écarter la guerre des moyens de résoudre les conflits politiques. En ce sens, la guerre doit occuper une place de premier choix et doit être considérée comme légitime, même et surtout lorsqu'elle répond à des impératifs de puissance. La théorie de Mearsheimer devient ainsi une pratique visant à renforcer les tendances favorables à la guerre dans le champ politique, et par le fait même, nourrit considérablement le discours savant de la guerre.

¹ Mearsheimer (1994-95, p. 47)

² Cf. supra. notre chapitre sur Clausewitz.

9.5. Usage de l'histoire, construction de l'ennemi et idéalisation de soi

Mearsheimer consacre le chapitre 6 de *The Tragedy* à l'application empirique de sa théorie. L'étude de six cas de puissances historiques est censée en confirmer la teneur¹. Ainsi, selon Mearsheimer, le Japon, l'Allemagne, l'URSS et l'Italie ont agi à certaines époques exactement comme le veut sa théorie. Mais, comme le souligne Peter Toft et avant même de songer à reprendre chaque cas et de l'examiner en fonction de son contexte propre, Mearsheimer ne traite que de la moitié des grandes puissances de la période envisagée² : sont laissés dans l'ombre les cas des États-Unis, de l'Angleterre, de la France et de la Chine, ce qui montre que Mearsheimer fait un usage sélectif de l'histoire. Autrement dit, seuls comptent les cas qui semblent confirmer la théorie. Selon Toft, « il aurait suffi que Mearsheimer s'intéresse à la Prusse d'avant 1862, à la France, à l'Autriche-Hongrie et la Russie d'avant la première guerre mondiale, pour remettre en cause le caractère absolu de sa théorie³. » En effet, comment expliquer que l'Allemagne n'ait pas agi de façon agressive entre 1870 et 1914 ? Mearsheimer reconnaît ce fait mais soutient que, d'une part, l'Allemagne ne disposait pas de la puissance nécessaire pour se lancer dans une guerre jusqu'à 1903 et, d'autre part, qu'avant cette date, les Allemands avaient des intentions secrètes d'agression. Notons que cette explication *ad hoc* ne permet pas de comprendre pourquoi l'Allemagne a attendu jusqu'à 1914 pour agir de façon agressive⁴. Mieux encore, l'explication est invérifiable, ce qui fait que la théorie devrait être invariablement vraie : « Tous les États non-agressifs pourraient être considérés comme temporairement passifs – en attendant un temps plus propice à l'expansion⁵. » Autrement dit, en cas d'incertitude à l'égard d'un État, il faut favoriser l'explication des intentions extrêmes et anticiper l'immodération, de sorte que les autres États n'aient plus d'autre choix que d'agir en conséquence, c'est-à-dire par la guerre. La guerre s'installe de nouveau comme horizon des relations internationales.

¹ Mearsheimer (2001, pp. 168-233). Il s'agit successivement du Japon (1868-1945), de l'Allemagne (1868-1945), de l'URSS (1917-1990) et de l'Italie (1861-1943).

² Toft (2005, p. 395)

³ Toft (2005, p. 396)

⁴ Toft (2005, p. 396)

⁵ Toft (2005, p. 396) ; cf. Snyder (2002, pp. 159-160)

Reconnaissons toutefois que lorsqu'on prend son œuvre dans son ensemble, on constate que Mearsheimer s'explique en ce qui concerne les cas qu'il n'a pas retenus, à l'exception de celui de la France. Il assigne aux États-unis et à l'Angleterre le rôle de stabilisateur *offshore* qui s'accommode mal de l'expansion et de la recherche de l'hégémonie. Ces deux États sont censés être les seuls à consacrer leur puissance à autre chose, c'est-à-dire à rétablir l'équilibre, là où des États continentaux, de par leur nature, agiront par volonté de puissance et d'hégémonie. Cette spécificité découle d'une donnée géographique ayant un effet structurant sur le comportement en politique étrangère : ce sont des États insulaires. Mearsheimer est en effet profondément convaincu du pouvoir ralentisseur de l'eau¹, à un point tel qu'il accepte que ce pouvoir soustraie les États insulaires au déterminisme de ses hypothèses sur la nature de tout État. Ainsi, les États insulaires se distinguent de tous les autres États par le fait que leur motivation principale est la stabilité de l'équilibre des puissances, autrement dit la seule forme de paix que Mearsheimer admet. Comme cette attitude ne correspond pas à la nature des autres États, la nature des États insulaires a quelque chose de messianique.

Si tel est le cas, nous devons nous attendre en toute logique à ce que ce facteur géographique produise le même effet sur tout État insulaire, pas seulement sur l'Angleterre et les États-Unis. Mais ce n'est pas le cas, notamment pour le Japon, que Mearsheimer cite parmi les exemples historiques d'expansion par la puissance. Le Japon étant l'État insulaire par excellence, « le comportement du Japon viole les prévisions fondamentales du réalisme offensif². » Et même lorsque Mearsheimer soutient que le Japon ne s'est pas comporté en stabilisateur *offshore* parce que les eaux qui le séparent du continent sont étroites et que ses plus proches voisins étaient faibles, Peter Toft croit à juste titre que le problème n'est pas réglé pour autant. En effet, cette explication *ad hoc* supplémentaire soulève une question à laquelle Mearsheimer ne répond pas : « Dans quelles conditions la géographie et l'équilibre des puissances expliquent-ils les conséquences ? » Implicitement au propos de Mearsheimer, ces conséquences sont celles de l'Angleterre et des États-unis. Voilà

¹ Mearsheimer (2001, pp. 114-128)

² Toft (2005, p. 395)

qui mérite d'être accueilli avec scepticisme car cela renvoie au caractère circulaire du raisonnement de Mearsheimer : l'Angleterre et les États-Unis sont des stabilisateurs *offshore* parce que ce sont des États insulaires, mais pour que les États insulaires soient des stabilisateurs *offshore*, il faut qu'ils correspondent à l'Angleterre et aux États-Unis.

Nous nous croyons fondés de nous demander si pour Mearsheimer, l'idée n'est pas de limiter le comportement messianique de stabilisateur, donc de garant de la paix, à ces deux seuls pays. En fait, plus les États-unis que l'Angleterre, car cette dernière n'est envisagée que comme antécédent historique à ce que les États-unis sont aujourd'hui. Mearsheimer est américain. Ce ne peut donc pas être un simple hasard si le seul État qui ne souhaite pas l'expansion pour l'expansion soit les États-unis. C'est la raison pour laquelle nous croyons que Mearsheimer se prête à une idéalisation de soi essentiellement fondée sur la généralisation de l'action menée par les États-unis durant la seconde guerre mondiale. Il n'est pas du tout certain que cette action permette de comprendre les interventions américaines au Vietnam, en Amérique Latine et au Proche-Orient. Pourtant, c'est ce que le lecteur est invité à croire ; et le croire revient à faire fonctionner le discours savant de la guerre de plus belle. Ainsi, tous les États agissent agressivement par volonté de puissance, sauf les États-unis qui agissent uniquement pour rétablir l'équilibre. Le raisonnement qui commence avec le pouvoir ralentisseur de l'eau pour aboutir à cette conclusion a des conséquences considérables, dans la mesure où il agit en pensée démissionnante. En effet, lorsqu'on admet ce raisonnement, il devient très difficile de voir que les États-unis, en tant que stabilisateur *offshore*, puissent agir autrement que pour rétablir la stabilité.

Notons que le cas de l'Angleterre pose un autre problème. À ce propos aussi, Peter Toft est fondé de rappeler que les faits historiques ne permettent pas de dire que l'Angleterre ait réellement joué un rôle de stabilisateur *offshore*. L'Angleterre « fut à son tour expansionniste – bâtissant, des siècles durant, l'empire le plus vaste que le monde ait jamais connu¹. » Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la réflexion juridique sur l'acquisition de territoires d'outre-mer se soit amorcée à l'aube de la modernité.

¹ Toft (2005, p. 395)

L'impérialisme fut pendant longtemps pleinement assumé en Angleterre et faisait l'objet d'un consensus au-delà des clivages politiques internes¹. Ses effets nocifs ont tôt été identifiés² et constituent autant de raisons qui empêchent de ranger l'Angleterre dans la catégorie de stabilisateur *offshore* comme le souhaite Mearsheimer.

La notion de stabilisateur *offshore* joue un rôle considérable dans la théorie de Mearsheimer car elle lui permet de revisiter à la fois la théorie dite systémique de Waltz et la théorie de la guerre hégémonique de Gilpin, en maintenant l'idée selon laquelle les systèmes bipolaires sont les plus stables. Les systèmes multipolaires le sont beaucoup moins, surtout en l'absence d'un stabilisateur *offshore*. Il écrit : « le cœur de mon argument est que les systèmes bipolaires tendent à être les plus pacifiques, et les systèmes multipolaires déséquilibrés sont ceux qui encouragent le plus le conflit meurtrier. Les systèmes multipolaires équilibrés se situent quelque part entre les deux premières catégories³. » À cette typologie théoriquement déterminée, Mearsheimer va chercher à faire correspondre l'histoire des relations internationales des deux derniers siècles. Un aspect paradoxal du réalisme que nous avons identifié chez Morgenthau est donc également présent chez Mearsheimer : d'une part, affirmer la volonté de saisir la réalité telle qu'elle est, et d'autre part, y accéder par le prisme d'une construction théorique. Si bien que ce n'est pas la réalité dont il est rendu compte, mais de la théorie étayée par un choix sélectif de faits empiriques. Ainsi, l'histoire des systèmes internationaux se confond avec la succession de périodes historiques identifiées soit à la bipolarité, soit à la multipolarité déséquilibrée, soit à la multipolarité déséquilibrée.

Parmi les commentaires de Richard Rosecrance sur l'usage que Mearsheimer fait de l'histoire, nous retiendrons d'abord l'attention exclusivement accordée aux périodes de guerre, aux dépens des périodes de paix : « Ce n'est pas étonnant. La tragédie du réalisme offensif consiste en une violence répétitive entre les grandes puissances. Les Nations, mêmes sensibles à la tragédie, ne peuvent pas faire grand chose pour la surmonter⁴. » Rosecrance reconnaît cependant que Mearsheimer théorise la paix selon la gradation de

¹ Arendt (1951, pp. 97-111)

² Hobson (1902) L'ensemble de l'ouvrage est consacré à cette question.

³ Mearsheimer (2001, p. 335)

⁴ Rosecrance (2001, pp. 155-156)

stabilité des trois systèmes internationaux. Mais cela demeure, devrions-nous ajouter, le fruit du théoricisme plus que d'une compréhension contextualisée de la réalité. À vrai dire, Mearsheimer ne pouvait pas aller très loin dans ce sens, car il ne pouvait travailler sur la paix sans compromettre le cœur de sa théorie qui situe la guerre à l'horizon des relations entre États : « Rien de surprenant alors que Mearsheimer ne spéculé pas sur le rôle que la diplomatie avait pu jouer les fois où la guerre a été évitée. Néanmoins, il est possible de construire une théorie de la paix à travers les données historiques et diplomatiques¹. »

L'usage que Mearsheimer fait de l'histoire est contestable dans la mesure où il ne prend pas en compte la pratique. Cet usage demeurera contestable même avec le maintien de la typologie des systèmes internationaux fondés sur la polarité. Rosecrance reprend la même période historique en intégrant les périodes de paix et les guerres évitées et aboutit à une autre périodisation dans laquelle les systèmes multipolaires que Mearsheimer considère instables apparaissent particulièrement stables². De notre point de vue, il importe peu de savoir laquelle des deux périodisations, celle de Mearsheimer ou celle de Rosecrance, est la plus pertinente, car l'une et l'autre font plier l'histoire aux exigences de la théorie.

Il sied plutôt de se demander à quoi sert la gradation de la stabilité des systèmes internationaux dans la théorie de Mearsheimer. Du fait du théoricisme de sa démarche, la réponse ne se trouve pas dans l'histoire mais dans la théorie elle-même. La fin de la guerre froide a produit un monde multipolaire, dont les contours pour l'instant flous se préciseront en fonction de l'évolution de la Chine. Et c'est précisément dans cette perspective que Mearsheimer se prête à un exercice de prospective et de construction qui consiste à présenter la Chine comme l'ennemi que les États-unis seront obligés d'affronter dans une guerre. En effet, si la Chine poursuit son ascension, n'étant pas un État insulaire, elle se comportera nécessairement comme le prévoit la théorie : elle accumulera de la puissance et se lancera dans la conquête du monde, ce qui transformera le système en une multipolarité déséquilibrée. Les États-unis, non pas par choix mais parce qu'ils sont une puissance insulaire, devront reprendre leur rôle de stabilisateur *offshore*. C'est la raison pour laquelle Mearsheimer refuse l'optimisme ambiant à la fin

¹ Rosecrance (2001, p. 156)

² Rosecrance (2001, pp. 156-158)

de la guerre froide. Et c'est à ce propos aussi que se précise le sens *offensif* que Mearsheimer accole à sa version du réalisme et que son œuvre fait partie intégrante du discours savant de la guerre. L'ultime aboutissement de ses travaux est que les États-unis doivent impérativement et de façon préventive adopter une politique offensive à l'égard de la Chine. Le propos est sans équivoque :

« Les États-unis ont un profond intérêt à rechercher un ralentissement significatif de la croissance économique de la Chine dans les années à venir. Durant l'essentiel de la décennie écoulée, cependant, les États-Unis ont poursuivi une stratégie orientée vers l'effet opposé (...) La politique américaine à propos de la Chine est peu judicieuse. Une Chine prospère ne sera pas une puissance portée sur le *statu quo* mais un État agressif déterminé à réaliser une hégémonie régionale. Non pas parce qu'une Chine prospère aura de mauvaises motivations, mais parce que le meilleur moyen pour n'importe quel État de maximiser ses anticipations, c'est de devenir un hégémon dans sa région du monde. Même s'il est certain que l'intérêt de la Chine est de devenir l'hégémon en Asie du Nord-Est, il n'est clairement pas dans l'intérêt de l'Amérique que cela ait lieu¹. »

Ainsi, Mearsheimer est malgré lui la victime de la pensée démissionnante qui découle de sa propre théorie. Son point de vue sur la Chine ne procède pas d'une interprétation de la pratique fondée sur une prise en considération de la politique chinoise actuelle. La Chine cherchera l'hégémonie pour la seule et unique raison que la théorie dit que tout État continental qui connaît une ascension économique s'orientera, quel que soit le contexte, vers l'hégémonie et provoquera des guerres. Toute politique de partenariat est vouée à l'échec car la puissance montante l'interprètera comme un signe de faiblesse de la part de ses adversaires potentiels. Rien, en l'état actuel des choses, ne permet de croire au bien-fondé de cette projection. Mais parce qu'elle participe grandement au discours savant de la guerre, elle continuera à dominer les esprits. Nous verrons dans le prochain chapitre que Samuel Huntington en donne une version culturaliste qui obéit à la même logique du polyarchisme *realpolitik*.

Mais avant de nous engager dans l'interprétation de cette version, nous souhaitons conclure le présent chapitre en attirant l'attention sur un dernier point concernant Mearsheimer qui est souvent occulté : avant de s'engager dans la réflexion théorique sur les relations internationales, ses travaux appartenaient au champ des études

¹ Mearsheimer (2001, p. 402)

stratégiques et portaient principalement sur la stratégie militaire¹. Ces travaux ayant comme cadre la guerre froide, la réflexion examinait des phénomènes dont le contexte était donné. Avec la fin de la guerre froide, le contexte ayant changé, il exigeait que ces phénomènes soient pensés à la lumière des nouveaux développements à l'échelle internationale. L'œuvre de Mearsheimer en théorie des relations internationales vise à affirmer que ces nouveaux développements sont trompeurs et que le futur sera identique au passé.

Le problème est que le passé et le futur consistent chez Mearsheimer en une généralisation du cadre de la guerre, pour en faire le cadre éternel des relations internationales. Mieux encore, et c'est le point que nous souhaiterions soulever, est que cette généralisation s'accompagne de la transposition du domaine d'intelligibilité des études stratégiques aux relations internationales. Les études stratégiques portent mal leur dénomination dans la mesure où elles sont le plus souvent orientées vers l'opérationnel. De ce fait, l'horizon temporel doit être de court terme, le contexte doit être fixe et le danger imminent - ce sont les conditions d'efficacité organisationnelle des institutions militaires. Le caractère opérationnel des études stratégiques justifie ces hypothèses réductrices. Mais dès qu'on passe à un autre niveau de la réflexion, celui des relations internationales par exemple, où d'autres logiques que la logique militaire entrent en jeu et où d'autres enjeux que l'efficacité opérationnelle sont à l'œuvre, le domaine d'intelligibilité puisé dans les études stratégiques devient sensiblement étroit. L'horizon de compréhension qui en découle sera forcément tout aussi limité. En somme, le problème que pose la théorie des relations internationales de Mearsheimer est qu'elle élargit l'étendue du champ d'étude mais refuse d'élargir concomitamment le domaine d'intelligibilité. Comme le domaine d'intelligibilité qu'elle véhicule situe la guerre à l'horizon ultime des relations internationales, elle s'établit d'elle-même comme vecteur du discours savant de la guerre.

¹ Mearsheimer (1983 ; 1984 ; 1988 ; 1989)

Chapitre 10

La thèse forcée du choc des civilisations

Dans son édition de mars-avril 2007, la revue *Foreign Policy* classait Samuel Huntington parmi les dix vrais vainqueurs de l'actuelle guerre américaine en Irak : « Ils sont de plus en plus nombreux [parmi les citoyens américains] ceux qui ont fini par croire que l'Islam est réellement hostile par essence à l'Occident. Le choc des civilisations a bel et bien lieu (...) Sam Huntington a gagné¹. » Sa victoire, Huntington la tiendrait du célèbre article intitulé « The Clash of Civilisations? » qu'il avait publié en 1993 dans la revue *Foreign Affairs*². Le succès de l'article fut d'une ampleur considérable. Dans la préface au livre éponyme qu'il publie trois ans plus tard, Huntington nous apprend que les éditeurs de *Foreign Affairs* l'ont informé que son article « a suscité en trois ans plus de débat que tous ceux qui ont été publiés depuis les années quarante³. » Dans le même ordre d'idées, et comme le note John Esposito, Huntington a « considérablement influencé la définition des paramètres d'un débat qui a occupé diplomates, décideurs, journalistes et universitaires⁴. » C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons choisi de consacrer le présent chapitre à cet auteur.

Notre choix se justifie en outre par le fait que la thèse du choc des civilisations, en droite ligne de ce que nous avons appris au fil des précédents chapitres sur le discours savant de la guerre, identifie, elle aussi, l'horizon indépassable des rapports entre États à la guerre. Elle apporte davantage de radicalisation du discours savant de la guerre que la thèse de Mearsheimer. Cette nouvelle radicalisation consiste en l'ajout d'un facteur déterministe de nature culturelle qui vient coiffer tous les autres facteurs déterministes que nous avons vus jusqu'ici.

¹ *Foreign Affairs*, mars-avril 2007, p. 44.

² Huntington (1993)

³ Huntington (1996, p. 9). Nous nous référons à l'édition française de poche qui reprend la traduction du livre parue en 1996, la même année que l'édition américaine. À propos du débat dans la revue *Foreign Affairs*, voir à Barley (1993), Binyan (1993), Harries (1993), Kirkpatrick (1993), Mahboubani (1993), Piel (1993), Weeks (1993). Les numéros subséquents de la revue contiennent plusieurs autres articles.

⁴ Esposito (1992, p. 219). La page renvoie à l'édition mise à jour de 1999.

Plusieurs auteurs se sont déjà exprimés sur la thèse de Huntington – nous en évoquerons un certain nombre au fil du chapitre. Afin de dégager les liens entre cette thèse et le discours savant de la guerre, nous comptons cependant emprunter une voie qui est demeurée, selon ce que nous en savons, peu explorée. Sans préjuger de la qualité des études qui ont suivi d'autres orientations, il nous est apparu, à la lecture de l'article et du livre de Huntington, qu'il était nécessaire de procéder à une herméneutique de l'architecture de la thèse. Cette architecture est un hybride de quatre éléments qu'il est indispensable de mettre en évidence pour comprendre la construction théorique de Huntington qui culmine avec l'irréductibilité du choc des civilisations :

- La radicalité de la théorie de Mearsheimer avec la Chine comme point de fixation ;
- L'héritage orientaliste, à travers l'angle étroit d'un seul article de Bernard Lewis où l'expression *choc des civilisations* a été puisée et où le point de fixation est l'islam¹ ;
- La désintégration de la Yougoslavie ;
- Un positionnement hostile au multiculturalisme dans le champ politique américain.

Les deux premiers tels qu'hérités respectivement de Mearsheimer et Lewis, représentent une objectivation de la Chine et de l'Islam à partir de cas extrêmes de sorte qu'il soit impossible d'envisager l'une ou l'autre dans les relations internationales sans inscrire l'horizon de ces relations dans la guerre. Nous verrons comment Huntington va tenter d'homogénéiser ce double héritage hétérogène (un État et une religion) par le recours à deux mécanismes croisés. Le premier consiste à décréter, par un procédé autoréférentiel, que les frontières culturelles se confondront désormais avec les lignes de démarcation en relations internationales : « Les divisions majeures de l'humanité et la première source des conflits seront culturelles (...) Le choc des civilisations dominera la politique globale². » L'homogénéisation théorique exige, dans ce cas, d'identifier la Chine à une civilisation associée de préférence à

¹ Huntington le cite dans le texte : « Il devrait désormais être clair que nous sommes confrontés à un état d'esprit et à un mouvement qui vont bien au-delà des problèmes, des politiques et des gouvernements qui les incarnent. Ce n'est rien de moins qu'un choc des civilisations – c'est la réaction irrationnelle peut-être, mais ancienne d'un vieux rival contre notre héritage judéo-chrétien et ce que nous sommes aujourd'hui, et contre l'expansion de l'un et de l'autre. Il est d'une importance cruciale, que de notre côté, nous ne tombions pas dans une réaction tout aussi irrationnelle et tout aussi ancienne à l'égard de ce rival. » Huntington (1996, p. 312)

² Huntington (1993, p. 22)

une religion, qui est le confucianisme¹. Ainsi toutes les intentions malveillantes que Mearsheimer accorde à la Chine en accord avec sa propre version du discours savant de la guerre, seront désormais interprétées en les ramenant au déterminisme culturel confucéen. Le second mécanisme consiste à imaginer pour chaque civilisation un État-phare². À vrai dire, l'État-phare n'est rien d'autre que l'hégémon régional dont dépend la stabilité d'une région donnée, ramenée à une civilisation donnée. Il importe peu pour le moment de relever que Huntington ne parvient pas à déterminer quel serait l'État-phare des civilisations musulmane, latino-américaine et africaine³. Le fait est que cet argument sert convenablement à l'homogénéisation nécessaire à sa construction théorique.

Le troisième élément, la désintégration de la Yougoslavie, sert à Huntington de révélateur du mécanisme typique du choc des civilisations⁴ ; révélateur, autrement dit, de la guerre comme horizon indépassable des relations internationales désormais déterminées culturellement. Si l'examen de ce cas, cas extrême par excellence dans l'histoire récente, permet de mettre en évidence l'étroitesse de l'horizon de compréhension auquel aboutit la thèse du choc des civilisations, il deviendra légitime de remettre en cause le domaine réduit d'intelligibilité correspondant à cette thèse.

Enfin, le quatrième élément, l'hostilité de Huntington à l'égard du multiculturalisme aux États-unis, est sans doute celui qui a le moins attiré l'attention. Pourtant, le chapitre final du *Choc des civilisations* explicite un facteur déterminant de ce que Huntington considère être le déclin de l'Occident en général et des États-unis en particulier et dont il traite dans les chapitres précédents en termes de baisse de la puissance par rapport aux autres civilisations. Ce facteur consiste précisément en

¹ Il est vrai que dans le livre, Huntington affirme avoir changé d'avis par rapport à l'article et qu'il parlerait désormais de civilisation chinoise au lieu de civilisation confucéenne. Huntington (1996, p. 51). Mais cela ne signifie pas qu'il en tient compte partout. Par exemple, lorsqu'il doit donner un argument à propos du rapprochement inévitable entre la Chine et le Vietnam, il évoque précisément l'affinité confucéenne. (Huntington 1996, p. 226)

² C'est le thème du chapitre VII. (Huntington 1996, pp. 225-262)

³ Pour les autres civilisations, orthodoxe, hindoue, chinoise et japonaise, il assigne comme État-phare respectivement la Russie, l'Inde, la Chine et le Japon. Le cas de la civilisation occidentale est traité d'une manière qui traduit un souci particulier de Huntington. Nous l'évoquerons sous peu.

⁴ 34 des 50 pages que compte le chapitre XI intitulé « La dynamique des guerres civilisationnelles » sont consacrées à ce cas. (Huntington 1996, pp. 401-412 ; 425-439 ; 446-451). La désintégration de la Yougoslavie revient assez régulièrement tout au long de l'ouvrage.

l'essor du multiculturalisme. Le tour de force auquel se prête Huntington est d'affirmer en un seul et même élan que d'une part, dans la fatalité de l'affrontement entre civilisations à l'échelle mondiale, l'Occident est défavorisé par la montée en puissance des autres civilisations mal intentionnées à son égard et, d'autre part, que la désintégration interne de l'Occident par le multiculturalisme le fragilise de l'intérieur, si bien qu'à l'échelle mondiale il sera condamné à rien de moins que l'extinction. À la menace du choc des civilisations à l'externe fait écho la menace multiculturelle de désintégration interne. Comme on le comprendra amplement une fois ce point étayé plus loin dans le chapitre, la dynamique du discours de la guerre, en ce qu'elle relève du champ politique intra-étatique, n'est jamais aussi patente chez aucun auteur rencontré au fil de cette thèse qu'elle l'est chez Huntington.

Nous ne traiterons pas du premier élément. Deux raisons à cela. D'une part, nous croyons avoir suffisamment parlé dans le chapitre précédent de la construction de la Chine comme ennemi de substitution dans l'après guerre froide. D'autre part, sur la culture ancienne et récente de la Chine, sur sa dynamique sociale et politique, notre connaissance ne dépasse pas le niveau de la culture générale, ce qui est fort insuffisant pour prétendre interpréter les déterminants culturels de sa politique étrangère. Par contre, nous traiterons en profondeur du second élément, l'Islam, dans la dernière section du présent chapitre car nous disposons du savoir nécessaire et nous avons accès à la langue arabe, à la production culturelle du monde musulman et nous possédons une maîtrise appréciable de son histoire. Par ailleurs, si la thèse de Huntington est d'affirmer que l'après guerre froide sera dominé par les conflits entre civilisations, nous croyons que traiter en profondeur de l'Islam permettra de comprendre la démarche globale de Huntington, car il affirme lui-même : « les conflits civilisationnels dominent particulièrement entre Musulmans et non-Musulmans¹. » Enfin, nous reviendrons à chaque fois que c'est nécessaire sur les troisième et quatrième points au fil des autres sections du chapitre.

Dans la première section, nous tenterons de situer le domaine d'intelligibilité de Huntington par rapport à celui du discours savant de la guerre. Nous verrons

¹ Huntington (1996, p. 304)

comment il se positionne en faisant siennes un certain nombre de caractéristiques du discours savant de la guerre que nous avons identifiées au fil de la présente thèse. Dans la seconde section, nous reviendrons sur sa thèse générale pour en fournir une compréhension plus large. Car l'horizon de compréhension du *Choc des civilisations* devient étroit lorsqu'on ne prend pas garde au rapport déterministe qu'il cherche à établir entre les impératifs de la politique étrangère et ce qu'elle impose en tant qu'ordre politique interne. C'est seulement ainsi qu'on sera en mesure de comprendre pourquoi Huntington est incontournable dans le discours savant de la guerre. Nous verrons par exemple comment la construction qu'il fait du mécanisme des guerres civilisationnelles répond à ce souci de politique domestique. Dans la troisième section, nous ouvrirons une longue parenthèse pour revenir d'une part, sur un autre texte de Huntington antérieur au *Choc des civilisations*, et d'autre part, sur les points de vue qu'il a exprimés au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Nous constaterons à cette occasion, qu'il tient un discours diamétralement opposé à celui du *Choc des civilisations*. Nous avons choisi de nous y attarder car cet aspect ne semble pas avoir été suffisamment pris en considération par les commentateurs. La dernière section est, comme nous le disions dans le paragraphe précédent, consacrée à une discussion détaillée du rapport entre sociétés arabo-musulmanes et puissances occidentales dans la modernité. Notre objectif d'ensemble est de montrer comment le caractère réduit du domaine d'intelligibilité par lequel Huntington accède à son objet d'étude en limite l'horizon de compréhension et comment sa compréhension ainsi réduite le pousse à des conclusions qui participent au discours savant de la guerre.

10.1. Inimitié, atavismes culturels et théoricisme

À l'instar de Mearsheimer, Huntington n'est pas optimiste pour l'après-guerre froide. La fin de la guerre froide a, certes, mis un terme à la lutte idéologique, mais des facteurs vont émerger de l'histoire séculaire de l'humanité structurée en civilisations irréductibles les une aux autres et provoquer de sanglants conflits. Pour Huntington, l'après-guerre froide est en effet un « monde où les identités culturelles – ethniques, nationales, religieuses – sont fondamentales et où les affinités et les différences culturelles décident des alliances, des antagonismes et de l'orientation politique des

États¹. » Dans ce monde, « la distinction centrale oppose l'actuelle civilisation dominante, l'Occident, et toutes les autres, lesquelles cependant ont bien peu en commun. En résumé, le monde est divisé en une entité occidentale et une multitude d'entités non-occidentales². » L'altérité radicale sera la source du Mal. Telle est donc, en première approximation, la thèse générale de Huntington.

La radicalité de l'altérité fait de Huntington un polyarchiste dont la pensée s'oriente, par le fait même, vers la *real politik* du point de vue normatif. Ainsi, la guerre est de nouveau l'horizon indépassable des relations entre les États puisque, comme on va le voir, les États conservent chez Huntington l'exclusivité de la qualité d'acteur sur la scène internationale. Le seul changement est que le facteur déterministe culturel vient se greffer au stato-centrisme du discours de la guerre.

Huntington reprend à son compte les éléments du discours savant de la guerre en les rangeant sous le vocable de réalisme : le stato-centrisme, l'anarchie internationale, la maximisation de la puissance pour la sécurité et la course aux armements comme conséquence du dilemme de sécurité³. Huntington les considère, à l'instar de Mearsheimer, comme étant des « hypothèses [qui] permettent de prédire les intérêts et les actions des cent-quatre vingt États environ qui existent dans le monde d'après la guerre froide⁴. » Dès la phrase suivante, ces hypothèses deviennent une « image *réaliste* du monde [qui] constitue un bon point de départ pour analyser les affaires internationales et explique une bonne part du comportement des États⁵. » Huntington n'entend donc pas par *hypothèses* quelques affirmations temporaires mais démontrables qu'il doit, justement, démontrer. Ces hypothèses sont en fait la construction d'un monde théorique qu'on s'obstine dans le discours savant de la

¹ Huntington (1996, p. 464)

² Huntington (1996, p. 37)

³ Avant d'affirmer l'influence de plus en plus grande selon lui des déterminants culturels, Huntington écrit : « Les États-Nations restent les principaux acteurs sur la scène internationale. Comme par le passé, leur comportement est déterminé par la quête de la puissance et de la richesse. » (Huntington 1996, p. 21)

⁴ Huntington (1996, p. 28)

⁵ Huntington (1996, p. 28)

guerre à qualifier de réaliste. Le théoricisme à l'œuvre ici devait être relevé car ce n'est pas la seule fois où il se manifeste dans le texte de Huntington¹.

Huntington croit ici avoir décelé un problème. Non pas que ce monde théorique confondu avec le monde réel manque de pertinence, mais il est incomplet eu égard à la nouveauté concomitante à la fin de la guerre froide. Afin qu'il aide « à comprendre les différences entre la politique globale après la guerre froide et la politique globale avant et pendant². », il doit être complété par une dimension qui, cependant, n'enlève rien à son caractère foncièrement théorique. En effet, « dans le monde d'après la guerre froide, ils [les États] définissent de plus en plus ces intérêts en termes civilisationnels³. » Le mécanisme est simple :

« Les États définissent leurs intérêts d'après les intentions des autres, et ces dernières, ainsi que la façon dont elles sont perçues, sont influencées par des considérations culturelles. Le public et les dirigeants sont moins enclins à voir une menace chez des gens qu'ils estiment comprendre et à qui ils pensent pouvoir faire confiance parce qu'ils partagent la même langue, la même religion, les mêmes valeurs, les mêmes institutions, la même culture. Ils sont bien plus enclins à voir une menace dans des États à la culture différente qu'ils n'estiment donc pas comprendre et ont qui ils n'ont pas confiance⁴. »

Il s'agit donc de perception⁵, une perception fortement déterminée par l'identité culturelle. Ce facteur n'est pas négligeable, mais, contrairement à Huntington, nous nous posons la question de savoir pourquoi ce n'est qu'après la guerre froide qu'il a commencé à agir. Par ailleurs, la perception appelle la précaution car des erreurs de perception sont toujours possible, des erreurs d'autant plus plausibles que la perception est culturellement déterminée. Une autre question se pose : dans quelle mesure la perception telle que décrite par Huntington aura-t-elle une influence sur la perception effective des menaces réelles ou imaginaires ? Autrement dit, la diffusion de la théorie de Huntington aura (et a effectivement eu) un effet de théorie qui n'est,

¹ C'est le cas par exemple lorsque Huntington affirme : « Visions du monde et théories causales sont les guides indispensables en politique internationale. » (Huntington 1996, p. 24) À supposer que la causalité soit réellement aussi efficace, le simple fait de la lier aux « visions du monde » la fait s'ouvrir potentiellement sur le théoricisme.

² Huntington (1996, p. 29)

³ Huntington (1996, p. 29)

⁴ Huntington (1996, p. 29)

⁵ Huntington l'évoque encore plus explicitement à la même page : « Les États répondent d'abord aux menaces qu'ils perçoivent. » (Huntington 1996, p. 29)

en dernière analyse, qu'une influence sur la perception par l'intermédiaire du programme interprétatif qu'il intègre à la *doxa* dans le champ politique. Si la théorie place la guerre à l'horizon indépassable des relations entre États, elle participe au discours savant de la guerre en tant qu'elle oriente la perception. L'un des aboutissements du présent chapitre est de comprendre qu'il en est ainsi de la théorie de Huntington. Elle a d'autant plus de chances de provoquer des erreurs de perception qu'elle comporte des jugements sur des peuples, des nations, des histoires et des cultures dont l'opinion publique, voire même la discipline des relations internationales, a une connaissance fort approximative. Preuve en est qu'il est difficile de trouver dans la somme d'articles qui lui a été consacrée des objections informées en profondeur d'une connaissance conséquente des civilisations ciblées par Huntington. La tâche que nous nous sommes assignée dans la dernière section du chapitre en cours vise justement à combler cette lacune en ce qui concerne l'islam et les Musulmans.

Se revendiquant de Thomas Kuhn, Huntington affirme qu'il ne propose rien de moins qu'un nouveau paradigme. Dans la première partie de la présente thèse, nous avons traité en détail des écueils de l'usage fait de la notion de *paradigme* en théorie des relations internationales. Nous avons montré en quoi l'importation de cette notion appartenant originellement à l'épistémologie des sciences de la nature, est porteuse d'une réduction du domaine d'intelligibilité lorsque appliquée à un domaine comme celui des relations entre États. Huntington nous donne l'occasion d'en dire un peu plus sur ce sujet. D'abord, Huntington fait une allusion furtive à l'incommensurabilité des paradigmes qui, en effet, est primordiale dans l'épistémologie de Kuhn. Huntington le fait pour pouvoir accorder à son propre « paradigme » une supériorité par rapport aux autres¹. Mais pour le reste, Huntington est obligé de se prêter à un exercice subtil pour éviter la commensurabilité de son « paradigme » avec un autre. Ainsi, contrairement à l'usage en théorie des relations internationales et comme nous l'avons vu dans la première partie de cette thèse, le réalisme n'est pas un paradigme sous la plume de Huntington. Le paradigme civilisationnel est censé être incommensurable avec les paradigmes moniste, étatique, dualiste ; il est censé être

¹ Huntington (1996, p. 36)

supérieur aussi. C'est ce qui permet donc à Huntington de reprendre l'ensemble des éléments théoriques associés au réalisme, leur ajouter un facteur déterministe de nature culturelle et prétendre proposer un nouveau paradigme qui satisfait à l'exigence d'incommensurabilité.

Et pour assurer la continuité avec le réalisme de la guerre froide, il affirme qu'en dépit de ses « nombreuses anomalies » et malgré le fait que « ce paradigme a rendu les universitaires et les hommes d'État aveugles à des évolutions majeures, comme la rupture sino-soviétique », il n'en demeure pas moins qu'« en tant que modèle simple de la politique globale, il a été presque universellement accepté et il a influencé la pensée politique de deux générations¹. » La question est de savoir s'il s'agit réellement de simples anomalies ou d'erreurs de jugement. À ce titre, on n'a pas besoin de remonter aussi loin qu'à la rupture sino-soviétique pour en avoir une illustration. En 1989, Huntington répondait à ceux qui soutenaient que la guerre froide était finie, que la détente entre les États-unis et l'URSS de Gorbatchev était trompeuse, dès lors que la détente des années 1950 a précédé les crises de Berlin et de Cuba et que la détente des années 1970 a été suivie des guerres en Angola et en Afghanistan². L'argument de Huntington illustre ce que nous entendons par pensée démissionnante, une pensée qui, au lieu d'examiner la pratique et de prêter attention à la spécificité du contexte, extrapole ses conclusions à partir de considérations théoriques. C'est ainsi que pour Huntington, la guerre froide n'allait pas prendre fin, elle ne faisait que connaître un nouvel épisode de lutte, cette fois-ci entre le président Bush et le président Gorbatchev, dont l'enjeu était de s'attirer la sympathie des peuples d'Europe de l'Est. La raison est censée être évidente : « L'Europe, il est bon de le rappeler, est l'endroit où la guerre froide a commencé. Elle fut sans commune mesure l'enjeu le plus grand de la guerre froide, et les actions de relations publiques de Gorbatchev peuvent être autant une menace aux intérêts américains en Europe que le furent les chars de Brejnev (dont Gorbatchev dispose à l'heure actuelle)³. » Voilà donc en quoi le théoricisme est porteur d'erreur. Le problème – comme on l'a déjà dit – est que Huntington y tient absolument.

¹ Huntington (1996, p. 24)

² Huntington (1989). Nous avons utilisé la version électronique http://www.wesjones.com/eoh_noexit.htm

³ Huntington (1989). Voir http://www.wesjones.com/eoh_noexit.htm

Toujours au sujet de son nouveau « paradigme », Huntington écrit :

« Cette image de la politique mondiale d'après la guerre froide, déterminée par des facteurs culturels et impliquant l'interaction entre États et groupes appartenant à différentes civilisations, est hautement simplifiée. Elle omet de nombreux points, en déforme certains, en obscurcit d'autres. Pourtant, si nous devons réfléchir sérieusement à ce qu'est le monde et agir efficacement, une sorte de carte simplifiée de la réalité, de théorie, de modèle ou de paradigme est nécessaire. En l'absence de telles constructions intellectuelles, on en est réduit (...) à une *assourdissante* confusion¹. »

La notion de paradigme – on le voit bien – est considérée équivalente à une carte simplifiée de la réalité, de théorie ou de modèle. Nous ne discuterons pas en détails de l'équivalence affirmée entre paradigme, théorie et modèle, qui ne signifient pas toujours ni nécessairement la même chose. Nous nous intéresserons plutôt aux vertus simplificatrices que Huntington accole aux paradigmes. Il n'est pas du tout certain que le paradigme quantique en physique sub-atomique soit une image simplifiée de la réalité. Bien au contraire, si le paradigme quantique s'est imposé en physique, c'est précisément du fait que le paradigme mécanique, dominant auparavant, simplifiait trop la réalité dès lors qu'il est question de l'infiniment petit, qui se trouve être aussi l'infiniment complexe. Cette transition paradigmatique se comprend comme un passage du plus simple au plus complexe. Or, l'argumentaire de Huntington est totalement dominé par l'éloge de la simplicité de ce qu'il appelle *paradigme civilisationnel*. Ce faisant il donne lui-même les indicateurs de la participation de sa propre pensée à un domaine de la pratique².

Ainsi, « [l]es paradigmes simplifiés ou les cartes sont indispensables à la pensée et à l'action humaines. Nous pouvons formuler explicitement des théories et des modèles et les utiliser de manière réfléchie pour guider notre comportement³. » On voit bien que ce n'est même pas de paradigmes simples dont il est question, mais de paradigmes simplifiés, c'est-à-dire de paradigmes qui deviennent simples par l'action de celui qui les construit. Si tel est le cas, il est absolument nécessaire de dire en vertu de quel critère tel ou tel aspect a été soustrait du paradigme et dans quelle mesure cela pourrait conduire à une compréhension différente, selon que cet aspect est inclus ou

¹ Huntington (1996, pp. 25-26)

² Nous aurons à identifier ce domaine de la pratique plus loin dans le chapitre

³ Huntington (1996, p. 24)

non. L'enjeu est considérable dès lors qu'il s'agit de juger de ce qui doit être retenu et de ce qui doit être laissé de côté dans la définition des civilisations et dans la description de leur dynamique interne et de leurs interactions mutuelles. Nous y reviendrons dans la prochaine section.

Soulignons pour le moment que parce que Huntington veut éviter une telle discussion, sa justification de la simplification prend une direction différente. Pour rejeter la prise en compte de la pratique et la compréhension contextualisée, Huntington les associe à l'objectivisme, ce qui lui permet ensuite de leur adresser une critique qui n'est valable que pour l'objectivisme :

« À l'inverse [de la simplification], nous pouvons aussi nier ce besoin de guides et prétendre agir seulement en fonction de faits particuliers dont nous pensons détenir une connaissance *objective* et considérer chaque fois la *situation particulière*. En procédant ainsi, cependant, nous nous leurrions nous-mêmes. Car, dans notre fort intérieur sont cachés des principes, des biais, des préjugés qui déterminent la façon dont nous percevons la réalité. les faits auxquels nous accordons de l'attention et notre manière de juger de leur importance et de leur nature propre¹. »

Ce que valorise Huntington dans cette citation, c'est l'autoréflexivité. Or, l'autoréflexivité est parfaitement compatible avec une démarche interprétative qui tient compte de la pratique et vise une compréhension contextualisée. Mieux encore, l'objectivisme n'est pas concomitant à une telle démarche. Huntington critique un faux problème. Gardons présent à l'esprit l'autoréflexivité dont il semble être conscient car, comme le verra dans la prochaine section, il l'occulte lorsque vient le moment de simplifier son paradigme.

À vrai dire, l'autoréflexivité disparaît encore plus tôt chez Huntington, au moment même où il explicite en cinq points les objectifs de la-toute théorie : « ordonner et généraliser à propos de la réalité » ; « comprendre les relations causales entre les phénomènes » ; « anticiper et, et si nous avons de la chance, prédire les événements futurs » ; « distinguer ce qui est important de ce qui ne l'est pas » et « saisir comment parvenir à nos fin². » On peut effectivement se demander dans quelle mesure les facteurs, les principes, les biais et les préjugés dont Huntington affirme qu'il est conscient, vont

¹ Huntington (1996, p. 24)

² Huntington (1996, p. 24)

influencer la façon dont la réalité sera ordonnée et la façon dont se fera la généralisation. De la même manière il n'est pas certain que les relations causales correspondent à la réalité de la pratique plutôt qu'au monde théorique construit par le théoricien. Quant à la prévision, nous n'ajouterons qu'un seul élément à ce que nous disions plus haut, à savoir que la théorie la rend possible mais ne garantit pas sa pertinence. Huntington a fait une prévision concernant l'avenir des relations entre les États-Unis et l'URSS à la veille de la fin de la guerre froide. Cette prévision est tout à fait cohérente avec le monde théorique créé au nom du réalisme ; autrement dit, elle se justifie par la théorie mais pas par la pratique. Preuve en est que cette prévision s'est avérée erronée. C'est en ce sens que nous soutenons en la matière que le domaine d'intelligibilité est réduit par l'effet du souci de la simplicité. La simplicité du domaine d'intelligibilité a toutes les chances de conduire à une compréhension simpliste.

Le quatrième point – distinguer ce qui est important de ce qui ne l'est pas – est l'occasion de relever la circularité du raisonnement de Huntington. Car les mêmes considérations sont à l'œuvre en amont du raisonnement ; la simplification exige déjà un arbitrage entre ce qui est important et ce qui ne l'est pas, chose qu'on retrouve en aval dans l'exercice de la simplification. Autrement dit, la théorie aboutit à un résultat qui, en retour, l'avait rendu possible comme théorie. Enfin, le dernier point établit un lien explicite entre théorie et *praxis* : la théorie a donc pour objectif de faciliter la prise de décision et l'action. Si la théorie est fondée sur une fiction construite *a priori* et que cette fiction repose sur l'inimitié foncière entre entités politiques dont l'horizon est inéluctablement la guerre, les décisions optimales à prendre et les actions légitimes à entreprendre convergeront nécessairement vers la guerre. Sur la base de ce que nous avons déjà vu de la thèse de Huntington et de ce que nous allons en voir au fil du chapitre, c'est là l'ultime aboutissement de cette thèse.

10.2. Mécanisme de l'inimitié, civilisations et guerre culturelle interne

La thèse générale de Huntington que nous énoncions au début de la section précédente est assortie d'une double menace. À l'examiner attentivement, cette

double menace peut s'avérer être la véritable thèse de Huntington : « Le multiculturalisme menace de l'intérieur les États-unis et l'Occident ; l'universalisme menace l'Occident et le monde¹. »

La seconde partie de cette citation est en fait l'affirmation polyarchiste d'une pluralité irréductible dans les affaires internationales, similaire à celle de Morgenthau. L'universalisme des valeurs est porteur de risques d'embrasement car il ne peut se traduire que par la subordination de certaines valeurs (celles des dominés) à certaines autres (celles du dominant). Parce que ces deux ensembles de valeurs sont incommensurables, il devient évident qu'il faut rejeter l'universalisme. Mais si Morgenthau, malgré toutes les tensions qui frappent son œuvre, cherche à parvenir théoriquement à une paix utopique, le corps du texte de Huntington ne renforce pas l'idée ici exprimée selon laquelle l'abandon de l'universalisme est à lui seul une voie vers la paix. Ce qui ressort du texte en effet, c'est plutôt que l'universalisme est une entreprise vaine, vouée à l'échec parce qu'elle est condamnée d'avance par les atavismes culturels. L'incommensurabilité irrévocable condamne l'humanité à une polyarchie qui, de son côté, impose une homogénéité propre à chacune des unités qui la compose. Voilà pourquoi le multiculturalisme menace l'Occident.

Huntington vise à l'évidence l'ensemble des mouvements des droits civiques, ethniques et plus globalement communautaires qui ont provoqué de profonds changements dans la société américaine depuis les années 1960. Ce n'est pas un hasard si, dès la deuxième page du premier chapitre du *Choc des civilisations*, Huntington évoque la manifestation qui a regroupé en octobre 1994 quelques 70 000 personnes, essentiellement des immigrants mexicains, à Los Angeles. Pour Huntington, le fait que ces immigrants aient porté la bannière mexicaine explique l'approbation par référendum de la proposition 187 en Californie². Ce n'est pas un hasard non plus si un paragraphe auparavant, Huntington rappelle un événement survenu en avril 1984 lorsque « deux mille personnes se sont rassemblées à Sarajevo en brandissant les drapeaux non pas de l'ONU, de l'OTAN ou des États-Unis, mais

¹ Huntington (1996, p. 480)

² Huntington (1996, p. 16). La proposition 187 était dirigée contre l'immigration clandestine.

de l'Arabie Saoudite et de la Turquie¹. » Ces manifestants, selon Huntington, voulaient montrer combien ils se sentaient proches de leurs cousins musulmans et signifier au monde quels étaient leurs vrais amis². N'oublions pas qu'au moment de la publication du *Choc des civilisations*, la fédération yougoslave avait éclaté à la suite d'une guerre civile et d'un nettoyage ethnique ; le siège de Sarajevo fut pendant un long moment le principal centre d'attention du monde entier. Il est vrai que Huntington ne fait pas une analogie explicite entre les deux cas, mais le parallèle est manifeste. À la lumière de ce qu'on va voir de sa conception des civilisations, ce parallèle signifie que le sort de la Californie risque d'être similaire à celui de la Bosnie Herzégovine. Car dans un cas comme dans l'autre, un pluralisme ethnique a été accepté alors que cela constitue un signe de déclin dans la construction théorique de Huntington. Le thème du déclin de l'Occident et la nécessité vitale de l'homogénéité intra-civilisationnelle sont d'ailleurs deux thèmes récurrents du chapitre final³. Selon nous, trop peu de commentateurs ont relevé cet aspect de la thèse de Huntington.

Il faut cependant noter que la thèse du déclin fondée sur une conception extrême de l'identité et à une idée réductrice de l'altérité, n'est pas nouvelle. Huntington ne se trompe pas lorsqu'il cite plusieurs fois *Le déclin de l'Occident* d'Oswald Spengler tout au long de son ouvrage⁴. Par contre, il omet de le contextualiser, non seulement parce que sa démarche est foncièrement réfractaire à la compréhension contextualisée, mais aussi parce la contextualisation de Spengler le rend rapidement peu fréquentable. L'ouvrage de Spengler demeure dans l'histoire des idées un jalon sur la voie de la révolution conservatrice en Allemagne entre les deux guerres mondiales, qui a dégénéré avec le nazisme⁵. À la même époque, fin du XIX^e-début du XX^e siècle, un autre auteur, Joseph de Gobineau, connaissait un grand succès en Allemagne. Profondément opposé à la démocratie libérale, il fut l'auteur d'un essai

¹ Huntington (1996, p. 15). À l'époque Sarajevo était une ville yougoslave.

² Huntington (1996, p. 16)

³ Après le *Choc des civilisations*, Huntington a écrit un seul livre qu'il a consacré à ce genre de thèmes précisément. Voir Huntington (2004).

⁴ Huntington (1996, pp. 43, 45, 50, 67, 100, 109)

⁵ Voir Spengler (1818). Sur la révolution conservatrice en Allemagne entre les deux guerres mondiales, voir les études réunies dans Dupeux (1992).

qui a fait date intitulé *Essai sur l'inégalité des races humaines*¹. Le lecteur de cet essai est surpris de constater que Gobineau parle autant de civilisations que d'ethnies dans la définition des races. Tzvetan Todorov soutient à juste titre que « l'intérêt de ses spéculations [celles de Gobineau] se trouve ailleurs : non dans ses conceptions de la race, mais dans celle qui portent sur ce qu'il appelle la civilisation (dans ses relations, il est vrai, avec la race)². » La conception extrême qu'il se fait de l'altérité le conduit à croire que tout contact se fera au détriment de la race et de la civilisation supérieure³. Nous précisons cependant et insistons avec force que notre intention n'est en aucun cas d'affirmer que Huntington soit animé par de telles convictions. À aucun moment il n'affirme une hiérarchie des valeurs issues de civilisations différentes, du moins jamais explicitement, et la notion de race n'est pas du tout présente chez lui. En revanche, en ce qui concerne un aspect précis de l'identification de la faiblesse actuelle de la civilisation occidentale et la force des autres, la position de Huntington est exactement la même que celle de Gobineau. Les autres civilisations (« orientales » dans les mots de Gobineau) sont trop stables alors que « notre civilisation rendue ainsi incapable de prendre une croyance ferme en elle-même, manque donc de cette stabilité (...) C'est un avantage que les autres civilisations ont sur la nôtre⁴. » C'est notamment sur ce genre d'opinion que Huntington critique le multiculturalisme. Plus globalement, il existe une identité structurelle manifeste entre le domaine d'intelligibilité qu'on obtient à partir de Spengler et Gobineau, et celui de Huntington. Les trois convergent par ailleurs et par le fait même vers la thèse du déclin. L'autre point commun est que la facture extrême de leur conception de l'altérité aboutit inévitablement à l'immodération des actions à entreprendre pour se préserver du déclin. En somme, l'ultime aboutissement des trois thèses est de parvenir au discours savant de la guerre à partir d'un domaine d'intelligibilité plus ou moins identique.

Mais peut-être que l'antécédent le plus pertinent à Huntington se trouve, comme l'a relevé Dario Battistella, chez un autre auteur qui a connu son heure de gloire dans

¹ Gobineau (1853 ; 1855)

² Todorov (1989, pp. 183-184)

³ Voir à ce propos Arendt (1962, pp. 89-96)

⁴ Gobineau (1853, p. 237)

l'Allemagne de l'entre deux guerres : Carl Schmitt¹. Lorsque Huntington écrit : « On sait qui on est seulement si on sait qui on n'est pas. Et, bien souvent, si on sait contre qui on est² », il ne fait absolument rien d'autre que reprendre la thèse de l'ami et de l'ennemi que Schmitt inscrit au cœur de son ontologie politique³. L'ennemi « est l'autre, l'étranger, et il suffit, pour définir sa nature, qu'il soit, dans son existence même et en un sens particulièrement fort, cet être autre, étranger et tel qu'à la limite des conflits avec lui soient possibles qui ne sauraient être résolus ni par un ensemble de règles de générales établies à l'avance, ni par la sentence d'un tiers, réputé non concerné et impartial⁴. » Chez Huntington comme chez Schmitt, l'ennemi est nécessaire pour la définition de l'identité et cette vérité engendre une autre vérité qu'est la polyarchie du monde : « Le caractère spécifique du politique entraîne un pluralisme des États. Toute unité politique implique l'existence éventuelle d'un ennemi donc la coexistence d'une autre unité politique⁵. » De la même manière, l'homogénéité interne est tout aussi nécessaire et elle est à son tour, et en toute logique, générée par la même vérité. On est maintenant en mesure de comprendre le sens de ce que Huntington avançait lorsqu'il affirmait que le multiculturalisme est une menace interne et que l'universalisme est une menace externe. Du point de vue de la pratique en politique domestique, cette thèse renforce la position des opposants aux mouvements sociaux dans le champ politique américain. Elle ne les renforce pas en leur accordant un argument à utiliser dans le cadre d'un débat, mais en tranchant le débat à la racine. Elle liquide le débat en tant que tel dans la mesure où elle pose le problème en termes de menace existentielle.

Ainsi donc, la thèse du choc des civilisations contient un glissement voulu par Huntington des affaires internationales à la légitimation d'un ordre politique interne. Nous voilà, autrement dit, face à une trame caractéristique du discours savant de la guerre. En effet, si la société américaine et la civilisation à laquelle elle appartient veulent préserver leur existence dans le choc des civilisations, il leur faut prendre conscience d'un certain nombre d'indicateurs du déclin comme par exemple : « le

¹ Battistella (2001-2002, p. 89)

² Huntington (1996, p. 21)

³ « La distinction spécifique du politique, à laquelle peuvent se ramener les actes et les mobiles politiques, c'est la discrimination de l'ami et de l'ennemi. » (Schmitt 1927, p. 64)

⁴ Schmitt (1927, pp. 64-65)

⁵ Schmitt (1927, p. 95)

déclin de la famille, se traduisant par l'augmentation des taux de divorces, les naissances illégitimes, les grossesses d'adolescentes et les familles monoparentales ; (...) le relâchement des relations de confiance (...) ; la priorité accordée à la complaisance ; (...) la baisse du niveau scolaire¹. » Voilà de quoi est coupable le multiculturalisme. Huntington est encore plus précis : les multiculturalistes « ont dénoncé l'assimilation des États-Unis à la civilisation occidentale, niant l'existence d'une culture américaine commune et mettant l'accent sur la spécificité culturelle de groupes raciaux, ethniques et autres². » Il reprend à cet effet la thèse d'Alan Bloom, entre autres, très répandue durant les années 1980, selon laquelle l'introduction d'autres références que les références canoniques identifiées à une certaine idée de l'Occident, revient – pour reprendre le titre du livre de Bloom – à désarmer l'âme américaine (l'esprit américain dans la version en anglais)³. Nous touchons ici un élément de compréhension extrêmement important de Huntington.

L'efficacité de la construction de l'ennemi exige que celui-ci soit tenu pour tel dans le champ politique. Pour ce faire, son image d'ennemi doit s'insérer dans la *doxa* afin que sa qualité d'ennemi relève du sens commun. Mais cette insertion a besoin de l'*illusio*, c'est-à-dire d'une forme d'ignorance de l'Autre. Or, c'est précisément cette *illusio* qui est remise en cause par l'accès, dans le champ académique et dans le champ politique, à un contre-discours qui fausse le processus même de construction discursif de l'ennemi. Aux États-Unis notamment, l'accès des minorités (ethniques, sexuelles et de genre) à la parole autorisée qu'est le discours académique a en effet rendu possible un contre-discours (subalterne, postcolonialiste, féministe, gay), qui est venu interroger ce qui relevait auparavant du sens commun : une conception patriarcale de la famille et de la société, l'homophobie, la domination ethnique, la moralité de la politique étrangère, etc. En un sens, les multiculturalistes représentent effectivement une menace, mais la cible n'est pas celle que Huntington identifie. La cible, ce sont les barrières qui circonscrivaient la parole à une catégorie au détriment

¹ Huntington (1996, pp. 455-458) Plus tôt dans le livre, il évoque deux autres facteurs de déclin : la faible croissance économique et la stagnation démographique. (Huntington 1996, p. 108)

² Huntington (1996, p. 459)

³ Titre de la traduction française. Pour la version américaine, voir Bloom (1987). Pour une réplique à cette thèse, voir Taylor (1991, pp. 27-38) et plus généralement Taylor (1992).

de toutes les autres, et qui permettaient de maintenir l'*illusio* nécessaire au discours de domination.

Le lien que fait Huntington avec les affaires mondiales, en essayant de traduire la menace fataliste du choc des civilisations en menace interne, revient à un argument caractéristique du discours savant de la guerre : la guerre qui ne cesse jamais de se profiler à l'horizon impose un ordre politique interne obéissant à une vision monolithique d'un vivre ensemble homogène au sens strict. Dans le même ordre d'idées, il devient absolument nécessaire de dépendre l'Autre sous une image tout aussi homogène et d'affirmer que la menace qu'il représente provient justement de sa vision monolithique de son vivre ensemble. Les Musulmans, les Chinois, les Orthodoxes, etc. doivent absolument être des groupes dont les membres sont l'exact réplique les uns des autres, avec, de surcroît, des intentions malveillantes à l'égard du seul groupe qui s'affaiblit lui-même en admettant sa diversité. Ainsi le problème majeur de l'Occident coule de source : « est-il capable d'arrêter le processus de déclin interne et d'inverser la tendance ?¹ » D'où un alarmisme qui résonne parfaitement bien avec les anciennes thèses du déclin : « La primauté de l'Occident a commencé à s'éroder et finira par disparaître tout simplement.² »

Mais que signifie exactement « la primauté de l'Occident » ? Huntington est suffisamment lucide pour constater l'ampleur de la domination de l'Occident sur le monde³. Si tel est le cas, d'une part la résistance du dominé au dominant rentre dans l'ordre normal des choses et d'autre part, l'émancipation du dominé ne se réalisera pas nécessairement aux dépens du dominant. Tout dépend de la pratique à travers laquelle elle est obtenue. Et c'est à ce niveau que la politique, et non la guerre, peut jouer un rôle significatif. Logiquement, cela devait justifier sur le plan strictement politique que le dominé résiste au dominant. Mais pour cela, il est nécessaire de reconnaître l'état de domination. Huntington préfère une autre voie. Il fournit une explication particulièrement contestable de la domination à l'étranger en la liant à des

¹ Huntington (1996, p. 456)

² Huntington (1996, p. 109)

³ Huntington (1996, pp. 107-108)

considérations politiques internes : « La bonne volonté des autres sociétés à accepter les diktats ou les sermons de l'Occident disparaît, en même temps que celui-ci perd sa confiance en lui et sa volonté de dominer¹. » Nous sommes dans l'obligation de relever le caractère incongru d'une telle opinion. En effet, Huntington veut convaincre son lecteur que si des voix proprement américaines s'élèvent aux États-Unis pour contester une politique étrangère de domination, les dominés dans d'autres pays cesseront d'accepter volontiers d'être dominés. Car il parle explicitement d'acceptation volontaire de la domination. L'idée, plutôt claire nous semble-t-il, est d'affirmer encore une fois l'illégitimité des mouvements de contestation interne ; il n'est pas légitime de contester une politique qui est volontairement acceptée par ceux et celles qui en font l'objet, même si en fait de politique il ne s'agit pas moins que de diktats et de sermons. Cela étant, on peut mesurer toute l'immodération de la politique susceptible de résulter de ce raisonnement.

Cette nécessité de recouvrer une volonté de dominer et une unicité homogène s'impose donc de l'extérieur, par la fatalité du choc des civilisations. Mais encore faut-il définir les termes de l'analyse, à commencer par la notion même de civilisation. Huntington reconnaît que les civilisations n'ont pas de frontières claires : « Les civilisations n'en sont pas des entités significatives et, alors même que les frontières entre elles sont rarement nettes, elles sont bien réelles². » Mais en vertu de quoi ? Huntington ne répond pas explicitement à cette question. On peut cependant trouver une réponse à partir de ce que nous avons vu de sa construction théorique dans la section précédente : les civilisations sont significatives parce que la simplification élevée au rang de vertu du chercheur permet de faire en sorte qu'elles le soient. Il en est de même lorsque Huntington affirme que les civilisations évoluent, fusionnent et se divisent³, sans que cela l'amène à éviter le substantialisme dans l'intellection des civilisations⁴.

¹ Huntington (1996, p. 108)

² Huntington (1996, p. 48)

³ Huntington (1996, p. 49)

⁴ Dans la dernière section du présent chapitre, nous verrons à quel point le substantialisme est prégnant chez Huntington.

La simplification permet ainsi de réduire la définition des civilisations à deux facteurs :

« Les éléments fondamentaux de toute culture ou civilisation sont la langue et la religion¹. » Le facteur linguistique pose un très sérieux problème : tous les Occidentaux ne parlent pas la même langue et il en est de mêmes pour les Confucéens, les Musulmans et les Latino-américains. Ne reste donc le facteur religieux : « Dans le monde moderne, la religion est une force centrale, peut-être même la force centrale qui motive et mobilise les énergies². » Mais là aussi, des problèmes font surface car Huntington justifie son propos par ce qu'il considère être un regain du religieux. En terre d'Islam, les quatre dernières décennies semblent lui donner raison. Mais comme le note Burhane Ghalioune, « on ne devient pas militant islamiste parce qu'on est musulman pratiquant, mais, au contraire, on devient pratiquant parce qu'on est militant ou pour devenir militant, c'est-à-dire par intérêt politique³. » Il y a donc amalgame entre l'émergence de l'islamisme comme idéologie politique et le retour de l'Islam qui est une religion. Et cela relève de l'évidence qu'un Musulman pratiquant n'est pas forcément un fondamentaliste, sans parler des Musulmans non pratiquants et peu religieux. Par ailleurs, il est difficile d'admettre un regain religieux similaire dans le Confucianisme, le Christianisme ou le Bouddhisme. C'est pourquoi nous nous croyons fondés de croire qu'il s'agit d'une généralisation abusive, animée par l'observation du cas extrême du fondamentalisme islamiste en tant qu'idéologie, en la décontextualisant. Car c'est bien la décontextualisation qui permet de substantialiser l'idéologie fondamentaliste en la ramenant à l'essence d'une religion. Et Huntington prouve lui-même la difficulté à démontrer cet amalgame lorsqu'il ne trouve pas d'autre argument que celui d'une expression aussi peu sérieuse que : « Dieu et César sont séparés en Occident ; ils se confondent dans l'Islam⁴. »

Ayant généralisé le regain du religieux à l'humanité entière, Huntington peut tenter une explication qui, une fois de plus, s'autorise de l'autorité épistémologique supposée de la simplification. Il commence par reconnaître la complexité du

¹ Huntington (1996, p. 74)

² Huntington (1996, p. 85)

³ Ghalioune (1997, p. 80) Comme nous l'avons déjà annoncé, nous reviendrons longuement sur ce genre de questions dans la dernière section.

⁴ Huntington (1996, p. 90). Ce sont des expressions de ce genre qui ont poussé Pierre Hassner à relever le penchant de Huntington à l'assonance qu'il substitue à l'argumentation. (Hassner 1994, p. 264)

problème pour enchaîner rapidement, grâce à un « cependant » annonciateur de la simplification, avec une explication simple qui, par la suite, devra être considérée comme allant de soi : « des causes particulières ont joué dans chaque pays et pour chaque civilisation. Cependant (...) la plus évidente, la plus constante et la plus puissante est précisément ce qui était censé devoir provoquer la mort de la religion : le processus de modernisation étendu au monde entier dans la seconde moitié du XX^e siècle¹. » Pour que cette explication soit réellement la plus évidente, la plus constante et la plus puissante, il aurait fallu qu'il la comparât avec les autres causes, les causes qui font du regain du religieux, justement, un phénomène complexe². Or, des autres causes Huntington ne dit rien. C'est, pour ainsi dire, le prix de la simplification qu'on peut rapprocher du prix de la systématisation de Thucydide par Gilpin, c'est-à-dire une forte réduction du domaine d'intelligibilité et un rétrécissement de l'horizon de compréhension.

En droite ligne de son souci de politique interne, Huntington ajoute : « En somme, la résurgence religieuse à travers le monde est une réaction à la laïcisation, au relativisme moral et à la tolérance individuelle, et une réaffirmation des valeurs d'ordre, de discipline, de travaux, d'entraide et de solidarité humaine³. » Le même credo est de nouveau à l'œuvre : la tendance des autres civilisations à l'homogénéisation en réaction à des phénomènes qui dominant en Occident et qui risquent de causer sa perte. L'universalisme menace le monde et le multiculturalisme menace l'Occident. L'homogénéité supposée des autres civilisations fait leur force et la diversité de l'Occident fait sa faiblesse. Le risque que l'Occident court est en outre d'autant plus grave qu'il y a une excellente raison pour que les autres civilisations se liguent contre lui : « L'axe central de la politique mondiale d'après la guerre froide est ainsi l'interaction entre d'une part, la puissance et la culture de l'Occident, et, d'autre part, la puissance et la culture des civilisations non-occidentales¹. » En effet, « qu'y a-t-il de commun entre les sociétés non occidentales sinon le fait qu'elles sont non-occidentales². » On aura sans doute raison de trouver le propos encore une fois

¹ Huntington (1996, p. 134)

² Cf. *supra* notre chapitre sur Gilpin.

³ Huntington (1996, p. 136)

¹ Huntington (1996, p. 25)

² Huntington (1996, p. 31)

incongru, mais Huntington en a besoin pour pouvoir alerter contre la menace de la « filière islamo-confucéenne¹ », une alliance nécessairement anti-occidentale car seule l'opposition à l'Occident est commune à l'Islam et au Confucianisme.

S'autorisant de l'argument du regain du religieux, Huntington dépasse les limites de la bienséance. Par exemple, comment justifier des propos comme : « Il est difficile de trouver aujourd'hui des jugements venant de musulmans, hommes politiques, hauts fonctionnaires, universitaires, hommes d'affaires ou journalistes, qui soient favorables aux valeurs et aux institutions européennes². » Pour s'en tenir à l'exemple d'un seul pays musulman : plus 70 de journalistes, des dizaines d'intellectuels, d'artistes, de militants des droits humains, de féministes et des milliers de citoyens ordinaires ont été assassinés en Algérie durant les années 1990, tous des musulmans à qui on a reproché d'être des agents d'occidentalisation³. Huntington ne peut tout simplement pas l'ignorer. On peut en outre s'étonner de voir Huntington accorder à Fatima Mernissi les mêmes sentiments que les fondamentalistes à l'égard de l'Occident⁴. Rappelons que Fatima Mernissi est une militante féministe au sens « occidental » ; en tant que telle, un abîme sans fond la sépare des fondamentalistes qui voient en ce qu'elle représente l'incarnation même de l'occidentalisation.

Pourquoi citer ces exemples ? Pas seulement pour montrer qu'il existe chez Huntington de graves contrevérités, mais pour pouvoir poser une question aux ramifications autrement plus profondes au regard de notre thèse. Dans le chapitre que nous avons consacré aux limites du domaine d'intelligibilité en théorie des relations internationales, nous avons évoqué l'effet de *l'illusio* comme condition de fonctionnement de la discipline telle que déterminée par son domaine d'intelligibilité. Une part de cette *illusio* revient à occulter systématiquement la pratique et, en retour, circonscrire la connaissance au théorique. L'histoire, dans ce cas, ne vaut pas pour elle-même, pour le sens qui peut s'en dégager, mais uniquement comme réservoir d'exemples dont le rôle se limite à étayer la théorie. Nous croyons l'avoir

¹ Huntington (1996, p. 274)

² Huntington (1996, p. 313)

³ L'auteur de la présente thèse peut en témoigner : il vivait à l'époque en Algérie où il exerçait le métier de journaliste.

⁴ Huntington (1996, p. 314)

suffisamment mis en évidence au fil de la présente thèse. Huntington nous donne l'occasion de montrer une fois de plus l'effet pervers de *l'illusio* poussé à son extrême limite. Il est révélateur que les contrevérités dont nous avons donné deux exemples patents dans le paragraphe précédent, n'ont, à notre connaissance, jamais été relevées dans les lectures qui ont été faites du *Choc des civilisations* en théorie des relations internationales. Ces lectures ont surtout été des réfutations empiriques¹. Par ailleurs le problème de ces études est qu'elles portent sur des périodes historiques antérieures à la fin de la guerre froide. Or, Huntington affirme que le choc des civilisations est caractéristique de l'après-guerre froide.

Pour Huntington en effet, l'Occident et « l'Islam » deviennent ennemis après la guerre froide car, avec la fin de cette ère, leur ennemi soviétique commun a disparu². En toute rigueur, l'illustration de cette inimitié nouvelle doit se situer chronologiquement après la guerre froide. Le problème est que Huntington ajoute : « Dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, la tendance générale chez les musulmans a été l'opposition à l'Occident. C'est en partie la conséquence naturelle de la résurgence de l'Islam³. » Effectivement, la décennie 1980 a connu la résurgence de quelque chose d'impressionnant dans les sociétés musulmanes, mais ce n'est pas l'Islam, sauf à considérer que l'Islam avait disparu pendant un certain temps, ce qui n'est pas conforme à la réalité. S'il est absolument nécessaire de parler de résurgence, c'est précisément le fondamentalisme qu'il faut évoquer, c'est-à-dire une idéologie théologico-politique. Certes, cette idéologie se revendique de l'Islam mais elle ne saurait se confondre avec lui. L'essentialisme que rend possible *l'illusio* permet à Huntington d'affirmer le contraire. Si bien qu'il suffit d'échapper un instant à cette *illusio* sur le point qui nous occupe maintenant, pour comprendre que les années 80 furent une décennie de collaboration particulièrement étroite entre les États-unis, l'Arabie Saoudite et les mouvements fondamentalistes de tous les pays musulmans en Afghanistan¹. L'Iran constitue une exception, mais il faut se rappeler de la guerre que l'Irak a déclenché contre l'Iran, avec le soutien des États-unis et surtout des pays du

¹ Sur les réfutations empiriques, voir Russett et al. (2000), Henderson et Tucker (2001), Chiozza (2002), Fox (2001).

² Huntington (1996, p. 311)

³ Huntington (1996, p. 313)

¹ Voir à ce propos Cooley (2002) ; Labévière (1999) ; Mamdani (2004).

Golfe. Notons que la guerre en Afghanistan contre les Soviétiques n'a pas provoqué ce rapprochement en tant que tel ; elle fut l'occasion pour qu'il prenne des dimensions spectaculaires.

Après la fin de la guerre froide, il y a bien eu une rupture, tel que le dit Huntington, mais pas avec tous les mouvements fondamentalistes, ni avec l'État le plus fondamentaliste de tous les pays arabes qu'est l'Arabie Saoudite. Là aussi, l'effet de l'*illusio* est à l'œuvre. Le symbole de la fin de la guerre froide n'est pas le même partout ; il ne se résume pas partout à la chute du mur de Berlin. C'est un fait que parmi les Musulmans, le sentiment n'est pas que quelque chose a pris fin, mais plutôt que quelque chose a commencé. Ce qui a commencé, c'est la présence américaine durable dans les pays du Golfe, qui a provoqué la rupture avec certains mouvements fondamentalistes. Ce n'est même pas la première guerre contre l'Irak, du moment qu'à l'occasion de cette guerre les mouvements fondamentalistes étaient dans le camp anti-irakien. C'est plutôt l'après-guerre qui provoqua la rupture mais, encore une fois, une rupture partielle seulement. Ce n'est pas un hasard si après les attentats du 11 septembre 2001, l'Arabie Saoudite n'a pas été inquiétée. On le comprendra mieux dans la dernière section.

Huntington effleure l'épisode de la première guerre contre l'Irak pour en donner une interprétation conforme à sa démarche globale : « Les efforts accomplis (...) par l'Occident pour universaliser ses valeurs et ses institutions, pour préserver sa supériorité militaire et économique et pour intervenir dans les conflits internes au monde musulman ont engendré un grand ressentiments chez les musulmans¹. ». Notons tout d'abord que la seule et unique fois où s'est produite une intervention occidentale pour régler un conflit entre pays musulmans, c'est suite de l'invasion du Kuwait par l'Irak. Huntington procède donc encore une fois à une généralisation contestable. Et il le fait pour une raison précise puisqu'il accole son propos implicite sur la première guerre d'Irak à son propos implicite sur la domination. Il y a bien un ressentiment, mais il ne provient pas tant des efforts déployés pour régler les problèmes entre Musulmans, que de la domination, qui prend la forme d'une présence militaire difficile à justifier et du soutien à des États autoritaires.

¹ Huntington (1996, p. 310)

Nous ne manquerons pas par ailleurs de relever une tension au cœur de ce qui devrait être le mécanisme de l'actualisation du choc des civilisations en affrontement réel. Sur la base de ce que nous avons vu, on devrait s'attendre à ce que le terrorisme anti-occidental bien réel soit l'axe central de ce mécanisme. Il n'en est rien. Comme nous l'avons signalé plus haut, l'archétype de ce mécanisme est l'ex-Yougoslavie, conflit qui oppose des Musulmans et des non-Musulmans au sein d'un même État, provoquant un mouvement de solidarité confessionnelle inconditionnelle de part et d'autre ; la montée en extrême devient ici le choc de civilisations actualisé dans le réel¹. Un tel conflit peut-il prendre fin ? Oui, répond Huntington. Premièrement, « le conflit peut disparaître rapidement et brutalement si un groupe exterme l'autre². » Le propos demeure assertif, sans développement et ne peut tenir sa valeur que de l'auto-référentialité de l'auteur. Reste une autre possibilité mais qui ne mènerait qu'à un arrêt temporaire, résultant d'une négociation *real politik*³.

Deux remarques importantes doivent être faites à ce stade. D'une part, si l'on suit Huntington qui parle explicitement de suspension temporaire de la guerre civilisationnelle, cette dernière est perpétuelle. C'est, au regard de notre thèse, l'affirmation la plus nette que la guerre représente l'horizon indépassable dans les affaires mondiales. D'autre part, Huntington utilise l'expression « d'habitude » pour introduire son raisonnement, ce qui suppose qu'il disposait de suffisamment d'antécédents de guerres civilisationnelles pour justifier son propos. Il cite cinq cas, tout en ne traitant à vrai dire que du premier : l'ex-Yougoslavie, la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la guerre civile libanaise, un litige frontalier entre l'Argentine et le Chili et la guerre civile au Soudan. Relevons que les trois derniers cas ne correspondent pas chronologiquement à l'après guerre froide - or, on a déjà vu que le choc des civilisations est caractéristiques de l'après guerre froide, selon Huntington lui-même. Notons aussi que le deuxième et le quatrième cas ne sont pas des conflits internes et que, le troisième est celui d'une guerre civile dans laquelle les

¹ Voir le scénario d'embrassement généralisé au chapitre XII. (Huntington 1996, pp. 472-476)

² Huntington (1996, p. 440)

³ Huntington (1996, p. 440-441)

lignes de démarcation initiales n'étaient pas confessionnelles¹. Ne resterait donc réellement, comme illustration du raisonnement de Huntington, que le cas de l'ex-Yougoslavie.

Huntington affirme que : « Les guerres tribales et les conflits ethniques feront rage à l'intérieur même de ces civilisations. Cependant, la violence entre les États et les groupes appartenant à différentes civilisations comporte un risque d'escalade si d'autres États ou groupes appartenant à ces civilisations se mettent à soutenir leurs frères². » Suit une application au cas de la Bosnie : « Au cours des guerres yougoslaves, la Russie a apporté son soutien diplomatique aux Serbes, tandis que l'Arabie Saoudite, la Turquie, l'Iran et la Libye fournissent de l'argent et des armes aux Bosniaques, non pas pour des raisons idéologiques, politiques ou économiques, mais par affinité culturelle³. » Selon le mécanisme de la guerre de Bosnie, les Musulmans Bosniaques, soutenus par tous les musulmans de la terre, affrontent les Serbes de Bosnie soutenus par tous les Orthodoxes ; entre les deux groupes, les Croates seront soutenus par tous les Catholiques. À l'évidence, cette lecture correspond plus aux exigences théoriques du *Choc des civilisations* qu'à la réalité de la pratique. Nous ne prétendons pas qu'il n'y a eu aucune solidarité confessionnelle parmi les Musulmans envers les Bosniaques. Le problème est que la lecture qu'en fait Huntington laisse entendre que pour prendre partie en faveur d'une communauté victime d'un nettoyage ethnique, il faut partager avec elle la même religion. Dans la réalité des faits, la sympathie pour les Bosniaques était comparable un peu partout dans le monde. Et ce sont précisément les puissances que Huntington rangent dans la civilisation occidentale qui ont été du plus grand secours pour les Bosniaques. Il y a d'ailleurs une continuité que Huntington aurait pu constater, si son domaine d'intelligibilité avait été plus large : à l'occasion de l'épisode bosniaque, les États-unis se sont de nouveau trouvés dans le même camp que l'Arabie Saoudite.

¹ Il suffit juste de rappeler à ce titre que les Syriens par exemple se sont au départ impliqués dans le conflit en soutien à des mouvements chrétiens qui ont fait appel à eux.

² Huntington (1996, p. 20)

³ Huntington (1996, p. 22)

Mais ne l'oublions pas, tous les développements de Huntington convergent vers son souci de politique interne. Le choc des civilisations, c'est-à-dire la guerre comme horizon indépassable des relations entre États, implique d'autant plus une solidarité culturelle exclusive en Occident que la menace se nourrit de l'irréductibilité des identités culturelles. Le chapitre XII du *Choc des civilisations* explique la politique à suivre pour y faire face. Les États-unis et l'Europe doivent renouer avec leur morale et institutionnaliser leur collaboration politique et économique car « une véritable intégration politique serait à même de contrecarrer le relatif déclin de l'Occident¹. » Quelques pages plus loin, il ajoute que l'Occident doit maintenir sa suprématie militaire, freiner le développement militaire des États de l'Islam et de la Chine et occidentaliser l'Amérique Latine. Dans la même page, Huntington conseille également à l'Occident de ne pas s'ingérer dans les affaires internes des autres civilisations. Une question reste en suspens : comment freiner le développement militaire dans ce qu'il affirme être deux autres civilisations et occidentaliser une troisième, si ce n'est par des ingérences qui peuvent prendre toutes sortes de formes, des stratégies d'influence à la guerre ouverte ?

10.3. Rupture, continuité et effet de la pratique

Il est surprenant de savoir que Huntington, auteur du *Choc des civilisations*, soit le même auteur qui, en 1991, défendait des positions diamétralement opposées à celles qui se confondent aujourd'hui avec son nom. Nous nous référons ici en particulier aux trois arguments qu'il avançait à l'époque pour remettre en cause l'idée selon laquelle les cultures islamique et confucéenne seraient porteuses d'obstacles insurmontables au développement de la démocratie². Nous avons jugé opportun de le citer *in extenso* car on ne trouve pas la moindre trace de ces arguments chez ses commentateurs.

Premier argument :

« Des explications culturelles similaires se sont avérées intenable dans le passé. (...) il fut un temps où de nombreux auteurs soutenaient que le catholicisme était un obstacle

¹ Huntington (1996, p. 464)

² Huntington (1990, pp. 310-311)

à la démocratie. D'autres, participant à la tradition wébérienne, affirmaient que les pays catholiques avaient peu de chances de réaliser un développement économique similaire à celui des pays protestants. Or, durant les années 60 et 70, des pays catholiques sont devenus démocratiques et, en moyenne, enregistrent des taux de croissance économique supérieurs à ceux des pays protestants. De même, il fut un temps où Weber et d'autres soutenaient que des pays de culture confucéenne ne réussiraient pas à s'engager avec succès sur cette voie. Mais durant les années 80, une nouvelle génération d'universitaires a considéré que le Confucianisme représentait une cause majeure dans la croissance économique spectaculaire des sociétés de l'Asie de l'Est. La question est de savoir si à long terme, la thèse selon laquelle le Confucianisme empêche le développement démocratique sera plus pertinente que ne fut la thèse selon laquelle le Confucianisme empêche le développement économique. Les explications voulant que des cultures particulières soient des obstacles permanents au développement devront être d'une manière ou d'une autre considérées avec un certain scepticisme. »

Second argument :

« Les grandes traditions culturelles au long de l'histoire, comme l'Islam et le Confucianisme sont des corps d'idées, de croyances, de doctrines, de suppositions, d'écrits et de tendances comportementales hautement complexes. Toute culture majeure, y compris le Confucianisme, contient des éléments compatibles avec la démocratie, de même que le protestantisme et le catholicisme contiennent des éléments clairement non-démocratiques. La démocratie confucéenne est peut-être une expression paradoxale, mais la démocratie dans une société confucéenne ne le sera pas. La question est donc : quels sont les éléments dans l'Islam et dans le Confucianisme qui sont favorables à la démocratie, et comment et dans quelles circonstances ces éléments se substitueront aux éléments non-démocratiques ? »

Troisièmement argument :

« Même si la culture d'un pays est à un certain égard un obstacle à la démocratie, les cultures sont historiquement dynamiques plutôt que statiques. Les croyances et les attributs dominants dans une société changent. Tout en préservant les éléments de continuité, la culture prévalant dans une société a des chances d'être sensiblement différente de ce qui prévalait une ou deux générations auparavant. Durant les années 50, la culture espagnole était d'ordinaire qualifiée de traditionnelle, autoritaire, hiérarchique, profondément religieuse et orientée vers l'honneur et le statut. Autour des années 70 et 80, ces termes n'avaient plus droit de cité dans la description des attitudes et des valeurs des Espagnols. Les cultures évoluent et comme en Espagne, le plus important facteur de changement culturel c'est le développement économique. »

À peine deux ans plus tard, Samuel Huntington publiait son célèbre article, *Le choc des civilisations ?* soutenant la thèse diamétralement opposée. Ainsi, non seulement il ne saurait exister le moindre espoir de démocratie en terre d'Islam et de Confucianisme, mais l'Occident de l'après guerre froide aura comme ennemi une alliance islamo-confucéenne irréductiblement réfractaire à la démocratie et donc nécessairement malveillante à l'égard de la civilisation occidentale¹. Le livre qui suivra trois ans plus tard porte un titre identique ou presque. Nous disons *presque* car

¹ Huntington (1993).

le titre du livre est subtilement retouché. Alors que celui de l'article se terminait par un point d'interrogation, gage de prudence intellectuelle même si le contenu est sans nuance, ce point d'interrogation, comme le note Dieter Senghaas, disparaît dans le titre du livre¹. Le choc des civilisations n'est donc plus une question à laquelle il s'agit de répondre, mais une affirmation porteuse d'une vérité supposément établie.

Nulle part dans l'article ou dans le livre, Huntington ne tient compte de ses propres trois arguments que nous citons plus haut et il ne s'en est jamais expliqué. Il nous semble pourtant que cela aurait été nécessaire, d'autant plus qu'après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis et au fil des guerres qui les ont suivis, Huntington a soigneusement évité de crier au triomphe de sa théorie, préférant tenir un discours plus conforme à ce qu'il défendait dans *The Third Wave*.

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire britannique *The Observer* quelques semaines seulement après le 11 septembre 2001, Huntington déclarait qu'à l'évidence Oussama Ben Laden cherchait à provoquer un choc des civilisations, ce qui fait que « la première priorité de notre gouvernement est d'empêcher qu'il en soit ainsi². » À ce titre, il approuve ce qu'il croit être la voie choisie par le gouvernement américain « de gagner le soutien des gouvernements musulmans. » Il n'est cependant pas inconscient « des pressions exercées ici aux États-Unis pour attaquer d'autres groupes terroristes et d'autres États qui soutiennent les groupes terroristes. Cela, me semble-t-il, risque de devenir un choc des civilisations. » Autrement dit, Ben Laden n'est pas le seul à vouloir un choc des civilisations ; les auteurs des pressions dont Huntington parle le veulent aussi. Par ailleurs, puisque Huntington croit opportun de la part du gouvernement américain de chercher le soutien des gouvernements musulmans, il reconnaît de fait que parmi les gouvernements musulmans, certains ne cherchent pas à transformer les conflits actuels en un choc des civilisations. Sur cette base, on peut même dire que le choc des civilisations est le résultat de la pratique politique et non

¹ Senghaas (1998, p. 127)

² « So. Are Civilisations At War? », *The Observer*, 21 octobre 2001. Sauf indication contraire, les citations de Huntington dans les prochains paragraphes proviennent de cette interview.

de quelque déterminisme culturel. Voilà qui, à partir des affirmations de Huntington lui-même, ruine la thèse du *Choc des civilisations*¹.

Ces propos ne sont pas une exception. Dans la même interview, Huntington affirme ne pas être surpris que les auteurs des attentats du 11 septembre soient des personnes éduquées et qu'on trouve souvent des personnes de ce genre dans les mouvements fondamentalistes peu importe la religion. Il ajoute : « La majeure partie ne devient pas terroriste. » Il fait preuve ensuite d'une capacité de contextualisation de l'analyse en affirmant que ce sont des personnes disposées à mettre leurs talents au service d'une économie moderne mais n'y parviennent pas par manque d'opportunités. Par ailleurs,

« Ils subissent la pression à la fois des forces de la globalisation et de ce qu'ils considèrent être l'impérialisme occidental et la domination culturelle. Ils sont à la fois attirés par la culture occidentale et rejetés par elle. » Tout en maintenant son point de vue sur les frontières sanglantes de l'Islam (argument de premier ordre dans *Le choc des civilisations*² que nous évoquerons de nouveau plus bas), il précise, toujours dans une perspective contextualisante : « Je ne crois pas que l'Islam est plus violent que toute autre religion, et j'imagine qu'en faisant le décompte on trouvera que plus de personnes ont été égorgées par des Chrétiens que par des Musulmans au fil des siècles. » Cependant, il existe selon lui un facteur qui fait la spécificité du cas musulman à l'heure actuelle : « le facteur clé est le facteur démographique » qui accentue la pression sur les sociétés musulmanes³. Mais Huntington est en même temps conscient que « [l]a natalité chez les Musulmans est en baisse. » De ce fait, il ne croit pas « qu'il y ait une violence immanente dans la théologie musulmane. L'Islam, à l'instar de toute grande religion, peut-être *interprétée de différentes façons*. Des gens comme Ben Laden peuvent s'emparer de tel ou tel passage dans le Coran et ordonner qu'on aille tuer les infidèles. Mais le Pape a fait exactement la même chose en lançant les croisades⁴. »

¹ Telle que développée dans le livre.

² La troisième section du chapitre X, intitulée « Du sang aux frontières de l'Islam » est consacrée à cet argument. (Huntington 1996, 381-387)

³ C'est le thème du chapitre 5 du *Choc*. Huntington (1996, pp. 143-174) Pour ce qui est de ce facteur dans le cas spécifique des musulmans, voir Huntington (1996, pp. 155-172)

⁴ Les italiques ont été ajoutés.

Huntington va encore plus loin. La promotion de la démocratie et des droits humains au Moyen-Orient est souhaitable à ses yeux, mais difficile. L'analyse qui suit est d'une grande importance, de par la subtilité qui la traverse et qui l'inscrit en porte-à-faux avec la démarche globale du *Choc des civilisations*. Il commence par soulever deux points qui nous laissent croire qu'il n'ignore pas certaines caractéristiques déterminantes dans la dynamique socio-politique actuelle des pays arabes. Le premier est que « dans le monde musulman, il y a une tendance naturelle à résister à l'influence de l'Occident, chose qui est compréhensible étant donnée la longue histoire de conflit entre l'Islam et la civilisation occidentale. » La résistance à l'influence de l'Occident ne relève donc pas d'un quelconque atavisme culturel irréductible ; elle obéit à une logique d'abord et avant tout politique. À vrai dire, les choses sont encore plus complexes. Le second point permet de mieux le comprendre : « il existe des groupes dans la plupart des sociétés musulmanes qui sont en faveur de la démocratie et des droits humains, et je crois qu'on devrait les soutenir. » Huntington aurait pu étendre davantage l'horizon de compréhension en attirant l'attention sur le fait que la résistance politique aux politiques occidentales dans le monde arabe et musulman est aussi l'œuvre des courants les plus épris des idéaux de la modernité. Il n'empêche que ce que dit ensuite Huntington est d'une valeur certaine :

« La promotion de la démocratie et des droits humains est un objectif très important pour les États-unis, mais *nous avons* aussi d'autres intérêts. Le président Carter s'était engagé dans la promotion des droits humains, et quand je faisais partie de son Conseil de la Sécurité Nationale, nous avons eu un nombre incalculable de discussions sur cette question. Mais *personne n'a jamais* mentionné l'idée d'essayer de promouvoir les droits humains en Arabie Saoudite, et cela pour des raisons évidentes¹. »

Remarquons d'abord que lorsque Huntington veut affirmer que le gouvernement américain a des intérêts, il dit « nous avons des intérêts. » Il efface ainsi la frontière entre la réflexion académique et la pratique gouvernementale dans le champ politique. Gardons cet élément présent à l'esprit, nous y reviendrons dans un moment car il représente l'une des voies d'accès au *Choc des civilisations* au-delà de ce que d'autres commentateurs – que nous évoquerons aussi – ont soulevé. Ainsi donc « personne n'a jamais » abordé le problème des droits humains en Arabie Saoudite. Or,

¹ Les italiques ont été ajoutés.

de tous les pays musulmans, aucun pays, pas même l'Afghanistan des Talibans, ne saurait rivaliser avec l'État saoudien en matière d'atteinte aux droits humains. Les intérêts américains seraient donc tels que les États-unis apportent un soutien inconditionnel au régime saoudien. L'alliance qui l'explique est à l'évidence de nature politique et non culturelle, ce qui contredit dans l'absolu la trajectoire la plus patente de l'argumentation véhiculée par Huntington dans *Le choc des civilisations*. Nous nous croyons par ailleurs fondés de tirer une autre conclusion provisoire avant de la retrouver plus loin dans le présent chapitre : l'absence de démocratie dans le monde musulman ou, plus précisément, la volonté qu'elle soit absente, répond aussi au souci de préservation des intérêts extérieurs.

Nous n'affirmons nullement qu'il n'existe pas de facteurs endogènes à cette situation. Mais nous n'affirmons pas non plus que la démocratie est totalement absente dans tous les pays musulmans sans distinction. Nous tentons juste à mettre en évidence la complexité de la problématique que devra affronter tout chercheur désirant en traiter. Le problème que pose *Le choc des civilisations* est que Huntington qui, comme nous venons de le voir, était conscient de cette complexité et de la valeur de la compréhension contextualisée, a plus tard produit une théorie qui n'en tient pas compte.

10.4. Première source : Extrapolation à partir de l'orientalisme

Comme nous l'avons souligné plus haut, l'expression *choc des civilisations* n'est pas de Huntington. Il l'a empruntée à l'orientaliste Bernard Lewis. Mais alors qu'elle apparaît chez Lewis, au mieux, comme une figure rhétorique, Huntington va vouloir en faire l'élément premier du domaine d'intelligibilité des relations entre États. C'est la première source de sa thèse. L'opposition irréductible du judéo-christianisme à l'Islam, chez Lewis, réduit inéluctablement à la guerre l'horizon des rapports entre les deux entités. Cette thèse contestable – comme on va le voir – Huntington la tient pour acquise ; il la généralise pour obtenir un domaine d'intelligibilité des relations internationales circonscrit à l'irréductibilité de huit civilisations : occidentale,

japonaise, hindoue, confucéenne, islamique, orthodoxe, latino-américaine et africaine¹. D'où l'intérêt que nous avons choisi de porter à Lewis.

Au mois de septembre 1990, alors que *The Third Wave* de Huntington était sous presse, Lewis faisait la Une du mensuel *Atlantic Monthly* grâce à un article intitulé « The Roots of Muslim Rage². » Il est important de noter que cet article est une version révisée de la conférence Jefferson que Lewis avait donnée quelque temps auparavant et qui portait comme titre « Islamic Fundamentalism. » La sobriété du titre de la conférence contraste avec la férocité du titre de l'article. La différence entre les deux titres est lourde de sens en terme de discours savant de la guerre. Cette différence s'explique par le fait que les destinataires ne sont pas les mêmes : la conférence s'adressait à l'élite alors que l'article s'adressait au citoyen moyen. Les impératifs éditoriaux et la fonction marketing de la manchette n'expliquent pas tout cependant ; une part de l'explication se situe également dans la volonté d'objectiver l'Autre, de se définir par rapport à l'irréductible altérité qu'il représente, de le construire comme ennemi.

Cette volonté dépasse *Atlantic Monthly* et Bernard Lewis ; elle s'inscrit dans une logique complexe de confrontation politiquement instituée et entretenue depuis au moins la fin du XIX^e siècle. Elle tend, pour ainsi dire, à insérer dans la *doxa* un programme interprétatif qui favorisera dans le champ politique les acteurs politiques privilégiant les politiques de confrontation (militaire notamment) tout en voilant certaines alliances. N'oublions pas que nous sommes en septembre 1990, approximativement un mois après l'invasion du Koweït par l'Irak. Nous sommes, autrement dit, en pleine veillée d'armes où il va falloir vendre une guerre (contre l'Irak) à l'opinion publique. L'argument consistera, d'une part à présenter la guerre comme l'application du droit international (à travers le conseil de sécurité de l'ONU) et, d'autre part, comme le dernier épisode d'une opposition culturelle éternelle. Le discours savant de Bernard Lewis injecté dans le champ politique par l'intermédiaire d'un canal médiatique, travaille dans le sens de la seconde partie de l'argument :

¹ Huntington (1996, pp. 51-56)

² Sauf indication contraire, les citations de Bernard Lewis ci-bas sont tirées de cet article.

« La lutte entre l'islam et l'Occident dure maintenant depuis quatorze siècles. Elle a consisté en de longues séries d'attaques et de contre-attaques, de djihads et de croisades, de conquêtes et de reconquêtes. Aujourd'hui, la majeure partie du monde musulman est prise d'un ressentiment intense et violent à l'égard de l'Occident. Soudainement, l'Amérique est devenue l'ennemi par excellence, l'incarnation du Mal, l'opposant diabolique de tout Bien, et pour les Musulmans spécifiquement, l'opposant diabolique à l'Islam. »

Comme le note Esposito, dans le propos de Lewis, les attaques, les djihads et les conquêtes sont l'œuvre des Musulmans par le fait même d'avoir comme religion l'Islam, alors que l'Occident ne fait œuvre que de contre-attaques, de Croisades et de reconquêtes¹. Cela signifie qu'en cas de conflit, le sens à donner aux événements est déterminé d'avance, tout comme l'identité de l'agresseur et de l'agressé. Selon cette vision manichéenne, toute guerre contre des Musulmans se justifie *a priori* comme légitime défense. Nous sommes parfaitement conscients que Lewis ne le dit pas textuellement. La conclusion que nous en avons tirée renvoie en fait à l'effet de théorie par lequel le discours savant de la guerre résonne dans le champ politique.

Par ailleurs mais dans la même perspective et toujours en suivant Esposito, si l'Amérique est devenue *soudainement* l'incarnation du Mal absolu, c'est-à-dire sans raison, le lecteur doit conclure qu'il existe une vérité historiquement immuable et irréductible à propos des musulmans : « La violence et la haine à l'endroit de l'Occident ou que les Musulmans sont émotifs, irrationnels et portés sur la guerre². » Il en découle, là aussi, que toute guerre contre des Musulmans sera une guerre contre la haine vouée sans raison et sans nuance aux États-Unis, une guerre contre l'irresponsabilité émotive, irrationnelle et belliqueuse. Le plus grave dans le propos de Lewis est qu'il utilise le terme *Musulmans* à un niveau d'objectivation déterministe tellement élevé qu'il finit par désigner une sorte de nébuleuse dont il se refuse – et pour cause – d'identifier les différentes composantes, la diversité ou les oppositions, alors qu'il s'agit de plus d'un milliard de personnes réparties sur trois continents, vivant dans des dizaines d'États ; le plus important est de les identifier par ce qui doit être, par la volonté du discours savant de la guerre, leur dénominateur commun : la violence et le terrorisme³.

¹ Esposito (1992, p. 221)

² Esposito (1992, p. 221)

³ Esposito (1992, p. 221)

La référence de Huntington à Lewis est à première vue compréhensible, Lewis étant un orientaliste ayant consacré plusieurs décennies à l'étude de l'Islam. Le problème est que ses propos sont considérés indiscutables par Huntington. Or, comme on a commencé à le voir, ils ne le sont pas, notamment et surtout en ce qui a trait à la mise à l'écart de la pratique. La référence à Lewis laisse entendre que dans la démarche de celui-ci, la pratique est prise en compte et que les citations que Huntington retient de lui chapeautent un travail sur la pratique que le lecteur trouvera en lisant Lewis. Il en est ainsi de la citation suivante : « la tendance a été récurrente chez les musulmans, en cas d'ingérence, à trouver les bases de leur identité et de leur loyauté dans la communauté religieuse – c'est-à-dire dans une entité définie par l'Islam plutôt que selon des critères ethniques et territoriaux¹. » Le constat est en fait trivial et pourrait porter sur n'importe quelle collectivité en danger. Le problème est que ce constat risque de devenir le vecteur d'une pensée démissionnante qui connaît les réponses avant de poser les questions, une pensée porteuse d'un préjugé déterministe qui permet en outre d'agencer des faits historiques avérés, non pas pour en saisir le sens en lien avec la pratique, mais pour alimenter un récit narratif dont la teneur est déterminée *a priori*. Huntington pense avoir trouvé la confirmation de la citation précédente dans l'attitude des Musulmans par rapport au volet bosniaque du conflit dans l'ex-Yougoslavie.

Nous souhaiterions remonter un peu dans l'histoire pour disposer d'un domaine d'intelligibilité plus large dans notre lecture de Huntington. Durant la première guerre mondiale, l'Empire Ottoman faisait partie des puissances de l'axe opposées aux alliés, dont faisait également partie l'Angleterre. Tout au long du XIX^e, et à vrai dire depuis l'expédition de Napoléon en Égypte en 1798, les territoires de l'Empire Ottoman faisaient l'objet d'agressions de grande envergure. La France envahit et occupa l'Algérie en 1830, la Tunisie en 1881 et le Maroc en 1812². L'Angleterre occupa l'Égypte en 1882. La rivalité entre Français et Anglais pour le contrôle des routes coloniales provoqua une violente guerre civile au Liban³. L'alibi de la protection des minorités chrétiennes donna lieu à toutes sortes d'autres ingérences

¹ Cité dans Huntington (1996, p. 135)

² Sur l'extrême violence des conquêtes coloniales en Afrique du Nord, voir Le Cour Grandmaison (2005) et Ferro (2003)

³ C'est le thème du roman d'Amin Malouf, *Le rocher de Tanios*. (Malouf 1993)

européennes au Moyen-Orient et l'intérêt que portaient les puissances européennes aux provinces balkaniques des Ottomans n'était pas un secret¹. Ce ne sont là que les grandes lignes d'une ingérence de grande envergure qui, selon la logique de Lewis et Huntington, devait provoquer une solidarité confessionnelle inconditionnelle des Musulmans et c'est exactement ce que l'Empire Ottoman a voulu obtenir dès qu'il s'est engagé dans la guerre.

Or, non seulement les provinces arabes moyen-orientales ont fait défection, en totale contradiction avec le réflexe musulman que présupposent Lewis et Huntington ; elles ont de surcroît combattu l'Empire Ottoman. Il est impossible de comprendre cette défection sans un retour sur la pratique car aucun schéma pré-établi ne peut l'expliquer. La compréhension de ce cas à partir de la pratique peut se faire à deux niveaux de profondeur. Le premier, le moins profond, permet de comprendre le choix des provinces arabes par l'alliance conclue avec les Anglais, à la demande de ces derniers, au milieu de la guerre. Entre juillet 1915 et janvier 1916, Henry McMahon, commissaire anglais en poste au Caire a entretenu une correspondance soutenue avec Ali Ibn Hussein, dit Sharif Hussein, détenteur légitime de la souveraineté sur les lieux saints de l'Islam². Cette correspondance révèle que dans les provinces arabes, la souveraineté ottomane était considérée comme une occupation étrangère turque dont il était question de se libérer pour bâtir un État national arabe. Il apparaît aussi que les Anglais avaient fait la promesse de soutenir la création de cet État une fois la guerre terminée, en échange de l'appui arabe aux Anglais durant la guerre. Or, le 16 mai 1916 était conclu en secret l'accord Sykes-Picot (du nom des ministres anglais et français des affaires étrangères) par lequel les provinces arabes de l'Empire Ottoman devaient être partagées entre grandes puissances après la guerre ; la promesse faite aux Arabes devenait donc caduque³. La grille de lecture de Lewis et Huntington n'est, on le voit bien, d'aucun secours pour comprendre ces événements

¹ Voir à ce propos Corm (1990).

² Les documents de cette correspondance sont disponibles sur Internet. On peut les consulter entre autres à l'adresse suivante (consultée le 29 septembre 2007) :

http://sitemaker.umich.edu/emes/sourcebook/da.data/82633/FileSource/1938_antoniuss.pdf

³ Le texte de cet accord est disponible à la même adresse Internet que la correspondance : http://sitemaker.umich.edu/emes/sourcebook/da.data/82633/FileSource/1938_antoniuss.pdf

Pour aborder le second niveau de compréhension, le plus profond, notre point de départ sera une nuance subtile que nous avons relevée dans la partie arabe de la correspondance anglo-arabe : la référence est faite aux *Arabes* et aux *Turcs*, et non à l'appartenance religieuse. Cela témoigne d'un ancrage politique dans le nationalisme. Or le nationalisme, en tant qu'idéologie, est le propre de la modernité politique occidentale articulée autour de la notion d'État-Nation. Et on ne comprendra l'adoption de cette notion en terre arabe qu'en examinant un surcroît de pratique politique remontant au XIX^e siècle. Alors que les incursions et les ingérences européennes se multipliaient au XIX^e siècle, les provinces arabes de l'Empire Ottoman étaient traversées par un large mouvement de transformation d'inspiration libérale. Lancée d'abord en Égypte, cette transformation, cette modernisation devrions-nous dire, est comparable à la réforme du Meiji au Japon. D'inspiration libérale, elle toucha de nombreux secteurs : l'administration, l'armée, la légitimation politique, l'enseignement, l'économie, etc. Une première génération de lettrés accompagna le mouvement et permit sa diffusion hors d'Égypte¹ et son extension à tout le Moyen-Orient. Comme l'a synthétisé l'un de ces lettrés dans un ouvrage au titre révélateur, *L'or de Paris*², vite devenu un classique de ce qu'on appelle la *Renaissance* dans le monde arabe, la réforme inspirée du libéralisme ne devait pas se limiter aux institutions : elle provoqua également une profonde transformation des lettres et des arts d'où naîtra toute une génération de gens de lettres, d'artistes et d'érudits au début du XX^e siècle³, une génération ouverte sur le monde, dont l'attitude à l'égard de l'Occident n'était ni l'acceptation ni le rejet inconditionnels, mais une attitude de réception critique. Les générations suivantes seront tout au long du siècle et jusqu'à aujourd'hui plus nombreuses et plus diversifiées⁴. C'est précisément dans le cadre de ce mouvement que s'est cristallisée l'idée nationale arabe dans sa version libérale.

¹ Sur le volet intellectuel et littéraire de ce mouvement, voir Hourani (1962)

² Tahtawi (1834)

³ Les noms les plus illustres de cette génération sont Taha Hussein, Mahmoud Abbas Al-Akkad, Khallil Gibran, Hafez Ibrahim et Ahmad Chawki.

⁴ Il faudrait un espace autrement plus large qu'une note de bas de page pour contenir les noms de tous et toutes celles qui mériteraient d'être cités. Soulignons tout de même que Naguib Mahfouz, prix Nobel de littérature en 1988, est indissociable de ce mouvement et il ne représente nullement un cas isolé.

Il faut insister sur un point. Au moment où le mouvement réformateur arabe naissait au XIX^e siècle, l'Europe n'était pas entièrement libérale. Le libéralisme était contesté par différents mouvements conservateurs qui sont demeurés considérablement puissants jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Mais ce ne sont pas ces mouvements qui captaient l'intérêt des générations d'intellectuels et de politiciens arabes de la Renaissance. Cela signifie que malgré la nouveauté du contact avec l'Europe, un choix et une préférence délibérés ont été portés au libéralisme, non pas par une élite occidentalisée et totalement déracinée, mais par des personnes qui à l'instar de Rifaâ Rafiâ Tahtawi et Djameleddine Afghani, et plus tard de Mohamed Abdû, Abderrahmane Kawakibi, Qassim Amin ou encore Ali Abderrazik étaient de fins connaisseurs de l'héritage culturel arabo-musulman¹. Ce n'est qu'en Turquie que le nationalisme chauvin s'est développé et a donné naissance au mouvement des Jeunes Turcs, une version des mouvements conservateurs extrémistes européens, qui triomphera au lendemain de la première guerre mondiale et donnera naissance à la Turquie contemporaine. Mais en même temps que les partisans de la Renaissance arabe étaient séduits par les promesses du libéralisme européen, ils n'acceptaient pas les visées et les actes expansionnistes européens. Le point sur lequel nous souhaitons insister a trait à la complexité de cette situation. Le débat, à l'époque n'était pas de savoir si, oui ou non, un intérêt devait être porté à la pensée et à la pratique politique interne en Occident. Le débat était de savoir comment s'inspirer de ces nouveautés en vue de la réforme dans les provinces arabes et, en même temps, comment faire face aux agressions défendues notamment par des libéraux comme Ernest Renan et Alexis de Tocqueville. En reprenant une expression que nous avons empruntée à Foucault et utilisée dans notre chapitre sur Hobbes, la Renaissance arabe était séduite par la pratique politique moderne consistant à faire vivre et à laisser mourir. Mais on comprenait en même temps que dans son rapport au reste du monde, la même modernité a produit une pratique qui consiste à faire mourir et laisser vivre. La complexité de la situation dans laquelle se trouvaient les générations de la Renaissance arabe correspond à cette duplicité de la pratique politique de la modernité. Voilà qui nous permet de mieux comprendre par exemple la position d'Afghani dans son débat avec Renan qui, un siècle avant Lewis et Huntington,

¹ Voir à ce propos notre étude « Grandes puissances et islamisme » qui consacre une partie à cette question (Chennoufi, 2003, pp. 45-50)

avançait un argumentaire essentialiste similaire sur les Musulmans¹. La réplique d'Afghani se fondait, bien sûr, sur sa connaissance de l'héritage culturel musulman, mais aussi sur sa connaissance de la modernité politique européenne. Comme le note Edward Saïd à propos d'Afghani dans son débat avec Renan : « il appartient à une catégorie d'individus qui, tout en se battant pour leur communauté, essaient de se trouver personnellement une place dans le cadre culturel qu'ils partagent avec l'Occident². »

Il n'est pas inutile d'ajouter que Renan qui prétendait s'exprimer à partir d'une posture scientifique positiviste, la philologie, fut également l'orientaliste (dont l'orientalisme procède de ses études philologiques³) auquel l'antisémitisme dit scientifique doit beaucoup. En philologue, il affirme : « Nous refusons (...) aux langues sémitiques la faculté de se régénérer⁴ », contrairement à une langue indo-européenne qui, elle, est générative, donc créative. À cette infériorité fait écho une infériorité raciale : les sémites, Arabes et Juifs notamment, représentent « une combinaison inférieure de la nature humaine⁵. » L'infériorité des Sémites par rapport aux Occidentaux s'explique par le fait que les erreurs qu'ils ont commises par le passé ont été corrigées par la civilisation occidentale. À ce titre, les Sémites ne subsistent que comme un vestige du passé : « Passé le II^e siècle ou le III^e siècle, le tour était joué ; l'humanité n'avait plus que faire des juifs. Les juifs subsistent pourtant comme une branche morte. C'est qu'il fallait que les juifs fussent durs, vivaces, ce qui entraînait bien un inconvénient ; c'était qu'ils vécussent au delà du jour où ils étaient utiles⁶. » Sur la correction civilisationnelle : « C' est d' abord Aristote, le dieu de la philosophie du moyen âge, qui tombe sous les coups des réformateurs du XV^e et du

¹ En 1880, à l'occasion d'une conférence à la Sorbonne (Paris), il affirmait : « Ce qui distingue en effet les musulmans c'est la haine de la science, c'est la persuasion que la recherche est inutile, frivole, presque impie, la science de la nature parce qu'elle est une concurrence faite à Dieu, la science historique parce que s'appliquant à des temps antérieurs à l'Islam, elle pouvait raviver d'anciennes erreurs. » Renan (1883, p. 956) La page correspond à la pagination du premier volume des *Œuvres complètes* publiées entre 1947 et 1961 à Paris chez Calmann-Lévy.

² Saïd (1993, p. 368)

³ Sur cette aspect, voir Saïd (1978, pp. 130-148)

⁴ Renan (1845, p. 532) La page renvoie au premier volume des *Œuvres complètes* publiées entre 1947 et 1961 chez Calmann-Lévy.

⁵ Renan (1845, p. 146)

⁶ Renan (1890, pp. 522-523)

XVI^e siècle, avec son grotesque cortège d'arabes et de commentateurs¹. » Son antisémitisme portait Renan à croire en l'inégalité des races et justifier ainsi la domination coloniale : « La colonisation en grand est une nécessité politique tout à fait de premier ordre. Une nation qui ne colonise pas est irrévocablement vouée au socialisme. La conquête d'un peuple de race inférieure par une race supérieure, qui s'y établit pour le gouverner, n'a rien de choquant². » Renan glisse de la philologie à l'orientalisme pour enfin justifier une politique étrangère fondée sur la guerre et l'agression. Renan a en ce sens grandement contribué au discours savant de la guerre. Dans la dernière citation, sa référence au socialisme que les conquêtes coloniales à l'étranger permettent d'éviter dans les affaires domestiques témoigne parfaitement du lien qui existe entre politique interne et politique externe dans le discours savant de la guerre.

Faire mourir et laisser vivre en politique étrangère de la modernité est également une idée fortement présente chez Tocqueville. Faisant allusion à la conquête de l'Algérie, il déclarait que l'Islam est « la principale cause de la décadence (...) du monde musulman »³, avant d'ajouter dans la stricte logique justificatrice du discours de la guerre : « J'ai souvent entendu en France des hommes que je respecte, mais que je n'approuve pas, trouver mauvais qu'on brûlât les moissons, qu'on vidât les silos et enfin qu'on s'empara des sans armes, des femmes et des enfants. Ce sont là, suivant moi, des nécessités fâcheuses, mais auxquelles tout peuple civilisé qui voudra faire la guerre aux Arabes sera obligé de se soumettre. »⁴ Mieux encore : « Je crois que le droit de la guerre nous autorise à ravager le pays et que nous devons le faire soit en détruisant les moissons à l'époque de la récolte, soit dans tous les temps en faisant de ces incursions rapides qu'on nomme *razzias* et qui ont pour objet de s'emparer des hommes et des troupeaux⁵. » À propos des institutions modernes dans les territoires conquis, il affirme que ce n'est pas encore le temps d'«introduire en Afrique nos grandes institutions politiques : la liberté de la presse, le jury, ne sont pas nécessaires

¹ Renan (1890, pp. 45)

² Renan (1871, p. 390) La page correspond à la pagination du premier volume des *Œuvres complètes* publiées entre 1947 et 1961 à Paris chez Calmann-Lévy.

³ Tocqueville (1841, pp. 705-706). Les pages correspondent à la pagination des *Œuvres complètes* publiées en 1991 à Paris par Gallimard.

⁴ Tocqueville (1841, p. 704)

⁵ Tocqueville (1841, pp. 705-706).

à la petite enfance des sociétés¹. » Il refuse toute mixité sociale entre Musulmans et Européens dans l'Algérie occupée : ils « forment deux corps juxtaposés, mais complètement séparés (...) Il doit y avoir deux législations très séparées (...) Rien n'empêche absolument, quand il s'agit des Européens, de les traiter comme s'ils étaient seuls, les règles, qu'on fait pour eux ne devait jamais s'appliquer qu'à eux². »

Notons que Renan et Tocqueville écrivent à une époque où les réformateurs arabes s'intéressaient à ce que l'Europe avait produit de meilleur en matière d'organisation sociale et politique. Les deux auteurs ne veulent voir, pour leur part, que terre de conquête et de domination.

Huntington, quant à lui, ne pouvait ignorer ce mouvement de réforme. Il l'évoque succinctement³ et l'interprète de manière hautement contestable. Selon lui, le mouvement réformateur a préparé le terrain au Kémalisme (du nom de Mustapha Kemal Atatürk⁴) en Turquie : « C'était une forme de réformisme qui préfigurait le Kémalisme⁵. » Or, comme nous l'avons déjà souligné, le nationalisme turc n'était pas à l'origine d'inspiration libérale et ne correspondait en rien au réformisme arabe. D'ailleurs, Huntington se contredit lui-même quelques lignes plus loin lorsqu'il explique l'échec du réformisme : « il s'est trouvé battu en brèche par l'émergence du Kémalisme et d'un réformisme plus puriste qui a pris la forme du fondamentalisme⁶. » L'attitude de Huntington est ambiguë à l'égard du Kémalisme. Est-ce un échec ou bien un succès ? Huntington ne tranche pas et préfère enchaîner en considérant que la modernisation sans occidentalisation (le propre du réformisme selon lui) est vouée à l'échec, alors que le succès dépend de la jonction de la modernisation et de l'occidentalisation (un attribut du Kémalisme selon lui)⁷. Implicitement, le succès est du côté du Kémalisme. Mais que signifie « occidentalisation » ? Huntington parle d'une civilisation occidentale qu'il oppose aux autres civilisations, notamment la civilisation musulmane qu'il identifie à l'Islam. Par conséquent, l'occidentalisation

¹ Tocqueville (1841, p. 752).

² Tocqueville (1841, p. 752).

³ À peine quelques lignes. Huntington (1996, p. 97)

⁴ Fondateur de la Turquie moderne durant la première moitié du XX^e siècle.

⁵ Huntington (1996, p. 97)

⁶ Huntington (1996, p. 98)

⁷ Huntington (1996, pp. 98-103)

signifie en clair l'aliénation identitaire radicale, c'est-à-dire l'abandon de tout référent identitaire à l'Islam, ce qui revient en fin de compte à une sortie de l'histoire propre pour s'intégrer dans une autre histoire. Est-ce réellement le cas de la Turquie ? La dynamique politique de la Turquie d'aujourd'hui montre qu'il s'agit d'un pays fait de l'héritage nationaliste kémaliste et de l'ancrage identitaire musulman, auxquels s'ajoute un sentiment de plus en plus fort d'appartenance européenne. Ce dernier sentiment est partagé même par les mouvements politiques qui se définissent d'abord et avant tout par un référent religieux et qui, par ailleurs, jouent pleinement le jeu de la représentation politique démocratique. Le domaine d'intelligibilité de Huntington est trop étroit pour permettre de comprendre la complexité de cette dynamique ; trop étroit parce qu'il obéit à la logique du déterminisme culturaliste.

Revenons maintenant au réformisme. Au détour d'une phrase, Huntington avoue que l'échec des réformes de Mohamed Ali¹ est attribuable aux actions des Anglais : Son « effort a échoué quand les Britanniques l'ont forcé à abandonner nombre de ces réformes². » Mais Huntington se refuse à tenter d'élargir sa compréhension en exploitant cette voie. S'il avait fait le choix contraire, il aurait pu constater que les réformes se sont poursuivies bien au-delà de l'époque de Mohamed Ali. Tel que nous l'avons déjà mentionné, Huntington ne semble pas être totalement inconscient de ce fait puisqu'il affirme plus loin dans son argumentation que le mouvement s'est poursuivi jusqu'au moment où il a été dépassé par le Kémalisme et par « un réformisme plus puriste » que nous citons plus haut. Il nous faut maintenant comprendre ce qu'il en est.

Notons d'emblée que Huntington fait un saut historique considérable en passant par-dessus la première guerre mondiale ; d'où la sélectivité dans l'usage qu'il fait de l'histoire. Les faits qu'il occulte à cet effet sont d'abord ceux que nous avons relatés plus haut concernant les contacts anglo-arabes, l'opposition arabe aux Ottomans pendant la guerre et la volte-face anglaise. Si le réformisme a échoué politiquement, c'est aussi et dans une large mesure en lien avec l'échec de la construction de l'État

¹ Gouverneur d'Égypte fin XVIII^e, début XIX^e siècle qui a, le premier, encouragé des réformes d'inspiration libérale.

² Huntington (1996, p. 97)

arabe que voulait le Sharif Hussein. Les autres faits occultés par Huntington sont relatifs aux circonstances qui ont entouré la consolidation du « réformisme plus puriste. »

De quoi s'agit-il exactement ? Huntington est resté évasif sur cette question et pour cause ; le « réformisme plus puriste » dont il est question n'est rien d'autre que le mouvement wahabite, issu de la doctrine Hanbalite¹, prônant une interprétation sectaire et rigoriste de l'Islam et niant l'ensemble de l'héritage culturel musulman sous prétexte qu'il représente une déviation par rapport au message originel de la religion. Jamais dans l'histoire de l'Islam et des musulmans, ce courant n'a été majoritaire. Ce n'est qu'au XX^e siècle qu'il a connu une large diffusion. Pourquoi et comment en a-t-il été ainsi ? Huntington n'aborde pas cette question pour deux raisons. La première est que le wahhabisme est indissociable des Saouds, la dynastie installée à la tête de l'Arabie Saoudite depuis les années 1920² : on ne peut donc y faire référence sans aborder la question de la création de l'Arabie Saoudite et le cas échéant contredire le schéma explicatif culturaliste de Huntington. La seconde raison est que Huntington évite soigneusement de reconnaître la diversité au sein de l'Islam et la pluralité parmi les musulmans, un autre facteur susceptible de vicier son schéma. Il préfère parler d'un « réformisme plus puriste » qui aurait triomphé parce qu'il est demeuré impénétrable à toute forme d'idée moderne.

Paradoxalement, le réformisme qui, pendant la guerre, était du côté des futurs vainqueurs, est sorti de cette guerre perdant et humilié. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'il ait disparu ; il s'est même maintenu au pouvoir en Égypte, entre autres, jusqu'en 1952. Son influence culturelle reste cependant très forte et ses auteurs sont enseignés dans presque tous les systèmes éducatifs des pays arabes¹. On ne peut comprendre la dynamique actuelle des sociétés arabes sans référence à la persistance de cette tradition. Par ailleurs et contrairement à ce que Huntington affirme, le «

¹ Il existe trois autres doctrines : chafite, malikite et hanafite. Toutes sont sunnites, donc différentes de l'autre grand groupe de doctrine dans l'Islam, le chiisme.

² Sur le wahhabisme et de ses liens avec les Saouds depuis son apparition jusqu'à la création de l'Arabie Saoudite, voir notre synthèse (Chennoufi 2003, pp. 50-54)

¹ L'auteur de la présente thèse est issu de l'un de ces systèmes et se considère comme héritier de la tradition réformiste.

réformisme plus puriste », autrement dit le wahhabisme, ne s'est pas automatiquement imposé comme un retour normal à la seule et unique version de l'Islam. La volonté des grandes puissances de mettre sous protectorat l'essentiel des provinces arabes provoqua des soulèvements populaires durant la première moitié des années 1920, qui témoignent du sentiment d'avoir été trahi. Si politiquement, le réformisme a commencé à cette époque à perdre de son influence, ce n'est pas du fait d'un rejet populaire culturellement déterminé, mais parce que le réformisme apparaissait comme ayant été trop faible politiquement pour atteindre ses propres objectifs d'indépendance. Sous l'impulsion anglaise, un État arabe devait être créé, non pas par le courant réformateur et son expression politique associée au Sharif Hussein et ses descendants, mais par les Saouds. Ce fut donc la création de l'Arabie Saoudite. Il est important de noter que c'est par la violence et par le soutien anglais que les Saouds se sont emparés des lieux saints de l'Islam, alors que les Hashimites, dont fait partie le Sharif Hussein, seront confinés sous le protectorat anglais à régner sur une infime partie du territoire arabe, à savoir la Jordanie. Les arrangements issus de la première guerre mondiale, sont en grande partie responsables de la création du premier État fondamentaliste musulman au XX^e siècle. Depuis lors, l'essor du fondamentalisme dans le monde musulman, à l'exception de l'Iran, accompagnera intimement l'alliance de l'Arabie Saoudite aux Anglais, et après la seconde guerre mondiale, aux Américains.

Il nous faut pour le moment noter un autre élément de premier ordre qui fait partie de ce que Huntington occulte. Ce point est relatif à un événement survenu durant les années 20. L'échec politique du réformisme, donc du nationalisme libéral dans les pays arabes, nous l'avons dit – n'a pas été totalement remplacé par le fondamentalisme comme le laisse croire Huntington. Une autre forme de nationalisme, révolutionnaire et indépendantiste, plutôt socialisant et pour cette raison différent du Kémalisme, est né en 1926 dans les milieux syndicaux de l'émigration maghrébine en France. L'Étoile Nord Africaine est le titre du premier parti politique nationaliste révolutionnaire du Maghreb. Il se scindera en formations réparties entre le Maroc, l'Algérie et la Tunisie et formera les générations de militants qui réaliseront l'indépendance politique de ces pays durant les années 1950 et 1960. Pendant la majeure partie du XX^e siècle, ce nationalisme révolutionnaire fut le plus populaire

politiquement dans l'essentiel des pays arabes et musulmans, bien plus que le fondamentalisme religieux symbolisé par l'Arabie Saoudite. En effet, ce mouvement s'est étendu à l'Égypte, avec le renversement de la monarchie et l'indépendance réalisés par Gamel Abdelnasser au début des années 50, l'accession de Mossadegh au pouvoir en Iran à la même période et l'engagement de l'Indonésie dans le mouvement des non-alignés qui venait de naître, donnant au nationalisme révolutionnaire arabe une dimension tiers-mondiste. Même si le référent identitaire arabe et musulman était très présent dans le nationalisme révolutionnaire, il était loin de représenter la plus grande part de l'ancrage doctrinaire.

Du point de vue doctrinaire, le nationalisme révolutionnaire s'inscrit dans les idées politiques proprement modernes : l'État-Nation, le droit positif, la souveraineté, etc. Contrairement au schéma de la solidarité confessionnelle inconditionnelle de Huntington, le soutien dont a bénéficié ce nationalisme pendant les décennies de lutte pour l'indépendance ne provenait ni de l'Arabie Saoudite, ni des États monarchiques du Golfe créés dans le même mouvement que l'état saoudien. Ce soutien venait essentiellement des mouvements de gauche européens, de l'Ouest puis de l'Est, mais aussi de certains milieux libéraux occidentaux et, plus tard, du mouvement des non-alignés. L'échec du nationalisme révolutionnaire ne s'explique pas comme le voudrait le schéma interprétatif de Huntington, par le fait qu'il fut rejeté par les populations arabes et musulmanes sous prétexte d'être une importation de l'Occident. L'échec s'explique par deux facteurs.

Le premier est que les régimes nationalistes qui ont gouverné les États arabes après l'indépendance ont fait le choix fatal de liquider le pluralisme de la scène politique. S'en sont suivies des politiques de répression qui ont touché tant l'opposition politique d'inspiration libérale ou marxiste que l'opposition fondamentaliste, cette dernière – il faut le souligner – demeura embryonnaire jusqu'à la fin des années 1960. Toujours sur le plan interne, l'échec s'explique aussi par l'incapacité des régimes nationalistes à réaliser le développement économique tant promis.

Le second facteur est d'ordre géostratégique. La défaite des armées arabes face à Israël en 1967, représente l'amorce du déclin du nationalisme révolutionnaire.

Parallèlement au conflit israélo-arabe, les régimes nationalistes devaient faire face à l'hostilité des puissances occidentales, mais aussi et peut être surtout aux régimes ouvertement fondamentalistes du Golfe. L'affaiblissement des régimes nationalistes a ouvert la voie à ces derniers pour encourager les groupuscules fondamentalistes dans les pays nationalistes, notamment en les finançant. La défaite de 1967 leur a permis d'occulter toutes les réalisations antérieures du nationalisme et du réformisme. Leur argument était de lier l'échec récent du nationalisme à l'échec des libéraux au début du siècle et d'expliquer l'un et l'autre d'un point de vue culturaliste : les libéraux comme les nationalistes ont échoué parce qu'ils se sont éloignés de l'Islam vrai, l'Islam fondamentaliste. Selon cette logique, le cas des nationalistes est encore plus condamnable puisque la lecture fondamentaliste du nationalisme révolutionnaire l'assimile au communisme, donc à l'athéisme. Or, c'est exactement cet argument que Huntington généralise à tout musulman. De ce point de vue, le fondamentalisme va réussir parce qu'il est le plus conforme à l'Islam et aux musulmans. Mais la prise en considération de la pratique, celle-là même que Huntington occulte, nous pousse à d'autres conclusions.

Notons d'emblée que l'essor du fondamentalisme a mis un siècle et demi avant de se produire. Selon nous, sans occulter les facteurs proprement endogènes, cet essor est indissociable du rôle que les grandes puissances ont joué dans l'échec des deux principales tentatives de modernisation arabe¹. Comme nous l'avons vu, la première étape fut la création de l'Arabie Saoudite sous l'impulsion des Anglais. L'alliance qui en a découlé fut reconduite au lendemain de la seconde guerre mondiale avec les États-unis et fut au cœur de la politique d'endiguement du communisme pendant la guerre froide. Mais peut-être l'épisode le plus significatif de l'alliance est celui qui s'est manifesté à l'occasion de la guerre d'Afghanistan contre les Soviétiques. En retour, l'Arabie Saoudite n'a jamais cessé de jouir du support indéfectible des gouvernements américains successifs.

À partir de ce que nous venons de voir, on peut comprendre deux éléments fondamentaux de la dynamique actuelle du monde arabe et musulman. Le premier est

¹ Nous n'insistons sur les facteurs externes que parce que nous le faisons dans le cadre de notre interprétation de Huntington précisément, qui occulte ces facteurs.

que le fondamentalisme n'est en rien l'actualisation d'une nature immuable de l'Islam et des Musulmans : c'est plutôt le produit d'une pratique politique impliquant une branche historiquement minoritaire de l'Islam et le soutien des grandes puissances. Le second est que le fondamentalisme n'a pu connaître un essor durant le dernier quart du XX^e siècle que dans la mesure où aux yeux de la population, on pouvait avancer l'argument selon lequel toutes les autres tentatives de recouvrer la dignité ont échoué. Le fondamentalisme a en ce sens comblé un vide dans la création duquel les grandes puissances ont une part de responsabilité. Il faut en outre insister sur un troisième point pour élargir l'horizon de compréhension de la réalité actuelle du monde arabe : ni l'esprit libéral, ni l'esprit nationaliste, ni les formes traditionnelles (non fondamentalistes) de la vie religieuse n'ont disparu des sociétés arabes et musulmanes. Occulter cet élément revient à assimiler, à la suite de Huntington, tous les Arabes et tous les Musulmans à la version fondamentaliste (contingente comme on l'a vue) de leur religion. Si Huntington avait raison, tous les pays arabes et musulmans seraient dirigés par des régimes fondamentalistes.

Or, c'est loin d'être le cas. La raison tient, certes, à la répression exercée par les gouvernements pour empêcher les fondamentalistes d'accéder au pouvoir, mais pas seulement. Même le régime le plus répressif, l'Iran du Shah par exemple, n'a pu venir à bout d'un mouvement aussi large que le laisse entendre Huntington. Il doit par conséquent y avoir d'autres raisons et ces raisons sont, à chercher – là aussi – dans la pratique. Politiquement, les sociétés arabes sont encore traversées par les courants hérités du réformisme libéral et du nationalisme révolutionnaire, opposés au fondamentalisme, mais aussi par d'autres courants, notamment le courant marxiste (jusqu'à récemment), celui des droits humains, celui du néolibéralisme, etc. Il existe également dans ces sociétés des courants politiques avec un référent religieux non fondamentaliste, comme le Mouvement pour une Société de la Paix en Algérie, qui a joué un rôle non négligeable dans l'opposition au fondamentalisme. C'est cette pluralité de fait qui explique en bonne partie pourquoi tous les États arabes n'ont pas basculé dans le fondamentalisme. Les mêmes mouvements qui s'opposent au fondamentalisme, peu importe leur référent doctrinaire, ont une attitude critique à l'égard de l'Occident similaire à celle des réformateurs du XIX^e siècle que nous décrivions plus. En même temps qu'ils sont séduits par les réalisations économiques,

techniques, institutionnelles et par les acquis en matières de droits humains et politiques dans les affaires internes des pays occidentaux, ils s'opposent à la politique étrangère des grandes puissances lorsqu'elle prend la forme impérialiste de la domination et de l'agression. À l'évidence, cette opposition ne doit pas être interprétée comme un rejet culturel des valeurs modernes. Nous croyons l'avoir suffisamment montré.

La complexité de la dynamique politique dans les pays arabes a échappé à Huntington, à cause du choix particulier qu'il a fait de soumettre sa compréhension à la perspective essentialiste. Aurait-il pu faire un autre choix ? Nous croyons que c'est le cas et c'est le dernier point que nous traiterons dans la présente section¹.

Vers le milieu du XX^e siècle, apparaissaient aux États-Unis, en Angleterre et en France *les études moyen-orientales*, un domaine académique disséminé dans différentes disciplines des sciences sociales, de l'anthropologie à l'histoire, de la science économique à la science politique, de la sociologie aux études littéraires. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'arrière-plan de ces études était et demeure la question palestinienne et les auteurs se sont positionnés vis-à-vis de cette question à travers l'une de deux perspectives. Ces deux choix sont les balises historiquement situées qui délimitent un champ de conflit politique (insistons sur *historiquement situées* ainsi que sur le caractère d'abord et avant tout *politique* du conflit). Le premier consiste à laisser dans l'ombre la dimension politique pour porter l'attention sur un « *esprit arabe* (...) prétendument défini par sa tendance à la violence, sa culture de la honte, la surdétermination historique de l'Islam, sa sémantique politique, sa dégénérescence par rapport au judaïsme et au christianisme². » Les ouvrages produits dans cette veine « portent l'*habit* du travail scientifique, mais aucun n'est extérieur à la lutte¹. » Autrement dit, cette littérature recèle une identité structurelle commune avec les

¹ Pour ce faire, nous reprendrons l'analyse d'Edward Saïd, en le signalant au moment opportun.

² Saïd. (1993. p. 364)

¹ Saïd. (1993. p. 364) Saïd fait référence spécifiquement à *The Arab Mind* de Raphael Patai, *The Closed Circle* de David Pryce-Jones, *The Political Language of Islam* de Bernard Lewis ou *Hagarism* de Patricia Crone et Michael Cook. La liste devrait être encore plus longue eu égard à l'hypertrophie de cette littérature depuis les attentats du 11 septembre 2001. À noter que dans cette liste figurent aussi des auteurs musulmans. À titre indicatif, voir Ellul (2004) ; Meddeb (2002) ; Zarka et Fleury (2004)

écrits orientalistes du passé, notamment et surtout ceux de Renan : son ordre formel d'énonciation est celui de l'érudition, son contenu est essentialiste et la pratique à laquelle elle participe est éminemment politique. C'est en ce sens qu'elle a participé à l'articulation du domaine d'intelligibilité du discours de la guerre, qui est aussi celui de Huntington : essentialiser l'autre dans un ensemble traits répugnants et en faire l'ennemi. Huntington est à ce titre très clair :

« Le problème central pour l'Occident n'est pas le fondamentalisme islamique. C'est l'Islam, civilisation différente dont les représentants sont convaincus de la supériorité de leur culture et *obsédés* par l'infériorité de leur puissance. Le problème pour l'Islam n'est pas la CIA ou le ministre américain de la défense. C'est l'Occident, civilisation différente dont les représentants sont convaincus de l'universalité de leur culture et *croient* que leur puissance supérieure, bien que déclinante, leur confère le devoir d'étendre cette culture à travers le monde. *Tels sont les ingrédients qui alimentent le conflit entre l'Islam et l'Occident*¹. »

Mais cette clarté n'est pertinente que dans la seule et unique mesure où la pratique est écartée et l'essentialisme élevé au rang de la compréhension la plus large. Car c'est bien l'essentialisme qui permet de décréter l'immanence irréductible du fondamentalisme à l'Islam et donc de le généraliser à l'identité musulmane en tant que telle.

Passons maintenant à la seconde perspective à l'œuvre dans les *Études moyen-orientales*, pour identifier avec Saïd une possibilité d'élargissement du domaine d'intelligibilité fort réduit de Huntington. Cette seconde perspective est celle d'un discours critique prôné par une première génération comprenant par exemple Anwar Abdel-Malek, discours qui sera ensuite repris par une nouvelle génération, dont sont représentatifs Timothy Mitchell, Judith Tucker, Peter Gran, Rashid Al-Khalidi et leurs homologues en Europe². Cette perspective peut élargir le domaine d'intelligibilité de la dynamique actuelle des sociétés arabes dans la mesure où elle offre un contre-discours qui tient compte de la pratique. Ce ne sont plus des monographies essentialistes, mais des « histoires précises et différenciées des divers peuples arabes, de leurs sociétés, de leurs formations culturelles¹. » Plus encore, parce

¹ Huntington (1996, p. 320)

² Saïd (1993, p. 365). Ici aussi, la liste pourrait être beaucoup plus longue. Notons simplement qu'elle ne comprend pas uniquement des auteurs musulmans. Voir par exemple Achcar (2002), Feldman (2003) et Mamdani (2004).

¹ Saïd (1993, p. 365)

qu'elles tiennent compte de la pratique, les études appartenant à cette perspective « rendent le sens dynamique de la marche inachevée vers l'indépendance, les droits humains (en particulier ceux des femmes et des minorités défavorisées), la libération des ingérences extérieures (souvent impérialistes) ainsi que de la corruption et de la collaboration à l'intérieur¹. » Il est important de noter qu'on ne trouvera pas dans ces études quelque discours apologiste ou victimaire, mais plutôt un regard lucide et critique tant des sociétés arabes elles-mêmes, que des politiques impérialistes qui ont eu pour cible ces mêmes sociétés.

Nous partageons le point de vue de Saïd lorsqu'il affirme que la lecture de l'histoire des sociétés arabes et musulmanes doit être faite en contrepoint parce qu'elle est en même temps l'histoire de conflits avec l'Occident et celle d'emprunts, d'échanges, de flux et de reflux :

« Si ces idées de contrepoint, d'entrelacement, d'intégration, ne relèvent pas simplement d'un vague idéalisme universalisant, c'est parce qu'elles réaffirment que l'expérience historique de l'impérialisme est faite d'histoires interdépendantes et d'espaces superposés, et que son interprétation impose des choix intellectuelles et politiques. (...) [C]onsidérer la domination impériale et la résistance comme un processus duel qui évolue vers la décolonisation puis l'indépendance, c'est en épouser largement la dynamique, et donner des deux adversaires une interprétation qui ne sera pas seulement herméneutique mais aussi politique². »

De ce point de vue, l'essentialisme de Huntington produit nécessairement une fiction dans laquelle il existerait deux histoires séparées par une frontière étanche qui, par le fait même de leur incommensurabilité, impose une *realpolitik* dans laquelle triomphera inéluctablement la construction systématique de l'ennemi. En ce sens, sa pensée devient un vecteur du discours savant de la guerre. La prise en compte de la pratique signifie que les rapports historiques de l'Occident aux sociétés musulmanes doivent être considérés dans leur extrême complexité. Ainsi et ainsi seulement pourra-t-on voir toute les fissures de l'incommensurabilité affirmée par Huntington et identifier toutes les trajectoires à même de lancer une dynamique dialogique en rupture avec la guerre que le discours savant de la guerre veut placer à l'horizon des rapports entre sociétés arabes et musulmanes d'un côté et sociétés occidentales de

¹ Saïd (1993, p. 366)

² Saïd (1993, p. 363)

l'autre. C'est, nous semble-t-il, la voie toute désignée pour envisager le Moyen-Orient dans la dynamique d'un devenir de paix.

Conclusion

Au terme de cette thèse, nous pouvons affirmer que nous avons mis en évidence les contours du domaine d'intelligibilité propres au discours savant de la guerre. Nous avons montré qu'il est reconnaissable à son théoricisme circulaire dans lequel le raisonnement part de (et débouche sur) l'idée selon laquelle la guerre représente l'horizon ultime des relations internationales. La construction théorique qui le soutient, qu'elle soit empirique et inductive ou présumée holiste, spéculative ou à prétention scientifique, est édifiée à travers la généralisation de cas extrêmes sélectivement puisés dans l'histoire. Le procédé conduit inévitablement à un essentialisme qui réduit systématiquement la politique internationale de tous les États à l'immodération des intentions et des actions. Si bien que la compréhension des relations internationales est déterminée d'avance, ce qui fait du discours savant de la guerre une pensée démissionnante qui empêche l'esprit de penser la guerre en résonance avec la pratique politique qui l'engendre à un moment donné de l'histoire.

Nous avons montré que la « vérité » véhiculée par le discours savant de la guerre sera valide tant et aussi longtemps que les limites du domaine d'intelligibilité de celui-ci n'auront pas été révélées. Nous ne prétendons pas que le simple fait d'établir ces limites suffira pour que le discours savant de la guerre cesse d'occuper la place qu'il a actuellement dans le champ académique. Car le maintien de ce discours ne répond pas uniquement aux critères académiques de validité. S'il parvient à se maintenir et à ce régénérer, c'est aussi parce que la matrice qui le génère est à l'œuvre dans le champ politique. De ce fait, le sort du discours savant de la guerre est intimement lié à l'action politique favorable au maintien de la guerre comme option de premier choix dans les relations internationales. Une telle action a besoin de recevoir l'aval de l'opinion publique qui en détermine la légitimité. Pour que cette légitimité soit accordée, il est nécessaire que l'interprétation des relations internationales soit identique à celle des acteurs politiques bellicistes. Il est possible d'y parvenir si l'idée de la guerre vue comme horizon ultime des relations internationales est inscrite dans la *doxa* sociale. Le sens du maintien et de la régénération du discours savant de la guerre se laisse par ailleurs saisir si celui-ci est envisagé en ce qu'il entretient une

illusio spécifique, à savoir l'ignorance de tout ce qui permet de nuancer la fatalité de la guerre. Le champ politique moderne, parce qu'il admet la pluralité, compte des acteurs qui se consacrent à problématiser cette fatalité, à remettre en cause cette *doxa* et à combler cette *illusio*. Ces acteurs représentent la cible du discours savant de la guerre qui, par le fait même, participe aux conflits d'interprétation ayant cours dans un champ politique pluriel. L'enjeu se situe donc sur le terrain de l'efficacité sociale des idées.

Que le discours savant de la guerre participe à une pratique politique quelconque n'est pas contestable en soi et ce n'est pas ce que nous avons cherché à remettre en cause. Ce que nous contestons, c'est que cette participation n'est pas reconnue comme telle et la raison pour laquelle elle est demeurée silencieuse est que la pratique dont elle fait l'objet est la guerre ; non pas une guerre particulière, mais la guerre en tant que vérité indépassable des relations internationales. Ce silence – là est notre propos – représente la condition *sine qua non* pour que les auteurs du discours savant de la guerre puissent prétendre que leur quête vise uniquement et strictement la vérité sur la guerre. C'est pour ainsi dire la condition de l'efficacité sociale des idées véhiculées par ce discours que de se maintenir à l'intérieur des frontières qui délimitent le savoir académique et le dotent de son pouvoir symbolique. Le discours savant de la guerre est en ce sens un langage autorisé dont l'autorité repose sur les lettres de noblesse du travail académique.

Il n'est pas question non plus de reprocher au discours savant de la guerre d'être réflexif, c'est-à-dire de puiser dans le réel pratique des éléments de construction théorique pour les réinjecter ensuite dans ce même réel. En effet, la réflexivité du savoir en sciences sociales est inévitable. En revanche, nous pouvons légitimement lui reprocher de ne pas reconnaître cette réflexivité, c'est-à-dire de ne pas être autoréflexif. De la même manière, nous ne reprochons pas au discours savant de la guerre sa normativité, mais plutôt le silence dont il l'entoure, toujours par souci de préserver sa facture académique du détachement. Le défaut est de nouveau une absence d'autoréflexivité. Là réside la principale différence entre le discours savant de la guerre et notre propre discours et c'est pourquoi nous ne taisons pas le double idéal qui anime notre thèse. D'une part, la critique que nous avons portée au discours

savant de la guerre répond au désir de dégager un surcroît de sens d'un discours académique donné, dont le domaine d'intelligibilité participe intentionnellement à en limiter la compréhension. Mais ce désir n'épuise pas les motivations de notre entreprise car nous étions d'autre part animés par la volonté de montrer que la guerre repose en partie aujourd'hui sur un savoir hautement contestable. Notre thèse participe à la contestation de ce discours dans un cadre plus large qui consiste à œuvrer en faveur de la paix entendue comme pratique. La critique du discours savant de la guerre fait partie intégrante d'une telle paix dans la mesure même où elle remet en cause la science de la fatalité de la guerre. Il ne s'agit pas pour autant du pacifisme tel qu'on l'entend communément, c'est-à-dire d'une posture théorique qui s'oppose à la guerre quelles que soient les circonstances. Car une telle posture liquide *a priori* la pratique et condamne par le fait même la pensée à la démission. Mieux encore, elle porte à confondre systématiquement la paix avec l'absence d'affrontement armé. Or, il est des situations vides de conflits armés qui se caractérisent par une profonde injustice. Par sa posture théorique, le pacifisme condamnera *a priori* la révolte contre une injustice de ce genre.

D'un point de vue strictement académique, notre apport est d'avoir élargi la compréhension des auteurs dont nous avons traité. Nous avons pu voir, à travers chaque texte, le surcroît de sens que notre interprétation permet de dégager. Morgenthau, par exemple, n'est pas l'auteur d'une pensée homogène articulée autour des principes du réalisme, comme on le considère communément en théorie des relations internationales. L'examen herméneutique de ces principes conduit en effet à une conclusion diamétralement opposée car ils sont en fait l'occasion de constater les tensions qui traversent l'œuvre de Morgenthau et la rendent particulièrement hétérogène. De même, la théorie de Waltz ne peut plus être envisagée comme la tentative accomplie d'inscrire la réflexion sur la guerre dans la connaissance scientifique au sens des sciences de la nature. Nous avons montré qu'il s'agit plutôt d'une construction fortement éclectique fondée sur une *illusio*, c'est-à-dire sur l'ignorance en théorie des relations internationales de la place contestable qu'occupent dans d'autres disciplines (l'anthropologie, l'économie, la biologie, etc.) les notions importées par Waltz. Il en est de même pour Gilpin. Notre apport est de

montrer qu'il ne faut pas occulter la discussion sur les constructions théoriques lorsqu'elles s'appuient sur des emprunts variés à d'autres disciplines.

Autrement dit, le fait de se contenter de la vérification empirique ne permet pas un gain qualitatif de la réflexion puisque cela ne met pas en évidence les incohérences de la construction théorique. Ainsi, la réfutation empirique de Waltz ou de Gilpin ne permet pas en elle-même de convaincre les chercheurs de prendre garde à l'éclectisme. La vérification empirique, parce qu'elle reconnaît aux théories une validité *a priori*, risque même d'avoir l'effet contraire et d'encourager une multiplication de constructions théoriques assurées de faire l'objet d'études empiriques et donc de bénéficier à terme d'une certaine notoriété. Ceci, alors qu'elles sont en elles-mêmes, avant tout test empirique, fondamentalement contestables. On peut ajouter que la vérification empirique, lorsqu'elle ne se justifie pas, participe à majorer la part de la pensée démissionnante des constructions théoriques. Car le propre de la vérification empirique est de ne pas discuter des constructions théoriques elles-mêmes et de se limiter à démontrer la validité ou l'invalidité de la théorie par référence à une réalité. Enfin, la vérification empirique occulte la pratique, qui n'a ici de valeur qu'en ce qu'elle sert de terrain de validation ou d'invalidation. Cela représente l'aspect le plus pervers des procédés propres au domaine d'intelligibilité du discours savant de la guerre.

Cet aspect pervers est particulièrement net chez Mearsheimer, et plus encore chez Huntington. Lorsque Mearsheimer construit la Chine comme l'ennemi nouveau et accorde aux États-unis le rôle de stabilisateur *offshore*, la vérification empirique, outre le fait qu'elle fera plier la réalité pratique à la logique de la construction théorique à tester, est incapable de répondre à plusieurs questions fondamentales. Par exemple, la question de la validité du procédé qui consiste à envisager l'après-guerre comme une prolongation de la logique de la guerre froide avec substitution de la Chine à l'URSS ; et surtout, la question de savoir comment il est possible pour Mearsheimer de se revendiquer de la science et, à la fois, de porter des jugements de valeur, en accolant à un acteur particulier des intentions belliqueuses et à un autre le rôle bienveillant de stabilisateur, donc d'agent de paix. Ce qui est occulté ici, c'est la qualité d'acteur de Mearsheimer lui-même, comme partie prenante d'une pratique

politique qui fonctionne selon la logique de l'ami et de l'ennemi. C'est ainsi que s'inverse l'ordre de la réflexion : au lieu de partir de la pratique, le point de départ est une *doxa* aux allures de construction théorique. Notre critique vise à rétablir l'ordre de la réflexion pour réhabiliter la prise en compte de la pratique comme premier pas dans la compréhension.

Ce fut précisément à cette conclusion que nous avons aboutie dans notre interprétation de Huntington. En effet, la thèse du choc des civilisations est un cas d'espèce dans lequel s'intensifient énergiquement toutes les composantes du domaine d'intelligibilité du discours savant de la guerre. L'agent intensificateur est à ce titre une *illusio* encore plus profonde que celle qui est à l'œuvre chez les autres auteurs. Cette fois-ci l'*illusio* sert à fausser la compréhension du rapport à l'altérité, le plus sensible des rapports humains. La radicalité du discours savant de la guerre qui en découle est la plus périlleuse car l'extrême hostilité qu'elle véhicule est susceptible de légitimer les actions belliqueuses les plus immodérées. Seule la prise en compte de la pratique est à même de montrer toute la complexité de l'altérité et d'élargir la compréhension, afin qu'elle puisse intégrer non seulement les risques de conflit, mais aussi et peut-être surtout les sources de rapprochement dans des situations marquées par des conflits renvoyant à l'altérité. C'est en ce sens que du point de vue de la pratique, notre thèse s'inscrit dans la paix.

L'apport de notre thèse concerne également le rapport aux classiques. Le fait qu'un auteur comme Hobbes soit aussi abondamment cité dans les textes relevant du discours savant de la guerre, ne signifie absolument pas que la compréhension de son œuvre est épuisée. En herméneutes, nous avons montré que dans le cas de Hobbes, la compréhension qui en est donnée en théorie des relations internationales est extrêmement limitée ; elle laisse donc un large champ d'investigation inexploré. Nous avons tenté de combler une partie de ce vide, chose qu'on ne pouvait cependant pas faire en nous en tenant au domaine d'intelligibilité du discours savant de la guerre. Il nous a fallu envisager l'œuvre de Hobbes sans le préjugé de précipitation qui nous aurait conduit à considéré *a priori* que *Le Léviathan* comporte effectivement une pensée articulée et argumentée de l'anarchie telle qu'on l'entend aujourd'hui en théorie des relations internationales. Nous sommes ainsi parvenus à montrer que

l'œuvre de Hobbes ne contient rien de tel. Mais au fil de l'interprétation, nous avons pu dégager un autre sens de son œuvre qui se révèle particulièrement éclairant sur le discours savant de la guerre, à savoir que la parenté de Hobbes et ce discours ne se situe pas au niveau du contenu mais au niveau de la démarche globale de la réflexion. Nous avons trouvé en Hobbes le premier penseur à avoir mêlé dans la réflexion politique le théoricisme, la généralisation à partir de cas extrêmes, la liquidation de la pratique voilant un engagement politique, la pensée démissionnante, etc. Autrement dit, l'ensemble des éléments qui forment le domaine d'intelligibilité du discours savant de la guerre. Nous croyons que notre travail sur ce point devrait pousser à envisager avec scepticisme l'autorité intellectuelle que représente Hobbes en tant que préjugé d'autorité dans le discours savant de la guerre.

À vrai dire, la réduction des classiques au préjugé d'autorité devrait interpellier la valeur même du discours savant de la guerre. L'incapacité de Gilpin d'asseoir sa théorie sur autre chose que la référence systématique à Thucydide témoigne de la difficulté du discours savant de la guerre de se suffire à lui-même. Mais si nous affirmons que cette référence à Thucydide (de même qu'à Hobbes) est contestable, nous ne soutenons pas qu'il faille proscrire le recours aux classiques. D'une part, notre propos est plutôt de souligner que l'invocation des classiques ne doit pas se faire au détriment de la prise en compte du contexte d'énonciation. C'est le contexte d'occurrence des propos empruntés aux classiques qui permet de juger du bien fondé de l'emprunt. Par exemple, on ne doit pas accorder à Thucydide les propos qu'il fait lui-même tenir à d'autres protagonistes de la guerre du Péloponnèse, car la prise en compte du contexte d'occurrence de ces propos dans le récit montre qu'il n'exprime pas les vues de Thucydide. D'autre part, la valeur des classiques consiste, à notre avis, en ce qu'ils nous permettent de faire un retour réflexif sur notre démarche moderne d'intellection du réel. Pour nous en tenir à l'exemple de Thucydide et au-delà des réflexions philosophiques intemporelles contenues dans son récit, son œuvre est un exemple à suivre. Non pas pour essayer de trouver dans la pratique passée ou présente la confirmation de quelque vérité anhistorique sur les relations entre États, puisque cela reviendrait à s'emprisonner dans la pensée démissionnante, ou au mieux, à répéter des tautologies, comme la tentation à accroître la puissance lorsqu'on est déjà puissant ; mais plutôt pour prendre conscience de toute l'importance de l'étude

approfondie et détaillée de cas singuliers de la pratique. Ainsi, l'on pourrait écrire beaucoup de choses sur le conflit israélo-palestinien en projetant dessus les constructions théoriques du discours savant de la guerre, mais cela servirait d'avantage à entretenir les théories et alimenter les querelles théoriques, tout en participant d'une certaine manière à perpétuer le conflit, qu'à comprendre ce conflit dans la complexité de sa singularité. Ce niveau de compréhension exige que le point de départ soit la pratique, non les constructions théoriques. Thucydide constituerait dans ce cas un repère, non pas parce que son récit contient la compréhension d'un conflit dont il ne pouvait même pas imaginer les contours, mais plutôt en ce sens qu'on a besoin d'une compréhension de ce conflit aussi large que la compréhension de la guerre du Péloponnèse. Une telle compréhension s'inscrira dans la paix, dans la mesure où elle fera apparaître en même temps les sources du conflit et les possibilités de paix.

S'engager dans une telle voie exige en outre de s'émanciper des frontières qui délimitent la théorie des relations internationales en tant que discipline académique indépendante. Par exemple, une des conclusions de notre thèse est que l'histoire ne devrait plus servir uniquement de source d'illustration, mais devienne un terrain à part entière de compréhension de la pratique. De même que le comportement des États ne devrait pas être ramené uniquement et systématiquement à des hypothèses qui en figent la compréhension. Laisée ainsi ouverte, la compréhension aura pour objectif de dégager le sens le plus large possible d'un conflit, sans prétention aucune de l'épuiser définitivement. En ce sens, le procédé que nous proposons est l'exact opposé de la pensée démissionnante.

Parce que le sens n'est jamais définitivement épuisé, nous ne prétendons pas avoir clos la discussion sur les auteurs que nous avons examinés. Pour nous en tenir à un seul exemple d'un surcroît de sens qui reste à dégager, nous pouvons dire que la compréhension serait plus ample si la partie de l'œuvre de Mearsheimer que nous avons étudiée était envisagée en lien avec les travaux antérieurs de l'auteur portant sur les questions stratégiques. Il y a lieu de comprendre dans quelle mesure les limites de son domaine d'intelligibilité trouveraient en partie leur source dans l'extrapolation

du domaine d'intelligibilité des études stratégiques à la théorie des relations internationales.

Plus fondamentalement encore, nous croyons – et c'est l'une des limites de notre thèse – qu'il est nécessaire de reprendre chacun des auteurs que nous avons examinés et de traiter de son œuvre dans une étude à part en lien exclusivement avec la pratique. Dans cette thèse, nous nous sommes limités à montrer ce qui, dans chaque œuvre, représente le potentiel de son utilisation comme discours savant de la guerre. Autrement dit, il reste à approfondir, pour chaque œuvre, son actualisation spécifique dans le champ politique.

Une autre limite de notre thèse est de nous être restreints à des auteurs dits réalistes. Il est, nous semble-t-il, de première importance d'examiner des auteurs qui ne sont pas considérés comme réalistes, mais dont l'œuvre présente des affinités suffisamment conséquentes avec le discours savant de la guerre pour qu'elles ne puissent être ignorées. Par exemple, il sied d'examiner les théories dites libérales en ce qu'elles laissent croire qu'une guerre sanctionnée par l'Organisation des Nations Unies est juste parce qu'elle est légale. Le cas échéant, le travail consistera à interpréter les théories sous l'angle de la problématique spécifique qui consiste à interroger la concomitance de la justice et du droit. Il sied également de porter attention aux travaux d'inspiration constructiviste, critique et postmoderniste. L'objectif ne serait évidemment pas de montrer qu'ils participent au discours savant de la guerre par une apologie de la guerre comme horizon ultime des relations internationales, mais plutôt de mettre en évidence leurs principales limites dans leur opposition au discours savant de la guerre. Parmi ces limites, citons la non prise en compte de la pratique qui – il faudrait l'examiner – inscrit la réflexion dans un cadre similaire au domaine d'intelligibilité du discours savant de la guerre, et par le fait même affaiblit la critique adressée à celui-ci.

Bibliographie

- Achcar, G. (2002)** *Le choc des barbaries*. Paris. Complexe.
- Ahrensdoerf, P. (1997)** « Thucydides' Realistic Critique of Realism. » *Polity*. Vol. 30, No. 2, pp. 231-265.
- Ajami, F. (1993)** « The Summoning. » *Foreign Affairs*. Vol. 72, No. 4, pp. 2-9.
- Alain, E.C. (1936)** *Mars ou la guerre jugée*. Paris. Gallimard.
- Arendt, H. (1951)** *L'impérialisme*. Paris. Fayard. 1982.
- Aron, R. (1962)** *Paix et guerre entre les nations*. Paris. Calmann-Lévy.
- Ashley, R. (1984)** « The Poverty of Neorealism. » *International Organization*. Vol. 34, No. 2, pp. 225-286.
- Bancel, N. et al. (2003)** *La république coloniale. Essai sur une utopie*. Paris. Albin Michel.
- Barkawi, T. (1998)** « Strategy as a Vocation : Weber, Morgenthau and Modern Strategic Studies. » *Review of International Studies*. Vol. 24, No. 2, pp. 159-184.
- Bartley, R. (1993)** « The Case for Optimism: The West Should Believe in Itself. » *Foreign Affairs*. Vol. 72, No. 4, pp. 15-18.
- Battistella, D. (2001-2002)** « Recherche ennemi désespérément. » *Confluences Méditerranée*. No. 40, Hiver 2001-2002, pp. 81-94.
- Battistella, D. (2003)** *Théories des relations internationales*. Paris. Presses Universitaires de France.
- Benjamin, W. (1923)** « La tâche du traducteur. » ds. *Œuvres I*. Paris. Gallimard. 2000. pp. 244-262¹.
- Binyan, L. (1993)** « Civilization Grafting: No Culture is an Island. » *Foreign Affairs*. Vol. 72, No. 4, pp. 19-21.
- Blattberg, C. (2001)** « Political Philosophies and Political Ideologies. » *Public Affairs Quarterly*, Vol. 15, No. 3, pp. 193-217.
- Blattberg, C. (2003)** *Et si nous dansions ? Pour une politique du bien commun au Canada*. Montréal. Presses de l'Université de Montréal. 2004.
- Bloom, A. (1987)** *The Closing of the American Mind/How Higher Education Has Failed Democracy and Impoverished the Souls of Today's Students*. New York. Simon & Schuster
- Boudon, R. (1968)** *À quoi sert la notion de structure ? Essai sur la signification de la notion de structure dans les sciences humaines*. Paris. Gallimard.
- Bourdieu, P. (1980)** *Le sens pratique*. Paris. Minuit.
- Bourdieu, P. (1997)** *Méditations pascaliennes*. Paris. Seuil. 2003.
- Bourdieu, P. (2000)** *Les structures sociales de l'économie*. Paris. Seuil.
- Buzan, B. (1991)** *People, States and Fear*. New York. Harvester Wheatsheaf.
- Buzan, B. (2001)** « Who May We Bomb? » ds. K. Booth, T. Dunne, *Worlds in Collision. Terror and the Future of Global Order*. New York. Palgrave. 2002. pp. 85-93.
- Chalmers, A. (1987)** *Qu'est-ce que la science ?* Paris. La découverte.

¹ Lorsque l'année de la première parution est différente de l'année de l'édition utilisée dans cette thèse, nous inscrivons la première en gras et entre parenthèse et la seconde sans les parenthèses.

- Chennoufi, M. (2003)** « Grandes puissances et islamisme. » ds. *Grandes puissances et islamisme. Suivi de six essais*. Alger. El-Ikhtilef. pp. 29-77.
- Chiozza, G. (2002)** « Is There a Clash of Civilizations ? Evidence from Patterns of International Conflict. » *Journal of Peace Research*. Vol. 39, No. 6, pp. 711-734.
- Claude, I. (1969)** *Swords into Plowshares : The Problems and Progress of International Organization*. New York. Random House.
- Cochrane, N. C. (1929)** *Thucydides and the Sciences of History*. London: Oxford University Press.
- Colgrove, K. (1919)** « Diplomatic Procedure Preliminary to the Congress of Westphalia. » *The American Journal of International Law*. Vol. 13, No. 3, pp. 450-482.
- Connor, W.R. (1984)** *Thucydides*. Princeton. Princeton University Press.
- Cooley, J. (2002)** *CIA et jihad. Contre l'URSS, une désastreuse alliance*. Paris. Autrement.
- Corm, G. (1990)** *L'Europe et l'Orient. De la balkanisation à la libanisation, histoire d'une modernité inaccomplie*. Alger. Bouchene.
- Cornford, F. (1905)** *Thucydides Mythistoricus*. London. Routledge and Kegan.
- Cox, R. (1986)** « Social Forces, States, and World Order. » ds. R. Keohane (dir.) *Neorealism and its Critics*. New York. Columbia University Press pp. 204-254.
- Curran, E. (1996)** « The Hobbesian Theory of International Conflict by Raino Malnes. » *The Philosophical Quarterly*. Vol. 46, No. 184, pp. 393-395.
- David, C-P. (2000)** *La guerre et la paix. Approches contemporaines de la sécurité et de la stratégie*. Paris. Presses de Sciences Po.
- Derrida, J. (2005)** *Qu'est-ce qu'une traduction « relevante » ?* Paris. L'Herne.
- Deutsch, K. et al. (1957)** *Political Community and the North Atlantic Area*. Princeton. Princeton University Press.
- Dickinson, L. (1916)** *The European Anarchy*. New York. Macmillan.
- Doyle, M. (1997)** *Ways of War and Peace : Realism, Liberalism and Socialism*. New York. W.W. Norton.
- Dupeux, L. (dir.) (1992)** *La révolution conservatrice allemande sous la république de Weimar*. Paris. Kimé.
- Eco, U. (2000)** « Penser la Guerre. » ds. *Cinq questions morales*. Paris. Grasset. pp. 11-42.
- Ellul, J. (2004)** *Islam et judéo-christianisme*. Paris. Presses Universitaires de France.
- Esposito, J. (1992)** *Islamic Threat. Myth or Reality*. Oxford. Oxford University Press. 1999.
- Éthier, D. (2004)** *Introduction aux relations internationales*. Montréal. Les Presses de l'Université de Montréal.
- Feldman, N. (2003)** *After Jihad. America and the Struggle for Islamic Democracy*. New York. Farrar, Strauss & Giroux.
- Ferro, M. (2003)** *Le livre noir du colonialisme. XVI^e-XXI^e siècle, de l'extermination à la repentance*. Paris. Robert Laffont.
- Flathman, R. (1993)** *Thomas Hobbes : Scepticism, Individuality and chastened Politics*. London. Sage.
- Forde, S. (1995)** « International Realism and the Science of Politics : Thucydides, Machiavelli, and Neorealism. » *International Studies Quarterly*. Vol. 39, No. 2, pp. 141-160.
- Foucault, M. (1975)** *Surveiller et punir*. Paris. Gallimard.

- Foucault, M. (1976)** *Histoire de la sexualité 1. La volonté de savoir*. Paris. Gallimard.
- Foucault, M. (1997)** « *Il faut défendre la société* » *Cours au Collège de France*. 1976. Paris. Gallimard – Seuil.
- Foucault, M. (2004)** *Sécurité, territoire, population. Cours au Collège de France*. 1978. Paris. Gallimard – Seuil.
- Foster, M. (1991)** « Habermas and Gadamer : Practice and Good », ds. *Gadamer and Practical Philosophy*. Atlanta. Scholars Press : pp. 121-179.
- Fox, J. (2001)** « Two Civilizations and Ethnic Conflict : Islam and the West. » *Journal of Peace Research*, Vol. 38, No. 4, pp. 459-472.
- Frei, C. (2001)** *Hans J. Morgenthau : An Intellectual Biography*. Baton Rouge. Louisiana State University Press.
- Fromkin, D. (1993)** « Remembering Hans Morgenthau. » *World Policy Journal*. Vol. 10, No. 3, pp.81-88.
- Funck-Brentano, T. Sorel, A. (1900)** *Précis du droit des gens*, Paris, Plon.
- Gadamer, H. G. (1960)** *Vérité et méthode. Les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*. Paris. Seuil. 1996.
- Gadamer, H. G. (1967)** « Rhétorique, herméneutique et critique des idéologies », ds. *Herméneutique et philosophie*. Paris. Beauchesne. 1999 pour l'édition française : 83-108.
- Garnham, D. (1993)** « European Defense Cooperation : The 1990s and Beyond. » ds Dale, L. S. et James, L. R. eds., *The 1992 Project and the Future of Integration In Europe*. Armonk. N.Y. M.E. Sharpe. pp. 203-205.
- Garst, D. (1989)** « Thucydides and Neorealism. » *International Studies Quarterly*. Vol. 33, No. 1, pp. 3-27.
- Gauthier, D. (1964)** *The Logic of Leviathan : The Moral and Political Theory of Thomas Hobbes*. Oxford. Oxford University Press.
- Geunwook Lee, G. (2002-03)** « To Be Long or Not To Be Long – That Is The Question. The Contradiction Of Time-Horizon in Offensive Realism. » *Security Studies*. Vol. 12, No. 2, pp. 196-217.
- Ghalioune, B. (1997)** *Islam et politique. La modernité trahie*. Paris. La découverte.
- Gilpin, R. (1981)** *War and Change in World Politics*. Cambridge. Cambridge University Press.
- Gilpin, R. (1988)** « The Theory of Hegemonic War » *Journal of Interdisciplinary History*. Vol. 18, No. 4, pp. 591-613.
- Gobineau (de), J. (1853)** *Essai sur l'inégalité des races humaines*, I et II. Paris. Firmin-Didot.
- Gobineau (de), J. (1855)** *Essai sur l'inégalité des races humaines*, III et IV. Paris. Firmin-Didot.
- Goddard, S. Nexon, D. (2005)** « Paradigm Lost ? Reassessing Theory of International Politics. » *European Journal of International Relations*. Vol. 11, No. 1, pp. 9-61.
- Grondin, J. (1993)** *L'universalité de l'herméneutique*. Paris. Presses Universitaires de France.
- Gross, L. (1948)** « The Peace of Westphalia. » *The American Journal of International Law*. Vol. 42, No. 1, pp. 20-41.
- Gusdorf, G. (1988)** *Les origines de l'herméneutique*. Paris. Payot.

- Habermas, J. (1970)** « La prétention à l'universalité de l'herméneutique », ds. *Logique des sciences sociales et autres essais*. Paris. Presses Universitaires de France. 1987. pp.239-273.
- Hanson, D. (1984)** « Thomas Hobbes' *Highway to Peace*. » *International Organization*. Vol. 38, No. 2, pp. 329-354.
- Hassner, P. (1994)** « Un Spengler pour l'après guerre froide. » *Commentaire*. Vol. 18, No. 66, pp. 263-265.
- Heller, M. (1980)** « The Use and Abuse of Hobbes : The State of Nature in International Relations. » *Polity*. Vol. 13, No. 1, pp. 21-32.
- Henderson, E. Tucker, R. (2001)** « Clear and Present Strangers : The Clash of Civilizations and International Conflict. » *International Studies Quarterly*. Vol. 45, No. 2, pp. 317-338.
- Herz, J. (1950)** « Idealist Internationalism and the Security Dilemma. » *World Politics*. Vol. 2, No. 2. pp. 157-180.
- Herz, J. (1951)** *Political Realism and Political Idealism*. Chicago. University of Chicago Press.
- Hobbes, T. (1629)** « Introduction à la traduction de *La guerre du Péloponnèse* de Thucydide », ds. *Hérésie et histoire*, textes rassemblés sous la direction de Yves Charles Zarka. Paris. Vrin. pp. 131-161.
- Hobson, J. (1902)** *Imperialism. A Study*. London. Allen & Unwin.
- Hopf, T. (1991)** « Polarity, The Offense Defender Balance and War. » *The American Political Science Review*. Vol. 85, No. 2, pp. 475-493.
- Hourani, A. (1962)** *Histoire des peuples arabes*. Paris. Seuil. 1993.
- Hume, D. (1752)** « « Où l'on prouve que la politique peut être réduite en forme de science. » ds. *Essais moraux, politiques et littéraires*. Amsterdam. J. H. Schneider. pp. 3-15.
- Huntington, S. (1991)** *The Third Wave*. Norman. University of Oklahoma Press.
- Huntington, S. (1993)** « The Clash of Civilizations ? » *Foreign Affairs*. Vol 72, No. 3, pp. 22-49.
- Huntington, S. (1996)** *Le choc des civilisations*. Paris. Odile Jacob. 1997.
- Huntington, S. (2004)** *Who Are We ? The Challenges to America's National Identity*. New York. Simon & Schuster.
- Ingram, D. (1982)** « The Historical Genesis of the Gadamer-Habermas Debate », ds. La Capra, D. Kaplan, S. L., *Modern European Intellectual History*. Ithaca.
- Johnson-Bagby, L.M. (1994)** « The Use and Abuse of Thucydides in International Relations » *International Organization*. Vol. 48, No. 1, pp. 131-153.
- Kant, E. (1784)** « Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique », ds. *Idée d'une histoire universelle. Qu'est-ce que les Lumières ?* Paris. Nathan. 2000 : pp. 32-47.
- Kant, E. (1795)** *Projet de paix perpétuelle*. Rosny. Bréal. 2002.
- Keohane, R. (1986)** « Theory of World Politics : Structural Realism and Beyond. » ds. R. Keohane, (dir.) *Neorealism and its Critics*. New York. Columbia University Press. pp. 158-203.
- Keohane, R. Martin, L. (1995)** « The Promise of Institutional Theory. » *International Security*. Vol. 20, No. 1, pp. 39-51.
- Kim, W. (1992)** « Power Transitions and Great Power War from Westphalia to Waterloo Woosang. » *World Politics*, Vol. 45, No. 1, pp. 153-172.
- Kindelberger, C. (1973)** *The World in Depression. 1929-1939*. Berkley. California University Press.

- Kirkpatrick, J. (1993)** « The Modernizing Imperative: Tradition and Change. » *Foreign Affairs*. Vol. 72, No. 4, pp. 22-25.
- Kuhn, T. (1962)** *La structure des révolutions scientifiques*. Paris. Flammarion. 1983.
- Labéviaire, R. (1999)** *Les dollars de la terreur*. Paris. Grasset.
- Labs, E. (1997)** « Beyond Victory : Offensive Realism and the Expansion of War Aims. » *Security Studies*. Vol. 6, No. 4, pp. 1-49.
- Lamborn, A. (1991)** *The Price of Power. Risk And Foreign Policy In Britain, France and Germany*. Boston. Unwin Hyman.
- Layne, C. (2002-03)** « The Poster Child For Offensive Realism : America As A Global Hegemon. » *Security Studies*. Vol. 12, No. 2, pp. 120-164.
- Le Cour Grandmaison, O. (2005)** *Coloniser, exterminer. Sur la guerre et l'État colonial*. Paris. Fayard.
- Lefebvre, H. (1971)** *L'idéologie structuraliste*. Paris. Anthropos.
- Lévi-Strauss, C. (1952)** « Social Structure ». Wenner-Gren Foundation International Symposium on Anthropology. New York. Repris comme « La notion de structure en ethnologie. » dans *Anthropologie structurale*. Paris. Plon. 1958, pp. 329-378.
- Lévi-Strauss, C. (1962)** *La pensée sauvage*. Paris. Plon.
- Levy, J. (1985)** « Theories of General War. » *World Politics*. Vol. 37, No. 3, pp. 344-374.
- Liberman, P. (1993)** « The Spoils of Conquest. » *International Security*. Vol. 18, No. 2, pp. 125-153.
- Lieber, R. (1988)** *No Common Power : Understanding International Relations*. Glenview. Scott, Forsman.
- Lobell, S. (2002-03)** « Offensive Realism, Domestic Politics, And Security Strategies. » *Security Studies*. Vol. 12, No. 2, pp. 165-195.
- Lott, T. (1989)** « Hobbes on International Relations. » ds. T. Airaksinen, A. Bertman, *Hobbes : War Among Nations*. Aldershot. Avebury. pp. 91-98.
- Mahboubani, K. (1993)** « The Dangers of Decadence: What the Rest Can Teach the West. » *Foreign Affairs*. Vol. 72, No. 4, pp. 10-14.
- Malek, R. (2001)** *Tradition et révolution. Le véritable enjeu*. Alger. ANEP.
- Malnes, R. (1993)** *The Hobbesian Theory of International Conflict*. Oslo. Scandinavian UP.
- Malouf, A. (1990)** *Le rocher de Tanios*. Paris. Grasset.
- Mamdani, M. (2004)** *Good Muslim, Bad Muslim. America, the Cold War, and the Roots of Terror*. New York. Pantheon Books.
- Mann, J. (2004)** *Rise of the Vulcans. The History of Bush's War Cabinet*. London. Penguin Books.
- Mearsheimer, J. (1990a)** « Back To The Future : Instability In Europe After The Cold War. » *International Security*. Vol. 15, No. 1, pp. 5-56
- Mearsheimer, J. (1990b)** « Correspondance : Back To The Futur. Part II. » *International Security*. Vol. 15, No. 2, pp. 191-199.
- Mearsheimer, J. (1994-95)** « The False Promise of International Institutions. » *International Security*. Vol. 19, No. 3, pp. 5-49.
- Mearsheimer, J. (2001)** *The Tragedy of Great Power Politics*. New York. W. W. Norton.
- Mearsheimer, J. Walt, S. (2007)** *The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy*. New York. Farrar, Straus and Giroux.
- Meinecke, F. (1924)** *L'idée de la raison d'État dans l'histoire des temps modernes*. Genève. Librairie Droz. 1973.

- Meddeb, A. (2002)** *La maladie de l'Islam*. Paris. Seuil.
- Mesquita (de), B. Lalman, D. (1992)** *War And Reason : Domestic And International Imperatives*. New Haven. Yale University Press.
- Milner, H. (1991)** « The Assumption of Anarchy in International Relations Theory : A Critique. » *Review of International Studies*, Vol. 17, No. 1, pp. 67-87.
- Morgenthau, H. (1946)** *Scientific Man vs. Power Politics*. Chicago. The University of Chicago Press.
- Morgenthau, H. (1948)** *Politics Among Nations. The Struggle for Power and Peace*. 2e ed. 1954. New York. Alfred A. Knopf.
- Morgenthau, H. (1951)** *In Defense of The National Interest*. New York. Alfred A. Knopf.
- Morgenthau, H. (1962)** « We Are Deluding Ourselves in Vietnam. » *New York Times Magazine*, 18 April 1965.
- Morgenthau, H. (1970)** *Truth and Power : Essays of a Decade, 1960-70*. New York, Praeger.
- Morgenthau, H. (1972)** *Science : Servant or Master ?* New York. New American Library.
- Murray, A.J.H. (1996)** « The Moral Politics of Hans Morgenthau » *The Review of Politics*. Vol. 58, No. 1, pp. 81-107.
- Myers, R.J. (1999)** « Speaking Truth to Power : The Quest for Equality in Freedom », ds. J.H. Rosenthal, *Ethics and International Affairs*. 2^e éd. Washington, Georgetown University Press, pp. 11-27.
- Ned-Lebow, R. (1990)** *La dissuasion : analyse des paramètres de réussite*. Ottawa. Institut canadien pour la paix et la sécurité internationale.
- Nossal, K. R. (1998)** *The Patterns of World Politics*. Scarborough. Prentice Hall Allyn and Bacon Canada.
- Pangle, T. Ahrens Dorf, P. (1999)** *Justice Among Nations. On the Moral Basis of Power and Peace*. Lawrence. University Press of Kansas.
- Peterson, S. et al. (2005)** « Teaching and Research Practices, Views on the Discipline, and Policy Attitudes of International Relations Faculty at U.S. Colleges and Universities. » *College of William and Mary*. Williamsburg VA.
- Peterson, U.E. (1999)** « Breathing Nietzsche Air : New Reflections on Morgenthau's Concepts of Power and Nature. » *Alternatives*. Vol. 24, No. 1, pp. 83-118.
- Pichler, H. K. (1998)** « The Godfathers of Truth. Max Weber and Carl Schmitt in Morgenthau's Theory of Politics. » *Review of International Studies*. Vol. 24, No. 2, pp. 185-200.
- Piel, G. (1993)** « The West Is Best. » *Foreign Affairs*. Vol. 72, No. 4, pp. 25-26.
- Pin-Fat, V. (2005)** « The Metaphysics of the National Interest and the *Mysticism* of the Nation-State : Reading Hans Morgenthau. » *Review of International Studies*. Vol. 31, No. 2, pp. 217-236.
- Porter, M. (1980)** *Competitive Strategy*. New York. The Free Press.
- Porter, M. (1985)** *Competitive Advantage*. New York. The Free Press.
- Prigogine, I. (1993)** *Les lois du chaos*. Paris. Flammarion. 1994.
- Prigogine, I. Stengers I. (1979)** *La nouvelle alliance*. Paris. Gallimard.
- Renan, E. (1845)** *Histoire générale et systèmes comparés des langues sémitiques*. Paris. Lévy.
- Renan, E. (1871)** *La réforme intellectuelle et morale de la France*. Calmann-Lévy.
- Renan, E. (1883)** *L'Islam et la science. Œuvres complètes. Tome I*. Paris. Henriette
- Renan, E. (1890)** *L'avenir de la science*. Paris. Calmann-Lévy.

- Ricœur, P. (1986)** *Du texte à l'action. Essais d'herméneutique II*. Paris. Le Seuil.
- Ricœur, P. (2004)** « Le paradigme de la traduction. » ds. *Sur la traduction*. Paris. Bayard, pp. 21-52.
- Romilly (de), J. (1953)** *Histoire de la guerre du Péloponnèse* (Traduction). Paris. Laffont. 1990.
- Rosney (de), J. (1975)** *Le microscope*. Paris. Seuil.
- Rosecrance, R. (2001)** « War and Peace. » *World Politics*. Vol. 55, No. 1, pp. 137-166.
- Ruggie, J. (1983)** « Continuity and Transformation in the World Polity : Toward a Neorealist synthesis. » *World Politics*. Vol. 31, No. 2, pp. 261-285.
- Ruggie, J. (1986)** « Continuity and transformation in the world polity: toward a neorealist synthesis », ds. R.O. Keohane, (dir.) *Neorealism and its Critics*. New York. Columbia University Press. pp. 141-148.
- Russel, G. (1990)** *Hans J. Morgenthau and the Ethics of American Statecraft*. Baton Rouge. Louisiana State University.
- Russett, B. (1993)** *Grasping The Democratic Peace*. Princeton. Princeton University Press.
- Sadiki, L. (2004)** *The Search for Arab Democracy. Discourses and Counter-Discourses*. New York. Columbia University Press.
- Saïd, E. (1978)** *Orientalism*. New York. Vintage Books.
- Saïd, E. (1982)** « Traveling Theory. » ds. M. Bayoumi et A. Rubin, *The Edward Saïd Reader*. New York. Vintage. 2000, pp. 195-21
- Saïd, E. (1993)** *Culture et impérialisme*. Paris. Fayard. 2000.
- Saïd, E. (2000)** « Traveling Theory Reconsidered. » ds. *Reflections on Exile*. Cambridge. Harvard University Press. pp. 436-452.
- Schmidt, B. (2002)** « On the History and Historiography of International Relations. » ds. W. Carlsnaes, T. Risse, B. Simmons. (dir.) *Handbook of International Relations*. London. Sage. pp. 3-22.
- Schmitt, C. (1927)** *La notion de politique*. Paris. Flammarion. 1988.
- Schroeder, P. (1994)** « Historical Reality vs. Neo-Realist Theory. » *International Security*. Vol. 19, No. 1, pp. 108-148)
- Senghaas, D. (1989)** « A Clash of Civilizations – An Idée Fixe ? » *Journal of Peace Research*. Vol. 35, No. 1, pp. 127-132.
- Schweller, R. (1997)** « New Realist Research on Alliances : Refining, Not Refuting Waltz's Balancing Proposition. » *The American Political Science Review*. Vol. 91, No. 4, pp. 927-930.
- Simon, H. (1982)** *Models of bounded rationality*. Cambridge. MIT Press.
- Smith, M. (1986)** *Realist Thought From Weber to Kissinger*. Baton Rouge. Louisiana State University Press.
- Snyder, G. (2002)** « Mearsheimer's World – Offensive Realism and the Struggle for Security. » *International Security*. Vol. 27, No. 1, pp. 149-173.
- Spengler, O. (1818)** *Le déclin de l'Occident*. Paris. Gallimard. 1948.
- Spiezio, K. (1990)** « British Hegemony and Major Power War, 1815-1939: An Empirical Test of Gilpin's Model of Hegemonic Governance. » *International Studies Quarterly*. Vol. 34, No. 2, pp. 165-181.
- Stam, A. (1996)** *Win, Lose or Draw : Domestic Politics And The Crucible Of War*. Ann Arbor. The University of Michigan Press.
- Ste-Croix, G. E. M. (1972)** *The Origins of the Peloponnesian War*. London, Duckworth.

- Saint-Pierre, I. (1713)** *Projet pour rendre la paix perpétuelle en Europe*. Paris. Garnier. 1981.
- Strauss, L. (1932)** « Observations sur le concept du politique de Carl Schmitt », ds. *Le Testament de Spinoza*. Paris. Cerf. 2004. pp. 313-337.
- Strauss, L. (1964)** *La cité et l'homme*. Paris. Librairie générale française. 2005.
- Taylor, C. (1991)** *Grandeur et misère de la modernité*. Montréal. Bellarmin. 1995.
- Taylor, C. (1992)** *Multiculturalisme. Différence et démocratie*. Paris. Flammarion.
- Thatcher, M. (1993)** *The Downing Street Years*. New York. Harper Collins.
- Tocqueville, A. (1841)** *Travail sur l'Algérie. Œuvres complètes*. Paris. Gallimard. 1991.
- Todorov, T. (1989)** *Nous et les autres. La réflexion française sur la diversité humaine*. Paris. Seuil.
- Toft, P. (2005)** « John J. Mersheimer : An Offensive Realist Between Geopolitics And Power. » *Journal of International Relations and Development*. Vol. 8, No. 4, pp. 381-408.
- Tuck, R. (1999)** *The Rights of War and Peace*. Oxford. Oxford University Press.
- Van Evera (1992)** « The Hard Realities of International Politics. » *Boston Review*. Vol. 17, No. 6.
- Van Wagenen, R. (1952)** *Research in the International Organization Field*. Princeton. Princeton University Press.
- Veyne, P. (1971)** *Comment on écrit l'histoire*. Paris. Seuil.
- Vincent, R. J. (1981)** « The Hobbesian Tradition in Twentieth Century International Thought. » *Millennium : Journal of International Studies*. Vol. 10, No. 2, pp. 91-101.
- Viotti, P. Kauppi, M. (1999)** *International Relations Theory. Realism, Pluralism, Globalism and Beyond*. Boston. Allyn and Bacon.
- Waltz, K. (1979)** *Theory of International Politics*. New York. MacGraw-Hill.
- Waltz, K. (1959)** *Man, the State and War. A Theoretical Analysis*. New York. Columbia University Press.
- Waltz, K. (1988)** « The Origins of War in Neorealist Theory. » *Journal of Interdisciplinary History*. Vol. 18, No. 4, pp. 615-628.
- Walzer, M. (1977)** *Guerres justes et injustes*. Paris. Belin. 1999
- Walzer, M. (1983)** *Spheres of Justice : a Defense of Pluralism and Equality*. New York. Basic Books.
- Weaver, O. (1993)** « Societal Security. The Concept. » ds. O. Weaver *et al. Identity, Migration And The New Security Agenda In Europe*. London. Pinter, pp. 17-40.
- Welch, D.A. (2003)** « Why International Relations theorists should stop reading Thucydides » *Review of International Studies*. Vol. 29, No. 3, pp. 301-319.
- Wendt, A. (1992)** « The Agent-Structure Problem in International Relations Theory. » *International Organization*. Vol. 41, No. 3, pp. 335-370.
- Wendt, A. (1995)** « Constructing International Politics. » *International Security*. Vol. 20, No. 1, pp. 71-81.
- Wendt, A. (1999)** *Social Theory of International Politics*. New York. Cambridge University Press.
- Wight, M. (1961)** « An Anatomy of International Thought. » ds. *Four Seminal Thinkers in International Theory*. Oxford. Oxford University Press. 2005. pp. 141-156.
- Williams, M. (1996)** « Hobbes and International Relations : A Reconsideration. » *International Organization*. Vol. 50, No. 2, pp. 213-236.

- Williams, P. et al. (ed.) (2006)** *Classic Readings and Contemporary Debates in Internationale Relations*. Belmont. Thomson Wadsworth.
- Williamson, O. (1975)** *Markets and hierarchies*. New York. Free Press.
- Wolfers, A. (1952)** « National security' as an ambiguous symbol. » *Political Science Quarterly*. Vol. 67, No. 4, pp. 481-502.
- Yurdusev, N. (2006)** « Thomas Hobbes and International Relations : From Realism to Rationalism. » *Australian Journal of International Affairs*. Vol. 60, No. 2, pp. 305-321.
- Zakaria, F. (1998)** *From Wealth to Power. The Unusual Origins of America's World Role*. Princeton. Princeton University Press.
- Zarka, Y-C. Fleury, C. (2004)** *Difficile tolérance*. Paris. Presses Universitaires de France.